

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# L'Autriche-Hongrie

AU

## CONGRÈS DE BERLIN

### 1878

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 Février 1916, à 1 h. 1/2

PAR

**Jean LARMEROUX**

*Avocat à la Cour d'Appel de Paris*

*Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques*

---

*Président : M. Louis RENAULT, Membre de l'Institut.*

*Professeurs :* { *M. WEISS.*  
*M. LESEUR.*



PARIS

Gabriel BEAUCHESNE

*Rue de Rennes, 117*

—  
1915



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41550409\\_0046](https://archive.org/details/IA41550409_0046)

L'Autriche-Hongrie

AU

CONGRÈS DE BERLIN

1878



# L'Autriche = Hongrie

AU

## CONGRÈS DE BERLIN

### 1878

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 Février 1916, à 1 h. 1/2

PAR

**Jean LARMEROUX**

*Avocat à la Cour d'Appel de Paris*

*Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques*



*Président : M. Louis RENAULT, Membre de l'Institut.*

*Professeurs :* { *M. WEISS.*  
*M. LESEUR.*



PARIS

Gabriel BEAUCHESNE

*Rue de Rennes, 117*

—  
1915

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être  
considérées comme propres à leurs auteurs.*

A MES CHERS PARENTS

Hommage

de respectueuse reconnaissance

et

de profonde affection



## AVANT-PROPOS

---

Le Danube est une route ; l'Autriche est un passage.

Dès l'antiquité, les peuples y arrivent, y séjournent, puis s'en vont, poussés par d'autres peuples. L'Autriche est habitée d'abord par des peuplades d'origine celtique. Mais elle n'a pas de frontière naturelle vers le Nord. Les invasions suivent ce chemin facile qui les conduit vers les riches contrées de l'Occident.

Rome, maîtresse de la Méditerranée, Rome toujours menacée par les incursions des barbares du Nord et de l'Est, étend son pouvoir dans ces régions. Elle cherche à reculer ses frontières. Elle veut protéger le cœur de son Empire des profanations étrangères. Des provinces sont fondées où règnent les proconsuls, et les aigles romaines planent sur les eaux du Danube.

Ainsi sont constituées les Provinces de Pannonie et de Norique.

Une petite bourgade, que baignaient les eaux du grand fleuve, avait été établie par les peuplades wendés. Elle devint Vindobona (Vienne), capitale de Pannonie ; et c'est de là que les flottilles romaines s'élancent sur le Danube, pour veiller à la tranquillité de l'Empire d'Auguste. C'est dans cette province, dans cette ville même, que meurt en 180 le dernier grand Empereur, Marc Aurèle.

Après lui, commence la dislocation de l'Empire. Les bords du Danube, où s'était établie la civilisation, deviennent les boulevards des invasions ; et ces Provinces romaines, dont les moissons florissantes enrichissaient les habitants, se couvrent d'ivraie.

Le flot venu d'Asie, un moment contenu, déferle sur ces

plaines fertiles. Les cris sauvages des guerriers asiatiques se font entendre. Leurs costumes étranges leur donnent un aspect gigantesque. Vandales, Suèves, Hérules, Goths, Gépides, Lombards passent, dévastant tout sur leur passage. Leurs hordes tumultueuses se répandent dans les villes, les villages, chassant devant elles les habitants éperdus. Ceux-ci terrifiés s'enfuient ; la faim et la misère les poussent à leur tour sur d'autres peuples. La désorganisation s'empare de tout ; et là où régnaient l'ordre et une sage administration, s'étend maintenant le chaos.

Les bords rians du Danube, qu'avaient faits prospères une civilisation avancée, sont bordés de ruines fumantes ; et ses flots, qui transportaient le froment et les fruits, charrient les cadavres mêlés aux débris de chaumières.

Tous les habitants du territoire ne sont point partis cependant. Beaucoup se sont soumis aux nouveaux arrivants. Plus ou moins bien traités, ils ont fini par se mélanger à leurs envahisseurs, et ceux-ci ont été gagnés peu à peu par la civilisation de ceux qu'ils venaient de soumettre.

Mais les sources de ce torrent humain ne sont point encore taries. D'autres barbares s'approchent. Les Avars, les plus nombreux peut-être parmi ces peuples immenses, se ruent sur l'Occident, et les petits chevaux mandchou mordillent les branches des forêts de l'Europe. Ils avancent toujours, et l'on pourrait croire qu'ils vont soumettre à leur domination tous les peuples que leur fait rencontrer le hasard de leur route vers l'Occident.

Ils passent ; ils brisent ; ils ruinent.... Puis ils s'arrêtent, étonnés d'une résistance inattendue. Les pas des chevaux foulent un sol plus fertile et des guerriers se montrent à l'horizon, forts, grands et fiers, portant eux aussi de longues chevelures et des armes étranges. Ceux-là ne s'enfuient pas comme tant d'autres, devant les nouveaux barbares qui s'avancent.

C'est que, dans l'extrémité du monde occidental, un grand Empire s'est formé. Charlemagne règne sur ces contrées ; et il vient les défendre. Son épée brise l'élan des envahisseurs et les rejette au-delà du Raab. Sur le pays ainsi délivré, l'Empereur étend son pouvoir et ces contrées deviennent une des

Provinces de son immense Empire. Tout ce qui se trouve placé entre l'Ens et le Raab reçoit le nom de Marchia Orientalis ou Austria.

Cette région est la sentinelle avancée de l'Empire. Elle est tournée vers l'Est. C'est, depuis 843 (Traité de Verdun), la frontière de l'Empire d'Allemagne.

L'ère des luttes et des invasions n'est pas close pour cette contrée. Les Hongrois l'envahissent, y séjournent un demi-siècle, puis sont repoussés par Othon I<sup>er</sup>. Pendant que la Marche de l'Est résiste contre les barbares, une illustre Maison se forme, qui fera la grandeur de l'Autriche.

Dans un village de Suisse du canton d'Argovie, sur un roc élevé d'où l'on domine les profondes vallées, un évêque, Werner, construit le château de Habitschburg (château des vautours). De ses trois neveux, deux n'ont point de postérité. Le troisième prend et transmet à ses enfants le titre de comte de Habsbourg.

Margraves d'abord, Ducs, puis Archiducs d'Autriche, ils atteignent au comble de la puissance lorsqu'ils ceignent la Couronne du Saint-Empire Romain Germanique, et le soleil bientôt ne se couche plus sur leurs Etats...

De puissants voisins jalourent cependant leur pouvoir et cherchent à les ruiner.

Vienne, assiégée en vain par le Roi de Hongrie, Mathias Corvin, en l'année 1477, est prise par lui en 1483.

Mais un danger plus grand menace l'Archiduché. L'Empire de Byzance s'est écroulé. Sur le dôme de Sainte-Sophie, plane le Croissant ; et l'étendard du prophète flotte où régnait celui de Constantin.

L'Islam se dresse en face de la Croix.

Par la parole des Ulémas et le glaive de leurs fidèles, la croyance éclosée au désert d'Arabie se répand sur l'Afrique et sur l'Europe. Les Osmanlis passent au galop de leurs chevaux nerveux, et la foi du Prophète suit leur passage.

Soliman II s'avance jusqu'aux murailles de Vienne (1529). Les assauts succèdent aux assauts, 40.000 hommes meurent sous les coups des chrétiens. Charles-Quint, qui s'avance à la tête de son armée, voit fuir devant lui les bannières d'Osman.

Plus d'un siècle s'écoule, et la lutte recommence dans les

fossés de la capitale autrichienne. Une défense admirable et héroïque ne sauve pas la ville. Les tours démantelées montrent leurs flancs béants. Déjà les murailles chancellent sous le poids d'assaillants sans nombre, quand les cavaliers polonais s'avancent sous l'étendard de leur Roi. Jean Sobieski vient au secours de Vienne. Il joint les Turcs, les taille en pièces, et sauve l'Archiduché d'une ruine imminente.

\*  
\* \*

L'Autriche est le point de contact de l'Occident avec l'Orient. Par le fait même, elle peut soit chercher à s'étendre vers l'Occident, en contenant simplement ses adversaires orientaux, soit au contraire tourner nettement ses regards vers les pays où le soleil se lève et, renonçant à s'étendre vers l'Ouest, se contenter d'exercer une influence dans les affaires d'Occident.

Dans les débuts de sa formation, l'Autriche est nettement dirigée vers l'Orient. Elle a été créée pour protéger la civilisation occidentale des atteintes des barbares. Elle y a réussi ; et, peu à peu, voici que sa puissance augmente et qu'elle se tourne vers l'Allemagne, où elle va exercer l'influence dominante. Elle y acquiert une puissance énorme et la fière devise *Austriæ est imperare orbi universo* est gravée aux frontispices de ses palais.

Mais la roue de la fortune tourne, et des rivaux s'élèvent où elle n'avait que des vassaux. L'Allemagne protestante contrebalance l'influence de l'Archiduché, et les Habsbourg sont obligés de porter plus d'attention aux rives du Rhin qu'à celles du Danube. Par les Traités de Westphalie, l'influence française s'implante solidement dans les pays rhénans. Devant l'alliance des Princes protestants et de la France, l'Autriche recule.

Elle ne peut cependant se décider à abandonner l'Allemagne. Encore attaché à la politique de Charles-Quint, Léopold I<sup>er</sup> forme des coalitions contre la France et cherche à mettre son second fils, l'Archiduc Charles, sur le Trône d'Espagne. Il ne peut réaliser ses espérances, et les Traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade sont l'abdication de cette politique ambitieuse dans les affaires d'Occident.

Dès lors, voyant les Hohenzollern chercher à lui enlever la suprématie dans l'Empire, l'Autriche tourne de nouveau ses regards vers l'Orient. La lutte contre les Turcs sera l'objectif de sa politique. Elle cherchera à émanciper les peuples qui sont encore sous le joug ottoman. Mais elle ne leur rendra la liberté que pour chercher à les faire entrer dans son sein.

En face de la politique large et émancipatrice de la Russie, l'Autriche aura une ligne directrice à moins grande portée sans doute, mais plus pratique et plus rapprochée des réalisations immédiates. Elle n'a cependant pas encore perdu le souvenir de sa gloire allemande, et souvent ses regards se tournent vers les rives du Rhin.

Mais voici que le  $xx^e$  siècle amène la grandeur d'autres peuples puissants et, devant une Italie délivrée, une Allemagne désormais hostile, l'Autriche revient à l'idée qui présida à sa naissance.

L'Oster-Reich se rejette vers l'Orient, qu'elle avait abandonné. Elle est puissamment soutenue dans cette politique par la rivale qui l'a évincée des Allemagnes. Son développement vers l'Est est maintenant pour elle une nécessité organique. C'est là seulement qu'elle peut mener les peuples divers qui la composent, et les unir du lien des mêmes intérêts et des conquêtes communes.

Vers l'Est encore sont les rivages que baigne la mer libre, qui seule peut permettre au commerce autrichien l'écoulement de ses produits.

Il semblait jusqu'ici réservé aux cosaques du Tzar de fouler d'un pied victorieux les dalles de Sainte-Sophie. L'Autriche, Etat composé maintenant de Slaves, y songe peut-être pour elle-même.

Le rêve est né en Autriche d'un très grand Etat qui formerait le centre de l'Europe.

L'étendard des Habsbourg flotterait jusqu'au Bosphore et les chevaux Magyars baigneraient leur poitrail aux flots bleus de l'Egée.

\*  
\* \*

Si l'on jette un regard sur la carte d'Europe, on voit que l'Autriche des temps modernes est placée au cœur même de

l'Europe. Elle relie et sépare les races et les nations les plus diverses.

Mélange elle-même d'éléments très différents, elle sépare la race latine du monde slave, contient l'élan de la race germanique et surveille le Turc.

Slave elle-même pour une grande partie, elle sert de contre-poids à l'immense Empire du Nord.

Tandis que son fleuve principal, l'un des plus longs de l'Europe, unit les hauteurs du Massif allemand aux rives de la Mer Noire, les Montagnes de Bohême, les Alpes, les Carpathes séparent les peuples européens.

L'étude ethnographique de l'Autriche étonne.

Les Slaves (Tchèques et Polonais dans le Nord, Serbes dans le Sud-Est) constituent la majorité des populations de cet Empire. Mais leur défaut de cohésion les empêche de poursuivre la réalisation d'un idéal commun.

Les Allemands, par le fait que la capitale se trouve placée sur leur territoire, par le souvenir de la grandeur passée du Saint-Empire, par la présence sur le Trône d'une dynastie germanique, y ont longtemps exercé l'influence dominante. Leur puissance y est bien supérieure à leur nombre.

Les Magyars sont pour l'Empire danubien des sujets remuants, mais fidèles. La couronne de Saint-Etienne a été quelquefois fortement secouée sur la tête des Habsbourg, mais toujours les peuples révoltés se ressaisissaient et revenaient mettre leur épée au service de leurs anciens maîtres. Sans doute fallut-il, en 1849, que le glaive du Tzar vint briser leur résistance altière ; mais, revenus dans leur cadre de vie habituel, ils demeurent loyalement attachés à la vieille Maison qui conduisit tant de fois leurs ancêtres sur les champs de bataille.

Des Roumains, placés à l'Est de l'Empire, forment un important noyau de race latine.

Des Italiens enfin se trouvent dans le Tyrol et sur la côte Adriatique de Trieste.

\*  
\* \*

Trois grands partis se disputent la direction de l'Empire : les Allemands, les Hongrois, les Slaves. Le centre de gravité de

l'Autriche se déplace vers l'Est. Les Slaves deviendraient chaque jour plus nombreux si la marche en avant de l'Empire accroissait ses possessions dans l'Orient.

Les efforts de l'Autriche-Hongrie dans son mouvement vers l'Est sont un exemple d'habileté et de persévérance. Depuis qu'elle a, au Traité de Carlowitz (1699), assuré ses droits, elle n'a jamais manqué une occasion de les étendre.

L'Europe et surtout la Grande-Bretagne, habituées à considérer la Russie comme la dominatrice future du monde slave, comme l'héritière naturelle de Constantin, cherchèrent à opposer à l'aigle bicéphale des Tzars l'aigle bicéphale des Habsbourg.

La Russie regretta alors l'aide autrefois apportée à l'Autriche-Hongrie, et l'Empereur Nicolas I<sup>er</sup>, le dompteur des Magyars, déplora sa victoire passée. C'était le moment où Schwarzenberg déclarait que l'Autriche étonnerait le monde par son ingratitude. « De tous les Rois de Pologne », proclama le Tzar, « les deux plus fous sont Sobieski et moi, qui avons tous deux sauvé l'Autriche. »

C'est cette époque particulièrement instructive qu'il convient d'étudier. C'est le moment où commence une orientation nouvelle des groupements généraux de l'Europe, le moment où l'Autriche-Hongrie se jette vers l'Orient de façon définitive.

C'est un tournant décisif de l'Histoire.

L'aigle à deux têtes regarde toujours les rives du Rhin et l'embouchure du Danube. Mais son regard, mélancolique et résigné lorsqu'il contemple les régions où jadis il plana, brille lorsqu'il aperçoit à l'horizon les coupes de Salonique et de Constantinople. Il rêve, prisonnier dans les montagnes centrales de l'Europe, ne voyant de son nid qu'une mer étroite et resserrée, d'aller raser de ses ailes les flots d'une mer plus vaste, et d'aiguiser son bec en haut des minarets...

---



## INTRODUCTION

---

Après la grande crise intérieure qui avait secoué l'Empire en 1849, lorsque la Russie eut de nouveau placé les Magyars sous le sceptre des Habsbourg, l'Autriche dut garder pendant longtemps une attitude de recueillement. D'une part, elle devait à la Russie une grande reconnaissance, d'autre part, ses intérêts étaient nettement opposés à ceux de cette puissance. Tirailé entre son cœur et son intérêt, le prince de Schwarzenberg se décida à « étonner le monde par son ingratitude » et à lutter contre l'influence russe dans les Balkans. Mais cette politique n'est pas encore complètement dessinée et la guerre de Crimée met en lumière les hésitations de l'Autriche.

L'Empire turc, peu à peu déclinant, est un voisin dont la succession ne peut laisser la Russie indifférente. Depuis longtemps déjà, la Turquie, par sa mauvaise administration, son défaut d'organisation, offre à ses adversaires des prétextes faciles d'intervention. Ce n'est pourtant pas directement par sa faute que va éclater cette guerre.

C'est une lutte d'influence. La France, protectrice traditionnelle des chrétiens d'Orient, se heurte à la propagande russe. L'Angleterre craint toujours de voir coupée la route des Indes. Ces deux puissances se trouvent donc tout naturellement amenées à coordonner leur action.

Le Prince Menchikoff, envoyé par le Tzar à Constantinople, formule au sujet des Lieux-Saints et du protectorat russe des exigences qui indisposent les deux puissances amies de l'Empire ottoman et terrifient la Porte. Le Sultan effrayé accorde aux orthodoxes, le 4 mai 1853, un Firman qui leur donne les avantages que la Russie réclame pour eux.

Mais ce n'est pas encore assez. Le 5 mai, l'Ambassadeur offre au Sultan l'alliance du Tzar, qui serait en même temps

reconnu protecteur des sujets orthodoxes du Sultan. C'était là une prétention très grave et absolument inadmissible. C'eût été donner au Souverain russe une influence considérable sur plus de 10 millions de sujets ottomans.

L'Ambassadeur anglais, Sir Stratford Redcliffe, partisan acharné d'une guerre contre la Russie, se sert de ces prétentions exagérées pour pousser les Turcs à la résistance. Par une intrigue habilement menée, ce diplomate parvient à persuader à Menchikoff que c'est Rifaat-Pacha, le Ministre du Sultan, qui s'oppose à la propagande russe. Menchikoff, par ses instances, obtient le départ de Rifaat et son remplacement par Reschid-Pacha. Or, celui-ci est le partisan le plus énergique de la résistance. Menchikoff est joué. Il a placé lui-même au pouvoir son adversaire le plus redoutable. Celui-ci réunit un conseil des hauts dignitaires ottomans qui, par quarante-deux voix sur quarante-quatre, repousse l'ultimatum du Tzar. Menchikoff, furieux, quitte Constantinople.

Quelques jours plus tard, les armées russes, sous les ordres de Paskiévitich, s'établissent dans les Principautés de Moldavie et de Valachie. Toutes les villes jusqu'au Danube sont occupées.

La France et l'Angleterre prennent la défense du Sultan. Celui-ci, pour prévenir toute agitation religieuse, promulgue, le 6 juin, un hatti-shérif par lequel il accorde à ses sujets la liberté religieuse.



Le Tzar comptait, en ces graves circonstances, sur la Prusse et surtout sur l'Autriche. Celle-ci pourtant n'était guère rassurée de voir la Russie occuper des territoires aussi rapprochés de ses frontières que les Principautés. Elle aurait voulu obtenir du Tzar l'engagement de ne pas franchir le Danube. C'était, comme le faisait remarquer le Prince Orloff, rendre la guerre impossible pour la Russie.

M. de Buol, le Chancelier de François-Joseph, désirait offrir aux parties en lutte sa médiation. Il espérait ainsi obtenir quelques avantages territoriaux.

Il lui semblait bien en effet que l'Autriche pouvait, au mi-

lieu de toutes ces ambitions contraires, trouver elle-même un profit. Par la position qu'elle occupait et la puissance militaire dont elle disposait, elle pouvait changer le sort des batailles. Elle était donc admirablement placée pour exploiter l'ambition des puissances rivales.

La Russie ayant pénétré dans les Principautés voisines des frontières autrichiennes de Transylvanie et de Bukovine, le Gouvernement de Vienne ne voyait pas sans inquiétude cette occupation se prolonger. Il eût été en effet dangereux et même mortel pour la Monarchie danubienne, de permettre à la Russie de lui fermer l'embouchure de son fleuve principal et de lui interdire les rives de la Mer Noire.

Elle ne put qu'être satisfaite lorsqu'Omer-Pacha somma les troupes russes d'évacuer les Principautés.

Le Tzar ne céda pas.

Omer-Pacha franchit alors le Danube et occupa la Petite-Valachie.

L'Autriche eut dès lors le choix entre deux lignes de conduite. Elle pouvait s'unir à la Russie pour l'aider à maintenir ses troupes, à battre le Sultan, puis partager avec elle les bénéfices probables. Elle pouvait également offrir ses armes aux Ottomans pour chasser les Russes, puis réclamer le prix de son intervention.

La première hypothèse était avantageuse, mais difficilement réalisable, car on pouvait prévoir une résistance des autres grandes puissances. La seconde hypothèse était plus intéressante encore, mais c'était une chose bien grave, étant donnée la position géographique de l'Autriche, qu'une guerre contre la Russie. En outre, se faire payer son intervention par une cession de territoire, c'était commencer un démembrement de l'Empire Ottoman, qui eût pu peut-être servir de prétexte à d'autres puissances.

Pour comprendre toute la valeur de semblables objections, il convient de se rappeler que, pendant fort longtemps, la politique austro-hongroise traditionnelle en Orient fut une politique de conservation. L'Autriche cherchait à introduire son influence au sein de l'Empire Ottoman, mais lentement, sans heurt, sans à-coup.

La France et l'Angleterre, très nettes dans leurs desiderata, ne demandaient pourtant pas la guerre. Drouyn de Lhuys poussait l'Autriche à agir comme médiatrice.

Comme cette Puissance venait de subir de grandes secousses, il cherchait à lui prouver qu'elle devait faire tous ses efforts en vue de maintenir le statu-quo.

Le comte de Buol comprit que c'était bien là son véritable intérêt. Il réunit chez lui, le 4<sup>er</sup> juillet 1853, les Ambassadeurs des Puissances à Vienne, et chercha à faire une œuvre de paix et de conciliation.

Ce qui servit de base à la discussion et aux concessions mutuelles fut une note élaborée par Menchikoff vers la fin de son ambassade et qui avait été acceptée par le Cabinet turc. Cette note était un rappel du droit pour la Russie de protéger sa religion et ses coreligionnaires en pays Ottoman.

Ce n'était plus une reconnaissance d'un droit exclusif du Tzar à protéger les chrétiens de Turquie. Sans doute, la Russie avait, dans d'autres occasions, formulé cette prétention, mais celle-ci n'était nullement confirmée dans la note en question.

Sur cette base, une note, dite de Vienne, fut rédigée par la France. L'Angleterre l'accepta. L'Autriche l'appuya fortement. Elle était ainsi conçue :

« § 1<sup>er</sup>. — Si à toute époque, les Empereurs de Russie ont  
« témoigné leur active sollicitude pour le maintien des immu-  
« nités et privilèges de l'Eglise orthodoxe grecque dans l'Empire  
« Ottoman, les Sultans ne se sont jamais refusés à les consacrer de nouveau par des actes solennels qui attestent de  
« leur ancienne et constante bienveillance à l'égard de leurs  
« sujets chrétiens.

« § 2<sup>e</sup>. — Le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan restera fidèle à la lettre et à l'esprit des stipulations des Traités  
« de Kutschuk-Kaïnardji et d'Andrinople, relatives à la protection du culte chrétien, et en outre, s'engage à permettre  
« que le culte grec participe, dans la mesure la plus équitable,  
« à tous les avantages accordés aux autres rites chrétiens,

« soit en vertu des Traités, soit en vertu de stipulations spéciales » (31 juillet 1853).

Nicolas I<sup>er</sup> accepta cette note le 3 août 1853 et la crise parut évitée.

Mais un homme prit sur lui de faire éclater cette guerre que chacun redoutait. C'était l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople. Sir Stratford Redcliffe avait voué une haine terrible et personnelle à l'Empereur Nicolas. Celui-ci avait refusé de le recevoir comme Ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg. Il en avait été mortellement froissé. « Quand les flottes seront arrivées, aurait-il dit devant Lord Bath, il faut qu'il y ait la guerre. C'est inévitable. Je prendrai d'ailleurs soin que cela ne soit pas évité.... J'ai juré de me venger de cet homme, et maintenant, Dieu merci, je tiens ma vengeance <sup>(1)</sup>. »

L'Ambassadeur anglais poussa les Turcs à résister aux exigences du Tzar. Il réussit même à les persuader que leur armée était supérieure à celle des Russes. Des concessions ne s'imposaient donc pas. Le Grand-Vizir, d'accord avec le Divan offrit : « de rester fidèle aux stipulations des Traités de Kainardji et d'Andrinople en ce qui concerne la protection du culte chrétien, *par la Sublime-Porte*. »

Ces termes bouleversaient toute l'œuvre accomplie, et jetaient à bas l'édifice si péniblement construit. La Russie, étonnée et blessée, oublia ses concessions pacifiques et se prépara à ne plus compter que sur ses armes.

Le Sultan, poussé par Sir Redcliffe, déclara la guerre le 23 octobre. En même temps, les flottes de France et d'Angleterre jetaient l'ancre devant Constantinople, pour protéger la capitale de l'Empire Ottoman...

Le Comte de Buol avait compris la gravité d'un tel acte. Il se décidait maintenant à prendre réellement à cœur son rôle d'intermédiaire pacifique. Le Tzar d'ailleurs ne demandait pas mieux que de le lui faciliter.

Nicolas I<sup>er</sup>, en effet, était venu à Olmutz avec Gortchakoff, pour assister aux manœuvres de l'armée autrichienne. Il avait annoncé, le 14 octobre, que les troupes russes ne

<sup>1</sup> Malcolm Mac Coll. *Le Sultan et les Grandes Puissances*, p. 92.

s'avanceraient pas durant tout l'hiver, et qu'il attendait de la Turquie des avances en vue de maintenir la paix.

De Buol n'avait eu garde de laisser passer ces excellentes dispositions. Tandis que Sir Redcliffe poursuivait à Constantinople son œuvre de discorde, de Buol cherchait à faire naître une opinion européenne modérée, dont l'expression pût être acceptée de tous. Il réunit de nouveau à Vienne les Ambassadeurs des Puissances.

Bien que le Sultan eût lancé sa déclaration de guerre, ces diplomates poursuivirent leur œuvre d'apaisement. S'étant mis d'accord, ils envoyèrent au Sultan, le 5 décembre 1853, une note pour lui demander quelles seraient ses dernières concessions.

Malheureusement, cinq jours auparavant et sans que la nouvelle en fût encore parvenue aux Ambassadeurs, la flotte turque avait quitté Constantinople, portant en Circassie des troupes et des munitions ; obligée par le mauvais temps de mouiller dans la baie de Sinope, elle avait été rejointe par la flotte de l'Amiral Nakhimoff et détruite. Les efforts de conciliation venant de Vienne étaient dès lors voués à un échec certain.

La flotte turque avait été cependant détruite dans des conditions qui n'avaient rien d'équivoque. La Turquie ayant fait une déclaration de guerre régulière à la Russie, celle-ci ne pouvait pas laisser passer librement les navires d'une puissance ennemie, accomplissant une besogne hostile.

Mais l'événement ne fut pas compris aussi simplement en Europe. Il y causa la plus vive émotion. La France et l'Angleterre se crurent directement visées. C'était pour elles une provocation. Elles la relevèrent.

Le 2 février, la Conférence de Vienne, jugeant qu'elle ne pouvait plus se rendre utile, se séparait.

L'Autriche prenait dès lors une attitude expectative. Ayant une politique traditionnellement conservatrice, elle avait essayé de maintenir le statu-quo. Maintenant que les bouleversements qu'elle avait tenté d'éviter allaient se produire, elle était bien déterminée à en tirer parti pour elle-même.

\*  
\* \*

A ce tournant de la politique autrichienne, deux facteurs interviennent.

Le premier est la personne même du jeune Empereur François-Joseph. Mécontent de voir la Russie s'installer dans les Principautés, il ne considère pas sans quelque envie les vastes plaines où il pourrait montrer sa valeur et moissonner des trophées glorieux. Le jeune Souverain, ardent, courageux, frivole, est épris de gloire et de grandeur. Il a déjà vu le feu et affronterait sans déplaisir de nouveaux combats. Alors qu'il n'était qu'Archiduc, on lui avait permis, en avril 1848, de pousser jusqu'à l'armée d'Italie. « Mais cette « visite ne fut pas tout à fait du goût du Commandant en « Chef Radetzki. Aussi adressa-t-il au nouvel arrivé l'allocu- « tion toute militaire suivante : « Altesse Impériale, votre « présence me cause beaucoup de difficultés. S'il vous arrive « un malheur, quelle responsabilité pour moi ! Si vous êtes « pris, tous les avantages que l'armée aura pu obtenir s'an- « nuleront du coup ! » — « Monsieur le Maréchal, répondit « François-Joseph, il se peut qu'il ne soit pas opportun de « m'envoyer ici. Mais comme j'y suis, l'honneur me défend de « m'en retourner sans avoir essuyé le feu de l'ennemi ! »... « Il fut donc convenu que l'Archiduc assisterait au prochain « combat, qui eut lieu le 6 mai, à Santa-Lucia. « J'ai été témoin « oculaire moi-même, dit le rapport de Radetzky, de l'intré- « pidité dont l'Archiduc a fait preuve quand un boulet est « venu s'abattre tout près de lui <sup>4</sup>. »

Le jeune Prince rêve de réunir ses forces, de leur donner plus de cohésion par des entreprises communes. « La Patrie, « dit-il dans son manifeste de 1848, renaîtra dans sa vieille « grandeur, mais avec des forces rajeunies, comme un édifice « inébranlable au milieu des tempêtes, comme une maison « spacieuse pour les races aux langages divers réunies sous le « sceptre de nos aïeux depuis des siècles. » Dans cette même proclamation, il se déclare « formellement résolu à conserver « intacts l'éclat de la Couronne et le territoire de la Monar-

<sup>4</sup> De Bertha.

« chie. » L'éclat de la Couronne serait en effet bien brillant si l'on pouvait refouler les Russes vers leurs steppes du Nord, et agrandir la Monarchie austro-hongroise des territoires qu'ambitionnaient les Tzars de Russie.

Un second facteur intervient. C'est l'évolution qui s'est produite dans l'esprit de M. de Buol. Tout acquis au maintien du statu-quo, partisan de la neutralité absolue, le voilà qui se laisse tenter peu à peu par la perspective d'une politique plus active et capable de procurer à l'Autriche des avantages plus décisifs.

Le résultat des tendances de François-Joseph et de l'évolution du Comte de Buol ne se fit pas attendre.

Le Prince Orloff, qui espérait, comme son maître, que les Habsbourg se souviendraient de l'immense service rendu à leur Maison en 1849, fut étonné de voir qu'ils l'avaient oublié. La prédiction de Schwarzenberg se réalisait. Non seulement l'envoyé du Tzar ne put obtenir un traité d'alliance, mais il lui fut impossible de conclure une convention de neutralité.

Dès mars 1854, M. de Buol cherchait à obtenir de la Russie l'évacuation des Principautés. Toutefois, avant d'être définitivement engagé dans les affaires d'Orient, le Ministre autrichien voulut être certain qu'aucun incident ne pût se produire dans l'Europe Occidentale.

Il chercha en conséquence à se rapprocher de la Prusse. Peut-être même espérait-il entraîner celle-ci dans une grande coalition contre la Russie. Toujours est-il que François-Joseph envoya à Berlin le Feld Maréchal Hess, qui réussit à faire signer à Manteuffel, au nom de Frédéric-Guillaume IV, un traité de garantie (20 avril 1854).

Les Souverains s'engageaient réciproquement à défendre leur territoire dans le cas où l'un d'eux serait menacé par un ennemi dangereux pour la sûreté de l'Allemagne. Un article spécial concernait la présence de troupes russes dans les Principautés et déclarait que ce cas était l'un de ceux où les deux alliés se devaient assistance. Dès lors, l'Empereur autrichien et son Ministre purent sans crainte exercer leur armée, pour la préparer à refouler les Russes hors des frontières des

Principautés. Ils conclurent dans ce but avec la Turquie, le Traité du 14 juin.

Le Tzar, de plus en plus étonné et inquiet, donna le 25 juin à ses troupes l'ordre d'évacuer les Principautés.

Toutefois, il exigea des Turcs et de l'Autriche la promesse que, s'il se retirait de ces contrées, ceux-ci ne les envahiraient pas à leur tour.

L'Autriche, devenue belliqueuse, ne trouva point que ce fût assez. Elle arma et déploya une activité de plus en plus grande.

\*  
\* \*

Au moment où toute l'Europe contemplait les efforts de la Cour de Vienne, une cause grave vint tout à coup paralyser cette ardeur.

Bismarck, délégué de la Prusse à la Diète de Francfort, voyait avec méfiance se former une coalition contre la Russie. Il avait besoin, pour réaliser ses ambitieux desseins, de l'amitié de cette Puissance. N'ayant pu empêcher la signature du Traité de garantie du 20 avril 1854, il chercha à créer pour la Prusse un moyen de se soustraire à ses engagements.

Il fit rédiger à Bamberg, le 25 mai 1854, par de Beust, Ministre de Saxe, et de Pfordten, Ministre de Bavière, une note par laquelle l'Allemagne s'opposait à l'engagement d'une guerre contre le Tzar sans l'assentiment formel de ses Princes. Cette déclaration écartait également toute occupation des Principautés après leur évacuation par les armées du Tzar.

C'était là un coup sérieux porté à l'Autriche. Celle-ci n'en comprit pas immédiatement toute la portée. Le Général Coromini, sur l'ordre de François-Joseph, envahit les Principautés. A cette mesure, la Prusse, prenant le rôle d'exécutrice des volontés de la Confédération <sup>1</sup>, répondit en se rapprochant

<sup>1</sup>. — La Confédération germanique (1815) comprenait trente-huit Etats souverains et quatre-vingts Etats médiatisés, c'est-à-dire subordonnés aux Etats souverains. Ces nouveaux Etats étaient ainsi répartis : quatre royaumes (Bavière, Wurtemberg, Saxe, Hanovre), sept grands Duchés ; neuf Duchés ; onze Principautés et les quatre villes libres de Lubeck, Hambourg, Brême, Francfort-sur-le-Mein. L'Autriche et la Prusse faisaient également partie de la

nettement de Saint-Petersbourg. Cette politique obtenait la majorité à la Diète.

Le 22 juillet, on recevait à Vienne le texte envoyé du Ministère des Affaires Etrangères français, de l'ultimatum indiquant les bases de la paix et qui, la France, l'Angleterre et l'Autriche s'étant concertées, devait être envoyé à la Russie. Cet ultimatum comprenait quatre propositions, dites quatre points de Vienne. Il concernait l'abandon par le Tzar de la protection des Grecs, et limitait sa puissance sur les rives de la Mer Noire. L'Autriche y eut gagné la liberté de navigation sur le Danube et l'abolition des droits de la Russie sur les Principautés.

Ces avantages étaient bien tentants pour M. de Buol, mais la résistance inopinée de la Confédération Germanique, le rapprochement de la Prusse et de la Russie n'étaient pas sans lui causer de sérieuses inquiétudes. L'ultimatum, s'il était repoussé, faisait éclater la guerre et divisait l'Allemagne en deux camps.

C'était une bien grosse partie ; aussi M. de Buol se décida-t-il à transformer l'ultimatum en une note qu'il transmit à la Russie le 8 août 1854.

Le 26 août, le Gouvernement russe faisait connaître son refus.

A cette nouvelle, de Buol fit entrer dans les Principautés un corps d'armée sous les ordres du Maréchal Hess. Mais la Confédération, montée par Bismarck, refusait toujours son consentement. De Buol faisait tous ses efforts pour sortir de cette position fausse et obtenir l'assentiment ou au moins un acquiescement tacite de la Diète à ses desseins.

La Prusse se décida alors à heurter l'Autriche de front. Le 13 octobre 1854, parut une circulaire prussienne qui, pesant sur la Confédération, détermina celle-ci à la résistance. L'opposition était décidément forte et bien menée.

Confédération Germanique pour leurs Provinces allemandes, le Danemark pour le Holstein et le Lauenbourg, les Pays-Bas pour le Luxembourg.

Les Confédérés s'engageaient à se garantir mutuellement celles de leurs possessions comprises dans cette union, à défendre chaque Etat, à ne point poursuivre les différends nés entre eux par la force des armes, à les soumettre à la *Diète Fédérale* qui siégeait d'une manière générale à Francfort, sous la Présidence de l'Autriche. La Diète devait statuer souverainement sur ces différends.

Ce jour-là, Bismarck venait de gagner Sadowa et Sedan, car un moment viendrait où la Russie pourrait montrer qu'elle n'avait pas oublié une aide si opportune et si efficace.

François-Joseph sentait la gravité de la situation, mais n'était passé outre aux décisions de l'Allemagne, lorsqu'un fait se produisit qui allait le déterminer à agir.

..

La France et l'Angleterre, pour pousser l'Autriche à sortir de son inaction, avaient demandé l'aide du Piémont. Peut-être que, inquiète de voir cette jeune Nation s'unir aux Puissances maritimes et s'acquérir ainsi des droits à leur reconnaissance, l'Autriche se déterminerait à une action décisive.

Ce fut ce qui arriva.

Dès qu'il parut évident que Cavour allait joindre ses troupes à celles de la France et de l'Angleterre, l'Empereur d'Autriche prit une décision définitive.

Le 2 décembre 1854, il signa avec ces Puissances un traité d'alliance formel. Il se réservait toutefois un délai d'un mois avant de participer à la guerre.

L'Autriche avait pensé que son entrée dans l'alliance en eût écarté le Piémont. Cavour cependant ne renonçait pas à profiter de cette occasion de poser devant l'Europe la question italienne. Le 26 janvier 1855, il signait le traité qui allait lancer les Piémontais sur les champs de bataille de l'Orient.

L'Autriche espérait sans doute forcer la main à la Prusse et l'entraîner malgré tout derrière elle. Au contraire, Frédéric-Guillaume IV cherchait à persuader le Tzar d'examiner les quatre points de Vienne au plus vite, pendant le délai que l'Autriche s'était fixé par le Traité du 2 décembre 1854.

Gortchakoff, Ambassadeur de Russie à Vienne, eut le 28 décembre, une entrevue avec M. de Buol. Il écouta, discuta, finalement s'engagea à peser les propositions des Puissances et à y répondre. La Russie — cela était visible — acceptait les propositions qu'on lui soumettait.

Sur un seul point, sa résistance se faisait sentir inébranlable. Elle ne voulait à aucun prix consentir à la limitation

de sa flotte dans la Mer Noire. C'était, à son avis, une véritable abdication à laquelle elle ne pouvait consentir sans déchoir. Ce seul point rendait toute entente impossible.

L'Autriche se débattait contre l'Allemagne et cherchait encore à obtenir de la Diète la mobilisation de l'armée fédérale. Elle n'y réussit pas.

Le 30 janvier 1855, la Prusse et l'Allemagne refusaient à l'Autriche toute aide militaire contre la Russie. De plus, le Gouvernement de Berlin réussissait, montrant derrière l'Autriche la France menaçante, à obtenir la mobilisation fédérale sur les rives du Rhin.

L'embarras de l'Autriche devenait immense. Elle comprenait que, dans une guerre contre la Russie, il était fort dangereux pour elle d'avoir, sur ses frontières de l'ouest, l'Allemagne hostile. En outre, elle sentait que son influence dans les pays germaniques venait d'être singulièrement diminuée.

La Prusse paraissait diriger l'opinion en Allemagne.

\*  
\* \*

La mort de Nicolas I<sup>er</sup> vint aider François-Joseph et M. de Buol à se tirer d'embarras.

Ne voulant pas se lancer en ces conditions dans l'aventure orientale, ils feignirent, non point de céder aux volontés de la Prusse, mais d'attendre les décisions du nouvel Empereur Alexandre II. M. de Buol revenait à sa politique du début de la crise. Il cherchait maintenant à faire cesser le conflit, mais à condition d'en tirer quelque bénéfice pour l'Autriche. Il lui était en effet indispensable de retirer de la paix des avantages qui l'aidassent à reconquérir du prestige aux yeux de l'Allemagne et à démontrer que de cette affaire il ne sortait pas dupé.

Cette politique se trouvait facilitée par la fatigue des alliés à continuer la guerre et l'inquiétude de Napoléon III et de ses Ministres, en voyant l'Allemagne mobiliser aux frontières françaises de l'Est.

Drouyn de Lhuys proposa à Londres et à Vienne de soumettre à la Russie un projet tendant, non plus à la *limitation*

de ses forces dans la Mer Noire, mais à la *neutralisation* de cette Mer. C'était l'interdiction de navigation pour toutes les flottes de guerre, aussi bien du Tzar que du Sultan ou de ses alliés. Le Ministre français annonçait même que si le Tzar refusait, il lui ferait demander un projet de *limitation réciproque* des flottes de la Mer Noire.

Vienne était le centre de toute l'affaire. Drouyn de Lhuys s'y rendit, ainsi que Lord John Russel, Membre du Gouvernement anglais.

M. de Buol accueillit à bras ouverts le Ministre français et appuya énergiquement sa politique de concessions. On fit parvenir ces propositions à Saint-Pétersbourg, mais le Chancelier russe se refusait toujours à les accepter. Drouyn de Lhuys et de Buol insistèrent, firent de nouvelles concessions, et proposèrent de limiter les flottes russes à ce qu'elles étaient avant la guerre. On le voit, Paris et Vienne cédaient peu à peu sur ce point. C'est que dans ces deux capitales, on était inquiet et que l'on avait hâte de conclure la paix.

Les communes préoccupations rapprochèrent même considérablement les deux Gouvernements. On parla de renforcer l'alliance existante, de la rendre perpétuelle. L'Autriche, appuyée sur la France, contenant la Russie dans les Balkans, se trouverait ainsi soutenir l'influence et le protectorat français en Orient et garantirait la frontière du Rhin à la France. Celle-ci, de son côté, maintiendrait en Allemagne la puissance de l'Autriche, qui pourrait désormais travailler à son aise les nations germaniques et reconquérir sans crainte l'influence que la Prusse avait tant ébranlée. En outre, tranquille en Allemagne, elle eut pu chercher à étendre vers l'Orient son influence.

Par une alliance durable entre la France et l'Autriche, le réveil des races, qui devait être si nuisible à ces deux puissances, eut été désormais contenu.

Sadowa et Sedan étaient évitées.

\*  
\* \*

Mais cette entente ne faisait pas l'affaire de l'Angleterre. Elle eut pu en effet amener une paix rapide, et la Grande-

Bretagne voulait à ce moment la continuation de la guerre. Le Cabinet de Londres pesa sur Napoléon III. Celui-ci, après une longue hésitation, se décida à suivre la politique anglaise. Drouyn de Lhuys, le grand partisan de l'alliance autrichienne, donna sa démission.

Par cette décision de l'Empereur des Français, M. de Buol se trouvait fort embarrassé. L'Autriche, brouillée avec les alliés, qui lui reprochaient ses irrésolutions, mal avec la Russie, se trouvait en Allemagne seule en face de la Prusse. Elle ne pouvait se déterminer à prendre une décision absolue et définitive, et sa politique suivait les événements.

Les victoires des alliés faisaient pendant ce temps réfléchir sérieusement le Tzar. La France et son Chef commençaient à se lasser de la guerre. L'Angleterre seule eut volontiers poussé jusqu'au bout les opérations.

De Buol trouva le moment venu de proposer un projet de médiation. Il y avait introduit une clause comprenant la clôture de la Mer Noire (15 novembre 1855). Mais l'Angleterre ne trouvait point que ce fût suffisant. Palmerston réclamait le droit de faire des propositions particulières. Sans doute voulait-il parler de la clôture de la Baltique. En outre, la pression des alliés déterminait le Roi de Suède, Oscar I<sup>er</sup>, à entrer le 21 novembre dans la coalition. Malgré cette nouvelle menace, le Tzar repoussa, le 12 janvier, les demandes autrichiennes, qui s'étaient aggravées, il est vrai, de la proposition anglaise.

L'Autriche s'énervait du rôle ridicule qu'elle jouait. Elle se décida aux gestes décisifs. Le lendemain du refus du Tzar, Esterhazy, Ambassadeur d'Autriche à Saint-Petersbourg, donnait cinq jours à la Russie pour accepter les propositions des alliés. Faute de quoi, il demanderait ses passeports. La Prusse, très inquiète de voir qu'elle ne pouvait retenir plus longtemps la grande puissance allemande, pressa le Tzar d'accepter pour éviter les plus graves complications. Alexandre II se décida à conclure la paix. Il fit savoir que la Russie acceptait les propositions de l'Autriche. Il fut convenu qu'un Congrès se réunirait à Paris pour régler les conditions de la paix.

Cette œuvre fut d'ailleurs facile, car chacun savait d'avance que tous étaient déterminés à s'entendre.

Toutes les clauses du Traité de Paris (30 mars 1856), même celles qui n'intéressaient pas directement l'Autriche, lui étaient avantageuses. Le protectorat russe sur les Principautés disparaissait. L'œuvre des Traités de Kainardji et d'Andrinople s'évanouissait dans la fumée des canons de Crimée. Sébastopol et Aland revenaient aux Russes, mais ne pouvaient plus être fortifiées. Kars était aux mains des Turcs. Enfin la question de la Mer Noire, qui avait causé tant de difficultés, était définitivement réglée. Cette mer était neutralisée. La liberté de navigation était établie sur le Danube et une Commission internationale était créée pour en assurer l'exercice.

\*  
\* \*

Le Traité, avec ses annexes et ses compléments, marquait un recul immense de la Russie. L'Angleterre surtout en était satisfaite.

Le 15 avril 1856, l'Autriche, l'Angleterre et la France rapelaient secrètement leur accord de novembre 1855, par lequel, reprenant comme base des préliminaires de paix les quatre points dits de Vienne, augmentés d'une légère rectification de frontière au profit de la Moldavie, et de la possibilité pour les alliés de formuler des conditions supplémentaires, les trois Puissances avaient promis d'appuyer réciproquement leur politique, et par lequel aussi l'Autriche-Hongrie s'était engagée non encore à une coopération armée, mais à rompre toute relation diplomatique avec la Russie, si celle-ci n'accédait pas aux conditions de paix précédemment citées.

Si le Traité du 30 mars satisfaisait l'Autriche, le Congrès lui avait cependant réservé quelque amertume. Cavour, protégé de l'Empereur des Français, avait été admis au Congrès. Il obtenait l'égalité avec les Ambassadeurs des grandes puissances. Certains s'étaient inquiétés des susceptibilités de l'Autriche, mais il avait bien fallu s'incliner devant la volonté très arrêtée de Napoléon III.

Ce n'était pas tout. L'Autriche eût été heureuse de prendre

sur la Prusse une revanche d'amour-propre en la laissant en dehors du Congrès. L'Angleterre trouvait juste cette punition infligée à la Prusse, dont l'attitude avait considérablement nui à la diplomatie des Puissances maritimes. L'amitié rêveuse de Napoléon III pour cet Etat ne permit pas cette exclusion. Sous le prétexte que la Convention des Détroits ne pouvait être renouvelée sans la Prusse, on admit, le 18 mars, son Ambassadeur Manteuffel au Congrès.

Une première question offrait pour l'Autriche un vif intérêt ; c'était celle des Principautés. Celles-ci se trouvaient, par la Convention de Balta-Liman (mai 1849), placées sous le protectorat commun de la Russie et de la Turquie. Cet acte avait supprimé les assemblées de boïars, et maintenu la séparation des deux Principautés. Deux Hospodars distincts avaient été nommés ; mais pour éviter que par un long gouvernement ils pussent devenir populaires, leur mandat avait été limité à sept années.

Un projet s'ébaucha, dont Napoléon III paraît avoir eu l'initiative. On aurait réuni au sceptre des Habsbourg les Principautés accrues d'une partie de la Bessarabie. En échange, l'Autriche aurait cédé la Lombardie au Piémont.

Malheureusement, François-Joseph ne voulait rien céder de ses territoires italiens, et le projet échoua devant cette opposition. Lorsque Napoléon proposa la réunion des Principautés sous le sceptre du Duc de Parme, M. de Buol et l'Ambassadeur de Turquie s'y opposèrent avec véhémence. Tous deux trouvaient dangereux pour la stabilité de l'Europe cette politique des nationalités.

\*  
\* \*

Dès ce moment s'établit la séparation entre la politique française et la politique autrichienne.

La France est encadrée de la Prusse et de l'Italie. Toutes trois trouvent dans l'union des Principautés une première application du système qu'elles préconisent. La politique autrichienne, moins sympathique, mais plus clairvoyante, plus raisonnable, cherche à ne pas créer de groupements nouveaux. Elle est d'ailleurs mise en garde par l'attitude de

Cavour au Congrès. Ce Ministre, venu pour régler la question d'Orient, cherche à tout instant à introduire la question italienne.

L'Autriche, d'autre part, ne peut consentir à laisser discuter ses droits. L'attitude de Napoléon III et son indulgence pour les incartades de Cavour ont fixé le Cabinet autrichien sur la possibilité de difficultés futures...

C'était une date fondamentale pour l'Autriche que celle de ce Congrès. A ce moment Gortchakoff, Représentant de la Russie à Vienne, froissé de l'attitude autrichienne, indigné de l'ingratitude des Habsbourg et de leur oubli des services rendus, rentrait en Russie pour recevoir le titre de Chancelier.

M. de Buol paraissait sortir du Congrès avec des avantages appréciables. Dans la réalité, la hautaine indifférence des Plénipotentiaires russes, l'œil rêveur de Napoléon fixé sur l'Italie, la colère de Cavour, l'irritation sourde de Manteuffel réunissaient à Paris les germes des catastrophes futures.

M. de Buol, en rentrant à Vienne, laissait derrière lui gronder bien des orages...

\*  
\* \*

Tout de suite, il se trouva aux prises avec les difficultés naissant de la question des Principautés.

Le Congrès de Paris avait décidé que les habitants seraient appelés à se prononcer par vote sur l'union ou la séparation des deux Principautés. Cette consultation allait avoir lieu dans un délai très court, et ce n'était pas sans appréhensions que M. de Buol envisageait les difficultés qui allaient se produire. Il savait, par son expérience des questions orientales et par les avertissements réitérés de son Ambassadeur à Constantinople, le baron Prokesh-Osten, que les Roumains visaient à former un Etat unitaire.

Le fait en lui-même était un danger pour l'Autriche, mais c'était surtout la contagion d'un tel exemple qui eût pu devenir redoutable.

Il prit ses dispositions en conséquence. Il s'entendit avec le Sultan pour remplacer dans les Principautés les deux Hospo-

dars par deux fonctionnaires perpétuellement amovibles. On choisit Alexandre Ghika et Balshe, et on les chargea d'obtenir de la population des votes opposés à l'Union, en leur laissant le choix des moyens.

Pendant ce temps, M. de Buol, avec le consentement de la Porte, laissait ses troupes dans les Principautés et cherchait à les y maintenir le plus longtemps possible.

Un complice lui arriva en la personne de Sir Stratford Redcliffe. Très opposé à la réunion de la Moldavie et de la Valachie, cet Ambassadeur, qui n'avait guère l'habitude de se préoccuper des vues de son Gouvernement, chercha à faire rester aussi longtemps que possible les troupes autrichiennes dans ces Provinces.

Alexandre II protestait que l'on n'exécutait pas toutes les clauses du Traité et suspendait l'application de celles qui le concernaient.

Toutes ces complications favorisaient les agissements austro-turcs dans les Principautés.

La pression sur les populations fut telle que, par suite de l'abstention désespérée de la plupart des électeurs, un vote défavorable à l'Union se trouva émis en Moldavie. La France protesta, et comme on était en territoire de souveraineté ottomane, elle s'adressa à Constantinople.

Mais Napoléon III avait besoin de l'appui de l'Angleterre. Celle-ci, défavorable à tout ce qui pouvait causer un démembrement de l'Empire turc, n'envisageait pas sans inquiétude la formation d'une Roumanie.

Dans le voyage qu'il fit à Osborne en août 1857, Napoléon III discuta vivement la question avec la Reine et les Ministres anglais. Convaincu, après de vaines tentatives, de l'impossibilité d'entraîner l'Angleterre, il céda, mais en obtenant comme satisfaction d'amour-propre l'annulation des élections.

Quelques jours plus tard, il eut à Stuttgart une entrevue avec l'Empereur de Russie. On y parla des Principautés, de l'Italie, de la Pologne.

Napoléon III tournait peu à peu ses batteries contre l'Autriche et celle-ci ne pouvait pas ne pas s'en apercevoir. En fait cependant, cette Puissance allait obtenir satisfaction au point de vue des Principautés. Si Napoléon III préparait des

intrigues contre l'Autriche, il n'en avait pas moins cédé sur ce point aux désirs de l'Angleterre. Or ceux-ci étaient ici conformes aux intérêts des Habsbourg.

Une Conférence s'ouvrit le 22 mai 1858 à Paris, qui devait changer le sort des Roumains. Le statut de leur nation était dorénavant fixé de la façon suivante : Les deux Provinces étaient séparées et soumises à un tribut. Des Hospodars à vie, élus par les Assemblées Nationales, mais investis par le Sultan, présidaient aux destinées de ce peuple.

Malgré l'opposition autrichienne, Napoléon réussissait à faire introduire certaines institutions communes aux deux Provinces. Une Commission centrale devait veiller à l'établissement de l'unité de douanes, de législation, de monnaie. Les Membres en étaient nommés par les Assemblées et les Hospodars. Une Haute Cour de Justice était fondée. Enfin, une cravate bleue commune était ajoutée aux drapeaux respectifs des deux Principautés.

Cette Conférence, terminée le 19 août 1858, n'était donc pas pour l'Autriche une entière victoire.

\*  
\* \*

La satisfaction que cette Puissance venait de retirer de sa diplomatie ne devait cependant pas durer, par suite de l'habileté des Roumains eux-mêmes. Les Assemblées séparées ayant à élire chacune un Hospodar, choisirent le même homme, Alexandre Couza (17 janvier 1859).

L'Autriche mécontente encourageait la Turquie à la résistance. Mais comme les autres puissances se lassaient peu à peu de la question roumaine, la Turquie reconnut le fait accompli. Ne voulant pas toutefois favoriser l'Union des Principautés, elle accorda au nouvel Hospodar deux Firmans d'investiture. La même année, celui-ci prit le titre de Prince de Roumanie<sup>1</sup> et en 1861, le Sultan lui accordait cette qualité. Sur ce, un nouveau pas fut fait et, en l'année 1862, une Assemblée désormais commune se réunit à Bucarest.

L'unité roumaine était créée ; mais Couza, son fondateur,

<sup>1</sup> Bourgeois. *Manuel de Politique Etrangère*, tome III, p. 431.

se rendit rapidement impopulaire par une dictature violente et sa lutte contre les boïars. Un complot le renversa, et, après quelques mois d'hésitations et d'attente, les Roumains appelèrent au Trône le Prince Charles de Hohenzollern.

La Russie mécontente protesta. Il lui paraissait dangereux de laisser se former à ses frontières un Etat qui, sous la direction d'un Prince d'Occident, pouvait devenir puissant et lui barrer la route des Balkans.

La Turquie, de son côté, fit des préparatifs de guerre et protesta auprès des Puissances. Mais s'apercevant que celles-ci n'étaient pas disposées à l'appuyer, elle céda et, le 24 octobre 1866, reconnut la souveraineté du Prince Charles.

...Pendant ce temps, l'Autriche voyait sa grandeur s'effacer peu à peu... L'aigle des Habsbourg, blessé à Solférino, puis à Sadowa, ne fixait plus sur les Balkans qu'un regard à demi éteint....

\*  
\* \*

De grandes épreuves étaient en effet survenues pour l'Empereur François-Joseph.

L'Italie, qu'avaient dominée les armes de ses ancêtres, avait senti passer en elle le frisson des grandes aspirations. Démembrée, écartelée, elle voulait réunir tous ses membres épars.

Un homme d'une haute valeur et d'une grande intelligence s'était voué à cette œuvre et en avait fait l'unique but de sa vie. C'était Cavour. Déjà, lors de la guerre de Crimée, lorsqu'il avait envoyé les légions piémontaises mêler leur sang à celui des bataillons alliés, il s'était acquis indirectement le droit de poser au Congrès de Paris la question italienne. L'Autriche, qui connaissait les sympathies de l'Empereur des Français pour la cause des nationalités, était sur ses gardes. Cavour commença alors à manier l'aiguillon perpétuel des revendications, des provocations qui pouvaient acculer l'Autriche à quelque mesure violente et maladroite.

François-Joseph, embarrassé, cherchait à se concilier ses sujets italiens par des concessions. Il n'y réussissait guère et ce qu'il leur accordait ne faisait que rendre plus vif leur espoir d'obtenir davantage.

Cavour excitait si visiblement les patriotes italiens que de Buol se crut obligé de réclamer des explications. Le Roi de Piémont répondit par une fin de non recevoir. Blessé, François-Joseph rompait en mars 1857 les relations diplomatiques.

Un plus grand danger menaçait l'Autriche, c'était la France, en la personne de son chef Napoléon III. Celui-ci cherchait à créer contre l'Autriche une coalition, en faisant miroiter aux yeux du Tzar Alexandre II la possibilité de s'emparer de la Galicie dans une guerre menée avec la France et l'Italie contre les Habsbourg.

Gortchakoff et son maître, désireux de se venger de l'Autriche, étaient disposés à agir, mais ne trouvaient pas le bénéfice assez grand. Profondément humiliés par le Traité de Paris, ils cherchaient à en obtenir la révision. C'était demander à l'Empereur des Français plus qu'il ne pouvait donner. Il eut fallu, en effet, pour cela, l'acquiescement de l'Angleterre. Napoléon III savait bien que non seulement il ne l'obtiendrait jamais, mais encore qu'une démarche en ce sens le brouillerait avec cette Puissance, à l'amitié de laquelle il tenait beaucoup. Napoléon n'obtenait donc que la neutralité du Tzar, mais c'était déjà là quelque chose.

Le Gouvernement Autrichien, voyant les nuages s'amonceler et sentant le danger, s'efforçait de gagner du temps, à la fois pour préparer son armée et pour laisser à ceux qui s'unissaient contre lui le temps d'éprouver des déceptions et d'user leur accord.

Au même moment, un appui s'offrait à François-Joseph. La Reine d'Angleterre venait, en février 1858, de remplacer Palmerston par Malmesbury. Ce dernier était nettement favorable à l'Autriche. Il sentait venir la crise et, la redoutant, cherchait à l'éviter. Cowley, l'Ambassadeur d'Angleterre à Paris, intervenait en faveur de l'Autriche.

L'accord franco-piémontais du 10 décembre 1858, qui promettait Nice à la France en échange d'une coopération armée, avait rapidement été connu, ainsi que la convention militaire de Turin (18 janvier 1859), élaborée par Niel et la Marmora. Comme Napoléon, au dernier moment, semblait encore hésiter quelque peu, le Gouvernement anglais tenta de lui faire accepter ses bons offices, espérant procurer à l'Italie des avan-

tages assez satisfaisants pour éviter les catastrophes à venir. Cowley fut désigné par son Gouvernement pour servir de trait d'union entre les Gouvernements français et autrichien. Il se rendit à Vienne et tâcha d'y obtenir des concessions.

Malheureusement, M. de Buol, voyant que la Russie ne se décidait pas à se joindre à l'Empereur des Français, se sentant au fond appuyé par l'Angleterre, résista. Comme le Piémont mobilisait toujours et faisait des exercices belliqueux dans les environs même de la frontière, il exigea, comme prélude à toute négociation ou médiation, que le Piémont désarmât sans conditions et immédiatement.

C'était une lourde faute. L'Autriche avait au contraire tout intérêt à temporiser, à voir venir les événements, à laisser des interventions se produire.

Justement à cette époque, la Russie paraissait adopter une politique de médiation. Le 15 mars, M. de Kisselef proposait à Napoléon III, au nom de son maître, la réunion sous les auspices du Tzar d'un Congrès qui réglerait solennellement la question italienne. On ne disait rien d'absolument précis sur la manière dont on résoudrait l'affaire, mais on prononçait des paroles de liberté. « Les mots de Confédération étaient dans l'air. »

Tout ce que pouvait donner une pareille réunion était bien inférieur à ce que désirait Cavour. Il poussait à la guerre autant qu'il le pouvait. Il vint à Paris voir l'Empereur et le supplier de s'en tenir à ses promesses d'autrefois.

Mais Napoléon III commençait à se rendre compte de la gravité de la situation. Il fit ce qu'il put pour adoucir la déception du Ministre italien, mais ne céda pas sur la question de la médiation russe. Cependant, il lui semblait dur de refuser au Piémont le droit d'assister aux Conférences européennes qui devaient traiter la question. Aussi réclama-t-il auprès des Puissances l'admission du Piémont à ces réunions. Il l'obtint.

Mais l'Autriche, qui avait exigé avec tant de force le désarmement des troupes piémontaises, allait tout brouiller par son ardeur trop grande.

Le Gouvernement de Vienne n'avait pas vu avec plaisir les propositions pacifiques de la Russie. Alors qu'il eût dû comprendre que son intérêt était de ne rien heurter, il s'énerva.

M. de Buol et son maître, convaincus de la futilité des propositions médiatrices des Puissances, craignant peut-être de trouver devant eux une Europe trop favorable à la cause italienne, se décidèrent à brusquer les choses. Au moins cherchèrent-ils à imposer au Piémont un recul qui pût lui enlever du prestige aux yeux de l'Europe. M. de Buol envoya des délégués à Cavour pour le sommer de désarmer.

Celui-ci bondit de joie quand il comprit que de cette sommation il pouvait faire une menace de guerre, qui allait maintenant le mettre dans son droit.

L'Autriche commettait une grande faute en déchaînant des passions aussi violentes que celles de l'Italie. Néanmoins, comme un vent de nationalisme soufflait alors en Allemagne contre les Français, l'Autriche en profita pour se rapprocher de Berlin et parut préparer une croisade allemande.

L'Autriche et la France, en lutte l'une contre l'autre, allaient consommer la série de leurs fautes. Toutes deux allaient s'affaiblir au profit de voisins qui chercheraient dans leur abaissement le gage d'une future grandeur...

\*  
\* \*

Elles s'en aperçurent lorsqu'après les luttes retentissantes de Montebello (20 mai 1859), de Magenta (7 juin), de Solferino (24 juin), le bruit sourd des armements prussiens parvint aux oreilles des combattants d'Italie. Un important facteur entrerait en jeu, la Prusse, et derrière elle l'Allemagne.

Les combattants commencèrent à comprendre leur erreur.

La situation était fort claire. Pour la France, l'entrée en ligne d'un nouveau belligérant était très grave. Luttant dans les plaines du Pô, elle allait se trouver brusquement attaquée sur le Rhin. Au point de vue autrichien, le secours de la Prusse n'était guère plus intéressant. Les Hohenzollern, en effet, s'étaient réservés lorsque l'Autriche avait cherché à les entraîner derrière elle dans une croisade allemande. Mais, en intervenant après les défaites de l'Autriche en Italie, la Prusse ne paraissait plus suivre en vassale le drapeau des Habsbourg,

mais au contraire soutenir l'étendard chancelant et sauver l'Allemagne du danger français.

C'était pour la Prusse un chef-d'œuvre politique. C'était pour l'Autriche la fin de sa prépondérance en Allemagne. La Prusse tiendrait dorénavant la barre du navire allemand.

Le danger était donc imminent pour les deux puissances belligérantes. Il leur fallait le prévenir au plus vite.

Napoléon III, comme il sied au vainqueur, fit des avances. Il proposa à François-Joseph une entrevue, qui eut lieu le 11 juillet 1859, à Villafranca. L'Autriche, gardant la Vénétie et son influence dans les Duchés de Toscane et de Modène, cédait la Lombardie et Parme. Le 11 novembre 1859, la paix de Zurich confirmait les préliminaires de Villafranca. C'était là une politique de sagesse où tout le monde, sauf le Piémont, trouvait son avantage.

Ce Traité cependant n'arrêta pas l'œuvre d'unification de l'Italie. Pendant que des troubles éclataient dans la Péninsule, pendant que des annexions se produisaient, des provocations étaient lancées à l'Autriche, venant surtout du parti révolutionnaire, de Garibaldi et de ses amis. Il n'était pas impossible qu'une nouvelle guerre se produisît et que l'Autriche se trouvât obligée d'intervenir en Italie.

Prévoyant la possibilité prochaine d'une politique d'action, François-Joseph prenait ses précautions vis-à-vis de l'Europe. Il se rencontrait à Téplitz, le 27 juillet 1860, avec le Régent de Prusse, et à Varsovie le 10 Septembre, avec l'Empereur de Russie. Ces Princes garantissaient à l'Autriche, contre l'Italie, la possession de la Vénétie et du Tyrol. La France elle-même, un peu lasse de l'agitation italienne, faisait savoir discrètement à Vienne que les armées françaises ne protégeraient plus le Piémont, à la condition cependant que rien ne pût être changé au Traité de Zurich.

Pendant ce temps, la puissance du Piémont s'étendait. La manière subversive dont se faisait cette extension la rendait désagréable à l'Empereur des Français, et l'Autriche pouvait espérer que ses inquiétudes en Italie allaient se terminer. Elle se rejetait dans la politique germanique et cherchait à reprendre son ascendant en Allemagne.



Elle y éprouvait de sérieuses difficultés. La Prusse, appuyée sur la Russie (car Gortchakoff n'oubliait pas les services rendus par Bismark pendant la guerre de Crimée), cherchait au contraire à repousser de l'Allemagne sa rivale.

L'Autriche, il est vrai, retrouvait là des alliés naturels. Les Etats du Sud, allemands et catholiques, se montraient fort disposés à soutenir l'influence de l'Autriche pour essayer de contrebalancer celle de la Prusse protestante. Déjà, en octobre 1862, des tiraillements s'étaient produits entre Bismark et les Rois de Bavière et de Wurtemberg, qui refusaient de signer un traité de commerce franco-allemand négocié par Bismarck. Pour les faire céder, celui-ci avait dû menacer.

L'intérêt de l'Autriche était de former la Confédération Germanique sur des bases plus modernes et plus solides. Elle négociait à cet effet avec les petits Etats et trouvait de solides appuis. En Saxe surtout, le Ministre, M. de Beust, était très favorable à cette politique.

Bismarck sentit que le danger devenait sérieux. Brutalement, selon son habitude, il posa la question. Nettement, il fit savoir à l'Autriche qu'une politique de protection des petits Etats contre la Prusse serait considérée comme inamicale par les Hohenzollern.

La querelle s'agrita au commencement de 1863. M. de Rechberg, Chancelier de François-Joseph, somma à son tour la Prusse de changer d'attitude vis-à-vis des petits Princes, dont les tentatives en vue d'une réforme de la Confédération indisposaient les Hohenzollern.

Bismarck croyait tenir la guerre.

Napoléon III aurait probablement laissé faire, mais Drouyn de Lhuys s'y opposa formellement.

Bismarck se heurtait là à un obstacle qu'il n'avait pas prévu. Il se borna à protester contre les agissements des Princes allemands et décida d'attendre une occasion meilleure.

Elle arriva bientôt. Le 15 novembre 1863, Frédéric VII, roi de Danemark, disparaissait. Les Puissances européennes avaient, onze ans auparavant, le 8 mai 1852, réglé sa succes-

sion en reconnaissant Christian de Gottorp-Glucksbourg pour héritier de la Couronne.

Deux contrées placées au sud du Danemark avaient au sein de ce royaume un statut spécial, le Sleswig et le Holstein. De ces deux duchés, l'un, le Holstein, était allemand en majorité ; l'autre était danois. Ils avaient cependant des institutions communes. Avant de mourir, Frédéric VII avait accordé l'autonomie au Holstein, afin de pouvoir incorporer au Danemark le Sleswig. Cela ne faisait pas l'affaire de la Prusse, qui avait des vues sur ces Provinces. Elle protesta donc énergiquement.

Lorsque le nouveau roi Christian IX eut ratifié ce que son prédécesseur avait fait, l'Allemagne protesta de nouveau et annonça que le Traité de Londres se trouvait ainsi violé et qu'elle n'en reconnaissait plus la validité.

La Diète attribua le 7 décembre ces duchés au duc d'Augustembourg. Le père de ce Prince avait cependant cédé en 1852 ses droits au Danemark. L'exécution fédérale fut décidée contre Christian.

Bismarck n'était pas disposé cependant à suivre l'Allemagne dans cette voie. A ses yeux, le duc d'Augustembourg n'avait aucun droit, par suite de la renonciation de son père ; et le roi de Danemark n'en avait pas plus, puisqu'il venait de violer le Traité de Londres. Bismarck comprenait que la Prusse pouvait s'occuper seule de cette affaire ; mais, prévoyant que, dans la ligne politique qu'il allait suivre, il rencontrerait l'opposition des petits Etats, il chercha à entraîner l'Autriche dans une action commune. Il fit en ce sens des propositions à M. de Rechberg, qui accepta. L'Autriche se résignait à se rapprocher de la Prusse, parce qu'elle craignait l'expansion en Allemagne des idées libérales.

Mais la décision des deux Princes ne fut pas facilement acceptée par les petits Etats. Une réunion des envoyés de Wurtemberg, Bade, Saxe, Nassau, Bavière, Brunswick, se tint à Wurzburg. Ils voulaient soutenir avec énergie les droits du Duc d'Augustembourg. Leurs protestations, même leurs appels guerriers n'intimidèrent pas Bismarck, qui, avec l'aide de l'Autriche, faisait occuper Duppel et conquérir le Sleswig.

Le Roi de Danemark était menacé jusque dans le cœur de son royaume. L'Angleterre, émue et inquiète du danger qu'il courait, chercha à en retarder l'imminence par la réunion d'une Conférence à Londres, sous la présidence de Lord Russell.

Elle s'ouvrit le 9 mai 1864. Le Gouvernement anglais était d'accord avec M. de Beust, le représentant des Cours allemandes, pour donner au Duc d'Augustembourg le Lauenburg et le Holstein, en laissant à Christian IX la plus grande partie du Sleswig.

Bismarck, se trouvant pris entre les exigences des Etats allemands et les réclamations du Danemark soutenu par l'Angleterre, changea de tactique. Se rapprochant des Cours allemandes, il prit en main leurs réclamations et revendiqua les Duchés non plus en vertu du seul droit de la force, mais au nom des droits de l'Allemagne. Il ralliait ainsi à lui M. de Beust et la Diète.

Ce fut le tour de l'Angleterre de se trouver embarrassée, car la France, dans son aveuglement, était plutôt favorable à la cause allemande.

Bismarck pouvait maintenant triompher. Il venait de frapper de stérilité la médiation anglaise et, après avoir écarté fort habilement l'Europe de ses affaires, il avait les mains libres en Allemagne. Dès lors, il se crut permis de ne plus user de ménagements. Le rôle du Duc d'Augustembourg fut d'abord considérablement réduit. Celui-ci se voyait obligé de consentir à l'établissement sur ses domaines de forteresses prussiennes, à la création d'un canal de Kiel à Rendburg. Cette dernière ville fut d'ailleurs occupée sans plus de formes par l'armée du Prince Charles de Prusse, malgré la présence de l'armée fédérale sous ses murs.

Le Danemark comprenait maintenant qu'il n'avait plus rien à espérer. Christian IX consentit à faire le sacrifice des Duchés et, le 30 octobre 1864, il signa la paix avec l'Autriche et la Prusse.

\*  
\* \*

Une autre phase de son histoire allait commencer pour l'Autriche. Dans toute l'affaire des Duchés, c'était la Prusse

qui avait mené la barque. C'était elle qui avait rompu la résistance des Etats allemands.

Vienne contemplait maintenant avec inquiétude les manœuvres de Bismarck auprès de la Cour de Paris.

Le Chancelier prussien allait voir l'Empereur Napoléon à Biarritz. Il préparait le terrain d'une future guerre contre l'Autriche et, pour cela, faisait miroiter aux yeux de Napoléon l'objet de ses éternelles faiblesses, l'agrandissement de l'Italie. Venise était aux mains de l'Autriche. Ne pourrait-on rendre cette Province à l'Italie en même temps que la Prusse s'emparerait du Holstein ?

A Vienne on sentait que des négociations inquiétantes se poursuivaient. M. de Rechberg se heurtait maintenant à la majorité des Ministres, qui lui reprochaient sa politique prussienne. Le 27 octobre 1864, il se trouvait, sous la pression des Ministres et de la Cour, obligé de démissionner.

Le Duc d'Augustembourg n'était pas pour rien dans sa chute. Bien qu'à Vienne comme à Berlin, on n'eût fait aucun cas de ses droits, il sentait qu'une grande différence existait entre les deux Cours. Alors que l'affaire des Duchés était le type de la politique prussienne, ce n'était que par entraînement la politique autrichienne. Aussi le Duc était-il venu s'installer à Vienne, où il intriguait contre la Prusse et M. de Rechberg. L'Autriche d'ailleurs, protectrice par tradition des petits Etats allemands, se rapprochait d'eux après avoir aidé à les maltraiter.

Les Habsbourg avaient maintenant le choix entre deux politiques : ou bien donner la Vénétie à Victor-Emmanuel et se faire ainsi de la France et de l'Italie des amis qui lui permettraient d'avoir les mains libres contre la Prusse ; ou bien s'entendre avec cette dernière puissance en lui abandonnant une partie des Duchés.

François-Joseph, qui venait d'appeler M. de Mensdorff à la Chancellerie, se décida en faveur d'une politique d'entente avec la Prusse. Après quelques hésitations, il s'était en effet entendu, au mois de février 1865, avec cette Puissance, pour imposer à l'Allemagne et à Augustembourg la formation dans les Duchés d'un Etat sans aucune indépendance. Sur ce, la Diète avait protesté de façon si énergique que l'Au-

triche en avait été étonnée. Elle avait songé à reculer. Bismarck, pour avoir son aide, n'avait pas hésité à employer contre son alliée des menaces indirectes. Il avait opéré à Paris et à Turin une pression telle que l'Autriche, craignant de voir aboutir entre la Prusse et l'Italie une alliance qui eût pu lui coûter la Vénétie, avait préféré marcher nettement avec la Prusse.

Bref, François-Joseph renvoyait en juillet 1865 son ministre Schmerling, qui le poussait à la résistance, et envoyait Blome à Gastein pour s'entendre avec Bismarck.

L'œuvre de Gastein fut la suivante : Le Sleswig était attribué à la Prusse, le Holstein à l'Autriche. La Prusse obtenait le droit d'occuper Kiel, de construire un canal faisant communiquer la Baltique avec la Mer du Nord, et de posséder de Rendsbourg à Hambourg des routes militaires. Le Lauenbourg, donné à François-Joseph en propriété personnelle, était vendu à Guillaume I<sup>er</sup> moyennant quinze millions.

Cette convention souleva en Europe et en Allemagne un grand étonnement, suivi partout d'une vive indignation. La France critiqua. L'Angleterre protesta. Les Cours allemandes se dressèrent. La Diète de Francfort blâma solennellement les agissements de Gastein. Les événements s'envenimaient.

Mais l'Autriche, en se tenant aux côtés de la Prusse, empêchait toute action sérieuse.

\*  
\* \*

Il était cependant évident que tôt ou tard la rupture se ferait entre la Prusse et l'Allemagne.

C'était si clair pour un homme d'Etat que Bismarck chercha dès le commencement de la crise des appuis à l'extérieur. La question italienne était toujours pour lui le moyen de s'amuser de Napoléon III. Il alla voir ce souverain à Biarritz, en octobre 1865.

Il trouva l'Empereur toujours disposé à remettre Venise aux Italiens et à faciliter l'abaissement de l'Autriche par une action commune prusso-italienne.

Bismarck, assuré de cette puissante protection, se décida à aller de l'avant. Son plan était prêt : Il voulait, après avoir

incorporé le Sleswig, s'emparer du Holstein, en offrant à l'Autriche une indemnité. Cette puissance, ne pouvant laisser son honneur attaqué de telle façon, ni se résigner à être dépouillée par persuasion, résisterait. La guerre alors éclaterait.

L'Autriche, voyant Bismarck en grands pourparlers avec la France et l'Italie, comprit enfin qu'une politique d'hésitation ne pouvait que nuire à un grand Etat. Sentant venir une lutte prochaine, François-Joseph se rendait compte de la nécessité de s'assurer des Princes allemands. Gablenz, le Gouverneur du Holstein, ayant à ses côtés le duc d'Augustenbourg, reçut l'ordre d'encourager dans le Sleswig un mouvement en faveur de ce prince.

Le rapprochement de toute l'Allemagne contre la Prusse inquiétait maintenant la Cour de Berlin. Bismarck demandait que l'on passât rapidement à l'action. Il réussit à persuader le roi Guillaume que faire l'acquisition des Duchés au prix d'une nouvelle guerre n'était point une mauvaise affaire.

L'Etat-Major prussien, ayant demandé énergiquement que l'on s'assurât la coopération de l'armée italienne, Bismarck l'obtint avec rapidité, grâce à l'intervention de Napoléon III, qui décida l'Italie encore incertaine, en lui promettant de la protéger, quelles que fussent les circonstances.

Le 8 avril 1866, un traité d'alliance offensive et défensive était signé entre la Prusse et l'Italie.

Fort de telles assurances, Bismarck ne chercha plus maintenant que la guerre. Après avoir combattu toute œuvre d'unité allemande, il allait se faire désormais le champion de cette idée.

Cette contradiction, à la vérité, n'était qu'apparente. L'unité, il l'avait toujours voulue ; mais il la voulait sous le sceptre des Hohenzollern, et pour cela, il fallait commencer par écarter violemment les Habsbourg des rives du Rhin.

Puisque tout l'édifice élevé contre l'Autriche reposait sur la cession de la Vénétie à l'Italie, l'Autriche aurait eu intérêt à céder cette Province avant la guerre. Il faut cependant reconnaître qu'un Etat ne cède pas facilement une Province alors que le sort des armes n'a pas encore décidé.

L'Angleterre cherchait à réunir un Congrès, espérant que l'Autriche saisirait cette occasion pour faire plus facilement des concessions sur la question vénitienne.

Bismarck déjà s'inquiétait, quand tout-à-coup la Cour de Vienne, lasse de sa situation diplomatique instable, se décida nettement à la guerre. François-Joseph fit savoir qu'il ne viendrait à un Congrès que si on lui garantissait la Vénétie et le Holstein. Comme le Congrès n'avait d'autre raison d'être que de solutionner précisément ces deux questions, il devenait désormais inutile et la guerre était inévitable.

\*  
\* \*

Bismarck fit entrer les troupes prussiennes dans le Holstein.

La Diète, indignée, prit fait et cause pour l'Autriche et décréta contre la Prusse l'exécution fédérale.

Successivement les armées prussiennes battirent les Hano-vriens, les Bava-rois, les Hessois. L'Autrichien Benedek engageait, le 3 juillet 1866, à Sadowa, une grande bataille qui se terminait par une grande défaite.

L'Autriche, bien que victorieuse contre l'Italie à Lissa, venait de recevoir un coup terrible. Son sort était entre les mains de Bismarck.

Celui-ci avait obtenu ce qu'il cherchait, la ruine de la Confédération Germanique. En profond diplomate, préférant à un présent éblouissant un avenir sûr, il résista à l'orgueil d'écraser le vaincu et chercha à le ménager dans le but de s'en faire un ami futur.

Après une suspension d'armes de cinq jours, des préliminaires de paix s'ouvrirent, le 22 juillet 1866, à Nikolsbourg. La Prusse pouvait désormais disposer des territoires allemands placés au Nord du Mein.

Mais le Roi de Prusse et son entourage voulaient plus encore. Ils demandaient une cession de territoire et eussent bien voulu faire pénétrer dans Vienne leur cortège triomphal. Ces conditions étaient celles que redoutaient le plus les Habsbourg. Elles les blessaient profondément. Bismarck, sentant qu'il se ferait des adversaires irréconciliables s'il laissait faire, remonta résolument le courant. Il demanda à son Roi d'épar-

gner à l'Autriche toute humiliation inutile. Malgré la résistance du Souverain et de son Etat Major, il réussit, grâce à l'aide du Prince royal, à triompher.

Signée le 26 juillet, la paix fut ratifiée à Prague le 23 août 1866, et le 24 août, l'Autriche abandonnait la Vénétie à Napoléon III, qui devait la remettre à l'Italie.

La Prusse devenait une Puissance formidable. Elle avait maintenant les Duchés ; elle occupait la Hesse et le Hanovre. Elle ajoutait à sa population 4 millions d'âmes et imposait au vaincu une lourde indemnité de guerre. L'Autriche consentait enfin à la formation au Nord du Mein d'une Union Fédérale étroite fondée par le Roi de Prusse.

Les Habsbourg étaient définitivement rejetés de l'Allemagne...

Ils avaient la tristesse de voir la Prusse continuer avec succès l'œuvre commencée, et présider à la fondation d'une nouvelle Constitution Fédérale (16 avril 1867). Saxe-Weimar, Oldenburg, Brunswick, Saxe-Altenburg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, Schwarzburg, Waldeck, Reuss, Lippe, les villes libres de Lubeck, de Brême, de Hambourg, Mecklembourg, Hess-Darmstadt, Saxe-Meiningen et Saxe royale, tels étaient les Etats qui venaient, de leur plein gré ou sous la pression du Ministre prussien, se grouper autour de la Couronne des Hohenzollern.

Ces Princes conservaient leur situation antérieure, mais un Bundesrath (Conseil Fédéral), composé de quarante-trois Membres représentant les Souverains et liés par leurs ordres, et un Reichstag élu par le peuple, étaient le trait d'union entre les Etats allemands. La Prusse avait dans le Conseil Fédéral dix-sept voix sur quarante-trois. Le Chancelier Fédéral était désigné par le chef du pouvoir fédéral et dirigeait les destinées de cette Union.

Les Etats du Sud, après la défaite de l'Autriche, ne savaient plus que devenir. Toutes leurs sympathies allaient à la Puissance catholique. Mais les événements étaient plus forts que leur volonté. La Prusse ne pouvait, après tant de bouleversements qui lui avaient été favorables, permettre à ces petits Etats de conserver leur indépendance complète. Ceux-ci se trouvèrent obligés, pour échapper à une conquête, de signer

des conventions militaires secrètes, qui liaient par cinq années leurs armes à l'étendard des Hohenzollern.

Ainsi l'Autriche voyait ces États eux-mêmes, qui cependant constituaient sa clientèle accoutumée, passer, sous la pression de la force, dans le camp adverse.

Son avenir allait changer d'horizon...

Elle songeait avec mélancolie à l'immense empire qu'elle avait dominé, et voyait, comme pâlissent les étoiles sous le feu de l'aurore, sa devise<sup>1</sup> pâlir au lever du soleil prussien...

\*  
\* \*

François-Joseph cependant ne désespérait pas de rendre à son règne l'éclat que des défaites successives venaient de compromettre si gravement.

Les difficultés intérieures, qui depuis si longtemps avaient nui à l'action extérieure de cet État, commençaient à s'atténuer. L'Autriche, après avoir cherché longtemps quel était le cadre de vie qui pût le mieux lui convenir, en arrivait au dualisme. Elle édifiait ainsi, au-dessus des nombreuses nationalités de l'Empire, deux nationalités dominantes, l'Autrichienne et la Hongroise, unies entre elles par le lien des intérêts et d'institutions communes, sous la forme d'un compromis renouvelable tous les dix ans.

Sans doute, ce n'était pas sans protestations que ce régime était parvenu à s'établir. Les Slaves ainsi comprimés s'indignaient, fomentaient des troubles, ainsi que les Roumains. Mais leur opposition ne fit que resserrer l'union des deux races prépondérantes depuis si longtemps dans l'Empire.

Deux Délégations furent fondées, composées chacune de soixante Membres élus par la Diète de Vienne et celle de Budapesth. Les Ministres y paraissaient et les tenaient au courant de leur politique.

La situation intérieure de l'Autriche était donc moins confuse que précédemment. Pendant la guerre contre la Prusse, les Magyars s'étaient battus noblement aux côtés des Autrichiens.

L'heure néanmoins restait grave pour l'Autriche. François-Joseph venait d'appeler auprès de lui le Ministre saxon, qui

<sup>1</sup> Alles Erdreich Ist Oesterreich Unterthan.

avait autrefois tenu Bismarck en échec, M. de Beust. Celui-ci reçut la Présidence du Conseil des Ministres après le départ de Belcredi, qui, favorable aux Slaves de Bohême, retardait la signature du Compromis. Ce fut de Beust, qui n'avait pas contribué à son existence, qui le signa le 8 février 1867.

\*  
\* \*

A peine était-il installé que des difficultés européennes très graves s'élevaient, qui allaient permettre à l'Autriche de panser ses blessures sans être de nouveau inquiétée. Peut-être même, à la suite de ces circonstances, pourrait-elle venger ses humiliations et reprendre au centre de l'Europe l'importance qu'elle avait perdue.

La France, inquiète du rapide développement de la puissance prussienne, cherche à en arrêter l'essor. Bismarck, de son côté, désire une lutte qui puisse jeter contre un ennemi commun toutes les forces allemandes et accomplir l'unification, qui est le but de sa vie.

La France s'effraie des accroissements prussiens, et Bismarck la joue en lui offrant des compensations qui se trouvent successivement difficiles ou impossibles.

C'est d'abord l'affaire du Luxembourg, où Bismarck se sert du chauvinisme prussien pour se faire volontairement forcer la main et imposer à la France conquérante la volonté de la Prusse, derrière les désirs de l'Allemagne.

L'affaire du Trône d'Espagne, survenant peu de temps après, achève d'envenimer les querelles franco-prussiennes.

En septembre 1868, la révolution éclatait en Espagne, renversant le Trône de la Reine Isabelle II. Les partis victorieux cherchaient un nouveau Souverain. N'ayant pas réussi dans leur tentative d'élever au Trône un Prince portugais, ils avaient songé au Prince Léopold de Hohenzollern, fils du Prince Antoine et frère du Roi de Roumanie.

L'annonce seule d'une telle candidature soulevait l'opinion française. Pendant que des démarches se faisaient auprès du Prince et de la Cour de Berlin, le Gouvernement de Paris dépensait toute son activité à faire échouer ces négociations.

C'était une question maintenant restreinte entre la France

et la Prusse. Cependant des difficultés pouvaient surgir qui profiteraient à l'Autriche. Déjà des relations excellentes étaient nouées depuis quelque temps avec la France. Napoléon III avait, le 18 août 1867, solennellement rendu visite à François-Joseph à Salzburg ; l'Empereur d'Autriche vint à son tour à Paris (décembre 1867), lors de la clôture de l'Exposition <sup>1</sup>. Il y fut admirablement reçu par le peuple de la capitale. Bref, il semblait que Paris et Vienne s'entendissent pour une action commune contre la Prusse.

Une troisième Puissance intervint, qui les poussa à accentuer cette politique. C'était l'Italie.

L'Italie ne possédait pas Rome. Elle espérait que la France, agrandie aux frontières du Rhin, et l'Autriche vengée de ses affronts passés, la laisseraient s'emparer de la Ville Eternelle.

Le Gouvernement Italien, très séduit par le rôle qu'il pouvait jouer, faisait soumettre en 1868, à Napoléon III, un plan de triple-alliance dirigée contre la Prusse.

La véritable difficulté était la résistance à Vienne et à Paris des catholiques, qui se refusaient à abandonner le Pape.

Les pourparlers traînèrent pendant fort longtemps. Au commencement de l'année 1869, une entente paraissait probable. Elle ne se produisit pas cependant, et les difficultés relatives à l'affaire espagnole arrivèrent sans que rien de sérieux eût été fait dans le sens d'une alliance. Le marquis de Cazaux, notre Ambassadeur à Vienne, écrivait toutefois le 9 juillet, que la France pouvait compter sur l'Autriche et son Chancelier.

A la vérité l'Autriche, si elle désirait prendre sa revanche en Allemagne, en voulait encore à la France de l'avoir laissé écraser en 1866. D'ailleurs M. de Beust se trouvait dans une position assez fautive à cause de la Hongrie, qui toujours avait été favorable à la Prusse. Il se trouvait donc obligé à une extrême prudence. Cela ne l'empêchait pas cependant de demander à M. de Cazaux s'il n'avait pas des propositions précises à lui faire.

Evidemment, il espérait quelque chose de net qui ne vint pas. Tout au moins, au milieu des négociations, essayait-il de

<sup>1</sup> Bourgeois, op. cit., tome III, p. 700.

retenir les Cours du Sud et plus particulièrement la Bavière.

Mais la France eut le grand tort de ne pas chercher à temporiser. Au contraire, le Gouvernement français se décida nettement à faire la guerre.

Dans ces conditions, les petites Cours se trouvaient obligées d'accorder leur appui à la Prusse. Peu à peu même, gagnées par la contagion du sentiment anti-français, elles en vinrent à donner à la Prusse une aide sincère et sans réserve.

L'Autriche, qui eut désiré à ce moment l'abaissement de la puissance prussienne, ne pouvait plus rien en Allemagne. L'influence des Habsbourg sur les anciens clients de leur Maison était finie.

Napoléon III envoya encore un Ambassadeur à M. de Beust pour essayer de l'amener à une alliance réelle. Celui-ci fut très tenté. Les données du problème à son point de vue étaient multiples. Aider la France, c'était espérer se venger des défaites passées et restaurer le prestige de l'Autriche ; mais cette combinaison offrait les dangers suivants : D'abord la Hongrie était très favorable à la Prusse. Ensuite et surtout, la Russie, si mal récompensée en 1854 de ses anciens services, menaçait d'intervenir pour aider les Hohenzollern.

L'Italie, espérant obtenir d'une guerre victorieuse l'abandon de Rome par la France, cherchait de plus en plus activement à conclure une alliance. Visconti-Venosta, par l'intermédiaire d'habiles négociateurs, intervint directement à Vienne. Il réussit à convaincre l'Empereur d'Autriche et même les Hongrois, de la nécessité d'une action avec la France.

A ce moment, Napoléon III commettait une nouvelle faute. Ne pouvant se décider à laisser l'Italie prendre Rome, il lui proposait d'obtenir pour elle le Tyrol. Il demandait donc aux Habsbourg de se laisser dépouiller sur la frontière italienne en vue de s'étendre sur la frontière allemande. C'était une proposition difficilement acceptable. Aussi les négociateurs de Vienne et de Florence n'en tinrent-ils pas compte.

Finalement, M. de Beust s'entendit avec le Gouvernement de Victor-Emmanuel. Caressant l'espérance de s'agrandir vers l'Ouest, l'Autriche permettait à l'Italie de s'emparer de Rome.

M. de Gramont, à cette minute décisive, refusa d'acquiescer à ces propositions. Il ne voulut pas faire du Pape le gage

des victoires françaises. Il n'accepta pas le secours de l'Autriche et de l'Italie au prix de Rome. Malgré ce refus, il continuait d'envoyer à M. de Beust des sollicitations de plus en plus pressantes.

Vimercati, le Représentant de Victor-Emmanuel, cherchait encore à obtenir de Napoléon III son adhésion à l'entente préparée entre Vienne et Florence. Il joignit pour cela l'Empereur des Français en Lorraine. Le Prince Napoléon appuyait vivement la combinaison italienne. Mais l'Empereur, soumis pendant longtemps à l'influence de l'Impératrice, ne cédait pas. Alors qu'il aurait eu intérêt à signer une convention au plus vite, avant que le sort des armes eût décidé, il laissa aux événements le temps de se produire.

\*  
\* \*

Le 6 août, l'armée de Mac-Mahon, battue à Froeschwiller, était rejetée au-delà des Vosges. Cela donna à réfléchir à M. de Beust. D'une part, on commençait à apercevoir les défauts d'organisation qui avaient amené la défaite française, et il devenait peu avantageux de s'unir à un peuple qui venait d'essuyer un sérieux revers ; d'autre part, il était bien dangereux de laisser la Prusse s'agrandir sans limites.

Le Ministre autrichien se rendit d'ailleurs bientôt compte de l'impossibilité où il était d'intervenir. L'Italie, inquiète des victoires prussiennes, et craignant un contre-coup qui eût pu la menacer elle même, s'entendait avec l'Angleterre, mécontente de la France par suite de la révélation de certains projets sur la Belgique. Victor-Emmanuel s'engageait à la neutralité, et tournait maintenant les yeux vers Rome, que la France était obligée, le 12 août, de laisser sans défense. La Hongrie, que les habiles promesses italiennes avaient un moment rendue favorable à la France, revenait nettement à ses sympathies pour la Prusse.

Enfin M. de Beust voyait Alexandre II et Gortchakoff absolument décidés à ne permettre aucune agression contre le Roi Guillaume. Il y avait à cette attitude plusieurs raisons. En premier lieu, venaient les affectueux liens de famille qui unissaient Guillaume à son neveu Alexandre. En outre, Gortcha-

koff était bien décidé à obtenir l'ouverture de la Mer Noire. Bien que le Chancelier russe s'inquiétât sans nul doute des nombreuses et rapides victoires de la Prusse, et qu'il cherchât à modérer ses prétentions, la défaite de cette France qui avait fait la guerre de Crimée et présidé le Congrès de Paris, était pour lui très précieuse.

M. de Beust, dans ces conditions, ne pouvait plus intervenir : « Il n'y a plus d'Europe », disait-il. Il y en avait encore une, mais elle n'était pas fâchée de voir la France, si brillante quelque temps auparavant, abaissée probablement pour de longues années, et elle qui avait un moment dirigé l'Europe, mendier les alliances nécessaires à son salut.

M. de Beust encourageait les Français à une résistance énergique. Il les engageait à fortifier Paris, comptant que, si cette ville réussissait à se maintenir longtemps, des interventions pourraient peut-être se produire. Mais, quant à agir directement et à apporter à la France un appui effectif, il ne le pouvait pas. Il reçut fort bien M. Thiers, lorsque celui-ci passa à Vienne en faisant sa tournée parmi les Cours européennes, dans l'espoir de trouver quelque appui à sa patrie. Le Chancelier autrichien fit même tout ce qu'il put pour obtenir à la France des conditions de paix honorables. Dans ce but, il exerça, au mois d'octobre 1870, une pression à Berlin et à Saint-Petersbourg en faveur d'une médiation. Bismarck, qui s'était trouvé obligé de consentir à des pourparlers, réussit à faire échouer les négociations en refusant l'armistice nécessaire à une consultation du peuple par l'élection.

Ce fut peu de temps après, le 29 octobre, que Gortchakoff annonça à l'Europe, dans une Circulaire devenue célèbre, que le Gouvernement Russe annulait de sa propre autorité les engagements qu'il avait été contraint de prendre au Traité de Paris. « Sa Majesté Impériale, y disait-il, ne saurait se considérer plus longtemps comme liée aux obligations de ce Traité en tant qu'elles restreignent ses droits de souveraineté dans la Mer Noire. »

M. de Beust ressentit de cette communication une vive émotion, qui se fit d'ailleurs sentir également à Londres. L'Angleterre réclama à grands cris une Conférence. Déjà Bismarck s'inquiétait de ce trouble général qui pouvait considéra-

ment gêner ses mouvements dans la lutte contre la France ; aussi consentit-il immédiatement à une Conférence.

Elle se tint à Londres. La France, invitée par l'Angleterre à y paraître, était trop occupée de ses propres malheurs, et Jules Favre, désigné pour la représenter, ne voulut point, en quittant Paris, abandonner l'honneur des dures épreuves.

Dans le même moment, M. de Beust assistait à la consolidation de l'œuvre de Bismarck. Celui-ci réunissait autour de lui, à Versailles, les Ministres de Bavière, de Wurtemberg, de Bade, de Saxe, ainsi que quelques membres influents du Reichstag. Il négociait là, avec les Cours du Sud, leur adhésion à la Confédération de l'Allemagne du Nord. Après quelques résistances, surtout de la part du Roi Louis de Bavière, les différents Traités étaient signés en novembre 1870. Ces Etats conservaient encore quelques prérogatives, mais laissaient aux mains de la Prusse toute direction effective.

L'unité de l'Allemagne était faite. Elle devint complète lorsque, sous l'inspiration de Bismarck, le roi de Bavière eut offert à Guillaume I<sup>er</sup>, qui l'accepta, la couronne impériale...

François-Joseph et son Ministre ne voyaient pas sans tristesse s'élever cette œuvre méthodique et forte qu'était le nouvel Empire. Quelque temps plus tard, le 13 mars 1871, l'Autriche-Hongrie signait le Traité de Londres qui, maintenant à la Sublime-Porte le droit d'ouvrir et de fermer les Détroits, supprimait, au gré de la Russie, la neutralité de la Mer Noire.

\*  
\* \*

L'Autriche, au milieu de tous ces mouvements, chercha une direction.

François-Joseph la trouva dans un rapprochement avec la Prusse. Cette politique correspondait aux vues de Bismarck. Guillaume I<sup>er</sup>, étant venu au mois d'août 1871 saluer François-Joseph à Ischl, celui-ci lui rendit sa visite à Salzbourg.

Poussé par Bismarck, François-Joseph se sépara de M. de Beust, trop peu favorable à l'Allemagne, et mit à sa place le comte Andrassy.

C'était un signe des temps, que l'arrivée aux affaires du

comte hongrois Andrassy, très partisan d'une politique amie de la Prusse et d'une extension de l'Autriche vers l'Est (14 novembre 1871). Bismarck l'avait bien reconnu lorsqu'il avait eu, en août 1871, une entrevue à Gastein, avec de Beust et le Comte hongrois.

Dès septembre 1872, la preuve du changement de la politique autrichienne devenait sensible. François-Joseph se rendait à Berlin en même temps que le Tzar Alexandre. Il n'y allait pas seulement pour se rapprocher de la Prusse. Des événements graves s'étaient produits en Autriche qui amenaient François-Joseph à traiter avec l'Empereur Alexandre II les questions des Slaves d'Autriche et les Polonais de Russie.

François-Joseph avait en effet tenté, pour consolider son pouvoir, de se rapprocher des sujets slaves de son Empire et de s'appuyer sur eux.

Les Polonais particulièrement, semblaient appelés à devenir les soutiens des Habsbourg. M. de Beust avait soutenu cette politique, mais à la condition de ne pas prendre des mesures trop radicales et trop générales. Il s'était rapproché des Galiciens et consentait à leur donner de larges franchises au sein de l'Empire. Mais il ne voulait pas trop accentuer cette politique, qu'il trouvait dangereuse si on l'exagérait. Ce fut en effet malgré lui que l'Empereur François-Joseph appela au Ministère un champion du fédéralisme, le Comte Hohenwart.

Celui-ci commença par donner le Gouvernement de la Galicie à un Polonais, le Comte Goluchowski.

Le 12 septembre 1871, François-Joseph annonçait qu'il allait reconnaître les droits de la Bohême. L'Assemblée de Prague, enthousiasmée, répondit en votant des *articles fondamentaux* réclamant une organisation fédéraliste intégrale. Ce vote fit courir un frisson parmi les Slaves d'Autriche.

Mais les Allemands et les Hongrois s'inquiétaient. De Beust et Andrassy poussaient énergiquement François-Joseph à se séparer de Hohenwart. Celui-ci donna sa démission en novembre 1871.

Ce fut alors une violente réaction contre le particularisme. On fit de la centralisation à outrance, et les Slaves virent leurs espérances sombrer de nouveau. C'était le triomphe des Hon-

grois, qui exerçaient maintenant dans l'Empire une influence plus grande que les Allemands.

Dès lors, unies dans une même crainte des Slaves, l'Allemagne et l'Autriche allaient peu à peu se rapprocher. N'avaient-elles pas d'ailleurs des intérêts communs et n'avaient-elles pas toutes deux des peuples à opprimer ?

Par cette politique énergique qui cherchait à contenir les Slaves, il semblerait qu'Andrassy eût dû fatalement mener l'Autriche à une brouille avec la Russie. Il n'en fut rien. Au contraire, en même temps qu'un rapprochement s'effectuait avec l'Allemagne, un autre se produisait avec la Russie. Il était le résultat de la visite de l'Archiduc Guillaume à Krasnoïé-Sélo, au milieu de l'année 1872, et de l'entrevue des trois Empereurs à Berlin en septembre de la même année.

Quelle était la base de cette entente et comment avait-elle pu se produire ?

On se souvient de la politique fédéraliste qui avait donné tant d'espoir aux Polonais. Cette manière de faire avait vivement inquiété la Russie. Les deux grandes Puissances, comprenant qu'elles pouvaient se nuire considérablement, préférèrent s'entendre. La Russie, pour contenir toute agitation polonaise, livra à Andrassy les Slaves du Sud, tandis que l'Autriche sacrifiait à la Russie ses Polonais. Dorénavant le Tzar s'assurait qu'il n'y aurait plus à craindre pour les Polonais de son Empire la contagion de la liberté. Dans les Balkans, il fut entendu qu'on n'interviendrait pas. Comme il était assez difficile de se mettre d'accord sur ce sujet, on trouva préférable de n'en pas parler et de laisser faire le temps. Cette entrevue des trois Empereurs était en somme un rapprochement de la Russie et de l'Autriche, en même temps qu'une garantie réciproque des territoires des Souverains et un gage de paix pour l'Europe.

Cette entente était très intéressante pour l'Autriche. Aussi Andrassy s'efforça-t-il de la maintenir intacte. Il réussit même à la resserrer et la communauté de vues devint chaque jour plus étroite entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

Parallèlement à cette politique, et tandis qu'en février 1874 il envoyait son Empereur en Russie pour parler avec le Tzar

de la question d'Orient, il continuait une politique de rapprochement avec l'Italie.

Ce rapprochement, M. de Beust l'avait commencé au moment de la guerre franco-allemande. Mais la question de Rome avait amené des difficultés. Aujourd'hui, Rome était occupée par les troupes du Roi d'Italie, et François-Joseph était heureux de voir ainsi les préoccupations italiennes se détourner de l'irrédentisme.

Un an après sa visite au Tzar, François-Joseph se décidait très nettement à un rapprochement avec l'Italie. Le 5 avril 1875, il allait à Venise effacer toutes les haines du passé. Il y était reçu avec enthousiasme.

\*  
\* \*

An moment donc où des difficultés nouvelles allaient surgir en Orient avec plus d'intensité que jamais, l'Autriche, malgré ses défaites encore récentes, se trouvait dans une situation très favorable. Elle avait réussi à surmonter ses embarras à l'intérieur. Malheureusement, elle n'y était parvenue qu'en opprimant une des races qui vivaient dans son sein. Elle avait donné la prépondérance à deux puissantes nationalités, l'allemande et la hongroise, et leur avait enlevé par le dualisme les causes de leurs perpétuels conflits. Ainsi elle avait réussi à établir un Etat fort à l'intérieur. A l'extérieur, la prudence et l'habileté de sa diplomatie lui permettaient de faire hardiment valoir ses intérêts.

Appuyée sur l'Allemagne, d'accord avec la Russie, en bonnes relations avec l'Italie, elle pouvait sans crainte considérer vers l'Orient les légers nuages qui, s'accumulant peu à peu, allaient amener derrière eux de retentissants orages...

---

PREMIÈRE PARTIE

---

L'INSURRECTION DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

et des

BALKANS

*(de 1875 au Congrès de Berlin)*





## CHAPITRE PREMIER

### Caractère du pays <sup>1</sup>

« La Bosnie, écrivait Elisée Reclus, peut être comparée à la Suisse », avec cette restriction que les montagnes ne s'élèvent pas jusqu'à la région des neiges persistantes et des glaces.

C'est un pays essentiellement mouvementé. Les monts y sont couverts d'épaisses forêts aux voûtes sombres, aux taillis fourrés, qui s'abaissent tout à coup en vallées verdoyantes et profondes. Des ruisseaux, des torrents coulent tumultueusement, descendant en flots pressés sur le flanc de côtes abruptes.

L'Herzégovine, également mouvementée, est d'un accès plus difficile encore. Seuls des sentiers où les roches pointues sortent à fleur de terre conduisent à la montagne. Les hommes s'y fatiguent rapidement ; et les sabots des chevaux buttent sur les pierres, qui se détachent et roulent au fond des sentes à pic. Les vallées se rencontrent, se croisent, s'enchevêtrent, s'étranglent.

Le pays a une âme ; et cette âme est tourmentée, douloureuse et profonde.

L'impression en est sombre et grave. Les vallées sont trop encaissées pour ne pas donner une sensation pénible et le vent du soir, chantant dans les forêts obscures, a la tristesse des mélopées sans espérance.

<sup>1</sup> Le lecteur devra se reporter à l'époque de l'insurrection, c'est-à-dire aux environs de l'année 1875.

Là où il n'y a pas de forêts, le paysage est âpre et sans sourire. Terre sinon inféconde, du moins peu cultivée ; plateaux secs aux crânes dénudés, ruisseaux le long desquels dorment, dans les plaines, des villages espacés.

Les maisons sont de bois, basses et aux larges toits. Souvent quelque campanile hardi relève de son pic la monotonie du paysage. Des chevaux sont entravés, non loin, à quelques arbres. Des enfants courent et crient, jouant avec les chiens. Quelquefois passe l'attelage rustique du paysan qui guide sa charrue de bois vers le champ où son travail encore primitif donnera la maigre récolte qui le fait vivre. Et celle-ci, il le sait bien, ne lui reviendra pas tout entière ; car il est probable que la plus grande partie lui sera prise par les Turcs pillards ou les fonctionnaires musulmans du Sultan.

Des ponts de bois jetés au-dessus des torrents ont une physionomie singulière. Leur forme en dos d'âne accentué leur donne un caractère pittoresque et hardi.

Et le long des pistes qui simulent des routes, les « Karaïla » attelées de deux ou trois chevaux s'en vont, cahotant à travers les ornières, se renversant parfois aux fossés des chemins...

---

## CHAPITRE II

### Les habitants. La nation Yougo-Slave.

Les Slaves du Sud. — Race et esprit. — Les chants. — La « zadruga. » —  
Le chef de famille. — Les femmes. — L'absence de question sociale. —  
Religion. — Les Slaves musulmans.

Dans ces pays à l'âme mouvementée et profonde, une nation vit, dont le corps s'étend bien loin, au large des forêts de Bosnie et des montagnes d'Herzégovine, vers l'Ouest et les vallées de Dalmatie et de Croatic, vers l'Est et les montagnes de Serbie.

C'est la nation Yougo-Slave<sup>1</sup>.

La race des Slaves du Sud s'étend du Midi de l'Autriche-Hongrie jusqu'à la Bosnie-Herzégovine et la Serbie. Race purement serbe, opprimée en Autriche-Hongrie, martyrisée en Bosnie-Herzégovine, où se trouve la plus belle partie de la race, le fleuron dont le sang est pur de tout alliage étranger<sup>2</sup>. La Bosnie est le principal centre des traditions et des chants de la race Serbe, de ces « piesmas » mélancoliques et doux où ces Slaves exhalent leur tristesse<sup>3</sup>.

Pour cette nation, la distinction des frontières n'existe pas. Peu lui importe que le hasard des guerres et le jeu de la diplomatie européenne aient donné telle portion de son corps à un Empire et telle autre à un Etat différent; elle sent au-dessus de toutes ces distinctions, qu'elle a une âme

<sup>1</sup> Slaves du Sud.

<sup>2</sup> M. J. Spalaïkovitch. *La Bosnie et l'Herzégovine*, p. XV.

<sup>3</sup> M. J. Spalaïkovitch, *op. cit.* p. XVI.

unique. Mais cette conscience de sa cohésion a été longtemps obscurcie à travers l'histoire; et en 1875, cette notion ne s'est pas encore complètement dégagée. Elle existe néanmoins; et les voyageurs traversant le Sud de l'Autriche-Hongrie à cette époque s'en sont aperçus comme d'une évidence.

Des deux côtés de la frontière, c'est le même élément ethnique. La langue est identique. La nation est compacte et nettement constituée<sup>1</sup>.

Le monde slave du Sud comporte partout les mêmes caractéristiques qui décèlent la même tournure d'esprit, la même inclination.

« Ecoutez maintenant la chanson du peuple et aussi les  
« instruments rustiques, guzla, tamburica, qui servent à  
« l'accompagner. Que ce soit sous les oliviers et les figuiers,  
« dans le cadre attique de la basse Dalmatie où sur les bords  
« un peu gris du Danube et de la Save, non seulement le  
« sujet, mais la tonalité, le rythme en sont constants<sup>2</sup>. »

C'est partout la même nation idéaliste, douce, persévérante et mélancolique, dont le penchant incline à la tristesse douce, qui s'émeut du battement d'ailes d'une colombe et gémit du jour qui meurt sous l'ombre du crépuscule tombant.

Toute cette société repose sur la « zadruga. »

La « zadruga » est une sorte d'association à forme familiale et agricole<sup>3</sup>. C'est le centre de la vie de l'individu Yougo-Slave. Sous la poussée des temps modernes, cette forme patriarcale de la vie a sans doute décliné peu à peu, mais sans disparaître totalement.

Dans la « zadruga », vivent les membres d'une même famille, c'est-à-dire la plupart des foyers issus du même tronc. Mais aux membres de la famille il convient d'ajouter tous les serviteurs dont la vie et l'avenir se lient peu à peu à l'intérêt de leurs maîtres.

Un des principes de la « zadruga » est l'indivision. Les fonds, le bétail, les instruments de culture sont indivis.

<sup>1</sup> Spalaïkovitch, op. cit. p. XV.

<sup>2</sup> Charles Loiseau, *Le Balkan Slave*, p. 126.

<sup>3</sup> Charles Loiseau, op. cit. p. 126.

Peu à peu, les lois, notamment en Autriche, ont autorisé les membres de la « zadruga » à sortir de l'indivision. Mais peu d'individus profitent de cette disposition, qui a pour conséquence, d'abord de les brouiller à tout jamais avec leur famille, ensuite de ne leur laisser que peu de leur patrimoine, alors qu'à l'intérieur de la « zadruga » ils jouissent des biens communs.

Les ménages vivent tous dans les vastes locaux de la « zadruga » ; et l'hiver, tandis que les hommes travaillent au dehors, les femmes se réunissent dans la grande salle fumeuse et s'exercent aux travaux d'aiguille.

Le produit du travail général reste en commun ; toutefois, chaque ménage peut économiser et constituer un certain pécule sur le produit de son travail propre. A la fin de l'année a lieu la répartition des bénéfices ; mais le chef de famille conserve par devers lui les réserves nécessaires aux frais à prévoir pour l'année suivante, l'ensemencement des terres, nourriture du bétail, etc<sup>1</sup>.

C'est au chef de famille que revient la direction générale de la « zadruga. » Son commandement est très effectif. C'est lui qui représentera la communauté dans toutes les affaires qui la concerneront. C'est lui qui décidera, si des difficultés s'élèvent au sein de la « zadruga. » Son autorité est presque toujours respectée sans conteste.

Au sein de la famille Youngo-Slave, les femmes n'occupent pas le même rang que dans la plupart des autres sociétés. Elles travaillent comme les hommes aux travaux des champs et participent aux labeurs les plus pénibles. On les voit quelquefois, au déclin de leur vie, s'en aller par les rudes sentiers, courbées sous le poids d'une charge de bois, pour porter leur fardeau à une distance de dix ou quinze kilomètres et refaire le même long trajet pour revenir chez elles, rapportant pour prix de leurs efforts cinquante à soixante centimes<sup>2</sup>.

On les voit également mener la charrue d'une main ferme et l'on entend leur voix aigrelette stimuler les bœufs trop

<sup>1</sup> Charles Loiseau, op. cit., p. 127.

<sup>2</sup> Charles Loiseau, op. cit., p. 128.

lents. En Macédoine et en Roumélie, des voyageurs assurent qu'ils en ont vues d'attelées<sup>1</sup>.

Il y a chez les Yougo-Slaves peu d'aristocratie; il n'y a pas non plus de classe riche. Si le bien-être matériel se ressent défavorablement de cette condition spéciale, on peut dire que la question sociale y gagne<sup>2</sup>, et que par là le pays jouit d'une cohésion plus grande.

Diverses religions se partagent le territoire de la nation Yougo-Slave. Les juifs y sont assez nombreux. Mais il faut faire entre eux une distinction. Les uns sont venus là, chassés d'Espagne et d'Allemagne par les persécutions religieuses. Les autres sont les juifs Magyars. Ces derniers sont très impopulaires. Germanophiles, ils sont les meilleurs appuis du Drang Nach Osten<sup>3</sup>.

Les Yougo-Slaves sont orthodoxes ou catholiques, généralement catholiques en Autriche, orthodoxes en Serbie et en Bosnie-Herzégovine. Bien que de même race, ils ne s'entendent pas toujours, notamment dans ces dernières provinces, où les discussions sont fréquentes. On cite des cas où les catholiques préfèrent soutenir les musulmans plutôt que leurs frères orthodoxes<sup>4</sup>.

En Bosnie, un certain nombre de Yougo-Slaves se sont convertis à la religion musulmane. Ce sont généralement les plus farouches adversaires de leurs anciens frères.

Slaves tous deux, le Bosniaque chrétien et le Bosniaque musulman se haïssent avec toute la passion de leur race impulsive et idéaliste. En outre, le chrétien déteste plus le slave musulman que le Turc; et cela se comprend, car ce dernier n'est que le conquérant odieux, tandis que le slave musulman est un traître et un renégat<sup>5</sup>.

Du sud de l'Autriche à la mer Egée, la nation Yougo-Slave s'étend, douce et persévérante, conservant àprement, défendant avec énergie sa personnalité. Sa fidélité à ses traditions lui est une force précieuse. Et son cœur toujours demeure fidèle à son idéal...

<sup>1</sup> Charles Loiseau, op. cit. p. 128.

<sup>2</sup> Charles Loiseau, op.cit. p. 147.

<sup>3</sup> Charles Loiseau, op. cit. p. 144.

<sup>4</sup> Yriarte : *Bosnie et Herzégovine*, p. 133.

<sup>5</sup> Yriarte, op. cit. p. 236.

## CHAPITRE III

### Les Causes de L'Insurrection

Le régime Turc. — L'Administration. — L'arbitraire, — Les massacres. — L'émigration. — Le raïa. — Les impôts. — La « tretina. » — « L'Harac. » — Le « vergui. » — Le « décime. » — L'organisation secrète entre les Bosniaques et les Croates. — L'agitation de 1873. — Les Confins militaires de l'Autriche et l'émigration. — Les subsides du Parlement austro-hongrois. — Le comte Andrassy et le statu-quo. — L'entrevue de Saint-Petersbourg.

« Je ne vois aucun nuage au ciel, disait Bismarck au Reichstag dans l'été de l'année de 1875, sauf un petit point noir du côté de l'Herzégovine. »

\*  
\* \*

Il y avait en effet dans cette province une vive agitation qui gagnait peu à peu la Bosnie. La Bosnie et l'Herzégovine étaient tombées entre les mains des Turcs à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Depuis lors, il n'y avait pas là grand chose de changé. L'administration turque, à quelque moment qu'on l'examine, est toujours aussi folle, aussi déplorable, aussi cruelle.

A l'époque où nous étudions la Bosnie et l'Herzégovine, celles-ci sont soumises à ce régime odieux et misérable. La Turquie est dans un état pitoyable et cette situation est plus

accentuée encore partout où les chrétiens, comme en Bosnie-Herzégovine, se trouvent en assez grand nombre.

L'arbitraire y tient lieu de loi. L'administration est dans un état complet d'anarchie. La décadence est générale.

Cet état de choses peut être considéré au point de vue de la condition des chrétiens sous deux angles différents : Il est un mal, parce qu'il entraîne pour les chrétiens quantité de peines, de vexations, et les expose à des massacres continuels. Il amène l'insécurité des personnes et des biens. Mais en même temps, cet état de choses est un encouragement, un appel à la révolte, car il fait miroiter aux yeux des malheureux, les possibilités de se libérer d'un joug vétuste et barbare <sup>1</sup>.

Il ne faut pas croire d'ailleurs que l'administration turque soit plus mauvaise dans les provinces chrétiennes que dans les provinces turques. Non. Les provinces musulmanes d'Asie souffrent beaucoup, elles aussi.

Sir Henri Elliott, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, s'exprimait même en ces termes au mois d'août 1872, parlant à M. Benoit Brunswick : « La Turquie d'Asie a souffert et supporté des vexations plus dures que la Turquie d'Europe ; elle les souffre quoique musulmane, elle les supporte parce que musulmane... Les chrétiens sont plus heureux que les Musulmans, de quoi se plaignent-ils ? » <sup>2</sup>.

L'exagération ici est notoire. Sans doute les méthodes de gouvernement sont aussi déplorables dans tout l'Empire, mais dans les provinces chrétiennes, il s'y mêle un mépris, une haine sauvage qui en aggravent les conséquences.

La position des chrétiens est effroyable. Ils ont perdu leur liberté en Bosnie depuis le jour où, en 1463, le dernier souverain serbe du pays, Stephan-Tomasévitch, fut vaincu et mis à mort par les musulmans placés sous le commandement de Mohamed-Féthi. Le pays fut incorporé à l'Empire Turc.

L'Herzégovine, vingt ans plus tard, était envahie à son tour. Les chrétiens de ces pays comprenaient des nobles et

<sup>1</sup> E. Bourgeois : *Potitique Etrangère*.

<sup>2</sup> Benoit Brunswick : *Le Congrès de Berlin*.

des colons. Des premiers, un grand nombre disparut dans la lutte; d'autres s'enfuirent et se réfugièrent en Autriche; un tiers environ se convertit à l'islamisme pour conserver ses terres et ses richesses <sup>1</sup>. Quant aux colons, quelques-uns émigrèrent. Les autres restèrent fidèles à leur foi et à eux-mêmes. Ils tombèrent dans un esclavage relatif et payèrent le tribut. Les renégats devinrent les égaux du vainqueur; les chrétiens fidèles commencèrent leur martyre.

Le Bosniaque musulman traite de la façon la plus rigoureuse le Bosniaque chrétien ou « Raïa. »

La vie du raïa, depuis le début, ne fut qu'une longue souffrance. Les autorités de l'Empire et les autorités locales cherchent à rendre sa vie aussi pénible que possible. Il a à peine de quoi vivre et est obligé de supporter des impôts dont le nombre et la quotité sont absolument invraisemblables.

Les raïas, en général, ne possédaient rien en propre. Ils étaient les fermiers des Turcs. Les maîtres fournissaient les bœufs, les semences, les chevaux, et les colons devaient leur remettre la moitié des produits, en outre des impôts payés à l'Etat <sup>2</sup>.

Mais les maîtres ne considérèrent pas que ce fût suffisant. Un nouvel impôt fut introduit, la « robote » (servitude de la terre). Par cet impôt, le seigneur avait le droit de faire défricher, par le colon, une parcelle de terrain jusque là inculte, et le produit tout entier allait au maître. Des plaintes s'élevèrent qui parvinrent au Sultan; mais celui-ci ne put parvenir à faire supprimer cette charge qu'en autorisant l'introduction d'un autre impôt, la « tretina », par lequel les chrétiens à l'avenir devaient à leurs maîtres musulmans le tiers de leur récolte en fruits et en légumes et la moitié de leurs fourrages <sup>3</sup>. Comme ces prestations devaient être portées à domicile et que cela exigeait plusieurs journées d'hommes et de chevaux, la charge demeurait la même <sup>4</sup>.

La « tretina » était due en nature. Le Gouvernement vint

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit. p. 178.

<sup>2</sup> Yriarte, op. cit. p. 185.

<sup>3</sup> Yriarte, op. cit. p. 187.

<sup>4</sup> Yriarte, op. cit.

aggraver cette situation en déclarant, quelque temps plus tard, que cet impôt serait dorénavant perçu *en espèces*. Dans un pays où le numéraire était relativement rare, cette exigence était grave.

En 1851, seize mille colons durent quitter le territoire, qui ne pouvait plus les faire vivre. Leur long et douloureux exode les mena en Autriche.

Des réformes s'imposaient, et bientôt il devint urgent d'en accomplir, à cause de l'agitation qui commençait à se faire sentir dans les provinces. L'égalité des chrétiens et des musulmans devant la loi fut reconnue <sup>1</sup>. Mais peu de chose fut changé dans la réalité. Ce qu'il eut fallu transformer, c'était l'esprit des musulmans, et cela n'était pas faisable.

Les impôts peu à peu étaient devenus innombrables. D'abord venait le « *harac* », le plus ancien des impôts, dû par les chrétiens pour exemption du service militaire que seuls pouvaient accomplir les musulmans <sup>2</sup>.

Le « *vergui* », impôt foncier sur les immeubles, n'était pas particulièrement élevé (4 pour 1000) ; mais pratiquement, il était très lourd, car le répartiteur évaluait les immeubles de la façon la plus arbitraire, à un chiffre considérablement au-dessus de leur valeur.

Le « *décime* » était prélevé sur toutes les céréales, le tabac, les légumes, les fruits, le raisin, les fourrages, etc. <sup>3</sup>. Cet impôt était très pesant et sa perception donnait lieu aux scènes les plus violentes. Il faudrait un volume pour énumérer les impôts qui frappent le raïa, le traquent, le persécutent, lui enlèvent toute tranquillité.

Le fonctionnaire musulman fouille la maison du raïa, la retourne sens dessus dessous, bouscule tout le monde, injurie, crie, bat, mange, boit et sort en menaçant de vengeances futures et de dénonciations au vizir.

Et nul recours n'est en fait ouvert à ces malheureux. Sans doute, il existe une certaine organisation de la Justice, mais celle-ci est si défectueuse que le chrétien ne sort du Tribunal que plus rigoureusement opprimé.

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit. p. 197.

<sup>2</sup> Yriarte, op. cit.

<sup>3</sup> Yriarte, op. cit. p. 198.

« Krscaninu suda nema » ! — pour le chrétien pas de justice !, dit le dicton populaire serbe <sup>1</sup>.

Les mahométans sont farouchement hostiles à la centralisation, qui seule pourrait atténuer un peu les effets de l'opposition violente des peuples, des intérêts et des idées <sup>2</sup>.

Le paysan chrétien était donc malheureux en Bosnie-Herzégovine plus qu'on ne peut le dire. Sa douleur cependant n'était pas sans émouvoir ses autres frères slaves, surtout ceux qui habitaient le territoire de l'Autriche-Hongrie voisine.

La frontière n'existe pas pour une race. Peu à peu le sentiment du malheur de leurs frères pénétra dans les milieux éclairés du Sud de l'Autriche. Il se répandit dans la bourgeoisie, dans les classes commerçantes et parvint jusqu'au paysan de Dalmatie et de Croatie.

Des rapports se créèrent peu à peu. Des agents de liaison se formèrent. Ceux qui donnèrent à la cause de la fraternité des Slaves du Sud les gages du dévouement le plus sincère furent les négociants slaves de l'Autriche. Ils étaient... « intelligents, remuants, se déplaçant avec la plus grande « facilité, riches pour la plupart, propriétaires dans les « grandes villes de plusieurs dépôts de marchandises de « toute espèce et entreprenant toute opération commerciale, « même la plus étrangère à leur spécialité. Ces correspon- « dants bénévoles depuis longtemps faisaient servir leurs « nombreuses relations avec les provinces du Nord, à une « organisation secrète, qui d'abord avait eu pour but la pro- « pagande slave, et plus tard devait servir de point d'appui « à l'insurrection <sup>3</sup>. »

L'agitation commença vers 1873. Durant l'été de cette année, un certain courant d'émigration se marqua vers l'Autriche. Des négociants Bosniaques, victimes de violences des fonctionnaires musulmans, et ne réussissant pas, malgré leurs efforts, à obtenir justice des autorités supérieures, s'entendirent entre eux et, le moment venu, passèrent en Autriche <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit.

<sup>2</sup> Prince Ghica : *L'Albanie et la question d'Orient*, p. 45.

<sup>3</sup> Yriarte, op. cit., p. 278.

<sup>4</sup> Bourgeois : *Politique Etrangère*.

Une agitation plus forte suivit leur départ, et quelques difficultés mêmes faillirent s'élever à ce moment entre la Porte et le Gouvernement autrichien.

En effet, ces émigrations étaient une lourde charge pour le Gouvernement de Vienne. Elles étaient causées par la mauvaise administration ottomane et les conséquences en retombaient sur l'Autriche. Celle-ci, en effet, se voyait obligée d'accepter sur son territoire et de faire vivre, chez elle, ceux qui se trouvaient trop malheureux pour demeurer sous le joug de l'Empire Ottoman.

Beaucoup d'habitants des deux provinces, notamment ceux appartenant à cette partie de la population fixée dans les campagnes et qui venait dans les villages apporter ses produits, passèrent la Unna et se réfugièrent dans les Confins militaires de l'Autriche<sup>1</sup>.

Dans ces Confins, il y eut bientôt des réfugiés dans presque toutes les maisons ; quelques-uns d'entre eux possédaient une certaine fortune et purent subvenir eux-mêmes à leurs besoins ; mais le plus grand nombre n'avaient rien, car ils étaient partis sans avoir le temps d'emporter quoi que ce fût. Sous peine de les voir mourir de faim, l'Etat autrichien dut les prendre à sa charge<sup>2</sup>.

L'administration austro-hongroise dut bientôt prendre des mesures pour enrayer cette invasion. Tout groupe d'émigrants passant la frontière fut envoyé à l'intérieur du pays. Beaucoup de ces émigrants arrivèrent avec des troupeaux ; on s'arrangea pour leur donner en culture des terres jusque-là en friche, qui ne manquaient pas dans l'Empire. Ils pouvaient même, s'ils le désiraient, s'établir dans le pays de façon définitive. Le Parlement de l'Empire dut voter des fonds pour entretenir ces fugitifs.

Certaines nations européennes ouvrirent chez elles des souscriptions en faveur de ces malheureux<sup>3</sup>.

Le Comte Ludolf, agent de l'Autriche à Constantinople, crut nécessaire de faire à la Porte quelques représentations au sujet de ces émigrations. Mais le Ministre de François-

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit. p. 75.

<sup>2</sup> Yriarte, op. cit. p. 96.

<sup>3</sup> Yriarte, op. cit. p. 99.

Joseph, le comte Andrassy, était un partisan déterminé du statu-quo. Il trouva excessives les remontrances de son Ambassadeur et en blâma le comte Ludolf<sup>1</sup>.

Le Ministre autrichien fit encore consacrer cette politique l'année suivante ; et lorsqu'au début de l'année 1874, l'Empereur François-Joseph se rencontra avec le Tzar à Saint-Pétersbourg, ce fut une fois de plus pour échanger la promesse de respecter le statu-quo dans les Balkans.

<sup>1</sup> Bourgeois : *Politique Etrangère*.

---

## CHAPITRE IV

### L'Insurrection

La fermentation. — Les troubles. — Les groupes armés. — Le soulèvement de l'Herzégovine. — Dervish-Pacha et les insurgés. — L'attitude de l'Autriche. — Ses mesures contre l'émigration. — Elle ouvre aux Turcs le port de Kleck. — Les renforts turcs. — L'organisation des insurgés. — Liubibratich. — Les chefs. — L'appel du comité central. — Le soulèvement de la Bosnie. — Les Turcs devant Trébigné. — Andrassy et la Russie. — L'idée de médiation. — Les désirs de pacification. — La commission consulaire à Mostar et les insurgés. — Les pourparlers. — Les exigences des insurgés. — Les dispositions des Autrichiens et des Hongrois vis-à-vis des Slaves du Sud. — L'iradé du 2 octobre 1875. — Le scepticisme des insurgés. — Le Firman du 12 décembre 1875. — L'activité de la diplomatie autrichienne. — Le Memorandum du Comte Andrassy du 30 décembre 1875. — Son importance. — L'accueil des puissances à cette Note. — Les résistances, puis la résignation de la Porte. — Iradé du 13 février 1876. — L'enlèvement de Liubibratich par les Autrichiens. — Le général Roditch et les négociations avec les insurgés. — Les desiderata des révoltés. — L'échec des pourparlers. — Le soulèvement de la Bulgarie. — Assassinat des Consuls français et allemand à Salonique. — Les conversations du Chancelier russe Gortchakoff avec Berlin et Vienne. — Ses relations avec Bismarck. — Le Memorandum de Berlin (13 mai 1876). — L'accueil des puissances et le refus net de l'Angleterre. — Disraëli, Lord Derby et le Comte de Beust. — Les dépêches du Foreign Office. — La révolution de Constantinople. — Les revendications de la Russie. — Le manifeste des insurgés.

Ce statu-quo pourtant recouvrait bien des souffrances. La lourde oppression des Turcs finissait par exaspérer les chrétiens d'Herzégovine.

A la tombée de la nuit, les hommes des villages se réunissaient à l'orée des forêts, exhalant leur colère et leur indignation, jurant de se venger de leurs persécuteurs et pré-

férant mourir plutôt que de continuer à vivre comme des bêtes traquées.

La nuit, on fourbissait les armes ; on graissait les fusils. De petites bandes se formèrent que grossirent peu à peu tous les mécontents. Des attaques eurent lieu contre les troupes turques. Bientôt le mouvement prit une extension redoutable.

Armés de fusils, de fourches ou de bâtons, les paysans furieux parcoururent le pays, pillant les châteaux-forts des nobles musulmans, tendant des embuscades, chassant tous les Turs qu'ils rencontraient.

En juillet 1875, l'Herzégovine entière se soulevait. L'excitation gagnait de proche en proche. « Aux cris de : à bas les Turcs, étaient mêlés ceux de : à bas les Schwabi : c'est-à-dire les Allemands, soit de Vienne, soit d'ailleurs<sup>1</sup>. »

L'autorité turque prit aussitôt les mesures qu'elle considérait comme nécessaires. Dervish-Pacha, vali de Bosnie à Sarajevo, prit une attitude énergique. Le 10 juillet 1875, il donna à Selim-Pacha, commandant à Mostar (Herzégovine), l'ordre de marcher sur Névešné, quartier général des insurgés.

Mais les difficultés du terrain et le courage des révolutionnaires mirent bientôt les troupes turques en mauvaise posture. Elles durent reculer et effectuer une retraite rapide. Dervish-Pacha déclara l'état de siège dans son vilayet et publia une proclamation menaçante.

Le danger croissait pendant ce temps, du fait que de nombreux sujets des princes de Serbie et de Monténégro venaient grossir les rangs des insurgés. La Turquie avait beau protester à Belgrade et à Cattigné, et les puissances faire dans ces deux capitales des recommandations pacifiques, il n'était pas au pouvoir des Gouvernements d'empêcher leurs ressortissants de passer la frontière pour répondre à l'appel de leur race.

Les Turcs pendant ce temps, essayaient de nouveaux échecs. Furieux, ils se livrèrent aux excès les plus violents. L'incendie et le massacre devinrent leur « ultima ratio. »

<sup>1</sup> A. D'Avril : *Négociations relatives au traité de Berlin*, p. 94.

Les insurgés, poursuivant leurs incursions, vinrent investir Trébigné.

\*  
\* \*

De ces troubles, l'Autriche était mécontente et inquiète. Elle avait des raisons sérieuses de désirer vivement le maintien du statu-quo. D'abord tout mouvement des Slaves de Turquie avait en Autriche-Hongrie une immédiate et vive répercussion. L'agitation en Bosnie-Herzégovine pouvait occasionner des troubles en Dalmatie et en Croatie. En outre, la Turquie, précisément par l'état de décadence où elle végétait, n'était pas un voisin redoutable pour les Habsbourg, comme auraient pu l'être des nationalités jeunes et vivaces,

Pour ces raisons, l'Autriche conseilla toujours à la Turquie de prendre toutes les mesures possibles pour éviter des insurrections dans son Empire. Mais lorsque ces troubles eurent éclaté, le prince de l'Autriche fut d'aider la Turquie à ressaisir son pouvoir ébranlé et à soumettre les révoltés.

La Turquie ne pouvait que très difficilement envoyer des renforts en Bosnie-Herzégovine. L'état des routes rendait difficile la marche de l'infanterie ; la nature du terrain interdisait le transport de l'artillerie. Le ravitaillement dans ces montagnes était pour les Turcs une question insoluble. La nature semblait se dresser pour protéger les insurgés contre l'oppression de leurs maîtres... Trébigné, assiégée par les insurgés, était prête à capituler.

C'est alors que l'Autriche intervint.

Elle prit deux séries de mesures : 1° Elle établit à ses frontières de Bosnie une surveillance étroite. Comme il était évident que les Slaves du Sud de l'Autriche soutenaient de tous leurs efforts leurs frères insurgés, des ordres très stricts furent donnés aux autorités des frontières afin de désarmer tous les groupes venus de l'intérieur de l'Autriche, qui essaieraient de franchir la Unna pour se joindre aux insurgés. Comme la sympathie du pays pour les révoltés voisins était très grande, ces désarmements donnèrent lieu souvent

à de vifs incidents. « J'ai vu, écrit Yriarte, à quelques lieues de Dvor, une patrouille de uhlans arrêter au passage des paysans armés qui se cachaient dans les saules et attendaient une occasion propice pour passer. » 2° L'Autriche permit à la Turquie de débarquer des troupes sur son territoire. Elle lui ouvrit le port-enclave de Kleck et rendit ainsi possibles les communications entre l'Herzégovine et la mer.

Ce port est situé sur la côte dalmate, à l'embouchure de la Narenta, qui descend des montagnes de l'Herzégovine. De larges îles sont dans les environs qui protègent ce port contre les brises trop fortes. Par là, les Turcs, venant par bateaux, pouvaient plus facilement pénétrer au cœur de la région insurgée, y amener leur artillerie, et organiser leur ravitaillement. L'Autriche rendait donc à la Turquie un immense service.

Le Gouvernement turc dirigea aussitôt contre les insurgés des forces considérables. Sur l'ordre de Dervish-Pacha, les troupes ottomanes vinrent occuper le district de Novi-Bazar, qui séparait la Serbie du Monténégro. C'était là une mesure de prudence basée sur le fait que de nombreux ressortissants de ces deux pays prenaient part au conflit. Dervish-Pacha voulait éviter que les troupes des deux petits princes slaves pussent à l'occasion opérer leur jonction.

Les insurgés de leur côté s'organisaient. Ils mirent à leur tête un homme énergique, l'ancien voïvode Liubibratich. Celui-ci avait été en 1862 secrétaire de Louka Voukalovitch, qui avait agité profondément le pays autrefois. Il organisa la résistance et mit un peu d'ordre dans le chaos de l'insurrection. C'était le plus sérieux des insurgés. Il avait même un idéal trop élevé pour le niveau de ses soldats. « Tous ceux qui le connaissent ont été frappés de sa tenue, qui faisait contraste avec celle de tous ceux qui l'entouraient<sup>1</sup>... » Deux fois, il avait été obligé de se retirer en Autriche, soit qu'il fût poursuivi par les troupes turques ou que des divisions s'élevassent parmi les insurgés.

Un autre chef, Peko Paulovitch, contribua puissamment aussi à l'organisation de la révolution. Après eux, Ivan

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit. p. 284.

Mussich, prêtre catholique, Luka Petkovitch, le pope Zarko, étaient les chefs les plus en vue.

En Bosnie, Sratimirovich, Tripkozakovich, Maxime Bacé-vich, prenaient la direction du mouvement.

Au milieu de leurs luttes quotidiennes, ces hommes s'efforçaient d'intéresser l'Europe à leur cause.

Dans un manifeste publié le 25 juillet 1875, les chefs du mouvement s'exprimaient ainsi : « On ne peut se faire une idée de ce qu'est le raïa, créature muette, inférieure à l'animal, espèce d'homme né pour l'esclavage éternel... Réduit à ses propres forces, le raïa a résolu de combattre pour sa liberté ou de mourir. »

Il fallait qu'ils eussent bien souffert, ces hommes frustes et d'intelligence moyenne, pour trouver des accents aussi simples et aussi profonds. Mais sans doute ne se faisaient-ils pas grande illusion sur la bonne volonté de l'Europe, car ils éprouvèrent le besoin de s'adresser en particulier à leurs frères slaves, plus spécialement à la Serbie et au Monténégro.

Un comité central lança un douloureux appel : « Elle est, y était-il dit, étrange et terrible, la noire fatalité qui poursuit si cruellement cette partie du peuple serbe... Nous prions la Serbie et le Monténégro de nous prêter leur appui. Ce qu'ils feront pour nous, ils le feront pour eux et leur avenir. » Paroles prophétiques et rigoureusement exactes !



La Bosnie ne pouvait demeurer inactive à côté de l'Herzégovine révoltée.

En août 1875, un soulèvement éclata dans la Bosnie septentrionale. Le mouvement s'étendait toujours. Des volontaires serbes se réunirent, s'armèrent et pénétrèrent en Bosnie, sous la conduite du pope Zarko. Ils s'avancèrent sur Novi-Bazar. Adroitement, ils menaçaient ainsi les communications de la Bosnie avec la Roumélie et inquiétaient l'arrière des troupes turques qui sillonnaient ces régions.

Malheureusement, l'intervention de l'Autriche en faveur de la Turquie était pour les insurgés une cause de grande faiblesse. Par suite de l'ouverture du port de Kleck, Dervish-

Pacha n'avait plus rien à craindre pour son ravitaillement. Soigneusement renforcé, il se trouva bientôt en état de reprendre l'offensive.

Des combats partiels mais nombreux eurent lieu dans les gorges escarpées, dans les profonds ravins. Malgré les embuscades et la connaissance que les insurgés avaient du pays, les Turcs arrivèrent le 31 août 1875 devant Trébigné.

Les insurgés se trouvèrent dès lors dans une situation délicate. Sans doute, ils pouvaient, par leur courage, résister peut-être longtemps encore à leurs oppresseurs, mais si personne n'intervenait en leur faveur, l'issue de la lutte ne pouvait être douteuse. En effet, ils n'avaient pas de communication avec la mer et ne pouvaient espérer du secours de l'Autriche, qui prenait parti contre eux. Les insurgés se réunirent au monastère de Kossiérevó pour examiner les mesures à prendre. Il fut décidé que l'on demanderait à la Serbie et au Monténégro la réunion à leurs Etats.

C'était là une mesure habile, capable de constituer un appât pour ces deux principautés. Mais la Serbie et le Monténégro se rendaient compte de la disproportion écrasante des forces. Les Gouvernements s'efforçaient de résister au sentiment des peuples.

Les insurgés ne se laissèrent décourager ni par leur échec devant Trébigné, ni par l'afflux continu de renforts qui parvenaient à leurs adversaires. L'armée ottomane comptait en effet maintenant seize mille hommes.

Le comte Andrassy, qui se rendait compte que l'Autriche était la grande puissance la plus directement intéressée aux troubles de Bosnie-Herzégovine, ne se contentait pas d'ouvrir au Gouvernement turc le port de Kleck ; il prenait l'initiative de négociations préliminaires, concernant une intervention pacifique de l'Europe dans les affaires de la Turquie.

Il s'adressa à la Russie comme à la puissance la plus apte à l'aider dans sa tâche conciliatrice. La Russie, à son tour, demanda que l'on sollicitât le concours de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, de façon à donner plus de poids à cette politique.

La Russie d'ailleurs voyait cette entreprise avec faveur. Au

mois d'août 1875, M. de Nowikov, Ambassadeur de Russie à Vienne, avait demandé au Gouvernement autrichien une intervention officieuse entre les insurgés et le Sultan. Le comte Andrassy avait accepté en principe, et dans la première moitié du mois d'août, des conférences avaient eu lieu à Vienne, entre le Ministre autrichien et les Ambassadeurs d'Allemagne et de Russie.

Le résultat en fut le suivant : On décida de prendre deux séries de mesures. Les premières étaient destinées à réduire l'insurrection ; à cet effet, on devait : 1° exercer une pression sur le Gouvernement turc, pour le décider à envoyer des troupes en plus grand nombre ; 2° agir de façon à imposer la neutralité à la Serbie et au Monténégro. Les autres mesures avaient pour but d'empêcher le retour de semblables événements en demandant instamment à la Turquie des réformes.

En somme, les trois puissances voulaient que la Bosnie et l'Herzégovine, munies de bonnes institutions, restassent sous le joug du Sultan, et que, satisfaites de leur sort, elles n'eussent plus dans l'avenir à recourir à l'insurrection.

Elles firent même plus ; et les Ambassadeurs d'Allemagne, de Russie et d'Autriche offrirent, le 18 août 1875, les bons offices de leurs agents consulaires pour aider à l'apaisement de l'insurrection.

Mais ce fut sans succès. Les Ambassadeurs alors demandèrent à leurs collègues de France et d'Italie de se joindre à eux ; et le 22 Août, les Ambassadeurs réunis obtinrent du Gouvernement turc qu'une commission spéciale fût constituée, qui se rendrait sur les lieux même de l'insurrection et examinerait les desiderata des révoltés<sup>1</sup>.

Server-Pacha fut nommé commissaire spécial et muni de pleins pouvoirs. A la même époque, le Sultan, pour paraître prendre lui-même l'initiative des réformes, se séparait de son grand-vizir, qui était remplacé par Mahmoud-Pacha<sup>2</sup>.

La commission consulaire se réunit à Mostar, où elle fut rejointe par des envoyés du Sultan. Puis les consuls quittèrent cette ville le 12 septembre 1875 pour se rendre plus avant

<sup>1</sup> Miloïévitch : *La Turquie d'Europe et le Problème de Macédoine et de Vieille Serbie*, p. 235.

<sup>2</sup> Yriarte, op. cit. p. 306.

dans l'intérieur du pays. Ils se séparèrent, suivirent deux routes parallèles et descendirent dans la Basse-Herzégovine pour rencontrer les insurgés et conférer avec eux ; les représentants de l'Autriche, de l'Italie et de l'Allemagne suivirent les confins de la Dalmatie ; ceux de France, de Russie et d'Angleterre vinrent par Stolatz, Fetnica et Bileck<sup>1</sup>.

Le 17 septembre 1875, Muri Wassic, Lichtenberg et Durando<sup>2</sup> au nom de l'Autriche, de l'Allemagne et de l'Italie, annonçaient aux insurgés l'arrivée des consuls par une lettre :

« A Michel Liubibratich, à Luka Petkovitch et Trifko  
« Vukalovic, au camp de Semicado, près de Bégovic.

« ...Sur l'ordre de nos Gouvernements, nous vous prions  
« de nous accorder un entretien ayant pour but de conférer  
« sur la situation des chrétiens dans l'Herzégovine. Nous  
« venons à cette réunion comme amis, sans autorisation  
« turque, sans soldats et sans police turque...

*Trébigné, 17 septembre 1875<sup>3</sup>.*

Deux jours plus tard, le 19 septembre 1875 leur arriva la réponse suivante :

« Michel Liubibratich, Luka Petkovich, Trifko Vukalovic  
« ne peuvent, sans le secours des autres chefs de l'Herzégovine,  
« entrer en Conférence avec les consuls des puissances,  
« puisque l'insurrection actuelle est le soulèvement de l'Herzé-  
« govine tout entière. Il faut du temps pour réunir tous ces  
« chefs, par conséquent un armistice de quelques jours est  
« nécessaire.

« En cas d'armistice, les troupes turques resteront dans les  
« positions qu'elles occuperont le jour de l'armistice, et les  
« Turcs et Trébigné ne pourront s'approvisionner jour par  
« jour que par l'intermédiaire des postes des insurgés.

« Le lieu de la conférence sera choisi sur la frontière  
« monténégrine ou sur la frontière autrichienne.

« Les membres de la Conférence seront des commissaires

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit. p. 307.

<sup>2</sup> Yriarte, op. cit. p. 307.

<sup>3</sup> Yriarte, op. cit. p. 308.

« européens ; la Turquie ne sera pas représentée. Les invitations seront faites par des commissaires européens.

« Au nom des chefs, par le plénipotentiaire général,

Docteur Kosta.....<sup>4</sup>

Du moment que les insurgés demandaient à traiter uniquement avec les puissances et à exclure le Gouvernement turc de toutes les négociations, il devenait difficile de s'entendre.

La commission ne put donc accomplir sa mission. Et son but pacificateur ne put se réaliser.

Les insurgés, comme tous les gens qui ont beaucoup souffert, étaient méfiants, et leur confiance dans des engagements de la Turquie était nulle. Ils réclamaient, pour faire confiance au Gouvernement Turc, la garantie des puissances. Mais celles-ci n'osaient encore s'aventurer sur un terrain aussi glissant.

L'Autriche, pendant ce temps, prenait ses précautions. Le Gouvernement de Vienne fit échelonner des troupes le long de ses frontières de Bosnie et d'Herzégovine, afin de contrôler et au besoin d'empêcher l'émigration qui s'était dessinée de se poursuivre.

S'il y avait dans la monarchie danubienne, parmi les Slaves du sud, un grand nombre de gens favorables à la cause des insurgés, le Gouvernement autrichien leur était peu favorable. Les Hongrois leur étaient franchement hostiles. Ceux-ci étaient plus favorables aux Turcs qu'aux Slaves. « Les Magyars exaltés sont, par antipathie pour les Slaves, pleins d'enthousiasme pour les Turcs. L'Autriche-Hongrie, à les entendre, devrait occuper, non pas la Bosnie et l'Herzégovine, mais Belgrade et la Serbie. Les représentants de ce parti, jeunes étudiants ou vieux révolutionnaires, troublent le repos de Pest en célébrant l'union des « deux grandes nations Touraniennes », ou s'en vont manifester à Constantinople en l'honneur du « peuple frère », comme si, parmi leurs ancêtres plus ou moins authentiques, ils

<sup>4</sup> Yriarte, op. cit. p. 308.

préféraient les hordes d'Attila aux soldats chrétiens de Jean Hunyade et de Mathias Corvin<sup>1</sup>, »

L'Angleterre non plus n'était jamais favorable à ce qui pouvait affaiblir l'Empire ottoman, et le rôle de Sir Elliott, l'envoyé anglais en Turquie, ne paraît pas avoir été favorable aux insurgés. Il semble qu'au contraire il ait encouragé les Turcs à une résistance énergique<sup>2</sup>.

Malgré tout et pour paraître généreux, le Gouvernement turc fit rendre au Sultan, le 2 octobre 1875, un iradé impérial<sup>3</sup> qui allégeait un peu les impôts établis sur les chrétiens, leur donnait devant les tribunaux des droits semblables à ceux des musulmans et promettait une meilleure organisation administrative<sup>4</sup>.

Cet acte ne produisit aucun effet. Les insurgés étaient blasés sur la bonne volonté du Sultan et savaient à quoi s'en tenir sur la valeur de ses promesses. Un proverbe herzégovinien exprime ce sentiment, en disant « qu'un Firman ne vaut pas l'écorce d'un haricot<sup>5</sup> ».

Les révoltés résistaient donc; et bien que Dervish-Pacha eût reçu des renforts et disposât vers le 24 septembre 1875, d'environ seize mille hommes répartis en Bosnie et en Herzégovine<sup>6</sup>, les insurgés remportaient contre les Turcs de complètes victoires à Muratovic (12 novembre 1875), à Plana (2 décembre)<sup>7</sup>.

Les Bulgares<sup>8</sup> s'agitaient. Ils avaient hésité à s'unir aux insurgés, pensant que ceux-ci ne sauraient résister longtemps aux troupes du Sultan. Mais, voyant les succès obtenus par leurs frères slaves, ils remuaient. Le Gouvernement turc s'en inquiéta; et pour intimider la Bulgarie, il fit massacrer et périr dans de cruelles tortures, la population du village de Sulmchi (Novembre 1875)<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> Rolin-Jaequemyns : *Revue de Droit International*, 1876, t. VIII, p. 537.

<sup>2</sup> Bourgeois, op. cit. p. 792.

<sup>3</sup> *Livre jaune*, affaires d'Orient, 1875-1876, p. 37.

<sup>4</sup> Spalaïkovitch, op. cit.

<sup>5</sup> A d'Avril : *Négociations relatives au traité de Berlin*, p. 117.

<sup>6</sup> Yriarte, op. cit. p. 273.

<sup>7</sup> Bourgeois, op. cit. p. 793.

<sup>8</sup> La Bulgarie est à cette époque une province turque.

<sup>9</sup> Bourgeois, op. cit. p. 793.

Cela ne fit que porter davantage les Cabinets européens à exercer une pression sur le Gouvernement turc. Le bruit se répandit que le Comte Andrassy allait proposer un projet d'améliorations. Le Sultan, pour devancer ce projet, rendit, le 12 décembre 1875, un Firman impérial contenant des réformes<sup>1</sup>.

Les insurgés n'ajoutèrent aucune foi à ces promesses. Ils combattirent plus hardiment que jamais. Ils marchèrent sur Niksitch, ville fortifiée placée à la frontière septentrionale du Monténégro. Dans les défilés de la Duga, ils battirent entièrement une petite armée ottomane. Ils réussirent même, par une manœuvre audacieuse qui fut couronnée de succès, à couper la route de Raguse à Trébigné, empêchant ainsi les Turcs de recevoir des renforts par la mer (Janvier 1876).

L'obstination des révoltés et leurs succès semblaient leur permettre d'espérer atteindre à la liberté. Mais la Turquie n'aurait jamais voulu entendre parler de la perte bénévole de ces provinces ; et l'Autriche, comme toujours, s'accrochait au statu-quo. Cette puissance allait prendre maintenant dans les négociations la part prépondérante. C'était elle qui allait soumettre aux autres puissances les plans de réforme de la Turquie.

A cet effet les chancelleries procédèrent à un actif échange de communications diplomatiques, dont le point le plus important fut la Dépêche Memorandum du Comte Andrassy, du 30 décembre 1875<sup>2</sup>.

« Les puissances se sont mises d'accord pour user de toute l'influence dont elles disposent, afin de localiser le conflit et d'en diminuer les dangers et les calamités, en empêchant la Serbie et le Monténégro de participer au soulèvement. »

Le Memorandum continuait en réclamant, au profit de la population chrétienne, l'application effective aux provinces des dispositions prescrites par le Hatti-Shérif de Gulhané de 1839, le Hatti-Houmayoun de 1856, l'Iradé du 2 octobre et le Firman du 12 décembre 1875. Il demandait également des réformes administratives quant à la perception et à l'em-

<sup>1</sup> Livre jaune, p. 42-48.

<sup>2</sup> Livre jaune, p. 59-73.

ploi des impôts, et l'exécution de la loi agraire de 1858.

Les points principaux de cette note officielle étaient encore : la liberté religieuse et l'égalité complète des religions ; la réforme du système des dîmes ; l'abolition du système du fermage des impôts.

Le Memorandum demandait que le Sultan promulgât une loi garantissant que le produit des impôts directs de Bosnie et d'Herzégovine serait employé dans l'intérêt de ces provinces mêmes, sous le contrôle de corps constitués spécialement à cet effet. Le Gouvernement autrichien proposait la constitution d'une Commission composée de musulmans et de chrétiens, et chargée de veiller à l'exécution des réformes proposées par les puissances et de celles proclamées dans l'Iradé du 2 octobre et le Firman du 12 décembre.

Etant donné le sort malheureux de la population rurale, il réclamait que des garanties sérieuses pour l'amélioration de leur sort fussent données aux agriculteurs.

D'autres questions encore auraient été à étudier. Le Memorandum, sans oublier ces questions, disait que l'application d'autres réformes pourrait être envisagée ultérieurement.

Le Memorandum faisait appel à l'union des puissances... « Dans les circonstances actuelles, nous croyons que le moment est venu pour les puissances de convenir d'une marche à suivre en commun afin d'empêcher que le mouvement, en se prolongeant, ne finisse par compromettre la paix de l'Europe. »

La note comportait une lacune fondamentale. Il n'y était rien formulé au sujet de la garantie de l'exécution des réformes. Et l'on peut dire qu'à la vérité c'était bien là le point le plus important. La Turquie était donc libre d'accepter la Note et de ne pas l'appliquer, puisqu'aucune clause autre que sa signature ne l'y obligeait. Et sa signature ne valait pas grand'chose.

L'accueil fait à la Note fut assez différent. La France et l'Italie donnèrent à ce programme un assentiment sans réserves. L'Angleterre y donna « un appui général » (dépêche de Lord Derby à Sir Elliott, du 25 janvier 1876). L'Angleterre, en effet, cultivait l'amitié de la Turquie. Elle tenait énergi-

quement à l'intégrité de l'Empire Ottoman et au maintien de la souveraineté du Sultan. Aussi l'appui qu'elle donna au Memorandum ne fut-il pas très chaleureux.

La Porte, de son côté, se méfiait de l'intervention des puissances. Pour essayer de l'empêcher, Rachid-Pacha fit savoir formellement « que la Porte ne recevrait aucune Note soit collective, soit individuelle, ayant pour but de lui indiquer les réformes qu'elle doit introduire dans ses Etats. »

La Note des puissances fut communiquée au Gouvernement turc à la fin de Janvier. Celui-ci, malgré ses répugnances, l'accepta, mais en indiquant qu'il ne voyait là que des « conseils amicaux officieux. »

Les puissances insistèrent et appuyèrent sincèrement les propositions du Gouvernement autrichien. Le Sultan alors signa, le 13 février 1876, un Iradé accordant les réformes demandées.

Ce n'était pas tout. Il restait à convaincre les insurgés et à leur faire accepter les réformes.

L'Autriche avait déjà pris contre eux des mesures énergiques. A la fin de l'année 1875, elle s'était décidée à fermer entièrement ses frontières pour conjurer le péril permanent qui menaçait la Dalmatie et les Confins Militaires. Enfin, au commencement de la campagne de 1876, elle fit enlever le chef le plus puissant de l'insurrection, Liubibratich, sur le territoire de Vingani. Le Gouvernement autrichien supprimait par là la personnalité principale de l'insurrection. Mais par là aussi, il laissait voir que ses conceptions sur la crise avaient évolué. En effet, Liubibratich, s'il était l'homme le plus capable de diriger le mouvement, était aussi le plus désigné pour poursuivre des négociations et éteindre l'insurrection. Mais ses vues n'étaient pas favorables au Cabinet de Vienne. Celui-ci le savait. Et en le faisant enlever, le Gouvernement des Habsbourg montrait que, s'il avait été au début de la crise sincèrement conservateur du statu-quo, il avait maintenant sur les provinces révoltées des vues et des ambitions personnelles.

Pour faire parvenir aux révoltés les propositions des puissances, on choisit le général Roditch, Gouverneur de la Dalmatie. Celui-ci entra en contact avec un des chefs des

insurgés, Lazar Socica. C'était un Monténégrin qui avait commencé sa carrière sur le cours supérieur de la Drina, à la tête d'un groupe de plus de mille hommes, et qui peu à peu, était devenu l'organe accrédité du mouvement insurrectionnel dans ses relations avec l'extérieur.

Le général Roditch communiqua aux insurgés réunis à Castel-Nuovo (5 mars), les propositions des puissances et l'iradé du Sultan. Là se trouvaient également l'archimandrite du monastère de Dujé, Mgr Malenthie, Luka Petkovich et Joseph Kovatchevich, délégués des insurgés. L'archimandrite exprima la volonté commune des révoltés « de lutter avec les dents s'ils n'ont plus de poudre<sup>1</sup>. »

Leur intention très nette était d'obtenir des puissances des garanties d'exécution. Mais de ces garanties, la Turquie ne voulait même pas entendre parler<sup>2</sup>.

Comprenant la difficulté de dénouer la situation par des pourparlers, les insurgés cherchèrent à attirer l'attention de la Serbie et de la Russie. Le 10 mars 1876, ils lancèrent une proclamation où ils concluaient : « La diplomatie n'est pas « notre fait ; nous ne pouvons mettre bas les armes que si « l'on nous accorde une autonomie semblable à celle dont « jouit le Monténégro. Nous espérons, nous attendons, nous « sommes certains que la puissante, forte et glorieuse Russie « viendra sauver la liberté slavo-serbe. Nous ne refusons pas « non plus le secours des autres puissances européennes, et « nous espérons que ce secours ne nous manquera pas<sup>3</sup>.

Quant à traiter avec la Porte, ils n'y paraissaient pour le moment nullement disposés. Ils vivaient libres maintenant dans leurs montagnes. Les Turcs avaient été presque partout battus. Les insurgés voulurent profiter de leurs avantages et ne cesser l'insurrection qu'à bon escient.

Le 26 mars 1876, ils remirent au général Roditch un memorandum indiquant leur desiderata.

Leurs exigences étaient les suivantes :

1° Cession aux chrétiens du tiers des terres qu'ils cultivent.

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit. p. 322.

<sup>2</sup> Yriarte, op. cit. p. 321.

<sup>3</sup> Yriarte, op. cit. p. 323.

2° Eloignement des troupes turques, à part 6 forteresses.

3° Reconstruction des habitations abîmées ou détruites.  
Subsistances assurées pour un an.

Exemption d'impôt pendant trois ans.

4° Les insurgés garderont leurs armes jusqu'à ce que les réformes aient été appliquées.

5° Réformes administratives et octroi d'une Constitution.

6° Secours répartis aux indigents et rapatriement des émigrés, sous la surveillance d'une Commission européenne.

7° L'exécution des réformes sera contrôlée par des agents russes et autrichiens, résidant dans chacune des six forteresses.

Le point de vue ainsi établi par les insurgés était parfaitement légitime et au moment où ils espéraient se libérer du joug turc, on ne pouvait penser qu'ils allassent sans garantie se livrer de nouveau à leurs adversaires.

Mais les puissances elles-mêmes n'étaient pas disposées à suivre les insurgés aussi avant dans leurs revendications. Et la Turquie ne présentait aux insurgés aucune garantie pour les réformes promises.

D'ailleurs l'insurrection dans les deux provinces n'avait nécessairement pas une organisation rigoureuse, et même si le général Roditch avait réussi dans sa mission auprès des principaux chefs du mouvement, rien ne prouve que d'autres chefs de bande, dans les régions éloignées et abruptes, auraient donné leur assentiment aux demi-mesures proposées<sup>1</sup>.

Il est toujours difficile de parlementer avec des insurgés, mais en Bosnie-Herzégovine la difficulté était plus grande qu'en aucun pays, à cause de l'absence de cohésion, de direction centralisée, dérivant de la nature du sol.

Pour persuader les insurgés, le Gouvernement turc usa d'un moyen traditionnel chez lui : le massacre.

Mais les crimes épouvantables commis par les troupes turques ne firent que donner à l'insurrection un caractère plus formidable encore.

<sup>1</sup> Yriarte, *op. cit.* p. 281.

Au mois de mai, la province turque de Bulgarie se souleva. A Tatar-Bazardjik, entre Sofia et Philippopoli, se trouvait le centre du mouvement. A Statiza, des agents de la police turque étaient massacrés.

Un événement tragique vint mettre le comble à l'émotion des chancelleries. Le 7 mai, les Consuls français et allemand à Salonique étaient assassinés par des musulmans fanatiques.



C'est vers cette époque que parmi les puissances, la Russie commence à déployer une activité spéciale. Jusqu'ici elle a été assez prudente, car elle sait combien les puissances européennes voient avec méfiance son influence en Orient. Mais elle possède dans les Balkans des intérêts et une influence si considérables qu'elle ne peut, dans de semblables problèmes, rester au second plan. Jusqu'alors c'est l'Autriche qui a pris l'initiative de la plupart des mesures à proposer. La Russie maintenant tend à reprendre son rôle traditionnel.

Le Chancelier russe Gortchakoff entama des conversations particulières avec les cabinets de Berlin et de Vienne. Il trouva auprès du Chancelier allemand Bismarck un accueil favorable. Celui-ci inclinait de plus en plus vers une politique de soutien de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Il fit mieux que de se prêter aux ouvertures que lui fit Gortchakoff au sujet d'une pression sur le Sultan ; il se chargea de prendre en main l'affaire et de communiquer aux autres puissances ce que les Gouvernements autrichien, russe et allemand auraient décidé.

Les négociations menées entre les trois cabinets aboutirent, le 13 mai 1876, à la confection du Memorandum de Berlin, rédigé par Gortchakoff, et qui menaçait la Turquie de mesures coercitives si elle ne réalisait pas les réformes promises. Le Memorandum proposait comme mesure préjudicielle un armistice.

Aussitôt Bismarck manda auprès de lui les représentants de la France, de l'Italie et de l'Angleterre. Il les pria d'informer leurs Etats respectifs de ce que les trois puissances

du Nord venaient de préparer, et de faire leur possible pour que leurs Gouvernements y adhérassent. C'était une manière de faire assez leste. Mettre en face du fait accompli, au milieu de négociations entamées, des puissances qui avaient en Turquie des intérêts énormes et qui par conséquent pouvaient espérer avoir voix au chapitre avant qu'aucun projet fût adopté, était discourtois.

La France et l'Italie ne relevèrent pas le procédé ; et comme pour la Note Andrassy, elles adhèrent purement et simplement. Mais l'Angleterre, à l'étonnement des chancelleries qui avaient pris cette initiative, refusa net, faisant savoir qu'elle considérait ces démarches comme contraires aux traités et que la conclusion d'un armistice était attentatoire à la dignité du Sultan, parce qu'elle supposait la reconnaissance de belligérance accordée aux insurgés.

Dès ce moment, l'Angleterre montra que, dans la crise qui allait ainsi s'aggravant, elle n'était pas favorable à la paix.

Le Gouvernement britannique, il n'est pas permis d'en douter aujourd'hui, désirait une crise d'Orient. Toujours ami de la Turquie, il voyait avec chagrin les symptômes de décadence qui menaçaient cet Etat et se persuadait que le joug absolu du Sultan sur les diverses populations qui composaient l'Empire était une nécessité vitale. Il pensait aussi que, si une guerre éclatait entre la Turquie et la Russie, le Sultan pourrait, en sortant vainqueur de la lutte, résoudre par la gloire toutes les questions litigieuses de l'Empire, et donner à ses Etats une force plus grande.

L'Angleterre donc n'encourageait pas les efforts de pacification. Le Secrétaire du Foreign-Office, Lord Derby, disait, dès le 19 mai 1876, dans une conversation personnelle avec l'envoyé d'Autriche, le comte de Beust, que le Gouvernement anglais était résolu « à s'opposer aux tentatives de conciliation de l'Autriche <sup>1</sup>. »

Lord Derby, bien que très intelligent et plein de qualités brillantes, avait sur la Russie certaines idées préconçues. Il était convaincu notamment que « sa situation financière »

<sup>1</sup> Bourgeois, *op. cit.*, p. 803.

lui rendait toute guerre et par conséquent toute résistance diplomatique impossible<sup>1</sup>.

Disraeli, le Premier ministre anglais, accentuait encore cette attitude en disant le 20 juin 1876 : « On ne gagnerait rien à modérer les dispositions belliqueuses de ces peuples. La lutte est inévitable. Le plus tôt sera le mieux. Il faut une saignée<sup>2</sup>. »

Certaines dépêches du Foreign-Office indiquent clairement cet état d'esprit...

« ... Le Gouvernement de Sa Majesté a, depuis les insurrections de Bosnie et d'Herzégovine, dissuadé les autres puissances d'intervenir dans les affaires de l'Empire ottoman. Le Gouvernement de sa Majesté ne veut pas assumer la responsabilité de donner des conseils à la Porte, qui doit être laissée juge de ce qu'elle croira nécessaire, après réflexion, pour le bien de la Turquie. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il (le Gouvernement anglais) fasse autre chose, si on lui demandait son opinion, que d'inviter le Gouvernement turc à suivre la politique qui serait la plus conforme à ses intérêts. »

Et au sujet d'une intervention des consuls... « Cette intervention était incompatible avec l'autorité indépendante de la Porte, elle offrirait un prétexte aux insurrections, parce qu'elle constituerait un appel aux sympathies étrangères contre la domination turque et il est possible qu'elle ouvrit la voie à des interventions diplomatiques ultérieures dans les affaires intérieures de l'Empire<sup>3</sup>. »

\*  
\* \*

Il semblait bien d'ailleurs que « la saignée » que désirait Disraeli allait se produire. En effet, le 30 mai 1876, une révolution éclatait à Constantinople. Le Sultan Abd-ul-Aziz était tué. Mourad, son successeur, était déposé quelque temps plus tard. Abd-ul Hamid II montait sur le trône de Turquie ;

<sup>1</sup> Malcolm Mac Coll. *Le Sultan et les Grandes Puissances*, p. 102.

<sup>2</sup> Bourgeois, op. cit. p. 804.

<sup>3</sup> Malcolm Mac Coll, op. cit. p. 99.

et son règne commençait par les plus sanglantes persécutions.

Peu de temps après, le prince Gortchakoff envoyait aux grandes puissances une note très accentuée où il s'efforçait de définir l'attitude du Gouvernement russe : « La Russie, « tout en participant à l'alliance des empires voisins, n'a « pas sacrifié à cette alliance son droit de protéger les « peuples chrétiens d'Orient. Les sacrifices faits par le « peuple russe en faveur des chrétiens de la Turquie sont « si grands qu'ils donnent à la Russie droit de proclamer « cet intérêt à la face de l'Europe entière. Pénétré de ses « anciennes sympathies à l'égard de la population chrétienne de la presqu'île des Balkans et du danger qui « menace la tranquillité de l'Europe entière, le cabinet impérial n'a pu, actuellement tout comme auparavant, dans « des circonstances analogues, rester spectateur indifférent « et inactif des événements dont l'Herzégovine est le théâtre, « qui menacent d'entraîner la Serbie et le Monténégro dans « une lutte inégale et d'allumer une guerre dont il est difficile de prévoir les limites. »

La lutte, en effet, prenait un caractère de plus en plus violent dans les provinces révoltées. Un manifeste des insurgés, en date du 29 juillet 1876, contenait ces mots émouvants : « Frères, il y a longtemps que la bataille de Kossovo<sup>1</sup> a été « livrée, mais depuis ce moment la nation endure sans « trêve ni merci les injustices, le pillage, les mauvais traitements. Chaque ponce de terre est arrosé du sang et des « larmes de nos aïeux. Les Turcs foulent aux pieds la foi, « la liberté, l'honneur et les biens des descendants de Nic-manitch<sup>2</sup>. »

Pauvre peuple, qui exhalait ses souffrances à la face du monde en pathétiques appels et savait, devant l'égoïsme et les rivalités des différentes puissances, trouver en lui-même la force de résister à ses oppresseurs et de les vaincre...

<sup>1</sup> De la bataille de Kossovo, en l'année 1389, date l'esclavage de la plupart des chrétiens des Balkans, qui dans ce combat furent complètement anéantis par les Turcs.

<sup>2</sup> Miloëvitch, op. cit. p. 237.

## CHAPITRE V

### L'Appel des races

(L'attitude de la Serbie et du Monténégro. — L'extension de l'insurrection. — Les efforts de l'Autriche pour contenir la Serbie. — La démarche des puissances. — Ultimatum du prince Milan au Grand-Vizir, le 22 juin 1876. — La Serbie et le Monténégro déclarent la guerre. — Les opérations militaires. — Les espérances des insurgés, — Les revers de la Serbie).

Le sang des peuples fut toujours la rosée féconde qui fit naître la liberté.

Le martyre de la Bosnie-Herzégovine soulevait l'indignation de la Serbie et du Monténégro, et les Gouvernements éprouvaient beaucoup de difficultés à contenir l'indignation de leurs peuples.

Dès le 14 juillet 1875, l'Ambassadeur de France à Constantinople écrivait au Ministre des Affaires Etrangères à Paris :

« Quoi qu'il en soit, il est certain que, des deux côtés de  
« la frontière, les populations qui parlent les idiomes sla-  
« ves s'abandonnent à des aspirations plus ou moins dan-  
« gereuses pour le maintien de la paix, et il ne faut pas  
« oublier qu'il s'agit de près de sept millions d'âmes. Dans  
« ce groupe, les moins agités ce sont, paraît-il, les Serbes  
« de la principauté proprement dite. Le représentant du

« prince Milan à Constantinople, M. Magasinovitch, tient le  
« langage le plus correct<sup>4</sup>... »

Ces préoccupations s'accroissaient de jour en jour. Le 20 août 1875, le Duc Decazes écrit : « L'insurrection s'est  
« étendue en Herzégovine, elle a gagné la Bosnie, et au-  
« jourd'hui, on peut se demander si, d'un instant à l'autre,  
« la Serbie, travaillée par des aspirations de race que l'on  
« retrouve chez tous les Slaves de la Turquie d'Europe, ne  
« va pas être entraînée par un mouvement qui tend de plus  
« en plus à se généraliser sur la rive droite de la Save<sup>5</sup>. »

L'Autriche redoutait cette intervention des deux petits  
Etats et l'extension de la lutte. Dans sa Note du 30 dé-  
cembre 1875, le Comte Andrassy exprimait ses craintes :  
« Quoi qu'il en soit, il est à prévoir que les Gouvernements  
« de Serbie et de Monténégro qui, jusqu'à ce jour déjà,  
« ont eu bien de la peine à se tenir à l'écart du mouve-  
« ment, seront impuissants à résister au courant, et dès à  
« présent, sous l'influence des événements et de l'opinion  
« publique dans leur pays, ils semblent s'être familiarisés  
« avec l'idée de prendre part à la lutte à la fonte des  
« neiges.<sup>6</sup> »

Aussi le cabinet de Vienne et les Gouvernements euro-  
péens essayèrent-ils de contraindre les petits Etats à l'immo-  
bilité. Etant donné le grand nombre de Monténégrins qui  
se mêlaient aux insurgés, on envoya au Prince de Monténé-  
gro un émissaire, lui demandant d'empêcher ses sujets de  
prêter leur appui à l'insurrection, et le priant même d'agir,  
s'il le pouvait, dans un sens modérateur, auprès des in-  
surgés.

« Mon Gouvernement, répondit le prince Nicolas, n'a  
« jamais encouragé l'insurrection et ne l'a pas aidée. La  
« présence de Monténégrins parmi les insurgés est com-  
« plètement indépendante de ma volonté, et il n'a pas été  
« au pouvoir de mon Gouvernement d'empêcher leur dé-  
« part. L'envoyé connaît la difficulté et l'impossibilité de fer-  
« mer la frontière. L'Autriche n'a pas pu empêcher les Dal-

<sup>4</sup> Livre jaune, p. 3.

<sup>5</sup> Livre jaune, p. 20.

<sup>6</sup> Samver. (Nouv. rec. 2<sup>e</sup> série, t. 3, p. 8).

« mates et ceux des Confins de se joindre à l'insurrection ;  
« comment le Monténégro pourrait-il s'opposer au départ  
« de ses sujets <sup>1</sup> ? » Cette dernière phrase sur la politique autrichienne n'était pas exempte d'une douce ironie.

Les Puissances cependant, sentant que les événements allaient se précipiter, résolurent d'agir plus énergiquement. Une notification collective fut adressée au Gouvernement Serbe, portant que : « Les puissances garantes du traité de  
« Paris se verraient dans l'impossibilité de préserver la Ser-  
« bie d'une occupation turque, si le Gouvernement serbe se  
« livrait à des actes agressifs contre la Porte <sup>2</sup>.

Ces conseils de prudence n'étaient pas sans sagesse ; mais une crise intérieure en Turquie, en affaiblissant cette puissance, allait augmenter pour les Serbes et les Monténégins la tentation d'intervenir. Comme nous le savons, des fanatiques avaient, le 30 mai 1876, déposé, puis assassiné, le Sultan Abd-ul-Aziz, qu'ils accusaient de faiblesse. Le parti national avait donné la couronne à Mourad V, neveu d'Abd-ul-Aziz. Mais il était d'esprit faible et l'on dut, au bout de trois mois, le remplacer (31 août 1876) par son frère Abd-ul-Hamid II, qui commença son règne sanglant par une tentative d'extermination en masse des Bulgares qui s'étaient soulevés en Avril 1876 <sup>3</sup>.

Le trouble et la faiblesse où ces événements jetèrent la Turquie ne manquèrent pas d'être exploités par les insurgés de Bosnie-Herzégovine et par les Serbes. Le 22 juin 1876, le prince Milan de Serbie envoyait au Grand-Vizir une lettre qui, sous une forme polie, constituait un véritable ultimatum. Il indiquait les raisons que la Serbie avait d'intervenir. D'abord elle était menacée par des bandes de soldats musulmans irréguliers qui entraînaient de nombreux désordres et commettaient ça et là des meurtres et pillages. Ensuite la Serbie ne pouvait demeurer insensible aux souffrances des Serbes de Bosnie et d'Herzégovine. Le prince Milan mettait son armée à la disposition du Sultan dans un but de pacification : « L'armée serbe, disait-il, composée d'éléments de

<sup>1</sup> Yriarte, op. cit. p. 323.

<sup>2</sup> *Livre Jaune*, p. 36.

<sup>3</sup> Bourgeois, op. cit. p. 794.

« même nationalité que les populations insurgées, sera  
 « certainement reçue à bras ouverts par la grande majorité  
 « des habitants. Ceux-ci ne pourraient être en effet que sym-  
 « pathiques à la création d'un état de choses basé sur l'ordre  
 « et la justice, et qui offrirait des garanties suffisantes que  
 « toutes les confessions seront placées sur le pied d'une  
 « parfaite égalité <sup>1</sup>. »

La réponse de la Porte ne pouvait guère faire de doute. Elle fut négative et le Sultan traita de rebelles la Serbie et son prince. Le 1<sup>er</sup> juillet 1876, le prince Milan de Serbie déclarait la guerre au Sultan.

Le 2 juillet, le prince de Monténégro suivait cet exemple. Ce prince occupa le 11 juillet le plateau de Gatzko, et marcha sur Mostar.

Le Gouvernement turc avait chargé Moukhtar-Pacha de protéger ses provinces. Celui-ci s'était rendu à Sarajevo pour organiser la défense de la Bosnie. Il réussit à repousser les Serbes à Belina et Zvornik. Bientôt il dut se retourner contre les Monténégrins qui assiégeaient Névéssigné. Moukhtar défit les Monténégrins et les poursuivit durant trois jours. Mais Nicolas de Monténégro le battit à Vutchidol le 28 juillet et lui tua trois mille soldats. Moukhtar réunit les débris de son armée à Bilek et se retira sur Trébigné. Ayant reçu des renforts, il put reprendre l'offensive et envahit le territoire Monténégrin à Zaslate, dans le district de Grahovo.

Les Serbes avaient eux aussi fait des efforts sérieux. Commandés par le Général russe Tcherniaïeff, qui, dès le début des difficultés, était venu mettre son épée au service du prince Milan, les Serbes avaient franchi la frontière, sur la Morava supérieure, et enlevé le camp turc de Babina-Glava. Ils tentèrent de s'emparer de la place d'Ak-Palanta, mais sans y réussir.

Les Turcs, sous le commandement d'Osman-Pacha, réussirent à prendre, le 6 août 1876, la ville de Kniazevatz. Abd-ul Kérim, le généralissime ottoman, franchit la frontière et, aux abords de la citadelle serbe d'Alexinatz, battit le

<sup>1</sup> Samwer (Nouv. rec., 2<sup>e</sup> série, t. III, p. 17), *Livre Jaune*, p. 160.

général Tchernaïeff le 1<sup>er</sup> septembre. Le prince Milan dut solliciter un armistice de dix jours <sup>1</sup>.

Pendant ce temps, les Bulgares insurgés étaient traités avec la cruauté la plus abominable. Au mois d'août 1876, le Gouverneur turc Chevket-Pacha appela d'Asie les Tcherkess, massacreurs dont la réputation de cruauté était encore au dessous de la réalité. Trente mille chrétiens furent exterminés. De nombreux villages furent brûlés <sup>2</sup>. C'est à cette époque que le grand homme d'Etat anglais Gladstone, ému des horreurs qu'il connaissait, écrivit sa brochure « *Les atrocités bulgares* » qui devait avoir sur l'opinion européenne une si grande influence.

Les Gouvernements européens s'émouvaient sérieusement. Bien qu'ils eussent averti la Serbie qu'elle ne devait rien espérer d'eux en cas de guerre contre la Turquie, ils comprirent que leur intérêt n'était pas non plus de laisser écraser les deux petites Principautés. Dans une semblable éventualité, des interventions isolées, celle de la Russie notamment, pouvaient se produire et amener des complications européennes.

C'est pourquoi les signataires du traité de Paris demandèrent à la Porte de consentir à une suspension d'armes afin que l'on pût conclure la paix par un retour pur et simple au statu-quo *ante bellum* pour la Serbie et le Monténégro.

<sup>1</sup> Driault, op. cit. p. 213.

<sup>2</sup> Bourgeois, op. cit. p. 794.

---

## CHAPITRE VI

### La Conférence de Constantinople

Les initiatives du Gouvernement russe. — Le Slavisme. — Gortchakoff. — La politique autrichienne. — Andrassy. — Les visées de l'Autriche sur la Bosnie-Herzégovine. — L'accord de Reichstadt du 8 juillet 1876. — Ses clauses. — L'agitation de l'opinion en Angleterre. — Disraëli. — L'impérialisme. — La proposition anglaise du 24 septembre 1876. — L'activité de la Russie. — La mission du Comte Sumarakov. — Le commencement de la mobilisation russe. — Gortchakoff et Bismarck. — L'ultimatum de Livadia. — La mission Ignatieff. — La flotte anglaise à Bezika. — La question d'une conférence. — Lord Salisbury à Berlin. — Les idées de Lord Derby et de Lord Salisbury. — Les séances préliminaires. — Les diplomates. — Les réunions solennelles. — Les prétentions des puissances. — La Constitution octroyée par la Turquie. — La mauvaise volonté de la Porte. — La Conférence échoue. — La résistance turque et les assurances anglaises. — La convention secrète du 18 janvier 1877. — Le protocole de Londres du 31 mars 1877. — Les déclarations anglaise et russe. — La réponse turque.

La Turquie, au commencement de l'insurrection, était en pleine désorganisation. Maintenant, la décadence toujours aussi accentuée paraissait atténuée par les succès militaires que l'armée ottomane venait de remporter contre la Serbie et le Monténégro. C'était un coup sérieux porté aux Slaves du Sud. La Russie s'en émut. Les petits peuples des Balkans paraissaient toujours, aux yeux du Gouvernement de Saint-Pétersbourg, constituer sa clientèle habituelle.

Ces peuples qui, dans leur malheur, se tournaient cons-

tamment vers la Russie, qui envoyaient des adresses au Tzar, le Gouvernement russe avait-il le droit de les abandonner à leur sort? Était-ce même son intérêt, et ne pouvait-il pas redouter que dans l'avenir ces peuples slaves fussent, par la force, réduits à une extrémité, à une faiblesse telles qu'ils ne pussent plus servir les futurs desseins de la Russie dans les Balkans?

Le Tzar, le grand protecteur du Slavisme, pouvait-il rester insensible aux appels qui lui parvenaient, aux cris de douleur des Slaves martyrisés, égorgés, brûlés, aux gémissements des femmes violées, des enfants ensanglantés?

Certes le Gouvernement russe savait bien que l'Europe ne serait jamais favorable à une trop grande expansion de la Russie. Il savait aussi que le panslavisme était, bien à tort d'ailleurs, la bête noire de beaucoup de diplomates.

Agir était dangereux. Ne pas agir était une abdication, une renonciation à son avenir. Peu à peu, plus particulièrement après la défaite des Serbes et des Monténégrins, la politique de la Russie inclina vers l'intervention.

Un autre facteur allait la pousser dans cette voie. C'était la personnalité même du Chancelier russe Gortchakoff.

Intelligent, instruit, connaissant à fond toutes les questions orientales, il voyait avec chagrin l'âge s'appesantir sur lui sans qu'il comptât encore aucun de ces succès retentissants qui marque les hommes pour l'Histoire. Il avait beaucoup connu Bismarck, avait même aidé plusieurs fois au succès de ses entreprises, et maintenant, à voir la puissance de son ami, la brillante réussite de ses projets les plus audacieux, Gortchakoff éprouvait une certaine jalousie, une amertume qui se changeait en aigreur et qui se fit même sentir quelquefois dans ses relations avec le Chancelier allemand.

Gortchakoff était en outre très convaincu de la noblesse et de la force de la cause du Slavisme et n'était pas disposé à laisser prescrire les droits que la Russie tenait de ses interventions passées en faveur des chrétiens d'Orient. S'il ne réclamait pas une politique brutale, il devait du moins contribuer à une intervention.

Cette politique était favorisée par une évolution analogue du côté de l'Autriche. Celle-ci, puissance habituellement si conservatrice, envisageait maintenant la possibilité d'une politique d'intervention. Il est vrai qu'elle avait à sa tête un Premier Ministre Hongrois qui ne se tenait pas pour lié par la tradition prudente de la politique autrichienne.

Le Comte Andrassy, fort intelligent, avait un tempérament vif et décidé qui l'empêchait de se courber docilement devant les formes et les principes traditionnels. Il inaugurerait d'ailleurs le changement de la politique générale de l'Autriche-Hongrie. Lors des troubles de 1848, il avait failli être pendu comme insurgé, et gardait, par suite des circonstances qui l'avaient amené à la plus haute charge de l'Etat, un certain goût pour les aventures. C'était grâce à Bismarck qu'il était parvenu à remplacer, dans les hautes fonctions qu'il remplissait, le Comte de Beust, que son antipathie pour la Prusse rendait dangereux pour le Chancelier allemand.

Andrassy, fort de l'appui de Bismarck, était déterminé à empêcher tout événement capable de nuire aux intérêts de l'Autriche-Hongrie. Il revendiquait pour l'Empire des Habsbourg le droit de prendre des sûretés.

« L'Autriche, disait-il au mois de juin 1876, ne doit consulter que ses intérêts et, plutôt que de laisser créer à ses portes un Etat Sud-Slave, *elle devra occuper le pays*, sauf à désintéresser la Russie par des compensations. En un mot, plutôt le partage de l'Empire Ottoman que l'autonomie de ses provinces slaves...<sup>1</sup> »

C'était là des paroles singulièrement graves. L'Autriche-Hongrie qui, au début de la crise, n'avait cherché qu'à affermir le joug du Sultan sur ses sujets, qui, avec le temps, s'était faite à l'idée de l'octroi d'une autonomie aux Slaves de Bosnie-Herzégovine, commençait maintenant à envisager leur libération, mais à son profit.

« ... Comment s'est opérée cette évolution ? écrivait le

<sup>1</sup> Bourgeois, op. cit. p. 804.

22 juin 1876 l'Ambassadeur français à Vienne ; je ne saurais le dire. Le Gouvernement Anglais a-t-il accompagné l'exposé de ses idées de propositions plus sérieuses et tenues secrètes. Je serais bien tenté de le croire <sup>1</sup>. »

Ces dispositions de l'Autriche se manifestaient plus particulièrement vis-à-vis de la Russie. Alors qu'au début de la crise, le Cabinet de Vienne s'efforçait d'empêcher une intervention de la Russie, il paraissait maintenant disposé à laisser à cette Puissance les mains libres à condition, bien entendu, de recueillir lui-même de l'activité russe quelques profits.

Ces profits, il estimait y avoir largement droit. « Nous sommes, disait Andrassy à Nowikov au cours de l'année 1876, limitrophes de l'Orient et directement intéressés à tout ce qui s'y passe. Ce qui s'y ferait sans nous s'y ferait contre nous <sup>2</sup>. »

La Russie, après tout, comprenait bien que tous les Etats de l'Europe n'allaient pas sans compensation lui laisser les mains libres en Orient. L'Autriche, plus que toute autre, eut gêné son action. Mieux valait gagner cette puissance, en l'associant au besoin elle-même au partage.

Quelqu'un intervint pour faire naître de cet état d'esprit réciproque des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg les conséquences logiques. Ce fut Bismarck. Sous ses auspices fut signé l'accord de Reichstadt.

Par cet Acte conclu le 8 juillet 1876, le Tzar et François-Joseph s'entendaient sur la politique à tenir dans les Balkans et l'Autriche obtenait la promesse d'un établissement dans la presqu'île.

Les stipulations de cet accord étaient particulièrement intéressantes :

« Art. Premier. — La Russie reconnaît qu'il n'est pas de l'intérêt de l'Autriche-Hongrie que, dans un projet quelconque de réforme en Turquie, la Bosnie et l'Herzégovine puissent être cédées ou que l'une de ces provinces ou une partie quelconque de l'une d'elles soit annexée à la Serbie ou au Monténégro respectivement.

<sup>1</sup> Bourgeois, op. cit. p. 804.

<sup>2</sup> Goriainow. *Le Bosphore et les Dardanelles*, 1910, p. 317.

« Art. 2. — En cas de guerre, la Russie n'étendra pas son  
« champ d'opération à la Serbie et ne fera pas traverser la  
« principauté par ses troupes.

« Art. 4. — La Russie s'abstiendra de toute acquisition ter-  
« ritoriale sur la rive droite du Danube.

« Art. 5. — La Russie respectera l'intégrité de la Roumanie  
« et n'occupera pas Constantinople.

« Art. 6. — Aucun des deux Gouvernements ne visera à un  
« protectorat exclusif sur les populations chrétiennes de  
« l'Empire Ottoman.

« Art. 7. — Si la Russie constitue une nouvelle principauté  
« slave, ce ne sera pas aux dépens des populations non-  
« slaves, et elle ne s'arrogera aucuns droits spéciaux en Bul-  
« garie qui ne sera gouvernée ni par un prince russe ni par  
« un prince autrichien.

« Art. 8. — Au cas où l'indépendance de la Serbie et du Mon-  
« ténégro serait reconnue et où il serait démontré que la Tur-  
« quie est incapable de maintenir l'ordre en Bosnie et en  
« Herzégovine, l'Autriche aura le droit d'occuper et d'admi-  
« nistrer ces provinces. »

De cet accord ressortait l'évidence que la Russie se prépa-  
rait à la guerre, et que son dessein était nettement arrêté.

Peut-être Gortchakoff pensait-il que la seule chose inté-  
ressante pour le moment était d'avoir les mains libres, et que  
sans doute les hasards de la guerre pourraient modifier dans  
un sens favorable à la Russie les combinaisons établies. Il  
est vrai que l'Autriche, par précaution, avait fait insérer dans  
l'accord, que toutes les puissances signataires des traités de  
Paris et de Londres de 1856 et 1871 seraient appelées à se  
prononcer sur les résultats de la guerre <sup>1</sup>.

L'Acte ainsi établi satisfaisait les deux parties.

D'après Nowikov : « Le programme de Reichstadt était le  
« couronnement de la triple entente inaugurée à Berlin en  
« 1872, la consécration active de notre accord jusqu'ici néga-  
« tif avec l'Autriche en Orient. C'était renouer la chaîne des  
« temps par dessus les malentendus d'une longue série d'an-

<sup>1</sup> Driault, op. cit. p. 218.

« nées pour en revenir aux glorieuses traditions de Catherine II et de Joseph II <sup>1</sup>. »



En Angleterre, deux courants se manifestaient. D'une part, l'opinion publique était émue des massacres de Bulgarie, des odieuses répressions opérées par les troupes ottomanes. Un mouvement existait donc en faveur de la libération des chrétiens de Turquie, et d'une intervention à cet effet, soit de l'Angleterre avec d'autres grandes puissances, soit de ces grandes puissances seules avec l'appui moral de l'Angleterre. Des meetings se réunissaient çà et là, organisés par les représentants de différentes confessions chrétiennes. Mais cette opinion, si elle comptait de nombreux adhérents, était peu de chose à côté de la volonté très nette du Gouvernement, clairement manifestée en faveur de la Turquie.

Ce Gouvernement avait à sa tête un homme d'Etat de premier ordre, M. Disraëli, élevé en 1876 à la pairie sous le titre de comte de Beaconsfield. Romancier célèbre, écrivain et orateur du plus grand talent, il exerçait sur la politique de son pays une influence prépondérante. D'une large imagination, d'une remarquable précision de vues, il n'était pas un endroit du globe qu'il négligeât, où il pensait que les intérêts de l'Angleterre fussent en jeu.

Sa politique, l'« impérialisme », tendait à un agrandissement des domaines et de la puissance britanniques, en même temps qu'à un resserrement général de toutes ses forces mondiales autour de la métropole.

L'affaire d'Orient le passionnait. Il craignait pour les Indes et pour la Méditerranée une extension du Slavisme, qu'il considérait comme un danger pour l'Angleterre. Ce danger, il voulait le dominer une fois pour toutes ; et c'est pourquoi, désireux de solutionner définitivement la question, il ne souhaitait pas un règlement bâtarde, mais, après des chocs violents, une liquidation décisive.

Lord Beaconsfield était partisan pour l'Angleterre d'une

<sup>1</sup> Goriainow. *Le Bosphore et les Dardanelles*, 1910.

politique réaliste. Prononçant, le 20 septembre 1876, un discours à Aylesburg, il en appela au peuple anglais, discutant les véritables intérêts de l'Angleterre, montrant leur opposition avec les sentiments sublimes dont on faisait montre dans les meetings<sup>1</sup>.

Le 24 septembre 1876, une proposition anglaise fut envoyée à la Turquie, lui demandant, dans une Conférence où se réuniraient à Constantinople les représentants des puissances médiatrices, de s'engager à accorder à la Bosnie-Herzégovine une autonomie locale ou administrative. Celle-ci constituerait un système d'institutions locales par lequel la population aurait un contrôle sur ses fonctionnaires locaux ; elle serait une garantie contre un autoritarisme arbitraire. Il ne pouvait être, bien entendu, question d'un Etat tributaire.

L'activité de la Cour de Russie allait rendre inutiles ces faibles tentatives de conciliation. Le Gouvernement russe s'apercevait qu'en somme il avait donné, par l'accord de Reichstadt (8 juillet), beaucoup de garanties à l'Autriche, et que celle-ci ne lui accordait rien d'équivalent, du moins en prévision d'une guerre. C'est pourquoi le 26 septembre 1876, le Tzar Alexandre II chargea le Comte F. Sumarakov, son Aide de camp, d'une mission extraordinaire auprès du Gouvernement de Vienne. Il proposait que les troupes russes occupassent la Bulgarie et les troupes autrichiennes la Bosnie-Herzégovine.

Andrassy, qui était très satisfait de l'accord de Reichstadt, ne voyait pas la nécessité de faire plus pour le moment. Sans doute les clauses de Reichstadt n'étaient que des promesses et en intervenant immédiatement aux côtés de la Russie, il avait plus de chances de réaliser sûrement son droit. Mais d'autre part, en intervenant dans la guerre, l'Autriche serait obligée à de grands frais, à de lourdes charges pour acquérir ce qu'elle avait beaucoup de chances d'obtenir sans bouger, par les victoires de la Russie et le jeu du traité conclu.

Le résultat de ces réflexions fut qu'Andrassy déclina l'offre de Sumarakov.

Le Ministre hongrois avait vu juste ; qu'il acceptât ou refusât

<sup>1</sup> Malcolm Mac Coll, *op. cit.* p. 10, 11.

de marcher, la Russie ne pouvait plus s'arrêter. L'opinion publique russe fermentait. Elle s'exaltait à la pensée d'une croisade russe pour la délivrance des Slaves et devenait de jour en jour plus favorable à une guerre.

Les comités slavophiles surtout faisaient une propagande effrénée. Aksakow, Katkov et surtout Ignatieff poussaient le Tzar à la guerre. « La guerre fut décidée, écrit M. E. M. de « Vogué, dans les conciliabules de Moscou, dans les petits « appartements de l'impératrice, où des femmes dévouées à « la politique du général<sup>1</sup> eurent raison des hésitations « d'Alexandre et de Gortchakoff. »

Un conseil fut tenu à Livadia<sup>2</sup>. Finalement, le Tzar et le vieux Chancelier se décidèrent. Un ukase impérial prescrivit en septembre 1876 la mobilisation de six corps d'armée. Trois autres devaient être mobilisés plus tard. Immédiatement, commença la mobilisation de vingt-deux divisions d'infanterie et de dix divisions de cavalerie<sup>3</sup>.

La Porte sentit le danger. Elle tenta d'y faire face par un moyen qui lui était habituel. Server-Pacha, ministre des Affaires Etrangères du Sultan, envoya le 12 octobre 1876 une circulaire annonçant la prochaine institution d'une assemblée générale élue par les habitants des vilayets et dont le rôle serait de voter les lois, les impôts et le budget de l'Empire ; pour sagement contrebalancer cette réunion, une autre assemblée serait constituée, mais nommée par le Gouvernement et investie des attributions d'un Sénat<sup>4</sup>.

Le but du Gouvernement turc en accomplissant ainsi des réformes générales, était de faire ressortir que des réformes particulières étaient dorénavant inutiles. Mais il était trop tard pour arrêter la marche des événements.

Un moment pourtant, certaines chances de paix se présentèrent. Gortchakoff, en effet, n'était pas sans inquiétudes du côté de l'Autriche depuis qu'Andrassy avait décliné sa proposition d'intervention à deux. Il se demandait si le Gouvernement de Vienne n'avait pas dessein de pousser la

<sup>1</sup> Ignatieff.

<sup>2</sup> Bourgeois, op. cit. p. 793.

<sup>3</sup> De Landemont, *L'Europe et la politique orientale*.

<sup>4</sup> Driault, op. cit. p. 215.

Russie dans la lutte, pour intervenir peut-être ultérieurement aux côtés de la Turquie et se faire payer ce soutien d'un prix plus élevé.

Le Chancelier russe eut l'idée, pour avoir des éclaircissements, de s'adresser à Bismarck, qui se trouvait à Varzin. Il lui fit demander quelle attitude l'Allemagne prendrait dans un conflit oriental.

Le 18 octobre 1876, MM. de Schweidnitz et de Verder, Ambassadeur et Attaché militaire de l'Empire allemand, apportèrent à Gortchakoff, à Livadia, la réponse du Chancelier allemand. Bismarck poussait la Russie à faire la guerre aux Turcs, mais à ne pas la faire à l'Autriche. Le Marquis d'Harcourt, l'Ambassadeur de France à Londres, écrivait à ce sujet : « Le Chancelier allemand tourne en dérision la Conférence<sup>1</sup> et ne cache guère son désir de voir la Russie s'engager. »

Bismarck préconisait donc à Gortchakoff la guerre contre l'Empire ottoman après entente avec l'Autriche-Hongrie<sup>2</sup>.

\*  
\* \*

Pendant ce temps, la Turquie, voyant l'orage se préparer, jetait du lest. Elle informait les cabinets européens, qui désiraient lui voir accorder un armistice à la Serbie, qu'elle était disposée à en conclure un de six mois.

Cette nouvelle indisposa la Russie, qui maintenant était décidée à la guerre. Le Gouvernement russe fit savoir qu'il ne pouvait accepter la proposition ottomane et qu'il ne pouvait consentir qu'à la proposition anglaise<sup>3</sup>.

Le 30 octobre 1876, un ultimatum, dit « ultimatum de Livadia », fut notifié au Gouvernement ottoman par le général Ignatieff. Cet acte traitait deux questions principales. D'abord il demandait pour la Serbie un armistice de deux mois, sans conditions, avec ordre aux généraux ottomans de suspendre sur-le-champ les hostilités; en second

<sup>1</sup> La Conférence proposée par l'Angleterre à la Turquie, le 24 septembre 1876.

<sup>2</sup> Bourgeois, op. cit., p. 798.

<sup>3</sup> Spalaïkovitch, op. cit. p. 44.

lieu, les trois provinces insurgées devaient obtenir l'autonomie administrative.

Une modification se produisit à ce moment. Ignatieff, lors de son arrivée à Constantinople, apprit par les dernières nouvelles l'état presque désespéré où en étaient réduits les Serbes. Pour les sauver, il fallait faire porter tout l'effort sur la question de l'armistice. Ignatieff scinda donc l'ultimatum et déclara au Gouvernement turc que si, dans les quarante-huit heures, une réponse satisfaisante n'était pas donnée, il romprait les relations diplomatiques et quitterait la capitale ottomane avec le personnel de l'Ambassade<sup>1</sup>.

Le Sultan comprit que cette fois il n'y avait plus à tergiverser; il céda et accepta toutes les conditions de l'Ambassadeur.

L'Angleterre saisit l'occasion pour insister sur sa proposition d'une Conférence. L'idée, cette fois, fut unanimement adoptée et la Russie elle-même n'osa pas refuser: « Entre la paix et la guerre, il n'y avait plus que l'épaisseur d'... une Conférence<sup>2</sup>. »

Cette idée de Conférence avait été accueillie par chacun avec des sentiments divers. La Russie notamment l'avait acceptée sans conviction, espérant bien qu'elle échouerait.

Le 2 novembre 1876, le tzar Alexandre II, parlant à Lord Loftus, lui faisait savoir que « si l'Europe était prête « à essuyer les affronts continuels de la Porte, il n'en était « pas de même de la Russie. Une telle attitude serait incom-  
« patible avec son honneur, sa dignité, ses intérêts mêmes.  
« La situation ne pouvait se prolonger. Si l'Europe n'était  
« pas disposée à agir avec fermeté, il se trouverait obligé  
« d'agir seul. »

L'Angleterre, d'autre part, en même temps qu'elle insistait encore le 4 novembre 1876 sur la nécessité de réunir une Conférence internationale, avait donné à sa flotte l'ordre d'aller mouiller à Bezika. Le gouvernement anglais exposait nettement ses intentions. Le 10 novembre 1876, il proclamait que l'Angleterre était prête à faire la guerre, s'il le fallait, « pour l'indépendance et l'intégrité de son empire. »

<sup>1</sup> Samwer. *Nouv. rec. gén.* 2<sup>e</sup> série, t. III, p. 32. Spalaïkovitch, op. cit. p. 44. Vandal, op. cit. p. 187.

<sup>2</sup> Vandal, op. cit. p. 187.

Gortchakoff ne s'inclinait pas devant ces menaces : « Le « Cabinet Impérial », est-il écrit dans une dépêche du Chancelier russe en date du 13 novembre 1876, « se trouvant en « présence d'une situation dans laquelle les intérêts politiques « doivent céder la place aux intérêts universels de l'humanité « et de la paix européenne, fait tout son possible pour amener une entente entre les Grandes Puissances.... »

« Sa Majesté Impériale ne désire pas la guerre et fera l'impossible pour l'éviter, mais elle est décidée à ne pas hésiter « tant que les principes reconnus par l'Europe comme justes, « humains, nécessaires, et dont l'opinion publique en Russie « a pris chaudement la défense, ne seront pas appliqués et « garantis d'une manière efficace<sup>1</sup>. »

Ce n'était pas à la vérité un refus d'aller à la Conférence, mais c'était bien la preuve de la détermination de la Russie à agir.

D'ailleurs plusieurs Gouvernements désiraient ce conflit. L'Autriche se disait qu'il devait lui procurer un agrandissement, et Bismarck appuyait en ce sens les désirs de l'Autriche. Le Chancelier allemand, pour obtenir des avantages à l'Autriche-Hongrie, poussait même assez nettement la Russie vers la guerre.

Le 5 décembre 1876, il déclarait au Reichstag : « La Conférence n'aurait-elle aucun résultat et la Russie se déminerait-elle à obtenir par la force des armes ce qu'elle « n'a pu obtenir par des moyens pacifiques, que nous « n'opposerions aucun veto à son action, puisque le but « qu'elle poursuit est aussi le nôtre, et nous n'avons aucune « raison de croire qu'elle ira au-delà de ce but. Personne « ne réussira à rompre nos relations amicales avec la Russie, « car l'alliance des trois Empereurs, formée il y a quelque « temps, subsiste intégralement<sup>2</sup> ».

• •

Cependant le temps fixé pour la réunion à Constantinople de la Conférence Internationale était arrivé. Un armistice

<sup>1</sup> Malcolm Mac Coll, op. cit. p. 76.

<sup>2</sup> Malcolm Mac Coll, p. 77.

conclu entre la Porte, la Serbie et le Monténégro permit cette réunion.

Lord Salisbury s'y rendit pour représenter l'Angleterre. Ministre des Colonies de la Reine, il devait, par sa noble attitude et sa haute compétence, être d'une grande utilité pour sa patrie. Avant d'aller à Constantinople, il passa par Berlin. Là, il parla avec Bismarck. Celui-ci déclara qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que la Russie occupât la Bulgarie. Pour lui, disait-il, il cherchait seulement à maintenir l'harmonie entre ses alliés, les Empereurs d'Autriche et de Russie. Il s'affirmait tout à fait désintéressé de la question d'Orient, « qui ne valait pas les os d'un grenadier poméranien ».

Lord Salisbury arrivait à Constantinople avec un ensemble d'instructions signées de Lord Derby, son chef, mais rédigées, disait-on, par lui-même. Ces instructions visaient à établir une action coercitive contre le Sultan, si celui-ci rejetait les réformes proposées.

Mais les deux diplomates n'étaient sans doute pas tout à fait d'accord, et Lord Derby ne désirait peut-être pas la paix autant qu'il le paraissait.

Dès le 19 mai 1876, au beau milieu de l'insurrection, il écrivait à Sir Henri Elliott, l'ambassadeur anglais à Constantinople : « J'ai à faire remarquer à votre Excellence que le Gouvernement de sa Majesté a, depuis le commencement de l'insurrection en Bosnie et en Herzégovine, paralysé l'action diplomatique des autres Puissances dans les affaires de l'Empire ottoman<sup>1</sup>. » Et maintenant qu'une Conférence allait se réunir à Constantinople, son action paraissait s'exercer dans le même sens.

En effet... « Lord Salisbury avait à peine quitté les « rivages de l'Angleterre que Lord Derby déclara à l'ambassadeur ottoman que, dans aucun cas, l'Angleterre n'adhérerait à une politique coercitive contre le Sultan ou n'admettrait même son emploi par une autre puissance<sup>2</sup>. »

Le jour même qui précéda l'ouverture de la Conférence, Lord Derby écrivait à Lord Salisbury pour l'informer que le

<sup>1</sup> Malcolm Mac Coll., op. cit. p. 169.

<sup>2</sup> Malcolm Mac Coll., op. cit. p. 56.

Gouvernement britannique ne consentirait pas à prêter son concours à des mesures coercitives militaires ou navales contre la Porte<sup>1</sup>.

La Conférence s'ouvrait donc sous des auspices assez peu favorables. Malgré tout, les plénipotentiaires n'épargnèrent aucun effort à la cause de la paix.

Ils prirent d'abord une décision qui mécontenta vivement la Porte. Ils décidèrent de se concerter dans des conférences particulières, en dehors des plénipotentiaires turcs, sur le programme des réformes que l'on soumettrait à la Conférence plénière<sup>2</sup>. Cela était évidemment un peu cavalier, et permettait de croire que le résultat de cet échange de vues ressemblerait sans doute à des décisions que l'on allait dicter, plutôt qu'à des propositions que l'on allait discuter.

Pour ces réunions préliminaires, les diplomates décidèrent de se réunir chez leur doyen, le général Ignatieff. Celui-ci était depuis dix ans Ambassadeur de Russie à Constantinople et connaissait à fond la question d'Orient. Très actif et fort intelligent, d'un patriotisme inébranlable, très convaincu de la grandeur de la cause qu'il servait, il pouvait espérer pour son pays, dans les circonstances actuelles, les meilleurs résultats.

A ces réunions, Lord Salisbury et Lord Elliott représentaient l'Angleterre ; le baron de Werther, l'Allemagne, l'Autriche avait à la Conférence deux excellents représentants : Le comte Zichy, Ambassadeur de François-Joseph à Constantinople, connaissait à fond toutes les questions danubiennes et avait su s'entourer de sympathies universelles. Il savait se faire écouter partout et charmer par la dignité et la grâce de ses manières. Quant au second plénipotentiaire, le baron de Calice, il possédait dans toutes les affaires d'Orient une compétence particulière. Le baron de Bourgoing et le comte de Chaudordy représentaient la France ; le comte Corti, l'Italie.

Neuf séances furent tenues du 11 au 22 décembre 1876, qui furent consacrées à l'étude et à la rédaction de notes

<sup>1</sup> Cahuet : *La Question d'Orient*, p. 374.

<sup>2</sup> De Moüy : *Souvenir d'un diplomate*, p. 45.

et de mémoires qui constituaient le plan de ce que l'on allait discuter en séance solennelle, et en même temps le sens général des décisions que l'on comptait prendre.

Les puissances cherchaient à établir l'entente entre leurs prétentions. Les réunions furent quelquefois difficiles. Finalement, on se mit d'accord sur un projet qui avait pour but d'amener le Sultan à conclure la paix avec la Serbie et le Monténégro sans indemnité, à accorder des agrandissements de territoires à la Serbie et au Monténégro, une administration autonome à la Bosnie et à l'Herzégovine, avec un Gouverneur nommé pour cinq ans par le Sultan d'accord avec les puissances, un régime analogue pour la partie de la Bulgarie située au Nord des Balkans et, pour le reste de ce pays, des institutions régulières destinées à garantir les populations de tout arbitraire.

On demandait pour les trois provinces l'autonomie locale et administrative, des milices indigènes, des franchises municipales. On proposa que ces provinces fussent occupées par des troupes belges jusqu'à ce que fussent terminées les réformes, dont le contrôle serait confié à une Commission internationale.

Le jour de la Conférence solennelle arriva. Voici ce que dit au sujet de la première séance, le comte Charles de Moüy, alors secrétaire d'Ambassade à Constantinople, chargé des Protocoles de la Conférence, et depuis Ambassadeur de France.

« Le 23 décembre 1876, la Conférence plénière entrait en  
« séance au palais de l'Amirauté, situé sur la Corne d'Or. Je  
« me souviens que le jour était orageux : des bourrasques de  
« vent et de pluie fouettaient les larges fenêtres de la salle.  
« Le Ministre des Affaires Etrangères <sup>1</sup>, élu président selon  
« l'usage, venait de lire un discours apologétique de la con-  
« duite de la Porte, et M. de Chaudordy lui avait remis, au  
« nom de ses collègues, les divers mémoires rédigés dans  
« les réunions préliminaires pour la réorganisation de la  
« Bosnie-Herzégovine et de la Bulgarie ; la discussion allait  
« commencer lorsque nous entendîmes des salves d'artille-  
« rie tirées de l'autre côté du golfe, à Stamboul, sur la place

<sup>1</sup> Ottoman.

« du Séraskierat. Safvet-Pacha, se levant alors de l'air le  
« plus solennel : « Ces salves, dit-il, annoncent la promul-  
« gation de la Constitution que le Sultan octroie à son  
« empire. Cet acte change une forme de Gouvernement qui  
« a duré six cents ans et inaugure une ère nouvelle pour la  
« prospérité des peuples ottomans. » Pendant quelques ins-  
« tants, les plénipotentiaires, non pas surpris, — car ils s'at-  
« tendaient à un incident, — mais très mécontents de cette  
« manifestation théâtrale, évidemment destinée à les éblouir  
« et à disloquer leur plan de campagne, gardèrent un pro-  
« fond silence. Puis, sans aucun compliment, et comme si  
« rien ne s'était passé, ils présentèrent diverses considéra-  
« tions générales sur l'objet de leur réunion, qui était « la  
« sauvegarde de la paix. » On se sépara ensuite froidement,  
« tandis que le secrétaire des Affaires Etrangères, Carathéo-  
« dori-Effendi, préparait avec moi le court protocole de la  
« séance <sup>1</sup>. »

Ce qui s'était passé était dû à une finesse diplomatique de la Porte, dont celle-ci attendait certes le meilleur résultat. Depuis longtemps, deux partis se disputaient le pouvoir en Turquie, d'une part les Vieux-Turcs, soutiens du pouvoir absolu du Sultan, d'autre part, les partisans des réformes ou Jeunes-Turcs.

Ceux-ci avaient alors à leur tête un homme d'une grande intelligence et fort énergique, Midhat-Pacha. Très audacieux et sans peur, il avait pris hardiment la direction des novateurs. Il avait été plusieurs fois Ministre et était très populaire.

Comme la Conférence de Constantinople devait bientôt se réunir et que l'on craignait de sa part des réformes portant trop gravement atteinte à la souveraineté du Sultan, on recourut à la politique de surenchère. On décida de préparer à la hâte une Constitution, et on nomma Midhat Grand-Vizir. On paraissait ainsi, par de sages réformes, rendre superflue l'intervention européenne. Et l'annonce solennelle de l'octroi de cette Constitution se faisait le jour

<sup>1</sup> De Moüy, op. cit. p. 51.

même de la première réunion plénière de la Conférence des Ambassadeurs.

A cause de ces événements et des difficultés que soulevaient à chaque pas les plénipotentiaires ottomans, les prétentions des puissances ne purent demeurer les mêmes. Au fur et à mesure des discussions, les demandes de réformes furent considérablement réduites.

Dès le 15 janvier 1877, on ne parlait plus de donner un agrandissement à la Serbie et au Monténégro. On ne réclamait plus une autonomie complète pour les provinces insurgées. On parlait seulement de réformes portant sur les impôts, la liberté des cultes, la justice. D'occupation, il n'était plus question. On parlait seulement d'une milice et d'une gendarmerie mixte. Les puissances cependant insistaient pour maintenir le contrôle de la nomination des Gouverneurs par l'Europe, au moins durant les cinq premières années, et pour établir des commissions européennes dont le but serait de surveiller les réformes <sup>1</sup>.

Les exigences de l'Europe, on le voit, avaient beaucoup diminué. Le Général Ignatieff s'écriait « qu'on lui arrachait toutes ses plumes » et M. de Chaudordy, plénipotentiaire de France, lui répondait en riant « qu'il lui en resterait beaucoup encore » <sup>2</sup>. Mais le Gouvernement turc montrait une inlassable mauvaise volonté; il discutait pied à pied avec les diplomates européens. Le système d'administration autonome, que Lord Derby avait préconisé comme un moyen de remédier à la crise, faisait dire à un personnage turc, parlant à un diplomate européen : « Kouzoum, mon doux ami, « comment pouvons-nous accorder à la Bulgarie un mode « d'administration qui aurait pour effet immédiat de réduire « à la misère trente mille des nôtres qui y occupent des « emplois ? Et comment empêcherions nous les autres provinces de demander et de recevoir aussi la même autonomie ; et alors que deviendrions-nous, et comment vivrions-nous ? » <sup>3</sup>.

Douce naïveté qui considérait comme chose naturelle

<sup>1</sup> Vandal, op. cit. p. 188.

<sup>2</sup> De Moüy, op. cit. p. 52.

<sup>3</sup> Benoit Brunswik : *Le traité de Berlin*, p. 240.

pour une race de vivre en parasite aux dépens d'une autre et qui s'indignait qu'on cherchât à lui enlever un profit... si légitime.

Le Gouvernement turc, pour ébranler l'énergie des diplomates européens, s'appuyait d'ailleurs sur des chrétiens eux-mêmes. Un Mémoire avait été remis officiellement à la Sublime-Porte par les Arméniens, relatant les persécutions et les dénis de justice à eux infligés. C'était un *Memorandum* récapitulant les horreurs subies depuis dix ans. Et il eut été naturel de le présenter à la Conférence. Il ne fut pas remis à cette assemblée, parce que les grands de la nation ne le voulurent pas et menacèrent de dénoncer aux sévérités du Gouvernement Turc ceux qui commettraient ce crime de lèse-majesté. En somme, ces puissants avaient partie liée avec le Gouvernement Ottoman et peu leur importaient les souffrances de leurs coréligionnaires. « Nous n'avons pas, » disait le Patriarche arménien à Sir H. Elliott, à nous « plaindre de la Sublime-Porte ; la nation est satisfaite des « agents du Gouvernement turc ; il y a bien les Kurdes, mais « les Musulmans en souffrent autant que les Arméniens ; « donc tout est pour le mieux, et nous voulons rester « comme nous sommes <sup>1</sup>. »

Ce n'était vraiment pas une mince habileté de la part du Gouvernement turc d'avoir su, par la politique d'intérêt, mettre dans son jeu les membres principaux d'une confession chrétienne aussi importante que l'Eglise arménienne. Que pouvaient répondre les diplomates à un semblable langage ?

Si l'on ajoute à toutes ces considérations le fait des assurances que Lord Derby avait données à l'Ambassadeur Ottoman concernant l'intégrité de la Turquie, on s'aperçoit que le Gouvernement Turc ne croyait pas risquer grand-chose à ne rien céder. Malgré l'insistance des puissances, il refusa les propositions qui lui étaient soumises.

La discussion devenait impossible. Chaque Ambassadeur, se levant à son tour, déclara solennellement que si le Gouvernement turc repoussait toutes les combinaisons qu'on

<sup>1</sup> Benoit Brunswik, *op. cit.* p. 120.

lui offrait, il avait ordre de quitter Constantinople. Deux jours plus tard, la Turquie n'acceptait que des concessions sans importance. La Conférence avait échoué (20 janvier 1877). Ce fut le lendemain, à l'Ambassade d'Autriche, que fut signé le dernier protocole. Puis, dans la même semaine, tous les Ambassadeurs, passant les affaires à leur premier suppléant, quittèrent le Bosphore<sup>1</sup>.

La Turquie avait commis une faute. Elle s'était placée, par suite de son refus des propositions de l'Europe entière, dans une position complètement isolée. Et Lord Salisbury résuma l'impression générale dans cette phrase : « Si cette « Conférence n'aboutit pas parce que le Sultan et ceux qui « l'entourent ne veulent pas écouter les conseils des six « puissances garantes, la position de la Turquie vis-à-vis « de l'Europe subira un changement complet et ce sera fort « périlleux<sup>2</sup>. »

Ce l'était en effet.

Il serait exagéré de croire toutefois que les Puissances eussent jamais mis beaucoup d'espoir dans le résultat de cette Conférence ; et son échec, il faut bien le dire, ne constitua pas pour quelques-uns une déception, mais au contraire une satisfaction.

La Russie, on le sait, était en principe décidée à la guerre. Et quant à la Turquie, elle ne redoutait nullement cette éventualité. Certaines manœuvres assez symptomatiques la maintenaient dans cet état d'esprit. La presse anglaise, notamment la *Pall Mall Gazette*, persuadait les Anglais et les Turcs que l'armée russe était si désorganisée qu'elle n'était pas en état de tenir tête aux Turcs. Il convient de citer à ce sujet quelques paroles de Lord Salisbury qui viennent corroborer cette impression singulière : « Quant à « moi, dit-il, je crois que l'une des causes qui ont déterminé « les Turcs à prendre cette malheureuse résolution (le refus « d'accepter les propositions des Puissances) c'est la « croyance entretenue avec tant de ténacité, je ne sais par « quels gens inconscients, que les armées russes regor-

<sup>1</sup> De Moüy, op. cit. p. 54.

<sup>2</sup> Tchomacoff, op. cit. p. 131.

« geaient de malades, que la mobilisation n'avait pas réussi, « et que par conséquent il n'y avait pas à craindre la guerre. »

Dans une dépêche adressée à Lord Derby, c'est encore Salisbury qui se plaint que « le Grand-Vizir croyait pouvoir compter sur l'appui de Lord Derby et de Lord Beaconsfield. »

Au cours d'un article ultérieur de la *Nineteenth Century*, le Grand-Vizir Midhat Pacha déclara que le Sultan n'aurait jamais osé repousser les propositions des puissances s'il n'avait pas compté au fond sur l'appui de l'Angleterre.

D'autres influences contribuaient à jeter la Turquie dans cette voie. « Ce n'est un secret pour personne », écrit Malcolm Mac Coll dans son livre *Le Sultan et les Grandes Puissances*, « que le collègue de Lord Salisbury « à la Conférence était plus d'accord avec Midhat-Pacha « qu'avec Lord Salisbury lui-même. Et ce fervent disciple « de David Urquhart, qui prouva plus tard la sincérité de « ses convictions en perdant toute sa grande fortune pour « la cause du Sultan — je veux parler de ce pauvre « M. Butler Johnston — ne cessait d'aller et de venir vers la « Porte, l'exhortant à ne pas tenir compte des paroles de « Lord Salisbury, puisque Lord Beaconsfield était de tout « cœur avec elle et l'aiderait au cours des difficultés qui « pourraient survenir.

« J'ajouterai pour ma part », continue M. Malcolm, « que « l'homme qui mena l'opposition contre les projets de Lord « Beaconsfield était Lord Salisbury lui-même. C'est ce que « m'a révélé Lord Carnarvon, au cours d'une tranquille « promenade dans le parc de Longleat en 1878.... Peut-on « maintenant éviter cette conclusion, à savoir que la mission de Lord Salisbury à Constantinople n'avait jamais « été décidée, par quelques-uns, dans l'espoir qu'il réussirait, mais simplement pour gagner du temps et permettre « à l'Angleterre et à la Turquie, alliées ensemble, de se « préparer aux « trois campagnes » de Disraëli ? »

Server-Pacha, Ministre des Affaires Etrangères du Sultan, vint à son tour apporter ultérieurement son tribut à ces accusations et, dans un message qu'il dicta, il déclara que

l'Angleterre portait en grande partie la responsabilité de la guerre<sup>1</sup>.

Il paraît certain, en effet, que l'Angleterre encouragea les Turcs dans leur résistance aux prétentions de la Russie. Sans doute, dans les notes officielles de Lord Derby, on ne pourrait rien trouver qui étayât une semblable accusation, mais, comme le faisait remarquer quelque temps plus tard, avec justesse, un des envoyés turcs, c'est aux conversations privées et aux documents officieux que les diplomates attachent généralement le plus d'importance.

Et sur ce point il est permis de considérer comme certain que, dans des conversations entre les Diplomates Ottomans et les membres du Gouvernement Anglais, ceux-ci furent loin de s'exprimer en termes réservés.

Lord Beaconsfield protesta alors contre le rôle qu'on lui attribua, mais Server-Pacha, pour ne rien retirer de ses affirmations, préféra démissionner : et des révélations ultérieures de M. F. Greenwood dans la *Pall Mall Gazette* et le *Cornhill Magazine* établirent le rôle du Gouvernement anglais<sup>2</sup>.

Le Sultan cependant commençait la mise en œuvre du régime constitutionnel, qui devait comprendre un Sénat, une Chambre des Députés et des Ministres responsables.

Le 15 janvier 1877, les représentants autorisés de l'Islam se réunissaient par ordre du Sultan en une assemblée extraordinaire. Le Gouvernement Turc jugeait ainsi habile d'opposer aux vœux de l'Europe une sorte de vote populaire<sup>3</sup>. En même temps, des officiers anglais arrivaient de Londres pour s'engager dans les armées ottomanes. Les flottes turcs étaient sous les ordres d'un amiral anglais, Hobart-Pacha.

Gortchakoff, lui aussi, prenait ses précautions. Après la question qu'il avait posée à Bismarck, il savait que celui-ci ne marcherait pas contre la Russie et agirait même sans doute à Vienne dans un sens favorable aux Russes, si le Tzar était disposé à favoriser l'Autriche de certaines concessions.

<sup>1</sup> Malcolm Mac Coll, op. cit. p. 89.

<sup>2</sup> *Daily News* du 7 février 1877.

<sup>3</sup> Bourgeois, op. cit. p. 797.

Le nœud de la question était donc à Vienne. L'accord de Reichstadt du 8 Juillet 1876 était une excellente amorce à des conversations. Des pourparlers furent donc de nouveau engagés, dont l'aboutissement fut la conclusion, le 18 Janvier 1877, d'une Convention secrète qui assurait à la Russie sa liberté d'action dans les Balkans contre la promesse, donnée à l'Autriche pour prix de sa neutralité, d'occuper la Bosnie-Herzégovine à la signature de la paix.

En somme, deux actions bien nettes se dessinaient en faveur de la guerre : une action anglaise sur les Turcs, une pression allemande sur la Russie. Certains auteurs se sont même demandés si ces deux actions n'étaient pas d'accord, et le passage à Berlin de Lord Salisbury au moment où il se rendait à la Conférence de Constantinople peut certainement donner à cette opinion quelque valeur. Qu'elles se soient produites d'accord ou séparément, peu importe. Le certain est qu'elles eurent lieu en même temps et de la même manière, et contribuèrent beaucoup à une solution belliqueuse de la question d'Orient.

Le Chancelier russe, fort de l'appui que lui donnait la Convention du 18 Janvier 1877, déclarait dans une circulaire du 31 Janvier que le refus du Gouvernement turc portait atteinte à la dignité et au repos de l'Europe. Le but de la Russie était d'assurer la réalisation de l'objet qui avait été défini clairement par les actes de la Conférence... « Le  
« Gouvernement russe a, dès l'origine, considéré la crise  
« d'Orient comme une question européenne qui ne devait  
« et ne pouvait être résolue que par l'accord unanime des  
« grandes puissances. . . . .  
« . . . . .  
« Avant de fixer la marche qu'il lui convient de suivre, Sa  
« Majesté l'Empereur tient à connaître celle à laquelle s'ar-  
« rêteront les cabinets avec lesquels nous nous sommes  
« efforcés, jusqu'à présent, de nous accorder. Nous désirons,  
« autant qu'il sera possible, continuer notre œuvre com-  
« mune. »

L'Empereur Alexandre II hésitait bien un peu avant d'engager une si grosse partie. En février 1877, il faisait offrir à l'Angleterre et aux Turcs, par son Ambassadeur à

Londres, le comte Schouvaloff, le désarmement des armées russes mobilisées « si l'Europe s'engageait à assurer en « commun le bien être des populations chrétiennes et les « intérêts de la paix générale. »

Les panslavistes s'agitaient de plus en plus. Malgré eux, l'action personnelle du Tzar et du parti de la paix amena une dernière négociation. Les pourparlers entre la Turquie et le Monténégro restaient pendants. La Russie tenta d'amener un arrangement. Cette ultime bonne volonté amena la signature à Londres, le 31 mars 1877, d'un Protocole, signé par l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre et la Russie. Par cet acte, les puissances engageaient la Turquie à conclure la paix, et manifestaient encore une fois leur volonté de contrôle : « Les parties « contractantes se proposent de veiller, par l'intermédiaire « de leurs représentants à Constantinople et de leurs agents « locaux, sur la façon dont les promesses du Gouvernement « turc seront exécutées. Si leur espoir se trouvait encore « déçu, et si la condition des sujets chrétiens du Sultan « n'était pas améliorée, de manière à prévenir le retour des « complications qui troublent périodiquement le repos de « l'Orient, elles croient devoir déclarer qu'un tel état de « choses serait considéré par elles comme incompatible avec « leurs intérêts et ceux de l'Europe en général ; elles avise- « raient, en commun, aux moyens qu'e'les jugeraient les « meilleurs pour assurer le bien-être des populations chré- « tiennes et les intérêts de la paix générale. »

Mais ce n'était là que la façade officielle des intentions des puissances. Leurs véritables sentiments se manifestaient dans d'autres actes.

En effet, deux déclarations, l'une anglaise, l'autre russe, accompagnaient le Protocole. La déclaration russe portait que, dans le cas où le Protocole ne serait pas exécuté, la Russie recourrait aux armes. L'Angleterre, au contraire, déclarait solennellement que, si la guerre éclatait entre la Turquie et la Russie, elle regarderait le Protocole comme nul.

On peut dire que ces deux déclarations anéantissaient toute la portée morale du Protocole. Aux regards de la Porte,

s'accusaient ainsi les différences réelles entre les Puissances.

L'Angleterre faisait, dans l'esprit des Turcs, contre-poids à la menace russe. « Nous pouvons et nous devons même, « écrivait en 1877 Lord Elliott dans une dépêche à son Gouvernemen t, être indignés par des actes de férocité inutiles « autant qu'abominables qui ont accompagné la répression « de l'insurrection de Bulgarie, mais le fait que dix ou vingt « mille hommes ont été massacrés n'altère nullement cette « vérité que des changements dans ce pays ne peuvent s'ac- « complir qu'au détriment de nos intérêts. Nous avons sou- « tenu une nation que nous ne considérons que comme à « demi civilisée, capable de commettre de terribles excès. « Le fait qu'elle fait ce dont nous la croyions très capable « ne justifie pas un changement de politique qui ne se « pourrait opérer qu'au détriment de tous nos intérêts. »

Sir Layard écrivait quelque temps plus tard, le 19 juin 1877 : « La politique qui nous a fait soutenir la Turquie « pour nos propres fins et notre sécurité, et non pas pour « un amour abstrait des Turcs ou de leur religion, n'est pas « de celle que les événements des derniers mois, n'ayant « aucune relation avec elle, suffiraient pour renverser. Elle « est fondée en partie sur la croyance que la Turquie est « une barrière aux desseins ambitieux de la Russie en « Orient et que le Sultan, chef reconnu de la religion maho- « métane, est utile, sinon nécessaire à l'Angleterre, qui a « des millions de musulmans parmi ses sujets. »

C'était forte de semblables appuis que la Porte résistait. Le 10 avril 1877, la Porte faisait parvenir sa réponse au Protocole de Londres. C'était un refus formel. Elle disait en substance : « La Turquie, en sa qualité d'Etat indépendant, « ne saurait se reconnaître comme placée sous aucune sur- « veillance collective ou non ; entretenant avec les autres « Etats amis des relations réglées par le Droit des gens et « les Traités, elle ne peut reconnaître aux agents ou repré- « sentants étrangers, chargés de protéger les intérêts de « leurs nationaux, la mission de surveillants officiels. Le « Gouvernement Impérial ne voit pas enfin en quoi il a « démérité de la justice et de la civilisation au point de se « voir faire une position humiliante et sans exemple dans

« le monde. Le Traité de Paris a explicitement consacré le  
« principe de non-intervention. Le Traité qui lie les puis-  
« sances qui y ont pris part, aussi bien que la Turquie, ne  
« saurait être aboli par un Protocole auquel la Turquie n'a  
« point coopéré. »

C'était le refus le plus net, le plus catégorique. C'était  
aussi la guerre avec la Russie.

---

## CHAPITRE VII

### Autonomie ou Anatomie

La guerre russo-turque. — Les réserves de la Grande-Bretagne. — La question de la neutralité roumaine. — Les débuts de la lutte. — Le siège de Plevna. — Le Grand-Duc Nicolas devant Constantinople. — La flotte anglaise dans les Dardanelles. — Les préliminaires de paix d'Andrinople (30 janvier 1878). — Les inquiétudes de l'Autriche-Hongrie. — La flotte anglaise à l'Île des Princes. — La note anglaise du 30 janvier. — La note autrichienne du 3 février. — Bismarck et son influence sur la crise. — Son entente avec Andrassy. — L'idée d'un Congrès. — Les exigences de l'Angleterre. — Les réserves de Gortchakoff. — Le Traité de San-Stefano (3 mars 1878.) — Ses clauses. — La Grande Bulgarie. — Protestations de l'Autriche et de l'Angleterre. — La mobilisation autrichienne. — La mission d'Ignatieff à Vienne. — La communauté de vues des Cabinets de Vienne et de Londres. — La question de la discussion de l'universalité du Traité. — Le « pro memoria » de Gortchakoff (9 avril 1878). — Les tentatives de conciliation. — Le Comte Schouvaloff. — Bismarck et la proposition du Congrès à Berlin. — L'entente préalable entre Vienne, Londres et Berlin.

Le 24 avril 1877, Alexandre II lançait un manifeste à ses troupes et leur donnait l'ordre de franchir la frontière.

Le 25, la France proclamait son intention de garder la neutralité. Toutes les puissances affirmaient unanimement les mêmes intentions. L'Angleterre toutefois se réserva. Le 1<sup>er</sup> mai 1877, Lord Derby envoyait à Lord Loftus, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg, la réponse de l'Angleterre à la circulaire russe concernant l'ouverture des hostilités. Le Cabinet de Londres y faisait de sérieuses réserves. Il

constatait que la décision du Gouvernement russe donnait lieu aux considérations les plus graves. C'était là, disait-il, une violation de la stipulation du Traité de Paris par laquelle la Russie et les autres puissances signataires s'engageaient, chacune pour sa part, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman. La décision de la Russie était en outre contraire aux principes posés à la Conférence de Londres de 1871. L'Angleterre se désolidarisait solennellement de la conduite que tenait la Russie et ajoutait : « .... mais, comme le prince Gortchakoff semble « prétendre, dans une déclaration adressée à tous les Gouvernements de l'Europe, que la Russie agit dans l'intérêt « de la Grande-Bretagne, aussi bien que des autres puissances, « il se croit obligé de déclarer d'une façon également « formelle et publique que la décision du Gouvernement « russe n'est pas de nature à obtenir son concours ni son « approbation. »

C'était très net en effet, et non équivoque. En outre la Grande-Bretagne signifiait qu'elle entendait faire observer le maintien absolu de la neutralité du canal de Suez et la non-occupation de l'Égypte.

Quant à l'Autriche-Hongrie, elle faisait savoir qu'elle garderait la neutralité à condition que les troupes russes ne passassent pas par la Serbie. On comprenait ainsi que sa prétention très nette était de garder sous son influence la partie occidentale de la Péninsule.

\*  
\* \*

La Russie était lancée maintenant et ne pouvait plus revenir en arrière. La question de Roumanie se posa tout de suite. Lors de la guerre de la Serbie et du Monténégro contre la Turquie, elle était restée strictement neutre.

Mais sa situation actuelle était fort délicate. Il ne faut pas oublier en effet que la Roumanie n'était pas libre, mais vassale de la Turquie. Si la Roumanie empêchait l'armée russe de passer par son territoire, elle serait vraisemblablement écrasée ; même si elle appelait la Turquie à son secours, elle risquait d'être le champ de bataille où se jouerait le sort des

deux Empires. Si au contraire, les Roumains se décidaient à aider les Russes, ou seulement à les laisser passer, n'était-ce pas une trahison envers le Sultan leur suzerain, et si la Turquie sortait victorieuse de cette guerre, quel serait alors le sort de la Roumanie ?

Un an environ avant la guerre, la Roumanie avait entamé avec les puissances européennes des négociations relatives à sa neutralité. Le 3 novembre 1876, une circulaire avait été envoyée télégraphiquement par le Gouvernement roumain aux Puissances garantes pour leur demander d'accorder à la Roumanie, par un acte international, une garantie spéciale pour le cas d'une guerre entre l'une des puissances et la Turquie. Les réponses à cette circulaire furent tout à fait décourageantes. Les puissances se désintéressaient de la question.

La Roumanie, ayant à sa tête un prince de Hohenzollern, comptait que de Berlin au moins lui viendrait un appui. Il n'en fut rien. Au nom du Gouvernement allemand, M. de Bulow répondit qu'il reconnaissait volontiers l'embarras dans lequel se trouvait la Roumanie. Mais en ce qui concernait l'éventualité de troubles où la neutralité roumaine serait mise en question, il ne pouvait faire rien autre chose que souhaiter une solution pacifique de la question d'Orient.

Si pourtant la guerre éclatait ? Dans ce cas «... que chacun se préserve comme il sait et croit le mieux. »

Mais, reprit le délégué roumain, permettez-moi de vous « faire une demande. Les garanties à nous accordées par les « grandes puissances de l'Europe venant à être rendues « inefficaces par la force des choses et frappées d'une suspension inévitable, de manière que nous soyons forcés éventuellement de nous défendre *proprio Marte*, dans quel sens « devons-nous alors continuer nos mesures de précautions ? » — « Je ne suis pas en mesure de vous conseiller dans « quel sens vous devez régler votre conduite », répondit M. de Bulow.

La Roumanie était donc sans illusion quant à un appui européen. Lorsque la Conférence de Constantinople s'était réunie, la Roumanie avait envoyé à cette assemblée M. Demetre Bratiano, qui avait pleins pouvoirs pour expo-

ser aux diplomates européens la question de la neutralité roumaine et des bouches du Danube. Ce diplomate présenta même à ce sujet un rapport spécial. Mais les plénipotentiaires assemblés lui firent remarquer qu'ils n'avaient pas d'instructions à ce sujet et refusèrent de traiter la question.

Dès lors, abandonnée à soi-même, la Roumanie comprit qu'il ne lui restait plus pour se préserver des malheurs qu'elle redoutait qu'à conclure une entente avec la Russie. Ce fut ce que fit le prince Charles le 16 avril 1877. En même temps, il adressait une nouvelle requête aux puissances garantes. Le 24 avril, les troupes russes, en vertu de la Convention du 16 avril, pénétraient sur le territoire de la Principauté; et le Gouvernement russe lançait une proclamation aux Roumains.

L'armée roumaine se retira, laissant le passage libre. Le prince Charles, dans une session de son Parlement, expliqua les motifs de son acte, disant qu'il avait voulu éviter au pays le malheur d'être le champ de bataille de deux nations. Le Parlement approuva et le 21 mai, la Chambre roumaine proclamait l'indépendance de la Roumanie. Le lendemain, le prince Charles de Hohenzollern était acclamé souverain indépendant. Mais la Turquie, maintenant, ne pouvait considérer la Roumanie autrement que comme une ennemie.

Le prince Charles espérait bien toutefois ne pas prendre part lui-même à la guerre. Mais au mois d'août 1877, la position des Russes en Bulgarie devint si difficile que l'aide de l'armée roumaine parut nécessaire. Le prince Charles savait bien qu'en laissant les Russes passer sur son territoire, il se brouillait pour jamais avec la Porte. Son intérêt était maintenant de faciliter une victoire russe. Il joignit son armée aux troupes du Tzar.

Le 24 août, une division roumaine passait le Danube à Corabia; puis toute l'armée, quelques jours plus tard, s'emparait de Grivitz.

Le début de la guerre avait été assez facile pour les Russes. Leurs premiers efforts les avait menés jusqu'aux portes d'Andrinople. Mais bientôt les Turcs, sous les ordres d'Osman et de Suleyman-Pacha, avaient repris l'offensive et rejeté au-delà des Balkans les Généraux russes Gourko et Krude-

ner, battus à Eski-Zaghra et à Plevna (20-30 juillet 1877).

Le siège de Plevna fut l'épisode caractéristique de la campagne. L'armée russe tenta contre cette ville des attaques de vive force. Elles échouèrent. Et il fallut commencer un siège en règle. Le Général aide-de-camp Tottleben le dirigea. Une partie de l'armée assiégeante occupa la rive gauche du Vid, rendant ainsi plus efficace l'investissement.

Lorsque la vie à l'intérieur de la grande forteresse fût devenue de plus en plus difficile, Osman-Pacha, l'héroïque défenseur de la ville, réunit un conseil et décida d'effectuer une sortie.

Elle eut lieu, magnifique et sanglante. Les troupes turques y furent pleines de noblesse et de courage. Osman-Pacha chargea lui-même avec la première division. Mais il fut blessé à la tête ; ses troupes alors faiblirent et battirent en retraite. Dès lors, tout espoir était perdu pour les défenseurs de Plevna. Ils capitulèrent. Osman-Pacha fut transporté dans la ville et rendit son épée à l'Empereur de Russie.

Quelques jours plus tard, le Tzar et le prince de Roumanie passaient dans la ville une revue solennelle de leurs troupes.

Les armées russes, sous les ordres du Grand-Duc Nicolas, poursuivirent leurs succès. « J'ai l'ordre, avait dit le Grand-Duc, de ne m'arrêter devant rien, de marcher sur Constantinople, et je marcherai. » Lors de la prise d'Andrinople, il avait tenu le même langage. « Si Dieu le veut, je fixerai sur « les murs de Tsarigrad<sup>1</sup> l'écu aux armes de la Russie. »

Lorsque Skobeleff se fût emparé des derniers défilés des Balkans, rien ne put endiguer le flot russe, qui se répandit jusqu'aux portes de Constantinople.

Le Grand-Duc voyait à portée de sa main la ville merveilleuse aux coupoles innombrables, aux coloris subtils, la ville aux lents caïques voguant sur les ondes sans rides, aux blancs palais baignant aux flots bleus du Bosphore, la ville de l'Histoire et du Passé.... Tsarigrad !

C'était une de ses minutes uniques dans la vie d'un homme, uniques quelquefois dans la geste d'un peuple.

<sup>1</sup> Constantinople. En russe Tsarigrad (ville du Tzar).

Quelle secrète espérance dut faire battre à ce moment le cœur du prince ! La Russie était soulevée d'une émotion sacrée, et le Tzar lui-même, dans son enthousiasme, s'écriait : « Si c'est l'arrêt du Destin, que le Grand-Duc plante donc la Croix sur Sainte-Sophie! ».

Ce prince allait-il donner l'ordre décisif, l'ordre que ses officiers, la main crispée sur leur épée, attendaient frémissants!...

Il ne le donna pas. A la fin du mois de décembre 1877, le Sultan avait sollicité la médiation de l'Allemagne et de l'Angleterre. Sa prière était demeurée sans réponse. Mais l'Angleterre avait fait mieux que d'intervenir diplomatiquement. Dès le 22 janvier 1878, l'amiral Hornby fit, sur l'ordre de l'Amirauté, franchir les Dardanelles à la flotte britannique. Devant cette menace, le Grand-Duc Nicolas comprit qu'il ne pouvait réaliser toutes ses espérances. Le 24 janvier 1878, il accordait au Sultan un armistice; et, en même temps, le Gouvernement russe notifiait aux puissances les conditions qu'il avait l'intention d'imposer à la Turquie.

Les points principaux en étaient les suivants :

« La Bulgarie devient province autonome avec une administration nationale et une milice indigène, mais restera tributaire... la Porte n'y pourra entretenir de troupes en dehors de quelques points à déterminer.

« Les Principautés de Monténégro, de Serbie et de Roumanie, seront déclarées indépendantes et recevront, les deux premières, une augmentation de territoire, la troisième un dédommagement territorial. L'augmentation du Monténégro devra être équivalente au territoire conquis et occupé actuellement par ses troupes.

« La Bosnie et l'Herzégovine, ainsi que les autres provinces chrétiennes, recevront une administration particulière.

« L'Empereur et le Sultan conviendront de s'entendre sur les meilleures mesures à prendre au sujet des Détroits, et des intérêts de la Russie y relatifs.

« La Russie se réserve de réclamer des indemnités soit pécuniaires, soit territoriales, en dédommagement des sacrifices qu'elle a dû s'imposer.

« Ces bases préliminaires acceptées, les Généraux en Chef  
« régleront eux-mêmes, selon les principes de la guerre, les  
« clauses de l'armistice et indiqueront les forteresses turques  
« qui devront être préalablement évacuées <sup>1</sup>. »

C'était le Général Ignatieff qui était chargé de s'entendre à Andrinople avec les commissaires turcs pour le règlement définitif et la rédaction des articles de la convention.

Ce fut à Andrinople que les diplomates russes et turcs signèrent, le 30 janvier 1878, les préliminaires de paix, sur les bases précédemment indiquées. De plus « ..... Le Gouvernement Impérial ottoman donnera l'ordre aux troupes ottomanes d'évacuer, dès que l'armistice aura été signé, les forteresses de Widdin, de Roustchouk et de Silistrie en Europe, et celle d'Erzeroum en Asie. En outre, les troupes russes auront la faculté d'occuper militairement, pendant la durée des pourparlers, certains points stratégiques spécifiés dans les deux conventions d'armistice sur les deux théâtres de la guerre..... »

C'était l'acte préliminaire d'une paix. Constantinople serait sans doute sauvée, mais elle demeurait en somme totalement à la merci de la Russie.

Les puissances, nous l'avons dit, n'avaient fait parvenir à la Turquie aucune réponse lorsque celle-ci les avait appelées à son secours. Le Tzar ne reçut non plus aucune nouvelle, pendant trois semaines, de la notification qu'il avait faite aux Gouvernements étrangers. Le Cabinet de Vienne lui-même, que cette question, par suite des engagements pris, intéressait spécialement, ne répondit pas vite.

La vérité, c'était que les cabinets européens se préparaient. Bien que le prince Gortchakoff eût fait observer en passant à quelques Ambassadeurs à Saint-Pétersbourg qu'il ne tenait nullement, quant à lui, à la liberté des Détroits, les chancelleries européennes demeuraient inquiètes.

L'Autriche l'était plus particulièrement. Elle voyait la Russie étendre son influence bien au-delà de ce qu'elle avait pensé. Sans doute, les victoires de la Russie entraîneraient

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, p. 4-5 (Télégramme du Général Le Flo, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg à son Ministre des Affaires Etrangères, le 28 janvier 1878).

pour le Cabinet de Vienne des compensations qu'il connaissait. Mais ces compensations ne lui paraissaient pas contrebalancer l'augmentation immense de la puissance russe. Il se décida donc à intervenir.

Le 3 février 1878, le Cabinet de Vienne proposait aux puissances de se réunir en Conférence, afin d'examiner les changements qui étaient en train de s'accomplir en Orient.

De son côté, l'Angleterre n'abandonnait pas la partie. Le 12 février 1878, l'Amiral Hornby ancrant sa flotte à l'Île des Princes, en face de Constantinople. Cet acte faillit amener des difficultés ; car le Grand-Duc Nicolas, craignant un débarquement anglais, franchit la ligne de démarcation fixée par l'armistice, et installa un corps d'observation dans le faubourg de San-Stefano.

Cette action parallèle des Cabinets de Vienne et de Londres décelait l'entente des deux Etats. Et M. d'Harcourt, l'Ambassadeur de France à Londres, indiquait, le 29 janvier 1878, au Ministre des Affaires Etrangères français, que Lord Derby laissait agir les Russes, mais en protestant contre tout arrangement contraire aux Traités et nuisible aux intérêts européens. « L'Autriche, ajoutait-il, prend la même attitude et « Lord Derby espère que la France imitera ces deux Puissances <sup>1</sup>. »

La note de l'Angleterre aux Puissances, en date du 30 janvier 1878, portait :

« Tout en reconnaissant comme obligatoires entre les « deux belligérants les arrangements faits par les délégués « russes et turcs à Kesanlik, pour la conclusion d'un armistice et la fixation des bases de la paix, le Gouvernement de « Sa Majesté Britannique déclare que, en tant que ces arrangements tendraient à modifier les traités européens et à « affecter les intérêts généraux ou ceux de la Grande-Bretagne, il ne pourra leur reconnaître aucune valeur, à moins « qu'ils ne deviennent l'objet d'un accord formel entre les « Puissances parties au Traité de Paris.

« Cette manière d'envisager la question est fondée entière-

<sup>1</sup> Livre Jaune, p. 6.

« rement sur les Traités et plus particulièrement sur le  
« Traité de Londres du 13 mars 1871.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique espère  
« donc qu'elle recevra l'assentiment de la France et de cha-  
« cune des autres Puissances <sup>1</sup>. »

L'Autriche parlait dans le même sens et accentuait même énergiquement la note. Le 3 février 1878, le comte Andrassy écrivait de Vienne à ses Ambassadeurs :

« L'Autriche-Hongrie, en sa qualité de Puissance signa-  
« taire des Actes Internationaux qui ont eu pour objet de  
« régler le système politique en Orient, a réservé, en pré-  
« sence de la guerre actuelle, sa part d'influence sur le règle-  
« ment définitif des conditions de paix future.

« Le Gouvernement Impérial de Russie, auquel nous avons  
« fait part de ce point de vue, l'a pleinement apprécié.

« Aujourd'hui, que des préliminaires de paix viennent  
« d'être signés entre la Russie et la Turquie, le moment  
« nous semble être venu d'établir l'accord de l'Europe sur  
« les modifications qu'il deviendrait nécessaire d'apporter  
« aux Traités susmentionnés. *Le mode le plus apte à amener*  
« *cette entente me paraît être la réunion d'une Conférence des*  
« *Puissances signataires...* » La fin de la note proposait  
Vienne comme lieu de réunion de la Conférence <sup>2</sup>.

La France adhéra en principe immédiatement, à condi-  
tion que toutes les Puissances signataires du Traité de Paris  
y fussent représentées. D'autres Gouvernements acquies-  
cèrent également.

Comme l'émotion soulevée dans l'opinion publique euro-  
péenne par l'arrivée de la flotte anglaise devant Constanti-  
nople était très grande, l'Angleterre et l'Autriche cherchèrent  
toutes deux à hâter la réunion de cette Conférence, qui leur  
semblait seule capable de dénouer les difficultés de l'heure <sup>3</sup>.

Mais la Russie ne paraissait pas devoir se décider facile-  
ment. L'opinion publique et le Gouvernement étaient  
hostiles à toute réunion qui pourrait discuter les avantages  
de la Russie.

<sup>1</sup> Livre Jaune, p. 7.

<sup>2</sup> Livre Jaune, p. 8.

<sup>3</sup> Livre Jaune, p. 11. Waddington à Le Flô (Paris, le 16 février 1878).

C'était à l'Autriche, puisqu'elle avait pris l'initiative de la proposition d'une Conférence, qu'il appartenait d'insister auprès du Cabinet de Saint-Petersbourg<sup>1</sup>. Celui-ci traînait toujours les négociations en longueur, espérant réaliser pendant ce temps une entente définitive avec la Porte, afin de mettre l'Europe devant un fait accompli. Le Comte Andrassy, désireux de mêler aussi intimement que possible l'Allemagne aux négociations et pensant d'autre part que Gortchakoff adhérerait plus facilement à l'idée d'une Conférence si celle-ci se tenait en Allemagne, renonça à faire adopter Vienne comme lieu de réunion et la ville de Bade fut mise pendant un certain temps en avant<sup>2</sup>.

Le Chancelier russe atermoyait toujours. Il ne répondit pas tout de suite à la proposition de fixer la réunion à Bade dans la première quinzaine de Mars. De plus, il fit remarquer que lui-même ne pouvait se rendre à une Conférence qui n'était pas composée de Ministres dirigeants, et comme il ignorait encore quel Plénipotentiaire le Tzar désignerait, il ne pouvait exprimer d'opinion au sujet de la date de la réunion<sup>3</sup>.

Mais une personnalité commença à se détacher et à prendre, par une attitude désintéressée, une très grande part à la solution de la crise. C'était Bismarck. Ce fut sur la demande des Cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg qu'il accepta le choix de Berlin comme siège d'un Congrès qu'il consentit à présider<sup>4</sup>.

Quelles étaient donc les raisons qui mettaient ainsi d'accord les Gouvernements autrichien et russe, pour laisser à l'Allemagne une si grande place dans la réunion ; car désigner Berlin comme lieu de résidence du Congrès et Bismarck comme Président, c'était lui donner une sérieuse influence.

Ces raisons n'étaient pas les mêmes pour les deux Cabinets. Le Comte Andrassy était en entente parfaite avec Bismarck. Il savait que celui-ci était décidé à appuyer nette-

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, p. 12. Waddington à Vogüé (Paris, 17 février 1878).

<sup>2</sup> *Livre Jaune*, p. 13. De Vogüé à Waddington (Vienne, 17 février 1878).

<sup>3</sup> *Livre Jaune*, p. 13. De Vogüé à Waddington (Vienne, 22 février 1878).

<sup>4</sup> *Livre Jaune*, p. 13. Saint-Vallier à Waddington (Berlin, 5 mars 1878).

ment l'Autriche-Hongrie et à favoriser son expansion vers l'Est. Il n'ignorait pas que Bismarck, très allemand, détestait les Slaves et était favorable à l'Autriche. Celle-ci n'avait donc qu'intérêt à voir Bismarck diriger les négociations. Quant à Gortchakoff, il ne se rendait pas compte de la mentalité de Bismarck. Celui-ci, bien que n'aimant pas les Slaves, avait toujours eu avec le Gouvernement de Saint-Petersbourg de bons rapports. La raison en était que l'entente avec la Russie lui avait été toujours indispensable pour accomplir ses desseins contre l'Autriche (1866) et contre la France (1870). En outre, Bismarck avait toujours à Saint-Petersbourg un certain prestige, parce que, dans l'aristocratie russe et à la Cour, on connaissait ses tendances ultra-conservatrices, hostiles à tout esprit avancé ou libéral. Enfin Gortchakoff n'oubliait pas que c'était en partie sur les conseils de Bismarck qu'il avait engagé la guerre. Lorsque, vers le commencement du mois d'octobre 1876, il avait fait demander à Bismarck ce que celui-ci ferait dans le cas d'une guerre orientale, le Chancelier allemand lui avait donné le conseil de faire la guerre à la Turquie et de ne pas la faire à l'Autriche. Il était donc en droit d'attendre de Bismarck un appui et c'est pourquoi il le voyait avec faveur appelé à présider le Congrès.

Des difficultés vinrent du côté de l'Angleterre, lorsque l'Autriche proposa au Cabinet de Londres de se réunir à Berlin. Le Gouvernement britannique ne faisait aucune objection au choix de cette ville; mais ce qu'il ne voulait pas, c'était aller au Congrès sans savoir préalablement sur quelles bases porterait la délibération <sup>1</sup>. En outre, il exigeait des garanties préjudicielles.

Dans une note du 9 mars 1878 au Comte de Beust, Ambassadeur d'Autriche à Londres, Lord Derby, tout en acceptant la Conférence, disait : « Le Gouvernement anglais  
« toutefois regarde comme désirable qu'il soit entendu tout  
« d'abord que toutes les questions touchées dans le Traité  
« de paix entre la Russie et la Turquie seront considérées  
« comme étant de nature à être discutées dans le Congrès,

<sup>1</sup> *Libre Jaune*, p. 15. M. d'Harcourt à Waddington (Londres, 8 mars 1878).

« et qu'aucune modification de l'état de choses précédemment  
« établi par des Traités ne sera admise comme valable jusqu'à  
« ce qu'elle ait reçu l'assentiment des Puissances<sup>1</sup>. »

Bismarck, dans le but de faciliter la réunion et l'œuvre du Congrès, proposa aux Puissances la réunion d'une Conférence préparatoire composée des seconds Plénipotentiaires des Puissances et qui serait chargée de tracer le programme du Congrès<sup>2</sup>. Les Gouvernements européens acceptèrent en principe<sup>3</sup>.

Mais l'obstination de l'Angleterre à refuser toute discussion avant d'être assurée que les Puissances discuteraient *tous les termes* du Traité demeura toujours la même. Et Gortchakoff ne voulait pas donner cette assurance. Sans doute, faisait-il bien dire à Londres, le 14 mars 1878, par son Ambassadeur : « Toutes les grandes Puissances savent  
« déjà que le texte complet du Traité préliminaire de Paix  
« avec la Porte leur sera communiqué dès que les ratifica-  
« tions auront été échangées, ce qui ne saurait tarder. Il  
« sera simultanément publié ici. Nous n'avons rien à  
« cacher<sup>4</sup>. » Malgré cela, il ne prenait aucun engagement formel de laisser *discuter* ce qu'il s'engageait à *communiquer*. La différence entre les deux termes était immense.

L'Angleterre s'en apercevait bien et ne voulait pas céder. La Russie renouvelait l'assurance de ses dispositions cordiales ; et, le 17 mars 1878, Lord Loftus annonçait qu'il avait reçu le Memorandum suivant du prince Gortchakoff : « En réponse à la communication faite par Lord Loftus de  
« la dépêche par laquelle Lord Derby a répondu à la propo-  
« sition du comte de Beust au sujet de la réunion du Congrès  
« à Berlin, j'ai l'honneur de renouveler l'assurance que le  
« comte Schouvaloff<sup>5</sup> a déjà été chargé de donner au Gou-  
« vernement de Sa Majesté, savoir : « Que le traité prélimi-  
« naire de paix conclu entre la Russie et la Turquie doit  
« être *textuellement communiqué* aux grandes Puissances

<sup>1</sup> Livre Jaune, p. 17.

<sup>2</sup> Livre Jaune, p. 19. Proposition soumise à M. Waddington, le 15 mars 1878, par M. de Hohenlohe.

<sup>3</sup> Livre Jaune, p. 21, M. de Vogüé à Waddington (Vienne, 19 mars 1878).

<sup>4</sup> Livre Jaune, p. 34.

<sup>5</sup> Ambassadeur de Russie à Londres.

« avant la réunion du Congrès et que, au sein du Congrès  
 « lui-même, chaque puissance aura la pleine liberté de ses  
 « appréciations et de ses actes<sup>1</sup>. »

Le même jour, le prince Gortchakoff disait à Lord Loftus qu'il ne prétendait nullement imposer silence à chaque membre du Congrès, mais qu'il *n'accepterait la discussion que sur les parties du Traité qui portaient atteinte aux intérêts européens*<sup>2</sup>.

Par ces mots, Gortchakoff admettait déjà qu'il y avait dans le Traité conclu des parties qui portaient atteinte aux intérêts européens. Cela n'était pas fait pour rassurer l'Angleterre, qui d'ailleurs savait à quoi s'en tenir.

Elle fut complètement fixée lorsque Gortchakoff transmit aux Chancelleries, le 18 mars 1878, le Traité russo-turc. Ce traité avait été conclu à San-Stefano, charmant village au bord de la mer de Marmara, placé tout près de Constantinople, et où le Tzar Alexandre avait établi son quartier général<sup>3</sup>. Cet acte portait la date du 3 mars 1878 et les ratifications en avaient été échangées le 17 mars 1878.

Il apparaissait, rayonnant de gloire pour la Russie et les Slaves, écrasant pour la Turquie, redoutable peut-être pour l'Europe. Son importance était considérable, ses clauses très graves. Les points principaux étaient les suivants :

Art. 2. — « La Sublime-Porte reconnaît définitivement  
 « *l'indépendance de la Principauté du Monténégro*..... une  
 « convention sera conclue entre la Sublime-Porte et le  
 « Monténégro pour régler les questions se rattachant aux  
 « rapports entre les habitants des confins des deux pays et  
 « aux ouvrages militaires sur ces mêmes confins. Les points  
 « sur lesquels une entente ne pourrait être établie seront  
 « résolus par *l'arbitrage de la Russie et de l'Autriche-Hongrie*.  
 « Dorénavant, s'il y a discussion ou conflit, sauf les cas  
 « de nouvelles réclamations territoriales, la Turquie et le  
 « Monténégro abandonneront le règlement de leurs diffi-  
 « cultés à *la Russie et à l'Autriche-Hongrie, qui devront sta-*  
 « *luer en commun, arbitralement.*

<sup>1</sup> Livre Jaune, p. 34.

<sup>2</sup> Livre Jaune, p. 35.

<sup>3</sup> de Landemont, op. cit. p. 23.

Art. 3. — « La Serbie est reconnue indépendante. . . . »

Art. 5. — « La Sublime-Porte reconnaît l'indépendance  
« de la Roumanie, qui fera valoir ses droits à une indemnité  
« à débattre entre les deux parties. . . . »

Art. 6. — « La Bulgarie est constituée en Principauté  
« autonome, tributaire, avec un gouvernement chrétien et  
« une milice nationale. . . . »

Art. 7. — « Le Prince de la Bulgarie sera librement élu  
« par la population et confirmé par la Sublime-Porte avec  
« *l'assentiment des Puissances*. Aucun Membre des Dynasties  
« régnantes des grandes puissances européennes ne pourra  
« être élu Prince de la Bulgarie... Une assemblée de notables  
« de la Bulgarie, convoquée à Philippopoli ou Tirnovo,  
« élaborera, avant l'élection du Prince, sous la surveillance  
« d'un commissaire impérial russe et en présence d'un  
« commissaire ottoman, l'organisation de l'administration  
« future, conformément aux précédents établis en 1830,  
« après la paix d'Andrinople, dans les Principautés danu-  
« biennes... L'introduction du nouveau régime en Bulgarie  
« et la surveillance de son fonctionnement seront confiées  
« pendant deux années à un commissaire impérial russe.  
« A l'expiration de la première année après l'introduction  
« du nouveau régime, et si une entente à ce sujet s'établit  
« entre la Russie, la Sublime-Porte et les Cabinets euro-  
« péens, ils pourront, s'il est jugé nécessaire, adjoindre au  
« commissaire impérial de Russie des délégués spéciaux.

Art. 8. — « .... Jusqu'à la formation complète d'une  
« milice indigène suffisante pour le maintien de l'ordre, de  
« la sécurité et de la tranquillité, et dont le chiffre sera fixé  
« plus tard, par une entente entre le Gouvernement ottoman  
« et le Cabinet impérial de Russie, des troupes russes occupe-  
« ront le pays et prêteront main-forte au commissaire en  
« cas de besoin. Cette occupation sera limitée également à  
« un terme approximatif de deux années. L'effectif du Corps  
« d'occupation russe, composé de six divisions d'Infanterie  
« et de deux de cavalerie, qui séjournera en Bulgarie après  
« l'évacuation de la Turquie par l'armée impériale, n'excé-  
« dera pas 50.000 hommes. Il sera entretenu aux frais du

« pays occupé. Les troupes d'occupation russe en Bulgarie  
« conserveront leurs communications avec la Russie non  
« seulement par la Roumanie, mais aussi par les ports de  
« la Mer Noire, Varna et Bourgas, où ils pourront organiser  
« pour la durée de l'occupation les dépôts nécessaires.

Art. 9. — « Le montant du tribut annuel que la Bulgarie  
« payera à la Cour suzeraine.... sera déterminé par un  
« accord entre la Russie, le Gouvernement ottoman et les  
« autres Cabinets, à la fin de la première année du fonction-  
« nement de la nouvelle organisation. . . . . »

Art. 10. — « La Sublime-Porte aura le droit de se servir  
« de la voie de la Bulgarie pour le transport, par des routes  
« déterminées, de ses troupes, munitions et approvisionne-  
« ments, dans les Provinces situées au-delà de la Princi-  
« pauté et vice-versa.... Il est bien entendu que ce droit ne  
« s'étendra qu'aux troupes ottomanes régulières et que les  
« irréguliers, les Bachi-Bouzoucks et les Circassiens, en  
« seront absolument exclus.

Art. 12. — « Toutes les forteresses du Danube seront rasées,  
« il n'y aura plus dorénavant de Places fortes sur les rives  
« de ce fleuve, ni de bâtiments de guerre dans les eaux des  
« Principautés de Roumanie, de Serbie et de Bulgarie, sauf  
« les stationnaires usités et les bâtiments légers destinés à la  
« police fluviale et au service des douanes. Les droits, obli-  
« gations et prérogatives de la Commission internationale  
« du Bas-Danube sont maintenus intacts.

Art. 14. — « Seront immédiatement introduites en Bosnie  
« et en Herzégovine les propositions européennes commu-  
« niquées aux Plénipotentiaires ottomans dans la première  
« séance de la Conférence de Constantinople, avec les modi-  
« fications qui seront arrêtées d'un commun accord entre  
« la *Sublime-Porte*, le *Gouvernement de Russie*, et celui  
« d'*Autriche-Hongrie*. Le paiement des arriérés ne sera pas  
« exigé, et les revenus courants de ces Provinces, jusqu'au  
« 1<sup>er</sup> mars 1880, seront exclusivement employés à indemniser  
« les familles des réfugiés et des habitants victimes des  
« derniers événements, sans distinction de race et de religion,

« ainsi qu'aux besoins locaux du pays. La somme qui devra  
 « revenir annuellement après ce terme au Gouvernement  
 « central, sera fixée ultérieurement par une entente spéciale  
 « entre la *Turquie*, la *Russie* et l'*Autriche-Hongrie*.

. . . . .

Art. 19. — « Indemnité de guerre d'un milliard quatre  
 « cent dix millions payée en cessions territoriales.

. . . . .

Art. 22. — « Les ecclésiastiques, les pèlerins et les moines  
 « russes, voyageant ou séjournant dans la Turquie d'Europe  
 « et d'Asie, jouiront des mêmes droits, avantages et privi-  
 « lèges que les ecclésiastiques étrangers appartenant à  
 « d'autres nationalités. Le droit de protection officielle est  
 « reconnu à l'Ambassade Impériale et aux consulats russes  
 « en Turquie, tant à l'égard des personnes sus indiquées, que  
 « de leurs possessions, établissements religieux, de bienfai-  
 « sance et autres dans les Lieux-Saints et ailleurs.....

. . . . .

Art. 24. — « Le Bosphore et les Dardanelles resteront  
 « ouverts en temps de guerre comme en temps de paix, aux  
 « navires marchands des Etats neutres, arrivant des ports  
 « russes ou en destination de ces ports..... »

. . . . .

Telle était l'œuvre qu'avaient signée le comte Ignatieff,  
 Nelidow pour la Russie, Savfet, Sadoullah pour la Turquie,  
 et qu'avaient ratifiée leurs Gouvernements.

L'œuvre était immense, si considérable même que les  
 propres alliées de la Russie, la Serbie et la Roumanie, mécon-  
 tentes du peu que le Gouvernement russe faisait pour elles  
 et de l'exagération de ses propres avantages, protestèrent  
 véhémentement.

C'était un triomphe complet pour la Russie. Pour la  
 Turquie, c'était bien l'application de la maxime du Général  
 Ignatieff : « Autonomie ou anatomie »

La Russie savait bien que les Puissances ne lui laisseraient  
 pas les mains libres et, très habilement, le Gouvernement  
 russe, qui avait des engagements précédents avec l'Autriche-

Hongrie, chercha à mêler autant que possible cette puissance au traité, afin d'essayer de la détacher de la politique anglaise. C'est pourquoi le traité portait que le Gouvernement de Vienne serait appelé à solutionner, d'accord avec la Russie, les différends qui pourraient s'élever entre la Porte et le Monténégro et à étudier l'organisation future de la Bosnie-Herzégovine.

Mais François Joseph et son Ministre ne trouvaient pas que ce fût suffisant. Le 12 mars 1878, le comte Andrassy, parlant au sujet de la Bosnie-Herzégovine, exprimait l'idée que leur occupation par l'Autriche-Hongrie était chose nécessaire. La situation de la diplomatie autrichienne se trouvait très forte : D'une part, la Russie était engagée vis-à-vis d'elle ; d'autre part, elle avait avec l'Angleterre une entente certaine et se trouvait ainsi garantie des deux côtés. Elle ne voulait à aucun prix la formation à ses frontières d'une Grande Bulgarie qui empêcherait dans l'avenir sa libre expansion vers l'Orient. Ce nouvel et puissant Etat Slave devait logiquement devenir un vassal de la Russie. Il aurait sur la Mer Noire et sur la Mer Egée des ports importants, et par lui la Russie pourrait avoir dans les deux mers la prépondérance politique et commerciale<sup>1</sup>. Cela était plus dangereux que tout pour l'Autriche. Mais, là encore, elle était bien d'accord avec le Cabinet de Londres, qui ne voulait pas un démembrement de la Turquie.

Une autre disposition du Traité était encore menaçante pour l'Autriche. C'était l'acquisition par la Serbie d'une partie du district de Novi-Bazar. La Serbie et le Monténégro se rapprochaient et menaçaient de barrer à l'Autriche-Hongrie la route de Salonique. L'espace qui séparait auparavant les deux petits Etats et par lequel l'Autriche espérait introduire son influence, se faisait plus étroit. Comme les visées du Cabinet de Vienne sur la Bosnie Herzégovine étaient très précises, il préparait, en protestant contre les stipulations de San-Stefano, son avenir lointain.

Pour appuyer sa diplomatie, l'Autriche n'hésita pas à

<sup>1</sup> Livre Jaune, p. 37.

prendre des mesures de précaution énergiques : Elle mobilisa en Dalmatie et le long de la Save et du Danube.

\*  
\* \*

Le Traité de San-Stefano avait eu de singuliers caprices au sujet de la Turquie. Il ne se contentait pas de la démembrer. Mais ce qui restait était encore placé dans une situation bizarre : L'Albanie, le Sud de la Macédoine, Salonique, étaient entièrement séparés de Constantinople et du corps de l'Empire et ne pouvaient plus communiquer avec la Métropole que par la voie de mer. Entre la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie, seul un étroit défilé était maintenu, que commandaient la Serbie et le Monténégro.

C'était un véritable damier qu'avait créé le Traité de San-Stefano. C'était d'ailleurs bien l'intention des diplomates russes à la fois de dépecer la Turquie et de barrer autant que possible la route de l'Autriche-Hongrie vers la Mer Egée, afin de neutraliser ainsi dans l'avenir les avantages immédiats que l'on se voyait obligé d'accorder à cette dernière pour tenter de la séparer de la politique britannique.

Mais la mauvaise volonté de l'Angleterre et les menaces de son Gouvernement émouvaient considérablement la Russie. Celle-ci envoya le général Ignatieff à Vienne, pour essayer de remettre définitivement l'Autriche-Hongrie de son côté, et la persuader de l'excellence du traité conclu. Le Général russe trouva à Vienne la plus vive résistance de la part du comte Andrassy, qui, d'accord avec Bismarck, tenait la dragée haute à la diplomatie du Tzar.

De Londres arrivaient à Vienne des propositions beaucoup plus intéressantes. Lord Beaconsfield, qui voyait toujours grand, ne proposa rien moins au comte Andrassy que l'établissement d'un protectorat austro-anglais sur l'Empire Ottoman. Mais c'était risquer une bien grosse partie. C'était peut-être mécontenter toute l'Europe et se la mettre à dos. Andrassy hésita un peu, puis refusa. Il craignait les complications, qui n'eussent vraisemblablement pas manqué de se produire.

Il se contenta de maintenir l'état de mobilisation dans

certaines provinces, et augmenta l'effectif des troupes mobilisées. La Russie s'étonna, puis s'inquiéta. Elle ne se sentait pas la force de lutter contre deux ennemies telles que l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie. Gortchakoff eut alors l'idée de recourir à celui pour qui il avait eu autrefois tant de complaisance et dont il s'estimait en droit d'attendre une légitime reconnaissance. Il demanda au Chancelier allemand de retenir l'Autriche, comme lui, Gortchakoff, l'avait retenue en 1870, lorsqu'elle menaçait de s'élancer sur la Prusse. C'était réclamer le prix du service rendu.

Il fut singulièrement désillusionné. Bismark lui répondit que l'Allemagne n'avait pas trop de toutes ses forces pour surveiller la renaissance française et qu'il ne pouvait rien en distraire pour agir sur l'Autriche. Dans le fait, Bismarck désirait purement et simplement un agrandissement de l'Autriche vers l'Est; et peut-être même n'était-il pas mécontent que le Cabinet de Vienne se heurtât en Orient à la politique russe. De cette façon l'Autriche-Hongrie aurait un besoin encore plus pressant de l'Allemagne et peu à peu tomberait sous la dépendance de Berlin. Dans un discours célèbre qu'il avait fait au Reichstag le 27 février 1878, le Chancelier allemand avait indiqué qu'il voulait être « non pas un arbitre, ni un magister » mais « un honnête courtier » entre les différentes parties intéressées.

Gortchakoff fut fort étonné de l'ingratitude allemande. Il perdait là un appui sur lequel il avait toujours énergiquement compté. Il continuait pendant ce temps les négociations relatives au Congrès, à la réunion duquel il sentait bien qu'il pouvait maintenant de moins en moins se soustraire. Le 21 mars 1878, Lord Derby spécifiait très nettement : « .... qu'il demeurait bien entendu, avant d'aller à « cette Assemblée, que tous les articles du Traité russo-turc « seraient soumis au Congrès, non pas nécessairement pour « être acceptés, mais pour que l'on examinât quels articles « avaient besoin de l'acceptation et du concours des autres « Puissances et quels étaient ceux qui n'en avaient pas « besoin<sup>1</sup>. » Le 26 mars 1878, Gortchakoff répondait que la

<sup>1</sup> *Livre jaune*, p. 35.

Russie « laissait aux autres Puissances la liberté de soulever au Congrès telles questions qu'elles jugeront convenable de discuter, et elle se réserve la liberté d'accepter ou de ne pas accepter la *discussion* de ces questions<sup>1</sup>. »

L'Angleterre, au contraire, arguait qu'il n'était pas possible de séparer les unes des autres les stipulations du Traité. Cet acte avait une portée universelle et les intérêts de toutes les Puissances étaient eux-mêmes si complexes qu'il fallait, non pas discuter telle ou telle partie séparée du Traité, mais le caractère général de cet Acte<sup>2</sup>. La Russie, de son côté, prétendait qu'ayant conclu avec la Turquie un traité librement consenti par cette Puissance, elle faisait déjà un gros sacrifice en consentant à soumettre *quelques-unes des parties* de cet Acte aux Puissances. Elle trouvait exagéré qu'on l'obligeât à soumettre à des tiers les clauses d'un contrat par elle régulièrement conclu.

« Il est réellement douloureux, disait le prince Gortchakoff, de voir deux Grands Etats qui pourraient régler les questions pendantes en Europe pour le plus grand bien de tous, s'animer l'un contre l'autre et troubler le monde par un antagonisme fondé sur des préjugés et des malentendus ».

L'Angleterre, en opposant à la Russie l'intérêt de tous les Etats de l'Europe dans la question d'Orient et par conséquent leur droit de présider à sa solution, s'était placée sur un très bon terrain. Le Gouvernement austro-hongrois l'y suivait, n'admettant que l'autorité de l'Europe entière comme ayant qualité pour modifier l'état de choses établi par les traités de 1836 et 1871<sup>3</sup>.

Le Chancelier russe, pour infirmer la thèse anglaise, envoyait, le 9 avril 1878, aux gouvernements étrangers, un fort intéressant *Pro Memoria* ou il exposait le point de vue russe.

« . . . . .  
« Ces sessions territoriales sont une conséquence naturelle  
« de la guerre.

<sup>1</sup> Livre jaune, p. 36.

<sup>2</sup> Livre jaune, p. 36.

<sup>3</sup> Livre jaune, p. 41. Waddington à d'Harcourt (4 avril 1878).

de son droit à l'occupation provisoire des pays danubiens. Elle consentait encore à restituer en Asie la vallée d'Alaghgerd et Bayazid, les clefs des routes de Trébizonde à l'Euphrate et en Perse.

Ce fut donc bien avec une réelle espérance d'arriver à la solution de cette crise redoutable que Bismarck put, le 3 juin 1878, envoyer aux Gouvernements étrangers l'invitation de son maître de réunir à Berlin leurs Plénipotentiaires.

«.... En conformité avec l'initiative prise par le Cabinet  
« austro-hongrois, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empe-  
« reur d'Allemagne a l'honneur de proposer aux Puissances  
« signataires des Traités de 1856 et 1871 de vouloir bien se  
« réunir en Congrès à Berlin, pour y discuter les stipulations  
« du Traité préliminaire de San-Stefano conclu entre la  
« Russie et la Turquie.

« Le Gouvernement de Sa Majesté entend qu'en l'accep-  
« tant, le Gouvernement..... consent à admettre la *libre*  
« *discussion de la totalité du contenu du Traité de San-Ste-*  
« *fano* et qu'il est prêt à y participer<sup>4</sup>. »

Le lendemain 4 juin 1878, l'Angleterre, complétant par des mesures secrètes sa politique habile, signait avec la Porte une Convention secrète par laquelle elle était autorisée à occuper et administrer l'Ile de Chypre.

Cette convention était-elle secrète pour tout le monde? Nous ne le croyons pas; et il est vraisemblable que M. de Bismarck était au courant. C'est par son intermédiaire que se préparèrent avant le Congrès toutes les décisions sur lesquelles l'Europe assemblée allait être appelée à se prononcer. Un échange de vues eut lieu entre les Cabinets de Berlin, Londres et Vienne et il fut décidé que les trois puissances appuieraient réciproquement leur politique au Congrès. L'Autriche-Hongrie soutiendrait les revendications de l'Angleterre et celle-ci, à l'insu de la Porte, devait appuyer les prétentions autrichiennes et l'occupation par les Habsbourg de la Bosnie-Herzégovine.

<sup>4</sup> Livre Jaune, p. 53.

\*  
\* \*

On se rend donc facilement compte que les discussions du Congrès, encore qu'elles dûssent garder dans tous les cas une grande importance, devaient être surtout une façade. L'entente complète de l'Autriche-Hongrie, de l'Angleterre et de l'Allemagne devait nécessairement imposer à l'Europe la volonté et les décisions de ces Puissances.

Les diplomates s'assemblaient pour tenter de régler l'une des questions les plus importantes de la politique européenne, cette question d'Orient qui avait fait couler tant de larmes et de sang, causé tant de ruines et de deuils.

Peut-être n'étaient-ils pas préparés par les négociations antérieures à la résoudre avec impartialité, et lorsque l'imagination ramena sous leurs yeux l'image éloignée du Bosphore où se mire la ville incomparable, sans doute crurent-ils apercevoir dans l'espace, au-dessus du croissant dominant Sainte-Sophie, la croix lointaine du Kremlin...

---



DEUXIÈME PARTIE

---

LE CONGRÈS DE BERLIN





## CHAPITRE PREMIER

### Un Congrès

Pourquoi un Congrès ? — Importance des Etats représentés. — Prestige de leurs représentants. — Grandeur des intérêts en cause. — Lord Beaconsfield, Lord Salisbury, Lord Odo Russell. — Le Chancelier Gortchakoff, le comte Schouvaloff, M. d'Oubril. — Le comte Andrassy, le baron Haymerlé, le comte Karolyi. — Le prince de Bismarck, le prince de Hohenlohe, M. de Bülow, M. Waddington, M. de Saint-Vallier, M. Desprez. — Le comte Corti, le comte de Launay. — Carathéodory-Pacha, Méhémet-Ali, Sadoullah.

On s'est souvent demandé à quel mobile avaient obéi les Gouvernements de l'Europe en désirant une réunion aussi solennelle et en lui donnant le nom pompeux de Congrès. Ce terme est habituellement réservé aux assemblées dans lesquelles siègent des souverains ou qui ont pour objet de terminer une guerre entre plusieurs Etats. Or, ne s'assemblait-on pas à Berlin pour discuter un traité mettant fin à une guerre réduite en somme à la Russie et aux petits Etats Balkaniques d'une part, à la Turquie d'autre part.

Envisager ainsi la question serait commettre une inexactitude. Sans doute, le conflit était localisé aux régions orientales ; mais en réalité les intérêts en cause dépassaient de beaucoup ceux des puissances belligérantes.

On venait d'assister à une lutte diplomatique longue et difficile, dont l'âpreté avait été telle que la clôturer avait —

on peut le dire — la même importance que mettre fin à un conflit armé.

Enfin, on avait frôlé de si près une guerre plus vaste, que les peuples et les Gouvernements désiraient donner à la grande manifestation pacifique un lustre spécial, un appareil solennel.

D'ailleurs l'importance des questions à débattre justifiait le nom donné à l'Assemblée ; et les personnalités que les Etats avaient envoyées pour les représenter étaient si éminentes qu'il convenait de donner à leur réunion un titre qui fût à leur hauteur.

L'Angleterre avait envoyé son Premier Ministre, Lord Beaconsfield, qui joignait à son prestige politique une haute notoriété littéraire. Sa distinction, son grand air, lui valaient une réelle influence. Le fait d'avoir, dans des négociations préalables, amené la Russie à résipiscence, augmentait son empire.

Lord Salisbury, chef du Foreign-Office, était le second représentant de l'Angleterre. C'était un grand seigneur aux vues larges, mais utilitaires. Les dogmes diplomatiques n'avaient pas pour lui une particulière valeur. L'intérêt de l'Angleterre primait tout à ses yeux, et successivement on le voyait se servir des principes les plus opposés, et se jouer des réalités de l'ethnographie.

Lord Odo Russell, Ambassadeur d'Angleterre à Berlin, complétait la représentation britannique. Le trait principal de son caractère était l'optimisme. Il était fort bien vu de tous, tant à cause de sa valeur personnelle qu'en raison des brillantes réceptions qu'il offrait, à l'Ambassade d'Angleterre.

Le Chancelier du Tzar, Gortchakoff, représentait la Russie. Bien qu'il fût infirme, il gardait dans son attitude la plus grande correction, la distinction la plus parfaite. Le comte Charles de Mouÿ dit de lui qu'il avait conservé les grâces artificielles et le style élégant du dix-huitième siècle. Plein de sagesse et de volonté, il devait, malgré son âge qui l'obligeait à de fréquentes absences, servir son pays avec le plus grand éclat.

Le comte Pierre Schouvaloff, Ambassadeur de Russie à Londres, avait l'influence que lui donnaient sa grande intel-

ligence, sa haute distinction et l'éclatante faveur de l'Empereur.

M. d'Oubril, Ambassadeur de Russie en Allemagne, était le troisième représentant du Tzar.

L'Autriche-Hongrie, dont le rôle au Congrès allait être si important, avait envoyé le comte Andrassy, Premier Ministre de l'Empire. Ce diplomate ne considérait nullement comme indispensable de s'approprier les tendances traditionnellement conservatrices de son pays. Sa politique se ressentait de son caractère hardi.

Le baron Haymerlé et le comte Karolyi, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, étaient les autres plénipotentiaires de l'Empire.

L'Allemagne présidait le Congrès en la personne du prince de Bismarck. Les succès de sa diplomatie et les victoires passées des armées prussiennes donnaient au Chancelier allemand une haute autorité, dont il abusa d'ailleurs peut-être au cours des discussions. Le prince de Hohenlohe et M. de Bülow, secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, assistaient le représentant de l'Empereur Guillaume I<sup>er</sup>.

La France et l'Italie, encore que leur représentation fût appelée à jouer au Congrès un rôle moins important, n'avaient pas envoyé à cette réunion des hommes d'une valeur inférieure ni d'un rang moins élevé. C'étaient pour la France M. Waddington, Ministre des Affaires Etrangères, M. de Saint-Vallier, Ambassadeur à Berlin, M. Desprez ; pour l'Italie, le comte Corti, Ministre des Affaires Etrangères et le comte de Launay, Ambassadeur en Allemagne.

La Turquie avait délégué Carathéodory-Pacha, de race hellénique et de religion chrétienne. La Porte, en le déléguant, avait escompté le bon effet que ferait sur les puissances l'envoi d'un plénipotentiaire chrétien, ce en quoi d'ailleurs elle se trompait. Méhémet-Ali et Sadoullah étaient les autres Plénipotentiaires Ottomans.

---

## CHAPITRE II

### La Réunion

L'attentat de Nobiling. — La réunion du Congrès (13 juin 1878). — Le palais Radziwill. — Les compliments. — L'œuvre à accomplir. — Le danger des armées en présence. — Les conversations séparées anglo-russes. — L'ordonnance des travaux.

L'impression était très forte à Berlin de recevoir solennellement des hôtes aussi remarquables. On n'était pas encore sûr, dans toutes les capitales, que le Congrès réussirait à maintenir la paix, mais le fait même de cette réunion et des négociations qui l'avaient précédée étaient un heureux présage.

Un dramatique incident se produisit juste à ce moment. Le 2 juin, un anarchiste saxon, nommé Nobiling, tirait par une fenêtre sur l'Empereur Guillaume qui passait dans les « Linden » en voiture découverte, et qui fut blessé au bras et au poignet. La blessure ne mettait pas en péril la vie du souverain.

On parla de retarder la date du Congrès. Mais cela était difficile, étant donnée l'importance des intérêts en présence, qui ne pouvaient demeurer en suspens. La date fixée resta donc le 13 juin.

Le Congrès devait se tenir au palais Radziwill, dans la Wilhelmstrasse. On y fit des aménagements considérables,

afin que le palais fût digne des hôtes qu'il allait recevoir.

Tout fut prêt pour la date fixée.

Le 13 juin 1878, par un temps magnifique, les plénipotentiaires en grand uniforme se rendaient au palais Radziwill. Le Prince de Bismarck les reçut à l'entrée du premier salon.

La salle des séances où commencèrent les délibérations était une vaste pièce au centre de laquelle une table en fer à cheval était disposée pour les plénipotentiaires.

Ceux-ci entrèrent en séance à deux heures. Dès le début de la réunion, le comte Andrassy prit la parole. Il proposa aux représentants de l'Europe d'offrir, selon l'usage diplomatique, la présidence du Congrès au Prince de Bismarck, et constata les vœux chaleureux que tous formaient pour le rétablissement de la santé de l'Empereur Guillaume I<sup>er</sup>. Bismarck remercia en termes émus. Et l'on constitua le secrétariat.

Dès lors, commença la comédie si bien préparée d'avance et dont les initiés seuls allaient voir l'harmonieux développement au cours des séances ultérieures. Pour suivre les travaux du Congrès et plus particulièrement pour bien comprendre le rôle considérable qu'y joue l'Autriche-Hongrie, il importe de garder toujours présentes à la mémoire les négociations préliminaires que nous connaissons et l'accord fondamental de l'Autriche-Hongrie, de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Mais, si un tel accord est à la base de tout le Congrès et constitue le fond de la pièce qui se joue, ce qu'il convient de remarquer c'est l'art avec lequel les acteurs conscients remplirent leur rôle. Andrassy, Bismarck, Beaconsfield y furent d'une adresse parfaite et c'est à peine si quelques flottements dus aux passions trop vives, vinrent troubler le drame si bien concerté.

Bismarck prit la parole pour exposer la tâche du Congrès. Il montra les efforts des puissances dans le but de ramener la paix dans les Balkans et, parlant du Traité conclu entre la Russie et la Turquie, termina en ces termes :...

<sup>4</sup> Livre Jaune. *Le Congrès de Berlin*, p. 66.

« Les stipulations de ce Traité sont en plusieurs points de  
« nature à modifier l'état des choses tel qu'il se trouve fixé  
« par les conventions européennes antérieures, et c'est pour  
« *soumettre* l'œuvre de San-Stefano à la libre discussion des  
« Cabinets signataires des Traités de 1856 et 1871, que  
« nous nous trouvons réunis. Il s'agit d'assurer, d'un com-  
« mun accord et sur la base de nouvelles garanties, la paix  
« dont l'Europe a tant besoin<sup>1</sup> »

Les mots *soumettre à la libre discussion* des puissances étaient tout le fond de la question.

Une légère altercation se produisit dès le début, entre les plénipotentiaires anglais et russes. Lord Beaconsfield émit des considérations où il examinait les difficultés qui pourraient naître en Orient si les armées russe et turque, ainsi que la flotte anglaise, demeureraient en présence. Le premier Ministre anglais demandait donc, afin d'éviter toute possibilité d'une rixe qui pourrait dégénérer et avoir de graves conséquences, que les armées russes s'éloignassent de Constantinople. La proposition britannique surprit toute l'assemblée et indigna les plénipotentiaires russes. Les représentants de l'Angleterre ne s'attendaient pas à l'effet produit. Ils n'insistèrent pas. Sans doute avaient-ils voulu seulement marquer ainsi l'énergie de leur conviction et leur quasi-certitude d'obtenir tout ce qu'ils voulaient.

Les plénipotentiaires, à la suite de cet incident, ne reprirent pas immédiatement leurs séances. Ils entretenirent pendant quelques jours des relations uniquement mondaines qui leur permirent de se mieux connaître et d'atténuer ainsi, dans l'avenir, par une mutuelle courtoisie, la violence de leurs pensées personnelles.

Plus tard, et sur la proposition de Bismarck, on adopta la procédure suivante : Il fut décidé que les plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne et de Russie échangeaient leurs vues dans des réunions particulières. En petit comité, il y avait plus de chances pour qu'ils s'entendissent. L'idée était bonne et devait faciliter les travaux de l'Assemblée, à laquelle les plénipotentiaires devaient faire part des

<sup>1</sup> Livre Jaune, p. 67.

points sur lesquels ils se trouvaient d'accord<sup>1</sup>. Rien ne prouvait mieux que ces conciliabules combien ces trois puissances constituaient à elles seules tout le Congrès.

Quant à l'ordre des travaux de l'Assemblée, il ne fut pas établi suivant l'ordonnance des stipulations du Traité de San-Stefano, pas plus d'ailleurs que selon l'ordre des articles du Traité de Paris. On commença simplement par aborder les questions les plus difficiles, pour finir par celles sur lesquelles on était déjà virtuellement d'accord. On discuta d'abord les principes ; et ce fut seulement après que l'on eût été d'accord sur les idées que l'on passa à la rédaction des articles.

La question se posa de savoir si les plénipotentiaires modifieraient les articles du Traité de San-Stefano qui leur paraîtraient nuisibles, où s'il convenait de faire un nouveau Traité, en laissant subsister le précédent, valable entre la Russie et la Turquie pour tout ce que le nouvel acte ne changerait pas. On adopta, sur la proposition du Prince de Bismarck, ce dernier système comme plus simple et plus pratique<sup>2</sup>, et l'œuvre importante du Congrès commença.

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, p. 79.

<sup>2</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 102.

## CHAPITRE III

### Souveraineté du Sultan

Les principes. — Les exceptions. — Le Droit des Gens de la Chrétienté. — Les « Capitulations ». — Celles de 1535, de 1740. — La France et la Turquie. — La Russie. — L'Autriche-Hongrie. — La Grande-Bretagne. — Les Puissances maritimes et la Russie. — Le principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman. — La guerre de Crimée. — Le Traité de Paris. — Le Hatti-Humayoun du 18 février 1836. — L'article 9 du Traité de Paris. — La contradiction des deux paragraphes de l'article. — La volonté de contrôle des Puissances. — Le principe de la souveraineté du Sultan. — Ce principe et l'appui de la Grande-Bretagne. — Le Protocole de Londres du 31 mars 1877. — Lord Salisbury au Congrès de Berlin. — Les sacrifices faits par le Sultan. — L'indépendance de la Porte. — La clôture des Détroits. — Le Traité de Paris. — Les clauses du Traité de Londres. — L'article 24 de San-Stefano. — La question religieuse. — Les Commissions spéciales (art. 23 du Traité de Berlin). — Les Arméniens.

Pour bien comprendre le Congrès de Berlin, il importe de se rendre compte qu'un des principes les plus importants de la Politique européenne va être mis en question à tout moment. C'est le principe de la Souveraineté du Sultan. Cette proposition s'est souvent trouvée en question à travers l'histoire, parce que le Droit des Gens des Puissances de la Chrétienté et celui de la Turquie, malgré leur similitude théorique dans les temps modernes, n'ont jamais pu devenir semblables.

Au point de vue juridique, tout Etat souverain, quelle que

soit sa faiblesse, est indépendant et libre de son administration interne. Il en résulte que d'autres Etats, même très puissants, ne peuvent intervenir dans l'exercice de ses attributions intérieures.

Ce principe cependant n'est pas sans exceptions. Admettons en effet que certains Etats, par suite du degré peu avancé de leur civilisation, se rendent coupables de violations répétées de ce Droit des Gens universellement admis des peuples civilisés et dont les termes généraux trouvent leur origine dans la conscience humaine. Cette violation du Droit des Gens pourra donner, dans une certaine mesure, à d'autres Puissances, un droit d'intervention dans la politique intérieure d'un Etat<sup>4</sup>.

Allons plus loin et admettons que dans un Traité dûment signé, un Etat ait obtenu, en échange d'autres avantages, la garantie de certaines institutions qui l'intéressent plus particulièrement, et même stipulé en sa faveur certains droits de surveillance. Ce n'est plus ici par une violation du Droit, mais au contraire par l'application du Droit, que cette Puissance pourra intervenir. L'Etat dans le domaine duquel on intervient ainsi, aura sans doute reçu, par le Traité lui-même, une compensation, un équivalent aux sacrifices qu'il a consentis. Nous sommes donc ici en présence d'un droit conventionnel.

Certains Etats peuvent également avoir renoncé à certains droits d'administration intérieure en faveur d'autres Etats qui se trouveront ainsi participer dans une certaine mesure à l'exercice de quelques prérogatives qui paraissaient réservées à la souveraineté territoriale.

Ce fut ce qui se produisit pour la Turquie. L'étude de toute cette question est basée sur les « Capitulations ». Ces Traités constituent une grave diminution de la puissance turque et rendent juridiquement légitime l'intervention des Puissances européennes. C'est pourquoi il est particulièrement intéressant de les examiner.

Ce fut au moment où leur puissance atteignit son plus haut degré que les Sultans concédèrent des Capitulations.

<sup>4</sup> *Abolition de la traite et de la course. Liberté des mers.*

La première fut délivrée en 1535 à François I<sup>er</sup>. C'était sans doute dans la forme une prestation unilatérale, mais dans la réalité, ce n'était qu'un équivalent à l'alliance et aux utiles services du Roi de France. D'autres Capitulations furent délivrées dans la suite. En 1740, le Sultan Mahmoud I<sup>er</sup> les renouvela pour lui-même et *pour ses successeurs*.

La raison d'être de ces Capitulations tenait aux principes mêmes de l'Islam. Le musulman considérait le chrétien comme un être inférieur. Il trouvait donc tout naturel de le réduire en servitude. Mais les Puissances chrétiennes ne pouvaient admettre un tel ostracisme, qui les frappait dans leur foi et dans leur conscience. La plus grande Puissance méditerranéenne de cette époque, la France, Fille aînée de l'Eglise catholique, se trouva donc amenée à solliciter de la Sublime-Porte une amélioration de la situation des chrétiens. Elle alla même jusqu'à se faire accorder un protectorat religieux effectif, légitime et reconnu.

On peut s'étonner au premier abord que le Sultan ait consenti à une telle abdication de ses droits. On le comprend cependant, lorsqu'on sait que le Sultan avait, d'après ses principes, tendance à considérer que tous les musulmans lui étaient soumis et à se désintéresser de ses sujets chrétiens au point de ne pas voir d'inconvénient à ce qu'ils se trouvassent sous la protection d'un Prince étranger.

Les ressortissants des autres nations chrétiennes profitèrent longtemps, sous la bannière de la France, des Capitulations obtenues par le Roi Très Chrétien. Mais lorsque d'autres Puissances parvinrent à un développement suffisant, elles cherchèrent à se faire octroyer à elle-même les avantages qui avaient été accordés à la France.

La Russie notamment, ayant constitué fortement sous Pierre le Grand son Eglise autocéphale, tendit à se faire la protectrice des orthodoxes. Au Traité de Kutchuk-Kaïnardji (1774), la Sublime-Porte promet dans l'article 7.... « de  
« protéger constamment la religion chrétienne et ses églises,  
« et aussi elle permet aux Ministres de la Cour Impériale  
« de Russie de faire dans toutes les occasions des représen-  
« tations, tant en faveur de la nouvelle église de Constanti-  
« nople, dont il sera fait mention à l'article 14, que pour

« ceux qui la desservent, promettant de les prendre en considération comme faites par une personne de confiance  
« d'une puissance voisine et sincèrement amie. »

C'est en vertu de cette clause qu'en 1853 la Russie prétendit étendre sa protection non seulement à tous ses sujets en Turquie, mais encore à tous les sujets ottomans du rite grec.

L'Autriche-Hongrie, de son côté, avait obtenu des privilèges au Traité de Carlowitz de 1699. L'Article 13 de ce Traité stipulait : « A l'égard des religieux et de l'exercice  
« de la religion catholique romaine, le Grand Seigneur  
« promet de renouveler et confirmer tous les privilèges qui  
« leur ont été accordés par ses prédécesseurs. De plus, il  
« sera permis aux Ambassadeurs de l'Empereur de faire  
« leurs plaintes et demandes à la Porte, au sujet de la religion et de la visitation des Lieux-Saints de Jérusalem. » Ces promesses devaient être reproduites en 1718, dans le Traité de paix de Passarowitz, et en 1739, dans le Traité de Belgrade. L'Autriche-Hongrie, en vertu de ces Actes, se faisait accorder la protection des communautés catholiques de Bosnie, de Bulgarie et des Principautés danubiennes.

Ajoutons que dans des temps plus récents, la Grande-Bretagne agit de même pour protéger les protestants.

Du fait des interventions répétées et juridiquement légitimes de la France, de la Russie et d'autres Puissances, le Droit International admettait que la Turquie ne fût pas traitée comme les autres Etats.

Le temps amena une transformation qu'il est intéressant et instructif de suivre de près. Les grandes Nations maritimes — France et Angleterre — étaient, par leur puissance, les plus intéressées à tout ce qui se passait en Orient. Elles étaient donc appelées plus que d'autres à intervenir dans l'Empire ottoman, et tenaient beaucoup à leurs prérogatives.

Mais le voisinage d'un grand et redoutable Etat, la Russie, allait changer le point de vue des Puissances maritimes. La Russie exerçait ce même droit d'intervention dans les affaires de l'Empire Ottoman et, comme ses frontières touchaient celles de la Turquie, elle se trouvait plus que toute autre Puissance à même d'en profiter et quelquefois d'en abuser, Après certaines luttes qu'elle mena contre l'Empire ottoman,

elle s'était fait accorder par celui-ci des avantages considérables. Les Puissances maritimes qui, par l'intervention perpétuelle, avaient fini par prendre dans l'Empire un très grand ascendant, commencèrent à penser que le droit d'intervention, si avantageux pour elles autrefois, pouvait maintenant devenir dangereux, en amenant un partage de la Turquie effectué sous une pression russe, partage qui eut fait disparaître l'influence que la France et la Grande-Bretagne exerçaient sur la totalité de l'Empire ottoman.

Alors prit naissance un dogme commode destiné à empêcher la disparition de la Turquie. C'était le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Il devint en quelque sorte convenu que la question d'Orient concernait tant d'intérêts divers, touchait à des questions tellement délicates, pouvait amener de telles catastrophes, qu'il était de toute nécessité qu'elle ne se posât à l'attention européenne qu'aussi rarement que possible. Le dogme de l'intégrité de l'Empire ottoman servit à étayer l'édifice chancelant de la Turquie.

On groupait donc deux principes qui n'étaient nullement contradictoires. D'une part, le principe d'intervention qui permettait aux puissances d'intervenir, de maintenir et même d'augmenter leur influence ; d'autre part, le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman, qui défendait de rien prendre. Il va de soi que ce dernier principe, comme beaucoup de principes politiques ou diplomatiques, n'était pas d'une application rigoureuse et comptait même d'assez nombreuses violations. Il n'en exerçait pas moins une très grande influence sur l'esprit des Chancelleries.

Mais si ces deux principes n'étaient pas contradictoires, ils ne sympathisaient pas non plus. Fatalement, l'un des deux devait l'emporter sur l'autre. Cela se fit de la façon suivante :

Le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman était devenu dans certains pays, notamment en Grande-Bretagne, un dogme sacro-saint. Le raisonnement suffit pour comprendre l'évolution qui se produisit. Afin de maintenir l'intégrité de la Turquie, on était dans la nécessité de ne rien faire qui l'ébranlât ; par conséquent, on en arriva peu à peu à ne plus oser intervenir aussi vigoureusement en faveur des chré-

tiens. Les Puissances maritimes, voulant maintenir cet Empire ottoman où leur influence était si grande, se trouvèrent dans cette situation paradoxale qu'en intervenant elles affaiblissaient le principe de l'intégrité et risquaient ainsi de perdre dans le présent, par l'intervention, l'influence que l'intervention leur avait donnée dans le passé.

A aucun moment, on ne sent mieux cet embarras, que dans la crise qui occasionna la guerre de Crimée et qui se dénoua par le Traité de Paris de 1856. La Turquie eut en effet, au Congrès de Paris, accès dans les conseils des grandes Puissances chrétiennes. Dans ce Congrès, les grandes Puissances exigèrent de la Turquie la garantie des droits dont elle avait successivement fait abandon. Par les paragraphes 2 à 6 d'un Hatti-Humayoun en date du 18 février 1856, la Porte s'engageait à maintenir non seulement les privilèges accordés par elle aux différentes confessions *étrangères*, mais encore ceux dont elle avait elle-même doté les communautés de ses propres sujets chrétiens.

Aux protections particulières, aux réclamations individuelles de chaque Puissance se substituait maintenant la protection collective des grandes Puissances. Les Gouvernements allaient dorénavant agir en commun pour la défense de la cause chrétienne.

Le système de l'intervention donc, qui avait d'abord été limité aux Lieux-Saints et à ceux qui les desservaient ou les visitaient, s'était peu à peu étendu aux autres religieux étrangers. Enfin les chrétiens ottomans eux-mêmes étaient placés sous le patronage des grandes Puissances.

Nous parvenons ici à l'étude de l'article 9 du Traité de Paris, ainsi conçu :

« S. M. I. le Sultan, dans sa constante sollicitude  
« pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un Firman  
« qui, en améliorant leur sort sans distinction de religion,  
« ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les  
« populations chrétiennes de son Empire et voulant donner un  
« nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu  
« de communiquer aux Puissances contractantes le dit Firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

« Les Puissances constatent la haute valeur de cette commu-

« nication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait en aucun  
« cas donner droit aux susdites Puissances de s'immiscer,  
« soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de  
« S. M. le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration inté-  
« rieure de l'Empire. »

Il y avait dans cet article deux propositions. D'une part, les Puissances constataient et enregistraient les importantes concessions du Sultan à ses sujets ; d'autre part, les Puissances semblaient abdiquer tout droit de s'immiscer dans la politique intérieure de l'Empire Ottoman. La première proposition était exacte. La seconde était discutable. Il était difficile d'admettre que les Puissances, tout en constatant la haute importance de la communication faite, eussent délibérément voulu s'enlever à ce sujet tout droit de réclamation. Pour bien pénétrer le sens de cette déclaration, il faut connaître les circonstances dont est issu l'article 9.

Dans les préliminaires de paix qui avaient précédé le Congrès de Paris, l'Autriche-Hongrie, la France et la Grande-Bretagne avaient stipulé, d'accord avec la Turquie, que les immunités politiques et religieuses des raïas devaient être assurées. Le Hatti-Humayoun accordé par le Sultan était donc en rapport direct avec les engagements des préliminaires de paix. S'il fallait interpréter selon la lettre le second paragraphe de l'article 9, on arriverait à prétendre que les Puissances, après avoir reçu du Sultan l'engagement solennel d'améliorer le sort des chrétiens, laissaient la Sublime-Porte libre d'accomplir ou de ne pas accomplir ses promesses, en s'enlevant d'avance le droit d'en contrôler l'exécution.

Cette interprétation était inadmissible. Elle ne fut jamais adoptée non plus par les Puissances. Le Duc Decazes disait en 1876 que les Puissances n'avaient « jamais admis que l'article 9, en stipulant la non-intervention dans l'administration de l'Empire Ottoman, leur eût interdit de présenter leurs observations à la Porte dans le cas où le Hatt resteraient lettre morte. » Le Gouvernement de Grande-Bretagne, de son côté, tout en proclamant son respect pour l'autorité souveraine du Sultan, n'avait jamais pensé à restreindre le droit d'intervention qu'il estimait avoir pour la surveillance de l'application du Hatti-Humayoun.

Quelle était donc dès lors la réelle signification de la seconde partie de l'article 9 ? C'était d'abord une mesure de précaution vis-à-vis de la Russie. Celle-ci venait d'être vaincue. Elle avait, avant la guerre, formulé des exigences très lourdes pour la Turquie, et les Puissances voulaient, au Congrès de Paris, entourer d'un certain lustre la souveraineté du Sultan afin de frapper un peu les imaginations slaves. Enfin les Puissances maritimes, unies dans cette guerre à l'Empire Ottoman, ne voulaient pas paraître humilier leur alliée. Elles cherchaient donc à employer des formules capables d'adoucir le sacrifice que faisait le Sultan. Tout cela ne changeait rien aux exigences des Puissances, bien déterminées à surveiller l'exécution des réformes promises.

Il est vrai qu'aux yeux de la Sublime-Porte la seconde partie de l'article 9 conservait une valeur réelle et qu'elle ne manqua jamais l'occasion de l'opposer, vainement d'ailleurs, aux interventions des grandes Puissances. En somme, les Puissances signifiaient qu'elles ne se reconnaissaient pas le droit d'intervenir directement dans les affaires du Sultan et de les arranger à leur gré. Elles s'interdisaient tout ce qui était contraire à sa souveraineté; et la souveraineté est le principe le plus élevé et le plus vaste du Droit Public moderne.

Sans doute n'abdiquaient-elles pas leurs prétentions de donner des conseils à la Porte. Mais, quant à les exécuter contre la volonté de celle-ci, elles ne s'en reconnaissaient pas le droit. Des conseils amicaux, peut-être un contrôle; jamais des ordres.

C'était en Grande-Bretagne que le principe de la souveraineté du Sultan trouvait son plus ferme soutien. L'Angleterre, plus que toute autre Puissance, se montrait la gardienne fidèle et... sévère du Traité de Paris (1856) et des arrangements de Londres (1871). On a vu combien de fois, au cours de la crise qui mena l'Europe au Congrès de Berlin, l'Angleterre avait invoqué ce principe avant que la guerre éclatât entre la Turquie et la Russie.

Il est utile de rappeler également le Protocole du 31 mars 1877, où la Conférence de Londres déclarait :

« Les parties contractantes se propose de veiller, par l'in-

« intermédiaire de leurs représentants à Constantinople et de  
« leurs agents locaux, à la façon dont les promesses du Gou-  
« vernement Turc seront exécutées. Si leur espoir se trouvait  
« encore déçu, un tel état de choses serait considéré par  
« elles comme incompatible avec leurs intérêts et ceux de  
« l'Europe en général. En pareil cas, elles aviseraient en  
« commun aux moyens qu'elles jugeraient les plus propres  
« à assurer le bien-être des populations chrétiennes et les  
« intérêts de la paix générale. »

Ce Protocole indiquait de façon énergique la prétention des Puissances de veiller à l'exécution des réformes promises. Les Cabinets affirmaient leur droit d'intervention. Mais comme nous l'avons vu plus haut,<sup>1</sup> un fait venait diminuer la valeur de cette déclaration. Le Plénipotentiaire de Grande-Bretagne, traditionnellement favorable à la Turquie, déclarait que si une guerre intervenait entre la Russie et l'Empire ottoman, son Gouvernement considèrerait le Protocole susvisé comme nul et non avenu. Par ce fait, cet acte, s'il n'en conservait pas moins au point de vue des principes une valeur générale, perdait de sa force affirmative,

Au Congrès de Berlin, et du fait même que l'Angleterre s'y présentait dans une attitude victorieuse, la souveraineté du Sultan devait jouer un grand rôle. C'était un excellent appui pour la diplomatie de la Grande-Bretagne. On refusait ainsi d'exiger du Sultan des réformes sérieuses, car faire des améliorations considérables, c'était donner aux chrétiens la possibilité de se libérer du joug turc tôt ou tard, et c'était ce que l'on ne voulait pas. Ce que l'on désirait, c'étaient quelques échanges, autant que possible non politiques mais sociaux, améliorant suffisamment le sort du chrétien pour qu'il ne se révoltât pas, et ne lui donnant pas assez de force pour se libérer de la Turquie.

C'était bien toujours en vertu du même principe que l'Angleterre ne voulait pas entendre parler d'une surveillance exercée en Turquie par des Commissaires européens.

<sup>1</sup> Page 61.

Elle savait qu'on en viendrait ainsi très vite à un système de zones d'influence et à un partage.

C'était avec cet esprit que Lord Salisbury déclarait au Congrès le 17 juin 1878 :

« Il est de notre tâche de la replacer (la Turquie), non sur  
« le pied de son indépendance antérieure, car on ne saurait  
« entièrement anéantir les résultats de la guerre, mais de lui  
« rendre une indépendance relative qui lui permettra de pro-  
« téger efficacement les intérêts stratégiques, politiques et  
« commerciaux dont elle doit rester le gardien <sup>1</sup>. »

Et encore..... « L'Angleterre n'a jamais admis, ni dans la  
« Conférence de Constantinople, ni à aucune autre époque,  
« que pour garantir les populations de la Turquie européenne  
« contre les abus du Gouvernement et l'oppression, il fallait  
« les soustraire à la suprématie politique de la Porte. Cette  
« garantie, qui est de la plus haute importance, demande  
« plutôt la réforme de l'administration intérieure qu'une  
« séparation politique <sup>2</sup> . »



Il n'en demeure pas moins vrai que le Congrès de Berlin a demandé à la Porte de gros sacrifices au point de vue de sa souveraineté. Le Sultan perdait toute souveraineté sur le Monténégro et sur la Serbie ; et c'était là un point particulièrement sensible, car la Porte tenait, vis-à-vis de l'Europe et vis-à-vis de ses propres sujets, à maintenir le prestige que lui donnait sa suzeraineté sur ces Etats.

Elle perdait également sa souveraineté sur la Roumanie, dont une province était prise par la Russie et qui, d'autre part, recevait un agrandissement par la disposition de l'article 46 ; sur une partie de son territoire voisine des frontières grecques de Thessalie ; sur la commune de Spizza et sa banlieue incorporée à l'Autriche-Hongrie.

En Asie, la souveraineté de la Porte disparaissait sur les territoires d'Ardahan, de Kars et de Batoum, donnés à la

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 77.

<sup>2</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 77.

Russie; sur la ville et le territoire de Khotour, réunis à la Perse.

Mais si l'on démembrerait partiellement la Turquie, si on lui enlevait la suzeraineté qu'elle avait auparavant sur certaines nations, c'était, aux yeux des amis de la Porte, dans le but de renforcer sa souveraineté en lui enlevant des territoires sur lesquels son pouvoir était mal assis.

Encore que ce raisonnement pût paraître un peu spécieux à celui que l'on dépouillait, il faut reconnaître qu'il ne manquait pas d'exactitude. C'était bien ce qu'indiquait M. Waddington lorsqu'il disait, le 11 juillet, que l'idée du Congrès, qui demandait à la Turquie de sérieux sacrifices, était de permettre au Sultan d'établir sur l'ensemble réduit, mais compact, de ses possessions, une souveraineté mieux assise.

Lord Beaconsfield s'attacha à établir au Congrès que toute l'Assemblée reconnaissait que l'une des bases de la paix était l'indépendance du Sultan comme souverain européen. Il insista d'ailleurs (22 Juin) sur le fait que tous les plénipotentiaires étaient d'accord sur ce principe que le Sultan, en tant que membre du Corps Politique de l'Europe, devait jouir d'une position qui lui assurât le respect de ses droits souverains.

\*  
\* \*

Un point particulièrement important pour la souveraineté du Sultan était la clôture des Détroits.

La question de la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles doit être examinée sous divers angles. Au point de vue de la Turquie, il était certainement préférable d'être maître chez soi et de ne pas avoir, à proximité de ses rives, des forces ennemies dont la menace était toujours possible. Il convient d'ailleurs de faire ressortir le fait que, Constantinople étant précisément placée sur l'un de ces Détroits, la capitale, le cœur même de l'Empire, se serait trouvée à la merci d'un hardi coup de main.

Pour la Russie, le point de vue n'était pas le même.

N'ayant sur la mer libre aucun port<sup>1</sup>, elle aspirait à s'ouvrir la voie de la Méditerranée. La Mer Noire, qui baigne ses rives, est prisonnière. Elle constitue une vaste chambre dont la clef est aux mains de la Turquie. Or n'avoir pas la clef de sa chambre fut de tout temps un signe de tutelle réservé aux enfants et dont la Russie ne saurait s'accommoder facilement.

Pour les puissances maritimes, le problème n'était pas le même. Ayant dans la Méditerranée des intérêts considérables, elles ne tenaient nullement à voir une nouvelle concurrence s'élever auprès d'elles, surtout celle d'un Etat aussi puissant que la Russie. L'Angleterre, particulièrement, avait tant travaillé dans le passé à éloigner la Russie de Constantinople, qu'elle ne voulait pas envisager le passage libre des Détroits.

Le résultat de cette contradiction d'intérêts fut l'article 63 du Traité de Berlin :

« Art. 63. — Le Traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi  
« que le Traité de Londres du 13 mars 1871, sont mainte-  
« nus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont  
« pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui pré-  
« cèdent. »

Cet article abrogeait implicitement l'article 24 du Traité de San-Stefano, qui disait :

« Art. 24. — Le Bosphore et les Dardanelles resteront ou-  
« verts en temps de guerre comme en temps de paix, aux  
« navires marchands des Etats neutres, arrivant des ports  
« russes ou en destination de ces ports. La Sublime-Porte  
« s'engage, en conséquence, à ne plus établir dorénavant,  
« devant les ports de la Mer Noire et de celle d'Azow, de  
« blocus fictif qui s'écarterait de l'esprit de la déclaration  
« signée à Paris le 4 (16) avril 1856. »

Le Traité de Berlin confirmait par là même les articles 2 et 3 du Traité de Londres du 13 mars 1871 ainsi conçus :

« Art. 2. — Le principe de la clôture des Détroits des

<sup>1</sup> Arkangelsk, sur la Mer Blanche, Vladivostok, sur l'Océan Pacifique, sont bloqués pendant plusieurs mois par les glaces.

« Dardanelles et du Bosphore tel qu'il a été établi par la  
« Convention séparée du 30 mars 1856, est maintenu, avec  
« la faculté pour sa Majesté Impériale le Sultan d'ouvrir les  
« dits Détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre  
« des Puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime-  
« Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution  
« des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856.

« Art. 3. — La Mer Noire reste ouverte, comme par le  
« passé, à la marine marchande de toutes les nations. »

L'Europe maintenait donc toutes les mesures qu'elle avait cru devoir prendre pour sauvegarder l'indépendance du Sultan.

La Mer Noire demeurait ouverte au commerce pacifique de toutes les nations.

Le Traité de Paris avait posé le principe de la neutralisation de la Mer Noire, et interdit ainsi à la Russie d'avoir sur les rives de cette Mer aucun arsenal maritime et sur ses ondes aucune flotte. C'était un grand avantage pour la Sublime-Porte. En 1856, les Gouvernements avaient également renouvelé la Convention des Détroits du 13 juillet 1841, qui stipulait la fermeture, en temps de guerre, des Dardanelles et du Bosphore aux bâtiments de guerre des Puissances étrangères, avec une exception en faveur des bâtiments légers employés au services des Ambassades.

La disparition, au Traité de Londres de 1871, de la neutralisation de la Mer Noire, était une mesure très sérieuse pour la Sublime-Porte, mais elle était compensée par le droit donné au Sultan de permettre en temps de paix le passage des Détroits aux bâtiments de guerre des Puissances amies et alliées.

Cette situation sauvegardait entièrement la souveraineté du Sultan, puisque celui-ci était libre d'ouvrir ou de fermer les Détroits. Il pouvait, en cas de menace de la flotte russe, laisser passer les flottes des Puissances maritimes. Dans l'éventualité d'une guerre entre ces Puissances maritimes et la Russie, il avait le droit de fermer les Détroits et de conserver ainsi une attitude de neutralité



Un autre sujet était également fort délicat. C'était la question religieuse. Là encore, on fit tout le possible pour maintenir, au moins en apparence, la souveraineté du Sultan. Ce fut lui qui parut prendre l'initiative de donner à la liberté religieuse la plus large extension ; et les Puissances prirent acte de cette volonté *spontanée* (article 62 du Traité). Les Puissances avaient une aimable façon de masquer leurs exigences. L'article 62 continuait :

« Dans aucune partie de l'Empire Ottoman, la différence de religion ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries.

« Tous seront admis, sans distinction de religion, à témoigner devant les Tribunaux.

« La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous et aucune entrave ne pourra être apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communes, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. »

On voit qu'en somme le Sultan abandonnait sur le terrain religieux toute distinction entre ses sujets. Sans doute ces concessions n'existaient guère que sur le papier, car l'esprit même de l'Islam s'opposait à toute assimilation du musulman et du chrétien. Théoriquement pourtant, c'était une concession sérieuse,



L'œuvre du Congrès portait préjudice au Sultan sur un autre point. C'était en ce qui concernait l'organisation future des Provinces ottomanes d'Europe, dont la base se trouvait dans l'article 23 du Traité.

« Des règlements analogues adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôts accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe, pour lesquelles une orga-

« nisation particulière n'a pas été prévue par le présent  
« Traité. La Sublime-Porte chargera des Commissions  
« spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera  
« largement représenté, d'élaborer les détails de ce nouveau  
« règlement dans chaque Province. »

« Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront  
« soumis à l'examen de la Sublime-Porte, qui, avant de  
« promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur,  
« prendra l'avis de la Commission européenne instituée pour  
« la Roumélie orientale.

C'était une grave atteinte portée au principe, puisque, d'une part, on imposait à la Porte la formation de Commissions spéciales, et, d'autre part, on l'obligeait, avant de mettre en vigueur ses décisions, à prendre l'avis de la Commission européenne instituée pour la Roumélie orientale.

Pour les Arméniens, une organisation nouvelle fut imposée au Sultan. Non seulement celui-ci devait accomplir des améliorations et des réformes dans les provinces habitées par les Arméniens et garantir ces derniers contre les Circassiens et les Kurdes, mais il devait encore porter périodiquement les mesures prises à la connaissance des puissances qui se chargeaient d'en surveiller l'application<sup>1</sup>.

D'autres atteintes encore furent portées à la souveraineté du Sultan (Bulgarie, Roumélie orientale, Bosnie-Herzégovine), mais leur importance est si considérable qu'elles méritent un examen plus approfondi.

## CHAPITRE IV

### Bulgarie. Roumélie Orientale

La Grande-Bulgarie de San-Stefano. — Les trois tronçons ; Bulgarie proprement dite, Roumélie Orientale, Macédoine. — La Bulgarie Etat autonome et vassal. — La question de l'assentiment des puissances. — Les droits de transit. — Les chemins de fer. — La durée de l'occupation russe. — Les deux thèses. — Les commissaires européens. — La solution mixte. — La Roumélie orientale. — Le Gouverneur général chrétien. — La Macédoine. — Le joug turc. — Les avantages de la Grande-Bretagne et de l'Autriche-Hongrie.

La question de Bulgarie avait été, la première, soumise à l'attention des plénipotentiaires. Comme c'était, sans nul doute, la partie la plus délicate de la discussion, on fut d'accord pour l'examiner dès le début.

Le Traité de San-Stefano avait fondé, nous le savons, une Grande-Bulgarie s'étendant de la Mer Noire à la Mer Egée et qui coupait la Turquie du reste de ses possessions européennes. Cette Grande-Bulgarie, il était deux puissances qui ne pouvaient à aucun prix consentir à son maintien. C'étaient la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie, celle-ci peut-être plus encore que celle-là.

Les diplomaties anglaise et autrichienne s'étaient mises d'accord dans des négociations préliminaires. Comme la Grande-Bretagne n'avait consenti à venir au Congrès qu'après avoir obtenu de la Russie, par la mission du comte Schouva-

loff, l'assurance qu'il serait fait droit en principe à ses réclamations, on espérait bien arriver à un arrangement.

Mais il fallait y parvenir sans froisser les légitimes susceptibilités de la Russie. Il y eut à ce sujet, entre les plénipotentiaires de Grande-Bretagne et de Russie, des moments de vivacité ; mais dans des entretiens particuliers, ces diplomates parvinrent à s'entendre.

La Grande-Bulgarie fut divisée en trois tronçons : La Bulgarie proprement dite, la Roumélie orientale, la Macédoine.

La Bulgarie proprement dite avait son sort réglé par l'article premier du traité : « La Bulgarie est constituée en Principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté de « S. M. I. le Sultan ; elle aura un Gouvernement chrétien « et une milice nationale.... »

Située entre le Danube et les Balkans, elle conservait seulement au-delà de ces montagnes le territoire de Sofia, la capitale.

Les puissances maintinrent à la Porte le droit de passage sur certains territoires ; et la déclaration du comte Schouvaloff, dans la séance du 10 juillet, porte : « Les plénipotentiaires russes accordent volontiers à la Sublime-Porte, par « le Sud du Sandjak de Sofia, le droit de passage pour ses « troupes, munitions, etc... ; les détails du tracé sont renvoyés aux négociations de la Commission européenne avec « les autorités locales. »

L'article 3 stipulait : « Le prince de Bulgarie sera librement élu par la population, et confirmé par la Sublime-Porte avec *l'assentiment des puissances*. »

« Aucun membre des dynasties régnantes des grandes puissances européennes ne pourra être élu prince de Bulgarie. »

« En cas de vacances de la dignité princière, l'élection du nouveau prince se fera aux mêmes conditions et dans les mêmes formes. »

Mais que signifiaient les mots « assentiment des puissances » ? Était-ce, parmi les puissances, la majorité ou l'unanimité ? Lord Salisbury proposait que ce fût la majorité. Le comte Schouvaloff préférait que ce fût l'unanimité.

L'opposition des deux prétentions se justifiait par le fait

que l'Angleterre savait bien qu'elle aurait toujours la majorité des puissances avec elle contre tout empiètement de la Russie ; tandis que celle-ci savait non moins bien qu'elle n'obtiendrait que rarement cette majorité ; elle ne pouvait empêcher une décision des puissances que si l'unanimité était reconnue nécessaire. Finalement, on n'ajouta rien aux mots « l'assentiment des puissances. »

On décida (art. 4) qu'une assemblée de notables serait convoquée à Tirnovo pour élaborer, avant l'élection du Prince, le Règlement organique de la Principauté.

L'Autriche-Hongrie avait en Bulgarie des intérêts commerciaux particulièrement intéressants. Il était dit à ce sujet dans l'article 8 :

« Les traités de commerce et de navigation, ainsi que  
« toutes les conventions et arrangements conclus entre les  
« puissances étrangères et la Porte aujourd'hui en vigueur,  
« sont maintenus dans la Principauté de Bulgarie, et aucun  
« changement n'y sera apporté à l'égard d'aucune puissance  
« avant qu'elle y ait donné son consentement.

« Aucun droit de transit ne sera prélevé en Bulgarie sur  
« les marchandises traversant cette Principauté.

« Les nationaux et le commerce de toutes les puissances  
« y seront traités sur le pied d'une parfaite égalité. »

Le fait qu'aucun droit de transit ne pouvait être prélevé en Bulgarie était plus favorable à l'Autriche-Hongrie qu'à aucune autre puissance, puisque c'était elle qui, par sa proximité, était appelée à en profiter le plus. L'égalité des puissances au point de vue du commerce n'était qu'un mot, puisque parmi les puissances signataires du Traité il y en avait dont le commerce dans la presqu'île était tout à fait insignifiant.

D'ailleurs le Gouvernement de Vienne s'appliquait à ne rien perdre des avantages qu'il tenait des conventions autrefois passées avec la Turquie, notamment en ce qui concernait l'exploitation des chemins de fer. Sur la proposition du baron Haymerlé (séance du 25 juin 1878) et par l'article 10, la Bulgarie était substituée pour sa part aux engagements que la Sublime-Porte avait contractés *tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploita-*

tion des chemins de fer de la Turquie d'Europe, en vue de l'achèvement, du raccordement et de l'exploitation des lignes ferrées situées sur son territoire.

\*  
\* \*

Restait la question de l'occupation de la Bulgarie par les armées russes jusqu'à l'exécution des décisions du Congrès. La Russie réclamait un délai de deux ans pour retirer ses troupes. C'était une question à laquelle l'Autriche-Hongrie attachait la plus haute importance. Elle redoutait, non sans raison peut-être, que la Russie ne se servit du temps que ses troupes allaient passer dans la Principauté pour y établir plus solidement son influence.

Ce fut pourquoi Andrassy lut la motion suivante ;

« Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi a  
« été de tout temps pénétré de la conviction que l'œuvre  
« du Congrès ne saurait être couronnée de succès qu'à la  
« condition que la transition de la guerre à la paix défini-  
« tive soit aussi courte que possible et que l'état de choses  
« qui succèdera à la guerre soit la paix définitive avec tous  
« ses bienfaits.

« Partant de cette conviction, les Plénipotentiaires de Sa  
« Majesté Impériale et Royale se voient obligés d'exprimer  
« certaines appréhensions que leur inspirent les dispositions  
« de l'article VIII.

« Cet article stipule l'éloignement entier des troupes tur-  
« ques de la Principauté de Bulgarie ; il contient en même  
« temps la disposition qu'après l'évacuation de la Turquie  
« par les troupes russes, jusqu'à l'organisation complète  
« d'une milice indigène, un corps d'armée russe ne dépas-  
« sant pas 50.000 hommes doit occuper la Bulgarie, et  
« que la durée de son occupation doit être d'environ deux  
« ans.

« Nous sommes loin de méconnaître la nécessité qu'il y  
« a de pourvoir au maintien de l'ordre dans la nouvelle  
« Principauté, même pendant l'époque de transition entre  
« la conclusion de la paix et l'organisation des pouvoirs  
« civils et militaires indigènes.

« Nous sommes persuadés que le Cabinet de Saint-Péters-  
« bourg ne cherchait, par cette occupation, qu'à tenir  
« compte de cette nécessité et que la mesure en question,  
« ainsi que le Gouvernement Impérial de Russie l'a dé-  
« claré lui-même à différentes reprises, n'implique pas  
« d'autres vues.

« Aussi le Gouvernement Impérial et Royal ne pense-t-il  
« pas que le Congrès élèverait en principe une objection  
« contre la stipulation en vertu de laquelle, après l'éva-  
« cuation de la Bulgarie par l'armée turque, un corps d'ar-  
« mée russe serait chargé provisoirement du maintien de  
« l'ordre.

« D'un autre côté, les Plénipotentiaires de sa Majesté  
« l'Empereur et Roi ne sauraient se cacher les inconvé-  
« nients qu'il y aurait à faire dépendre l'occupation proje-  
« jetée d'un terme difficile à fixer d'avance, tel que l'achè-  
« vement de l'organisation de la milice du pays, ou d'un  
« laps de temps aussi éloigné que la durée de deux ans.

« Ils craignent qu'une pareille stipulation ne soit diffi-  
« cile à accorder avec les efforts communs des hautes puis-  
« sances signataires pour le prompt rétablissement d'une  
« paix définitive.

« Tant que les troupes de la Puissance qui a fait la guerre  
« séjourneront sur territoire étranger, l'opinion publique  
« ne considérerait pas les événements de guerre comme  
« entièrement terminés ; le crédit public et la prospérité  
« même des pays n'ayant pas pris part à la guerre reste-  
« raient exposés aux oscillations d'un ordre de choses mal  
« défini.

« Le droit ayant été réservé à la Turquie d'occuper mili-  
« tairement ses frontières des Balkans, on ne saurait perdre  
« de vue que les troupes ci-devant ennemies se trouve-  
« raient, même après la conclusion de la paix, placées en  
« face les unes des autres.

« La situation de la Roumanie forme également l'objet de  
« nos sérieuses préoccupations. Dans l'article en question,  
« il est stipulé pour les troupes Impériales russes, dans le  
« but d'assurer leurs communications, le droit de passage

« à travers ladite principauté pendant la durée de l'occupation.

« Si la durée de l'occupation restait indéfinie, ou si elle était prolongée à deux ans, cette Principauté se croirait privée de la jouissance de l'indépendance qui lui serait reconnue par l'Europe et s'en ressentirait comme d'une suspension ou limitation de ses droits.

« Le Gouvernement Impérial et Royal, eu égard à toutes ces considérations, croit qu'il serait dans l'intérêt de toutes les parties qu'il soit fixé un terme précis à l'occupation de la Bulgarie. Il lui semble en outre que le Congrès devrait pourvoir à l'éventualité où, à l'expiration de ce terme, l'état des provinces en question exigerait encore la présence d'une force armée non indigène.

« Le Gouvernement Impérial et Royal a donc l'honneur de proposer que le Congrès veuille décider :

« 1°. — La durée de l'occupation de la Principauté de la Bulgarie par les troupes Impériales russes est fixée à 6 mois à dater de la conclusion de la paix définitive.

« 2°. — Le Gouvernement Impérial russe s'engage à terminer dans un délai ultérieur de deux ou trois mois ou plus tôt, si faire se peut, le passage de ses troupes à travers la Roumanie et l'évacuation complète de cette Principauté.

« 3°. — Si, contre toute prévision, à l'expiration du délai de six mois, la présence des troupes auxiliaires étrangères en Bulgarie était, d'un commun accord, jugée nécessaire, les Grandes Puissances fourniraient des contingents dont l'ensemble serait environ de dix à quinze mille hommes, qui seraient placés sous les ordres de la Commission européenne et dont l'entretien sera à la charge du pays occupé. »

Mais la Russie, que l'on obligeait déjà à de très grands sacrifices, espérait justement se dédommager un peu des pertes subies en étendant son influence dans les Balkans. Une longue occupation par ses troupes pouvait donc servir utilement ses desseins. Elle ne voulut pas s'en aller aussi rapidement que le lui demandait l'Autriche. Elle fit valoir au Congrès que ce n'était pas seulement ses intérêts qui étaient en question, mais aussi ses sentiments. Son cœur était

attaché aux peuples des Balkans. Elle s'était efforcée de donner à la Bulgarie un régime aussi satisfaisant que possible. Elle y avait établi le Prince Tcherkasky, qui passait pour avoir administré le pays avec sagesse. Elle avait organisé un bon système administratif. Dans chaque « caza », un conseil administratif, un conseil municipal, un conseil judiciaire avaient été élus. On avait laissé à ces réunions le soin de choisir leurs présidents. Ces derniers étaient destinés à former de futures assemblées de notables.

Les plénipotentiaires russes faisaient donc ressortir que ce n'était nullement dans un esprit oppressif, mais, au contraire, dans un sens entièrement libéral, que la Russie avait conçu sa mission. Cette mission, elle l'avait prise à cœur et insistait pour que les puissances la laissassent la continuer au moins pendant un certain temps. Elle venait d'affranchir un peuple ; il était juste qu'elle contribuât à son organisation jusqu'à ce que celle-ci fût suffisamment avancée.

Le comte Andrassy n'était pas convaincu du tout. L'Autriche-Hongrie ne voulait à aucun prix que la Russie prît en Bulgarie de trop profondes racines. Elle redoutait que cette influence ne pût ultérieurement barrer la route à la sienne. Elle craignait que la Russie, avec le prestige de ses victoires récentes, la Russie, qui venait de délivrer les Bulgares, ne conquît dans le cœur des peuples balkaniques un droit trop fort à la reconnaissance.

Andrassy ne voulait à aucun prix admettre : « que la « durée d'une occupation militaire fut subordonnée à l'achèvement d'une organisation politique : ce serait là une « combinaison vague. »

Enfin, comme des pétitions étaient parvenues au Congrès, envoyées par les habitants des territoires occupés par les troupes russes et qui se plaignaient des excès commis par les Bulgares, Andrassy argua de ces documents pour « insister « sur ce fait que le Gouvernement russe avait tout intérêt à « être dégagé par l'occupation des troupes mixtes d'une responsabilité aussi grave<sup>1</sup>. »

Finalement, on arriva tout de même à un accord. La pro-

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 107.

position autrichienne fut adoptée. L'occupation russe devait durer neuf mois pour la Bulgarie et la Roumélie orientale, et un an pour la Roumanie.

\*  
\* \*

De nouvelles difficultés s'élevèrent au sujet des commissaires européens. Andrassy, dans le même esprit, demanda la substitution de commissaires européens aux commissaires russes. Lord Salisbury entra dans ces vues et appuya énergiquement la proposition autrichienne. Il affirma avoir reçu de l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople un télégramme qui donnait les détails les plus inquiétants sur la conduite du Gouverneur militaire de Bulgarie. Lord Salisbury insinuait même que les mesures prises par ce haut fonctionnaire paraissaient avoir une particulière importance et semblaient faites en vue « d'engager l'avenir politique et financier du pays. » Sans incriminer la conduite de la Russie, il était certain qu'il y avait là un danger suffisamment sérieux pour que l'Europe s'efforçât d'y parer<sup>1</sup>.

Mais les Plénipotentiaires russes ne s'inclinèrent pas. Le comte Schouvaloff insista pour le maintien du commissaire russe, faisant valoir que c'était précisément pour mieux répondre aux vœux de l'Europe et afin de pourvoir plus rapidement à l'organisation du pays qu'il fallait laisser la Russie continuer l'œuvre commencée. Mais cette œuvre était moins, aux yeux des puissances, une tentative de délivrance des chrétiens qu'un essai d'expansion de la Russie et de l'influence slave.

Schouvaloff se flattait que les choses iraient plus vite si l'on maintenait en Bulgarie l'unité d'action russe sous le contrôle de l'Europe. Le point de vue n'était certainement pas entièrement faux, car dans toute organisation, l'unité de vues est chose indispensable. Il demandait « le maintien du « Commissaire russe agissant sous le contrôle supérieur des « Ambassadeurs européens à Constantinople, dont les Con- « suls seraient les agents et les représentants<sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 112.

<sup>2</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 113.

L'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne ne cédaient pas. Lord Salisbury demandait que l'on ajoutât à l'article 7 la motion suivante :

« Le Gouvernement militaire actuel de la Principauté et  
« de la Province en matière administrative et financière sera  
« remplacé sans délai dans la Principauté par le Gouverne-  
« ment provisoire de la Commission susmentionnée, et dans  
« la Province par le Gouvernement du Sultan<sup>1</sup>. »

Finalement, une solution mixte prévalut. L'administration fut laissée à un commissaire russe assisté d'un commissaire ottoman et de consuls délégués ad hoc par les Puissances. En cas de dissentiment entre les consuls délégués, la majorité devait décider. Si des difficultés s'élevaient entre la majorité et le Commissaire russe ou ottoman, la décision était réservée aux représentants des Puissances à Constantinople (Article 6).

Une fois le Prince élu, la Bulgarie devait entrer en pleine jouissance de son autonomie.

On avait également envisagé le cas où l'élection princière n'aurait pas réussi. Il fut convenu, sur la proposition du Comte Andrassy, qu'il n'y avait pas de difficultés à ce sujet puisque, dans une semblable éventualité, les intérêts de l'Europe seraient aussi bien garantis que les intérêts de la Russie, en vertu du principe général que « les fonctions assignées par différents articles du Traité préliminaire à des commissions ou à des commissaires russes, ou russes et ottomans, seraient transférées à des commissions ou à des commissaires européens. »



Au-dessous de la Bulgarie se trouvait la Province de Roumélie Orientale, qui s'étendait jusqu'aux pachaliks d'Andrinople et de Sérès.

Elle retombait sous le pouvoir du Sultan. Mais un Gouverneur Général chrétien y devait être nommé par la Porte, avec l'assentiment des Puissances, pour un terme de cinq

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 114.

années. Une gendarmerie indigène et une milice locale devaient être formées. Leurs officiers seraient nommés par le Sultan. D'après l'article 16 du Traité, le Gouverneur Général avait le droit d'appeler les troupes ottomanes dans le cas où la sécurité intérieure ou extérieure de la Province se trouverait menacée. Mais, dans cette éventualité, le Gouvernement Ottoman devait en rendre compte aux Représentants des Puissances à Constantinople.

Enfin la Macédoine tout entière, qui avait un moment rêvé de s'émanciper, retombait sous le joug du Sultan et de son administration.

Sans doute l'article 23 du Traité exigeait bien que des règlements spéciaux, adaptés aux besoins locaux, fussent introduits dans les parties de la Turquie d'Europe, pour lesquelles une organisation particulière n'avait pas été prévue par le Traité. Dans chaque Province, des Commissions spéciales devaient être chargées d'élaborer les détails des nouveaux règlements. Les projets d'organisation résultant de ces travaux devaient être soumis à l'examen de la Sublime-Porte qui prendrait, avant de les promulguer, l'avis de la Commission Européenne instituée pour la Roumélie Orientale.

Malheureusement le Traité exigeait, pour toutes ces réformes, le concours de la Porte. Il ne pouvait sans doute agir autrement sur un territoire de souveraineté ottomane ; mais les réformes avaient dès lors peu de chances d'être réalisées.

Pour la Roumélie Orientale et la Macédoine, la Turquie avait d'ailleurs, selon sa coutume, eu l'habileté de montrer les divisions des habitants du pays. Ceux-ci, en effet, n'étaient pas tous Slaves ni orthodoxes. Ceux qui ne l'étaient pas redoutaient le joug Bulgare, presque à l'égal du joug Turc. Ils émirent des protestations, et le Gouvernement du Sultan ne manqua pas de faire valoir ces arguments auprès des Puissances qui lui étaient favorables.

\*  
\* \*

Les représentants de l'Europe avaient maintenant terminé le dépècement de la Bulgarie. Pour effectuer cette œuvre,

ils ne s'étaient basés sur aucun principe autre que leur intérêt. C'était l'œuvre de l'Autriche-Hongrie et de la Grande-Bretagne. Lord Salisbury n'avait pas caché le sentiment de regret avec lequel les puissances méditerranéennes avaient accueilli l'admission au littoral de la mer Egée d'une nouvelle puissance maritime<sup>1</sup>.

Mais, après tout, cette nouvelle puissance, si grande eût-elle été en comprenant la Roumélie orientale et la Macédoine, n'était pas de taille à causer à l'Angleterre un préjudice sérieux. Il est vrai que la Russie était derrière la Bulgarie; mais cette principauté ne pouvait communiquer directement avec le Grand Empire Slave. Il eût fallu que ce dernier, pour aider la Bulgarie, passât par la Roumanie, dont il occupait à ce moment — il est vrai — le territoire, mais qu'il serait obligé d'évacuer à la fin de l'occupation des Balkans.

Le danger de la Grande-Bulgarie existait donc, surtout pour l'Autriche-Hongrie. Le comte Andrassy, dans la circonstance, manœuvra avec une habileté parfaite. Il poussa autant qu'il le put Lord Salisbury à intervenir et, tout en prenant part énergiquement lui-même à la discussion, il sut, lui qui avait l'intérêt le plus fort, ne pas prendre à la lutte la part principale.

La Grande-Bulgarie eût barré pour toujours à l'Autriche-Hongrie la route de Salonique et de l'Asie-Mineure. Son avenir eût été désormais limité. En disloquant le nouvel Etat slave, l'Autriche-Hongrie marquait sa puissance et préparait les voies à son expansion future.

---

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit., p. 77.

## CHAPITRE V

### Roumanie

La gloire de la Roumanie. — Les prétentions de la Russie sur la Bessarabie. — Le Traité de Paris. — La Dobroudja. — L'indignation roumaine. — L'attitude d'Andrassy et de Bismarck. — Le « sentiment de dignité blessée. » — La Roumanie sacrifiée. — La reconnaissance de son indépendance.

La Roumanie avait pris à la guerre russo-turque une part que l'on peut qualifier d'héroïque. L'armée roumaine avait, au cours de la guerre, atteint le chiffre de 70.000 hommes. Au siège de Plevna, les Roumains avaient presque décidé de la prise de la ville. Sous les murs de cette forteresse, la Roumanie avait perdu plus de 40.000 de ses enfants, tombés pour conquérir à leur patrie l'indépendance.

Malgré cela, la Russie, très mécontente naturellement de voir les grandes Puissances lui enlever peu à peu le fruit principal de ses victoires, se rabattit sur une partie de la Bessarabie, qu'elle avait été obligée au Traité de Paris de céder à la Roumanie.

La Bessarabie avait été cédée par le Sultan au Tzar Alexandre I<sup>er</sup> en 1812. Au Traité d'Andrinople de 1829, la Russie, cherchant à se rapprocher du Danube, gagna les bouches de ce fleuve. Mais, en 1856, les Puissances qui venaient de vaincre la Russie, cherchèrent à la refouler partout. Pour

l'écarter du Danube, on l'obligea à céder à la Moldavie les districts de Bolgrad, d'Ismail et de Kohol, au Sud de la Bessarabie. C'étaient ces conséquences du Traité de Paris que le Cabinet russe voulait maintenant faire disparaître. Et il y tenait comme à une question d'amour-propre.

Les Plénipotentiaires russes savaient d'ailleurs qu'ils obtiendraient à ce sujet ce qu'ils voudraient. Le Memorandum secret signé entre le comte Schouvaloff et l'Angleterre mentionnait que les Plénipotentiaires anglais se borneraient à empêcher la cession de la Bessarabie, mais ne s'y opposeraient pas formellement.

La Roumanie s'indigna des prétentions russes. Eh quoi ! elle s'était décidée à offrir à la Russie le passage sur son territoire, et même l'appui de ses troupes, pour qu'en fin de compte elle fût dépouillée par son alliée.

La Russie lui objectait que c'était à elle que la Roumanie devait d'avoir obtenu son indépendance. Les Roumains le reconnaissaient volontiers, mais n'estimaient pas que ce fût suffisant ni qu'ils dussent à leur alliée, pour obtenir cette indépendance, une compensation territoriale.

Les grandes Puissances hésitaient. Elles étaient dans les Balkans toujours favorables par principe aux petits Etats contre les grands. En outre, dépouiller la Roumanie, même d'un territoire assez peu important, paraissait singulièrement injustifié. Aussi les Plénipotentiaires ne montraient-ils aucun enthousiasme pour la proposition russe. La Russie, il est vrai, offrait à la Roumanie de lui faire donner en compensation le territoire situé au Sud de la Dobroudja et qui faisait partie de la Bulgarie. Mais la Roumanie estimait que le gain d'un territoire bulgare ne pouvait servir de compensation à la perte d'une contrée faisant partie de son corps même. Elle protestait. Le comte Schouvaloff indiqua le point de vue russe. Il expliqua que, pour la Russie, la question de Bessarabie pouvait être envisagée soit comme une question d'ambition ou d'intérêt, soit comme une question d'honneur. La Russie, affirmait-il, l'a réduite à une question d'honneur. Le territoire qu'elle demande ne constitue pas une ingérence dans la navigation du Danube et, comme elle offre à la Rou-

manie la compensation de la Dobroudja, elle est convaincue que cette Puissance acceptera <sup>1</sup>.

Andrassy et Bismarck eurent dans cette affaire une attitude assez curieuse. On eût pu croire que, suivant la pente logique de leur politique, ils allaient chercher à faire de nouveau échec à la Russie et soutenir pour cela les protestations roumaines.

Il n'en fut rien.

Andrassy se lava les mains du sacrifice de la Roumanie. Il faisait profession de chercher autant que possible les solutions « définitives » et par là sans doute entendait-il les solutions qui satisfaisaient les grands Etats, lesquels auraient pu dans l'avenir prouver leur mécontentement <sup>2</sup>. En outre, il est probable qu'il ne vit pas avec défaveur la diplomatie russe en difficultés avec son alliée roumaine. Vers quelle puissance, sinon vers l'Autriche, pouvait se tourner dans l'avenir une Roumanie qui s'estimerait lésée par la Russie ?

Bismarck partageait bien sans doute ce sentiment. D'ailleurs la question ne lui paraissait pas assez importante pour arrêter longtemps l'attention des Puissances. Ce fut à cette occasion qu'il tint ce langage extraordinaire qui marquait si bien son culte de la force. Il exprima l'idée que « l'œuvre du Congrès serait incomplète si la haute Assemblée laissait subsister une disposition à laquelle se rattacherait pour l'avenir un souvenir pénible à la nation russe, « tandis que les intérêts de la Roumanie ne paraissaient pas « contraires à l'échange proposé. Il craint que le Congrès, « en se refusant à satisfaire un sentiment historique de la « Russie, n'atténue les chances de durée de son œuvre <sup>3</sup>. »

Et plus loin.... « L'œuvre du Congrès ne saurait, à son « avis, être durable, ainsi qu'il l'a déjà fait remarquer, si « un sentiment de dignité blessée subsistait dans la politique « à venir d'un Grand Empire <sup>4</sup>. »

On ne saurait mieux dire, ni affirmer plus élégamment que l'on cède au lion parce qu'il est puissant et que l'on

<sup>1</sup> *Libre Jaune*, op. cit. p. 159.

<sup>2</sup> *Libre Jaune*, op. cit. p. 168.

<sup>3</sup> *Libre Jaune*, op. cit. p. 160.

<sup>4</sup> *Libre Jaune*, op. cit. p. 169.

tond le mouton parce qu'il est doux. Bismarck d'ailleurs, s'il désirait un recul de la Russie, ne voulait pas s'en faire un ennemi personnel.

A la séance du 1<sup>er</sup> juillet 1878, les Roumains avaient protesté. Ils se basaient sur le traité d'alliance qu'ils avaient signé avec la Russie au commencement de la guerre et par lequel la grande puissance slave leur garantissait *l'intégrité actuelle du territoire roumain*.

La convention du 16 avril 1877 devait protéger la Roumanie victorieuse de toute atteinte, à plus forte raison empêcher qu'on ne lui enlevât un territoire aussi important et aussi prospère au point de vue commercial que la Bessarabie <sup>1</sup>.

Les protestations de la Roumanie restèrent vaines et, malgré tout, les Puissances, par l'article 45 du Traité, donnèrent satisfaction à la Russie : « La Principauté de Roumanie rétrocède à Sa Majesté l'Empereur de Russie la portion du territoire de la Bessarabie détachée de la Russie en suite du Traité de Paris de 1856, limitée à l'Ouest par le thalweg du Pruth, au Midi par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure de Stary-Stamboul. »

L'article 46 stipulait les compensations : « ... La Principauté reçoit en outre le territoire situé au Sud de la Dobroudja jusqu'à une ligne ayant son point de départ à l'Est de Silistrie et aboutissant à la Mer Noire, au Sud de Mangalia... »

La seule condition que mirent les Plénipotentiaires à la proclamation de l'indépendance roumaine fut, outre la rétrocession, indiquée plus haut, de la Bessarabie à la Russie, l'établissement de l'égalité des cultes. Ceci fut fait sur l'initiative des représentants de la France ; mais l'Autriche-Hongrie y était particulièrement intéressée. C'était elle qui exerçait en effet la protection la plus étendue sur les catholiques et les israélites de Roumanie. Les Puissances, contrairement aux désirs du Gouvernement roumain, entrèrent dans les vues des diplomates français et autrichiens.

Comme pour la Bulgarie d'ailleurs, il était également sti-

<sup>1</sup> Livre Jaune, op. cit. p. 164.

pulé (article 48) qu'aucun droit de transit ne pouvait être prélevé en Roumanie sur les marchandises traversant la Principauté.

Enfin, et comme les troupes russes étaient autorisées à occuper encore pendant neuf mois la Roumélie Orientale et la Bulgarie, on leur donna le droit de demeurer un an en Roumanie afin de leur permettre, le moment venu, de rentrer en Russie en passant par la Principauté.

---

## CHAPITRE VI

### Danube

Les droits des riverains. — Les principes du Traité de Vienne. — La Commission Européenne du Traité de Paris. — Extension des avantages de l'Autriche-Hongrie. — L'article 55 du Traité.

Le Congrès de Berlin, qui n'hésita pas à établir des situations originales, en créait quelques-unes à propos du Danube. Un des principes du droit des gens est que les riverains ont sur le fleuve qui traverse leur territoire un droit souverain, à moins qu'il ne s'agisse d'entraver la liberté de la navigation ou du commerce.

On trouve au Traité de Berlin deux dérogations à ce principe :

1°. — L'article 55 du Traité de Berlin impose aux riverains d'accepter, pour la partie du Danube, des Portes de Fer à Galatz, les règlements faits par la Commission Européenne et de les mettre en harmonie avec ceux que cette assemblée déciderait d'édicter pour le parcours en aval de Galatz.

2°. — L'article 57 confie à *l'Autriche seule, quoique non riveraine*, l'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles de la navigation aux Portes de Fer.

L'article 55 était ainsi conçu :

« Art. 55. — Les règlements de navigation, de police « fluviale et de surveillance, depuis les Portes de Fer jusqu'à

« Galatz, seront élaborés par la Commission Européenne,  
« assistée de Délégués des Etats riverains et mis en harmonie  
« avec ceux qui ont été ou qui seraient édictés pour le par-  
« cours en aval de Galatz. »

L'article manquait de précision et de clarté. Il chargeait bien la Commission Européenne, d'élaborer des règlements, mais n'indiquait pas quelle autorité serait chargée de les appliquer.

On ne pouvait admettre que cet article eût voulu confier, pour la partie du Danube des Portes de Fer à Galatz, le pouvoir exécutif à la Commission Européenne, puisque l'on définissait le rôle accordé à cette Commission, rôle qui ne consistait qu'à élaborer les règlements. Rien ne permettait non plus de donner l'autorité exécutive à une Assemblée générale de tous les riverains du fleuve, depuis sa source jusqu'à son embouchure. Confierait-on cette charge à un organe spécialement créé à cet effet, et auquel un mandat européen nettement constitué et le consentement des Etats riverains (d'un côté, la Roumanie, de l'autre la Serbie et la Bulgarie) devaient être indispensables ? Puisque le Traité donnait à la Commission Européenne le droit d'élaborer des règlements, il semblait naturel que, si la création d'une autorité différente était ultérieurement reconnue nécessaire pour le parcours des Portes de Fer à Galatz, cette autorité nouvelle dût être une Délégation de la Commission Européenne ou dépendît d'elle.

L'article 55 ne pouvait manquer de donner dans la suite naissance à des difficultés. Il n'avait pas précisé si la Commission Européenne exercerait sur cette partie du Danube la prédominance, et cette lacune devait servir ultérieurement d'argumentation à l'Autriche-Hongrie. Celle-ci en effet aurait dans la suite intérêt à prétendre que jamais l'intention du Congrès n'avait été de donner à la Commission Européenne une si haute importance. Le rôle de la Commission devait, dans l'esprit des Diplomates autrichiens, être réduit à l'élaboration des règlements, mais, pour leur exécution, un organe entièrement indépendant devait être créé, et il n'était nullement nécessaire, à leurs yeux, qu'il dépendît de la Commission. La Diplomatie autrichienne devait interpréter l'ar-

ticle dans le sens le plus restrictif de l'action européenne.

De plus, l'article 55 stipulait, pour l'élaboration des règlements, la présence de Délégués des Etats riverains. Il y avait là une source nouvelle de difficultés. Les riverains ne pouvaient, en effet, voir d'un très bon œil les droits accordés à la Commission sur une zone où, au point de vue des principes, ils eussent dû être seuls appelés à établir une réglementation.

La seule solution juridique aurait donc été de s'en remettre aux principes généraux et à cet effet, de laisser le droit d'exécution, droit inhérent à la souveraineté territoriale, aux riverains de cette partie du fleuve, c'est-à-dire à la Roumanie, à la Serbie et à la Bulgarie. Il était inadmissible que, sous le prétexte que le Danube était une voie de communication internationale, l'on enlevât aux riverains des droits indiscutables lorsqu'il n'y avait pas à une semblable mesure nécessité absolue.

Si l'on voulait, malgré les principes, constituer sur la partie du Danube située entre les Portes de Fer et Galatz une autorité particulière, il fallait tout au moins que celle-ci reçût un mandat de l'Europe et respectât les droits des riverains en n'agissant pas sans leur concours.

Au point de vue des principes donc, si l'on créait un organe spécial, celui-ci devait tout naturellement comprendre les Etats riverains. Pour admettre en son sein un autre Etat, il fallait que celui-ci eût reçu de l'Europe un mandat solennel.

Les Représentants de l'Europe au Congrès de Berlin n'avaient pas voulu s'appesantir sur ce sujet. Le Baron Haymerlé avait en effet présenté au Congrès, dans la séance du 2 juillet 1878, un projet ainsi formulé : « Un Commissaire « délégué par la Commission Européenne veillera à l'exécution de ces règlements » ».

Mais les Représentants de la Russie ne voulurent pas admettre ce système. Dans la séance du 4 juillet 1878, ils proposèrent de confier à une Commission spéciale, composée de tous les Etats riverains, la révision de l'Acte public du 2 novembre 1863 : « L'Acte public du 2 novembre 1863....

<sup>1</sup> Les règlements élaborés par la Commission Européenne.

« sera revisé pour être mis en harmonie avec les circonstances actuelles. Ce travail sera confié à une Commission spéciale, où seront admis des Commissaires de tous les Etats riverains, et soumis à l'examen et à la sanction définitive d'une Conférence des Représentants des Puissances signataires<sup>4</sup>. »

Mais les Plénipotentiaires ne voulaient considérer que les grandes lignes de chaque question et se refusaient à entrer dans les détails. La proposition autrichienne et le contre-projet russe furent tous deux écartés et la question resta pendante.

De ce silence de l'Europe, l'Autriche-Hongrie devait plus tard tirer parti.

Au point de vue général, ce que voulaient les grandes Puissances, c'était maintenir la liberté de la navigation sur le Danube et l'étendre sur le cours du fleuve aussi haut que possible. L'Assemblée décida donc que toutes les forteresses et fortifications élevées sur le parcours du fleuve depuis les Portes de Fer jusqu'à ses embouchures seraient rasées. Il fut interdit aux bâtiments de guerre de naviguer en aval des Portes de Fer, sauf pour les bâtiments légers de la police et de la douane.

La Commission Européenne, fondée au Traité de Paris de 1856, voyait ses attributions étendues. Elle exerçait maintenant ses fonctions jusqu'à Galatz et recevait en même temps confirmation de tous les droits et privilèges qui lui avaient été précédemment accordés.

Le point le plus important pour l'Autriche-Hongrie était le privilège exclusif qu'elle obtenait de pourvoir à l'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles que les Portes de Fer et les cataractes opposaient à la navigation. Les Etats riverains devaient lui donner à ce sujet toutes facilités.

L'article 6 du Traité de Londres du 13 mars 1871 avait stipulé qu'une taxe provisoire pourrait être établie pour couvrir les frais des travaux exécutés. Ces taxes furent maintenues au profit de l'Autriche-Hongrie. L'Europe autorisait

<sup>4</sup> *Livre jaune*, op. cit., p. 193.

donc en faveur des Habsbourg une importante dérogation aux principes du Congrès de Vienne : « Chaque Etat riverain est chargé de l'entretien des chemins de halage qui passent sur son territoire et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, pour ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation. »

Tous ces avantages passaient maintenant à l'Autriche-Hongrie. En théorie, c'était dans un but d'intérêt général. En pratique, le Gouvernement de Vienne savait bien le bénéfice qu'il aurait en se les faisant octroyer.

Le majestueux fleuve du centre de l'Europe allait devenir de plus en plus la grande voie du commerce allemand. M. de Bismarck essayait de le nier, lorsqu'il disait au Congrès que « l'opinion qui représente le Danube comme la grande artère du commerce allemand avec l'Orient repose sur une fiction, et que les navires allemands venant d'en amont de Ratisbonne ne descendent pas le Danube pour exporter des marchandises allemandes en Orient ».

En fait, son cours, amélioré, allait bientôt relier la mer Noire et la mer du Nord à travers tous les pays germaniques. L'Autriche-Hongrie était maîtresse de la plus grande partie du fleuve, et ses marchandises pouvaient, sans quitter leur pavillon national, s'élancer à la conquête économique de l'Orient....

---

## CHAPITRE VII

### Serbie

L'indépendance. — M. Ristich. — Les raisons de l'appui autrichien.

Les Puissances reconnaissaient au Traité de Berlin l'indépendance de la Principauté de Serbie. Elles mettaient à cette reconnaissance la même condition qu'elles posaient pour la Roumanie : la proclamation de la liberté religieuse.

Pour la Serbie comme pour les autres pays balkaniques qu'elles avaient à réorganiser, les Puissances décidèrent qu'aucun droit de transit ne pourrait être élevé sur les marchandises traversant la Serbie. Plus encore pour cet Etat que pour aucun autre pays des Balkans, c'était l'Autriche-Hongrie qui se trouvait à même de profiter de cette mesure.

Des difficultés s'élevèrent au sujet de l'attribution des deux points de Pirot et de Trn. Allait-on les donner tous deux à la Serbie ou donner l'un à la Serbie, l'autre à la Bulgarie ?

L'Autriche-Hongrie, alors favorable à la Serbie, la soutenait énergiquement. Andrassy insistait sur le fait que ces deux points contenaient une population de race serbe. Mais le comte Schouvaloff intervint au nom des Plénipotentiaires russes, faisant valoir que ces deux centres étaient occupés par une population de race bulgare. M. Ristich, représen-

tant de la Serbie, avait insisté en disant qu'au contraire, si les habitants de ces deux villes pouvaient être consultés, ils se proclameraient unanimement en faveur de l'annexion à la Serbie. Des pétitions avaient même été présentées par les habitants en faveur de l'annexion à cet Etat. Mais les Plénipotentiaires russes en contestaient la valeur<sup>1</sup>.

Finalement, les diplomates européens, insuffisamment éclairés au milieu de toutes ces affirmations contradictoires, attribuèrent Pirot à la Serbie et Trn à la Bulgarie<sup>2</sup>.

Toutes les Puissances avaient été favorables à l'indépendance de la Serbie, mais, parmi celles-ci, l'Autriche-Hongrie l'était plus que toute autre. Tant que la Serbie ne possédait que l'autonomie, mais faisait encore partie de l'Empire ottoman, elle avait les débouchés de cet Empire lui-même. En lui donnant l'indépendance, on fermait derrière elle la frontière ottomane. Elle n'avait pas de débouché sur la Mer. L'Autriche-Hongrie pouvait donc sans folie calculer qu'un moment viendrait où la Serbie tomberait dans sa dépendance. D'abord, la Serbie devait établir la liberté religieuse, c'est-à-dire autoriser des Confessions, dont un certain nombre se trouvaient placées sous la protection officielle de l'Autriche, à exercer librement leur culte. De plus, la Serbie devait laisser transiter sans taxe les marchandises autrichiennes s'en allant vers l'Orient. Elle devait être dans l'avenir économiquement resserrée, étouffée. Sans doute, elle disposait de la voie du Danube, mais outre que cette voie avait encore besoin de multiples améliorations, elle exigeait de nombreux transbordements et de grands détours pour aller vers l'Occident.

Toutes les machines, tout l'outillage industriel dont un pays s'éveillant à la civilisation moderne a besoin, devait naturellement lui venir d'Autriche-Hongrie. Celle-ci envoyait du côté de la Serbie, qu'elle venait de soutenir au Congrès, tout un avenir brillant que les temps futurs ne devaient peut-être pas justifier entièrement...

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 227.

<sup>2</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 228.

## CHAPITRE VIII

### Monténégro

Ses gains : Antivari et son littoral. — Spizza à l'Autriche-Hongrie. — L'Italie et l'Albanie. — L'interdiction des fortifications monténégriennes sur la Bojana. — Les bâtiments et le pavillon de guerre. — La police maritime et sanitaire. — L'importance des droits accordés à l'Autriche-Hongrie. — L'encerclement du Monténégro. — Les Mir-dites. — l'Albanie.

L'Autriche-Hongrie compta un nouveau succès lorsqu'il fallut régler le sort du Monténégro. Celui-ci reçut des agrandissements. Il obtint Antivari et son littoral<sup>1</sup>, mais sous les conditions suivantes : « Les contrées situées au sud  
« de ce territoire, d'après la limitation ci-dessus déterminée  
« jusqu'à la Bojana, y compris Dulcigno, seront restituées  
« à la Turquie. »

L'Autriche-Hongrie obtenait un avantage territorial immédiat : « La commune de Spizza, jusqu'à la limite septentrionale du territoire indiqué dans la description  
« détaillée des frontières, sera incorporée à la Dalmatie. » Ce village était un point stratégique intéressant, par lequel l'Autriche-Hongrie pouvait surveiller de plus près le Monténégro.

Ce ne fut pas toutefois sans difficulté que l'Autriche-

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 141.

Hongrie obtint satisfaction sur ce point. Elle avait ici un adversaire différent : l'Italie. Le comte de Launay, qui représentait cette Puissance, demandait vivement quels étaient les motifs qui poussaient l'Autriche-Hongrie à demander cette annexion. Il faisait valoir que l'Italie avait dans l'Adriatique des intérêts majeurs.

Le Baron Haymerlé répondit au nom de l'Autriche que le territoire demandé était petit (une demie ou trois quarts de lieue carrée d'étendue — population d'environ trois cent cinquante familles), que l'Autriche-Hongrie n'avait pas d'autres motifs en demandant Spizza que de dominer ainsi la position d'Antivari, dans le but de surveiller ce port ainsi que son littoral et de lui conserver un caractère purement commercial<sup>1</sup>.

Le Gouvernement de Vienne obtenait qu'il ne fut pas construit de fortifications sur le parcours de la Bojana. Le Monténégro conservait seulement le droit d'y faire les travaux nécessaires à la défense locale de la Place de Scutari, et encore ces travaux ne pouvaient-ils s'étendre au-delà d'une limite de six kilomètres de cette ville. L'Autriche-Hongrie, qui savait combien remuant était le petit et vaillant Royaume, avait sans doute voulu se prémunir contre toute difficulté de ce côté.

L'Autriche-Hongrie se trouvait maintenant seule maîtresse sur toute la côte Nord de l'Adriatique, et le Monténégro ne pouvait même avoir « ni bâtiments, ni pavillon de guerre. » C'était une singulière *capitis diminutio* que les Puissances imposaient au petit Etat. Cette restriction de la souveraineté était au moins bizarre, en tout cas choquante.

Mais l'Autriche-Hongrie, très prévoyante, prenait ses précautions pour l'avenir. Non seulement le Monténégro ne pourrait jamais avoir de marine de guerre, mais encore aucune puissance ne pourrait jamais se servir de ce pays comme base d'opérations contre l'Autriche-Hongrie, parce que... « Le port d'Antivari et toutes les eaux du Monténégro « resteront fermés aux bâtiments de guerre de toutes les

<sup>1</sup> Article 29.

« nations. Les fortifications élevées entre le lac et le littoral sur le territoire monténégrin seront rasées, et il ne pourra en être élevé de nouvelles dans cette région. »

Tous ces avantages accordés à l'Autriche-Hongrie, bien qu'exorbitants, n'étaient encore que négatifs. Le Congrès lui accordait maintenant des droits positifs sur son petit voisin. Il donnait en effet à l'Autriche-Hongrie la police maritime et sanitaire d'Antivari et de la côte du Monténégro. Cette surveillance devait être exercée par des bâtiments légers gardes-côtes. Le Monténégro était en outre contraint d'adopter la législation maritime en vigueur en Dalmatie.

L'Autriche-Hongrie s'engageait d'autre part à accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin. Mais c'était là plutôt une aggravation de la situation qu'une compensation.

Enfin le Monténégro devait s'entendre avec le Gouvernement de Vienne pour la construction et l'entretien à travers le nouveau territoire monténégrin, d'une route et d'un chemin de fer, voies sur lesquelles une entière liberté de communication devait être assurée.

On a, en vérité, une impression bien singulière quand on examine toutes ces clauses. On se demande pourquoi les Puissances se laissèrent aller à céder à l'Autriche-Hongrie des droits si nombreux et si graves que le Monténégro paraissait presque une zone réservée à l'influence autrichienne. En échange, il est vrai, le Monténégro, sous condition toujours d'établir chez lui la liberté religieuse, obtenait la reconnaissance de son indépendance par la Porte et par celles des Puissances qui ne l'avaient pas encore admise. Mais cette indépendance, après toutes les restrictions établies au profit de l'Autriche-Hongrie, ne paraissait pas être pour lui de grande valeur. Il ne pouvait assurer la protection de sa frontière, ni protéger ses côtes. Sa police maritime était confiée à une voisine redoutable et, sans l'autorisation de celle-ci, il ne pouvait même pas construire sur son propre territoire un chemin de fer ni une route.

L'Autriche l'encerclait en somme de son influence grandissante.

Il ne faudrait d'ailleurs pas passer ici sous silence les vues de l'Autriche sur l'Albanie, et c'était aussi parce que son

influence en Monténégro devait augmenter son prestige en Albanie qu'elle trouvait l'Italie devant elle. Cette dernière émettait déjà des prétentions, — assez vagues il est vrai — sur l'Albanie et la Tripolitaine. Mais elles étaient peu écoulées<sup>1</sup>.

Celles des Plénipotentiaires autrichiens l'étaient davantage. L'Autriche-Hongrie, unie d'ailleurs à la France, intervenait en faveur des Mirdites, tribu catholique albanaise qui se réclamait à travers l'Histoire de la protection de ces deux Puissances. Le Gouvernement de Vienne ne laissait décidément en souffrance aucun de ses intérêts. Ce qu'il voulait, c'était faire maintenir à ces tribus leurs privilèges et leur autonomie séculaires. Son idée était d'empêcher le Gouvernement turc d'affermir son pouvoir en Albanie. L'Autriche-Hongrie désirait maintenir dans ces pays un état de choses non centralisé, qui lui permit à l'occasion de laisser des troubles se produire et d'intervenir elle-même ensuite ; car elle savait bien que, si la France était toujours protectrice traditionnelle des chrétiens du culte catholique dans l'Empire ottoman, cette Puissance se trouvait moins directement intéressée que l'Autriche-Hongrie à intervenir dans les Balkans. Il y avait donc des chances pour que le Gouvernement de Vienne fût dans l'avenir appelé à agir seul.

Malgré l'opposition des Plénipotentiaires ottomans, qui se plaignaient que l'on créât toujours en Turquie des situations particulières qui s'opposeraient dans l'avenir à toute réforme générale, les diplomates européens, favorables aux autonomies, inclinèrent à accepter la thèse autrichienne. La question Mirdite resta dans l'état où elle se trouvait, après une entente entre les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et de France d'une part, de Turquie d'autre part, ces derniers ayant affirmé que la Porte n'avait l'intention de rien changer dans l'avenir à la situation particulière des Mirdites. Le Congrès prit acte de cette entente<sup>1</sup>.

L'Autriche-Hongrie était satisfaite.

<sup>1</sup> Baron Jehan de Witte. *L'Evolution de la Question d'Orient dans les Balkans*, p. 42.

<sup>1</sup> *Livre Jaune*. op. cit. p. 206-207.

## CHAPITRE IX

### Bosnie-Herzégovine

La Convention de Reichstadt. — Les conditions de sa validité. — Les déclarations d'Andrassy à la Délégation autrichienne. — Les aspirations des Serbes vers l'Adriatique. — Les visées autrichiennes sur Salonique. — Andrassy au Congrès. — Les propositions de l'Autriche. — Salisbury et l'appui de la Grande-Bretagne. — Chypre rançon de la Bosnie-Herzégovine. — L'accord du 4 juin 1878. — Les raisons de l'Angleterre. — Bismarck favorable à l'expansion autrichienne. — Les protestations turques. — La Russie et la combinaison autrichienne. — L'article 25 du Traité. — La clause secrète austro-turque. — L'occupation et l'administration de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. — La durée de cette occupation. — M. Ristich et Bismarck. — Le triomphe autrichien. — Les avantages commerciaux. — L'encerclement de la Serbie.

L'Autriche-Hongrie au Congrès s'intéressait à tout, intervenait dans tout.

La partie la plus grosse se joua pour elle à propos de la Bosnie-Herzégovine. La Convention de Reichstadt du 8 juillet 1876 avait été transformée, au mois de janvier 1877, en un Traité de Vienne qui ne comprenait que trois articles, stipulant que l'Autriche-Hongrie s'engageait à conserver pendant la guerre russo-turque une neutralité favorable à la Russie, et promettant à l'Autriche-Hongrie le droit *d'occuper* la Bosnie et l'Herzégovine, *si* la guerre forçait la Turquie à évacuer la rive européenne du Bosphore, *si* une Grande-

Bulgarie était créée, et si l'agrandissement de la Serbie et du Monténégro se poursuivait jusqu'à ce que les frontières de ces Etats se touchassent.

C'étaient beaucoup de « si » avant d'arriver à un résultat effectif. Le comte Andrassy d'ailleurs ne s'en inquiétait pas outre mesure ; son idée était sans doute de ne pas tenir strictement compte des conditions fixées.

Dès le 19 décembre 1877, il disait en parlant de la Serbie, dans une des séances de la Commission Budgétaire de la Délégation Autrichienne, que l'Autriche-Hongrie s'était déclarée neutre sous la sauvegarde de ses intérêts, mais que... « Si toutefois la Serbie agit de telle façon que nos « intérêts viennent à être lésés, si par exemple, elle envahit « la Bosnie et l'Herzégovine, nous n'hésiterons pas à for- « muler des réclamations et s'il n'en est pas tenu compte, « nous ferons intervenir la force militaire.... »

Le point de vue autrichien et le point de vue russe différaient totalement. Alors que l'Autriche-Hongrie considérait avant tout les nécessités de son expansion vers l'Est, la Russie s'en tenait à la lettre des Traités signés, et puisque les conditions que ces Traités posaient ne s'étaient par réalisées, elle considérait qu'elle ne devait évidemment pas assurer à l'Autriche-Hongrie des profits qui n'étaient que la contre-partie d'avantages qu'elle-même devait obtenir mais n'avait pas obtenus.

C'était ce que considérait le Chancelier Gortchakoff lorsqu'il télégraphiait à la date du 2 mai 1878 à M. de Novikow : « La possession du territoire assurerait à l'Autriche une « situation politique et militaire trop dominante ; elle pour- « rait exercer une pression si forte d'un côté sur la Serbie, « de l'autre sur le Monténégro, qu'en réalité ces deux Prin- « cipautés deviendraient une enclave. Tout développement « ultérieur leur serait rendu impossible. Et pourtant cet « avenir, c'est l'avenir de toutes les populations slaves. La « force des circonstances peut nous décider à la remise de « leur délivrance entière, mais nous n'avons pas le droit de « compromettre leur avenir. »

Cet avenir, les prétentions de l'Autriche allaient le compromettre singulièrement. Le Gouvernement de Vienne

avait pour intervenir des raisons capitales. Celles que soumit au Congrès le comte Andrassy étaient fort importantes, mais les plus sérieuses étaient celles qui ne furent pas dites nettement. Les voici :

D'abord, il fallait barrer aux Serbes la route de l'Adriatique. Cette voie leur eut permis d'échapper à la prépondérance économique autrichienne. Bien plus, c'eût été par une Serbie comprenant tous les pays de race serbe et riveraine de la Mer Adriatique que se seraient écoulés tous les objets de poids lourd et valeur réduite à destination de l'Ouest de l'Europe et venant de Roumanie, de Bulgarie et de Turquie. L'Autriche eut ainsi perdu l'immense bénéfice de son transit.

Secondement, si les Serbes arrivaient aux bords de l'Adriatique, la marche autrichienne vers Salonique était interrompue ; la route était barrée. Il fallait à tout prix maintenir un passage par lequel pourrait s'infiltrer la poussée autrichienne et par lequel aussi les produits de l'Empire pourraient atteindre les pays ottomans.

En outre, si l'Autriche-Hongrie n'intervenait pas dès maintenant, il était à prévoir qu'un jour ou l'autre une fusion se produirait entre la Serbie, le Monténégro, la Bosnie et l'Herzégovine. C'était un grave danger pour l'empire dualiste, que de laisser se former à son flanc un grand royaume serbe, dont la puissance très sérieuse pourrait encourager à la résistance les Slaves de l'intérieur.

Enfin, le littoral autrichien lui-même ne serait plus protégé. Toute une partie de l'Empire, la Dalmatie, se trouverait menacée. Andrassy s'en était parfaitement rendu compte et, en novembre 1878, il disait aux Délégations :

« Notre province maritime est une étroite bande de terre  
« qu'on pourrait comparer à une palissade. Tant qu'elle a eu  
« pour hinterland un pays tranquille — et c'était le cas de  
« la Bosnie sous la domination turque — elle était apte à  
« remplir et elle a rempli, en effet, son rôle. Mais si cet hin-  
« terland eut été l'objet d'une dévolution qui emportât en  
« soi une idée d'agrandissement basée sur l'affinité ethno-  
« graphique (allusion transparente aux revendications serbes)  
« la Dalmatie fut devenue un rempart impossible à défendre,

« et je puis déclarer à la Haute Assemblée, maintenant que  
« ce danger a disparu, que la perte de cette province n'eut plus  
« été qu'une question de temps. »

Ce que nous venons de dire concerne les causes profondes de la politique autrichienne. Sincèrement convaincu des intérêts de sa patrie dans ses moments difficiles, Andrassy n'hésita pas à poser au Congrès la question d'Herzégovine devant l'Europe.

Il mit en lumière le point de vue autrichien. De sa communication, se dégagèrent les propositions principales suivantes :

1°. — L'Autriche, de par sa situation géographique, est plus intéressée qu'aucune autre Puissance dans la question :

« Tous les Gouvernements s'accordent à reconnaître que  
« l'Autriche-Hongrie, en sa qualité de puissance limitrophe,  
« est intéressée plus que toute autre puissance au règlement  
« de l'état de choses en Bosnie et dans l'Herzégovine.

« Les belligérants ont tenu compte de ce point de vue en  
« réservant à l'entente avec l'Autriche-Hongrie, par l'article  
« 14 du Traité de paix préliminaire, la solution définitive de  
« cette question. En précisant les objections contre l'article  
« précité qui découlent de la particularité des intérêts austro-  
« hongrois, les Plénipotentiaires de S. M. Impériale et Royale  
« se croient en devoir de relever que la question Bosno-  
« Herzégovinienne, tout en concernant le plus directement  
« l'Autriche-Hongrie, ne cesse pas d'être une question  
« éminemment européenne.

« On ne saurait perdre de vue que le mouvement qui a  
« conduit à la guerre en Orient a eu son origine en Bosnie  
« et en Herzégovine.

« Les maux et les dangers qui en sont résultés pour l'Europe  
« sont connus ; l'Autriche-Hongrie en a été atteinte en première  
« ligne. »

2°. — Le Gouvernement de l'Empereur-Roi a dû laisser se produire une immigration considérable en raison de laquelle il a été acculé à des frais assez importants, à des ennuis constants, en même temps qu'à une surveillance perpétuelle sur ses frontières :

« Le nombre considérable de troupes échelonnées sur nos

« frontières n'a pas suffi pour arrêter le passage des insurgés  
« et les incursions réciproques. Les forces turques, concen-  
« trées en Bosnie au commencement des troubles, n'ont pas été  
« en mesure, quelque nombreuses qu'elles fussent, de mettre  
« un terme à une insurrection et émigration permanentes.  
« Plus de 200.000 hommes ont ainsi abandonné leurs foyers.  
« Depuis trois années, le Gouvernement Impérial et Royal  
« a dû prendre à sa charge les frais de leur entretien ;  
« 10 millions de florins ont déjà été affectés à cet usage. Se  
« méfiant du sort qui les attend à leur retour, les émigrés se  
« refusent à rentrer dans leur patrie. Ainsi, jour par jour,  
« de nouveaux et lourds sacrifices nous sont imposés, et rien  
« n'en fait présager la fin prochaine. Nos populations limi-  
« trophes souffrent des dommages incalculables de cette  
« immigration incessante et prolongée.

« En présence de cet état de choses qu'il ne lui a pas été  
« possible de prévenir, le Gouvernement Impérial et Royal  
« ne peut avoir d'autre but que d'y voir mettre fin une fois  
« pour toutes, par une solution offrant des garanties de  
« stabilité. »

3. — L'article 14 du Traité de San-Stefano est inapplicable à cause des divisions profondes qui existent dans le pays :

« L'article 14 du Traité préliminaire de San-Stefano propose  
« pour solution l'introduction d'une autonomie, telle qu'elle  
« a été communiquée aux Plénipotentiaires ottomans dans  
« la première séance de la Conférence de Constantinople.

« Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi serait  
« prêt à accepter toute solution qui laisserait entrevoir la  
« pacification prompte et définitive des Provinces dont il  
« s'agit. Toutefois, considérant leurs conditions nationales,  
« religieuses et géographiques rendues plus compliquées  
« encore par les changements territoriaux résultant de la  
« guerre, nous devons considérer la solution indiquée comme  
« tout à fait irréalisable. Des obstacles insurmontables s'y  
« opposent, tant en principe que dans l'exécution.

« La population de ces pays se compose de musulmans,  
« d'orthodoxes et de catholiques, fanatiques dans l'antago-  
« nisme qui les divise, et ne vivant pas dans les circonscrip-

« tions différentes, mais pêle-mêle dans les mêmes districts,  
« les mêmes villes, les mêmes villages. »

4° D'autre part, la Turquie, qui a beaucoup de mal à gouverner ses autres provinces, qui est complètement désorganisée, dont la situation financière est déplorable, qui vient de subir une grande défaite, est manifestement dans l'impossibilité d'accomplir elle-même en Bosnie-Herzégovine une œuvre de pacification et de sage organisation :

« La Sublime-Porte aurait pour tâche de réunir tous ces  
« éléments opposés dans le moule d'un même régime autonome. Elle devrait procéder au rapatriement des réfugiés  
« dispersés en Autriche-Hongrie et dans le Monténégro,  
« subvenir à leur entretien et, afin de rendre possible la  
« reprise du travail paisible, les munir de grains pour l'ensemencement des terres et de matériaux pour la reconstruction de leurs maisons. Elle devrait mettre en œuvre le  
« règlement de la question agraire, source principale des  
« secousses périodiques qui ont agité ces contrées, problème  
« hérissé d'obstacles au milieu d'une population déchirée  
« par les haines religieuses et les rancunes sociales, problème qu'un pouvoir fort et impartial seul peut résoudre  
« dans un pays où toute la propriété foncière se trouve dans  
« les mains des musulmans, pendant que les chrétiens laboureurs ou fermiers forment la majorité des habitants.

« En même temps que la Sublime-Porte serait appelée à des sacrifices dépassant ses moyens, l'article 14 dispose  
« qu'elle ne pourra pas recouvrer les arriérés et devra renoncer pendant deux ans encore aux revenus courants de ces  
« Provinces.

« Assurément ce n'est pas faire un reproche à la Turquie,  
« ni mettre en doute sa bonne volonté, que d'affirmer qu'elle  
« ne serait pas en mesure de suffire à cette tâche.

« Il lui serait impossible de l'accomplir dans les circonstances normales. Elle est d'autant plus irréalisable à l'issue  
« d'une guerre à peine achevée, en présence surtout de la  
« recrudescence de l'antagonisme qui se manifeste avec plus  
« de vivacité même qu'au commencement des désordres,  
« depuis que les districts habités par des musulmans se  
« trouvent où devront être placés sous la domination serbe

« et monténégrine. L'appréhension que l'autonomie, dans de  
« pareilles conditions, loin d'amener la pacification de ces  
« contrées, n'en ferait qu'un foyer permanent de troubles,  
« n'est que trop fondée.

« Il appert de l'exposé succinct qui précède qu'un règle-  
« ment durable de cette question ne saurait être atteint sur  
« la base de l'article 14. Toute tentative infructueuse d'instal-  
« ler une organisation autonome dans ces Provinces y don-  
« nerait un nouvel essort aux agitations et nous serions ainsi  
« sous peu exposés de nouveau aux dommages intolérables  
« que nous ont causés et nous causent les ébranlements dans  
« ces Provinces. »

5° Enfin l'Autriche-Hongrie voit en jeu ses intérêts vitaux et commerciaux. Elle ne peut admettre qu'un état de choses qui lui est aussi défavorable que la situation actuelle se prolonge, et soumet la question aux représentants de l'Europe entière :

« Le Gouvernement austro-hongrois doit de plus se préoc-  
« cuper de la situation géographique qui résultera pour la  
« Bosnie et l'Herzégovine, à la suite des remaniements terri-  
« toriaux qu'entraîne une délimitation nouvelle de la Serbie  
« et du Monténégro. Le rapprochement des frontières de ces  
« Principautés placerait dans ces parages les voies de com-  
« munication avec le reste de l'Orient dans des conditions  
« préjudiciables aux intérêts commerciaux de la Monarchie.

« Pour ces motifs, les Plénipotentiaires de Sa Majesté  
« Impériale et Royale Apostolique se croit en devoir d'appe-  
« ler la sérieuse attention du Congrès sur les dangers qu'en-  
« traînerait toute solution dépourvue de garanties de durée.  
« Intéressée en première ligne, comme puissance limitrophe,  
« l'Autriche-Hongrie a l'obligation de déclarer franchement  
« et ouvertement que ses intérêts les plus vitaux ne lui per-  
« mettent d'accepter qu'une solution de la question Bosno-  
« Herzégovinienne qui serait apte à amener la pacification  
« durable des dites Provinces, et à empêcher le retour d'évé-  
« nements qui ont fait courir de si graves dangers à la  
« paix de l'Europe et créé à l'Autriche-Hongrie, tout en lui  
« imposant de grands sacrifices et de graves pertes, une

« situation intolérable dont elle ne saurait accepter la prolongation. »

La question était donc très clairement posée. Andrassy savait ce qu'il faisait en la mettant sur le tapis. Il n'ignorait pas que, par son accord préétabli avec l'Angleterre et l'Allemagne, un résultat favorable à ses désirs devait logiquement se produire.

En effet, le Marquis de Salisbury prenait aussitôt la parole, et avec une netteté qui faisait éclater aux yeux des autres Plénipotentiaires l'accord des deux Empires, il formulait les propositions suivantes :

« La condition sociale et la position géographique de la Bosnie et de l'Herzégovine méritent dans la même proportion l'attention du Congrès.

« Ce sont les seules Provinces de la Turquie où les propriétaires du sol aient, presque sans exception, une croyance religieuse autre que celle des paysans.

« L'insurrection qui est résultée de cet antagonisme a donné lieu à la guerre qui vient de dévaster la Turquie, et les animosités qui séparent les deux classes de la population ne sont pas moins vives qu'elles ne l'étaient il y a trois ans.

« Elles ont été exaspérées par les passions de la classe ouvrière, et l'opposition au Gouvernement sera stimulée par les succès récents des deux Principautés voisines.

« Il n'est guère probable que la Porte soit capable de lutter aujourd'hui contre les agitations qu'elle n'était pas assez forte pour empêcher ou pour supprimer avant même que les tristes événements de ces deux dernières années fussent survenus.

« A cet effet, il faudrait un Gouvernement qui eût non seulement les moyens nécessaires pour établir une bonne administration, mais qui possédât également des forces assez prépondérantes pour supprimer toute espèce de trouble.

« Si les Puissances ne réussissent pas dès à présent à pourvoir à l'établissement d'une administration stable et forte dans ces régions, elles seront responsables du renouvellement inévitable des souffrances qui ont invoqué les

« vives sympathies de l'Europe et qui ont donné lieu à de  
« si graves événements.

« La position géographique de ces Provinces est aussi  
« d'une haute importance politique. Dans le cas où il en  
« tomberait une partie considérable entre les mains de l'une  
« des Principautés voisines, une chaîne d'Etats slaves  
« serait formée, qui s'étendrait à travers la presqu'île des  
« Balkans, et dont la force militaire menacerait les popula-  
« tions d'autre race occupant les territoires au Sud. Un  
« pareil état de choses serait sans doute plus dangereux à  
« l'indépendance de la Porte qu'aucune autre combinaison.  
« Il est cependant très probable qu'un tel résultat se produise  
« dans le cas où la Porte restera chargée de la défense de  
« ces deux Provinces éloignées. De grands dangers seraient  
« à craindre tant pour les Provinces que pour la Porte, si  
« cette dernière continuait à les occuper et à les admi-  
« nistrer.

« D'autre part, la Bosnie et l'Herzégovine ne prêtent rien  
« à la richesse, ni à la force de la Porte. On a constaté  
« dans la Conférence de Constantinople que leurs revenus  
« n'égalent pas les dépenses qui se faisaient pour leur  
« compte. La dépense nécessaire pour les défendre serait  
« énorme, et elles n'ont aucune valeur stratégique pour la  
« Turquie.

« Or, la Porte ferait preuve de la plus haute sagesse si  
« elle refusait de se charger plus longtemps d'une tâche qui  
« dépasse ses forces, et en la confiant à une Puissance  
« capable de la remplir, elle détournerait de l'Empire turc  
« des dangers formidables.

« Par ces motifs, le Gouvernement de la Reine propose  
« aux Puissances réunies que le Congrès statue que les Pro-  
« vinces de la Bosnie et de l'Herzégovine seront occupées et  
« administrées par l'Autriche-Hongrie. »

Deux idées dominaient l'attitude de la Grande-Bretagne. D'une part, elle voulait mettre un frein à l'extension de la puissance russe et lui opposer l'Autriche dans les Balkans. C'était une théorie des contre-poids. D'autre part, en enlevant temporairement à la Turquie des Provinces perpétuellement hostiles, elle espérait la régénérer. Elle lui enlevait ses

membres malades et espérait à ce prix sauver le reste du corps. Enfin, l'appui de l'Angleterre dans l'affaire de Bosnie était la contre-partie de l'appui de l'Autriche Hongrie dans l'affaire de Chypre.



L'Angleterre, comme toujours, avait pris ses précautions d'avance. Le 4 juin 1878, elle avait signé avec la Sublime-Porte un traité secret, par lequel la Turquie l'autorisait à occuper et à administrer l'île de Chypre au nom du Sultan<sup>1</sup>.

Le Cabinet anglais avait mis l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie au courant. La Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie devait être la rançon de Chypre à l'Angleterre. Les termes par lesquels furent faits ces deux contrats étaient d'ailleurs identiques.

Ce nantissement préalable de l'Angleterre, permis par l'Autriche-Hongrie, fit beaucoup pour l'issue pacifique du Congrès. Mais le traité de Chypre était secret et les Plénipotentiaires de toutes les Puissances ne le connaissaient pas. Il était signé depuis longtemps pourtant lorsque Lord Salisbury, après que le Congrès eût donné définitivement à la Russie Kars, Ardahan et Batoum, annonça que la Grande-Bretagne ferait quelque chose pour sauvegarder ses intérêts.

Quelles étaient les raisons de l'Angleterre pour se faire donner la haute main sur cette grande île?

D'abord le commerce anglais y trouverait un accroissement de bénéfices. Chypre était fertile. Ses vignes, renommées dès la plus haute antiquité, étaient une richesse sérieuse. Sa situation géographique était admirable auprès de l'Asie-Mineure et au fond de la Méditerranée, non loin de cette Egypte où s'exerçait déjà l'influence anglaise.

En outre, Lord Beaconsfield voulait un éclatant succès diplomatique. Ce triomphe, il l'obtenait déjà par le recul

<sup>1</sup>. Convention signée à Constantinople le 4 juin, par le Grand-Vizir Savfet-Pacha au nom du Sultan et par l'Ambassadeur Sir Layard, au nom de la Reine Victoria.

très net de la Russie. Il voulait plus encore que ce grand succès négatif. Il voulait un avantage matériel, positif, capable de frapper l'esprit de ses amis et de ses adversaires politiques, et de donner à la Grande-Bretagne des profits si sensibles que tous les esprits reconnussent l'excellence pour l'Angleterre de la politique impérialiste.

Il escomptait aussi l'effet que produirait sur les sujets de la Reine en Extrême-Orient et dans les Indes l'annonce du gain d'une île importante, l'extension de l'Empire de la Grande-Bretagne, sans guerre, par le simple effet de son habileté et le prestige de la force britannique.

Enfin, le Gouvernement de Londres ne voulait pas laisser la Turquie aux côtés de la Russie, dans la position humiliée où venaient de la placer ses défaites récentes et la décision du Congrès. Lord Salisbury exprimait cette idée le 7 juillet 1878 à M. Waddington, lorsqu'il mit enfin les diplomates au courant de l'affaire de Chypre.

« Le Gouvernement de la Reine, disait-il, ne pouvait « laisser l'Asie Occidentale sans défense aux pieds de la « Russie....

« Il a cru nécessaire, en conséquence, d'assumer les obligations onéreuses découlant d'une alliance défensive avec « la Turquie, pour le cas où la Russie essaierait d'étendre ses « annexions au-delà des limites que les négociations pré-sentes lui assigneront ».

Et l'argument était que cette défense de la Turquie contre la Russie, la Grande-Bretagne ne pouvait l'assumer avec une base d'opération aussi éloignée que Malte. A Chypre au contraire, la flotte et des troupes de débarquement britanniques trouvaient la base voulue pour une semblable expédition.

L'Angleterre s'était assurée que, le Congrès ne protesterait pas contre cette action, en promettant à l'Autriche-Hongrie son appui dans la question de Bosnie-Herzégovine. C'est pourquoi Lord Salisbury était intervenu aussi énergiquement en faveur de l'Empire des Habsbourg.

Ces motifs n'étaient pas les seuls qui poussaient l'Angleterre à agir en faveur de l'Autriche-Hongrie. La Grande-Bretagne voulait, en avantageant les Habsbourg, les rendre

plus étroitement solidaires des créations du Traité de Berlin.

En outre, nulle puissance n'était mieux que l'Autriche-Hongrie à même de contenir ce flot slave que la Grande-Bretagne redoutait tant. Par le nouvel accroissement de sujets slaves que le gain de la Bosnie-Herzégovine allait lui procurer, l'Autriche-Hongrie se trouverait intéressée à contenir chez elle et dans les Balkans tout soubresaut de la puissance slave.

..

Les propositions du Plénipotentiaire anglais demandant nettement la remise à l'Autriche Hongrie de la Bosnie et de l'Herzégovine produisirent au Congrès une profonde sensation; elles étaient graves en effet, tant par l'entente qu'elles manifestaient avec l'Autriche que par l'aversion profonde qu'elles révélaient pour les Slaves. Ce n'était plus sous des formules de rhétorique que se manifestait l'opposition anglaise. C'était nettement, froidement, que le représentant de la Reine lançait, au nom de sa Nation, un veto énergique à l'union des Slaves des Balkans et réclamait une barrière à leur agrandissement.

Lorsque le noble Lord eût fini de parler, le Prince de Bismarck prit la parole et à son tour, au nom de l'Allemagne, prit parti en faveur de l'occupation et de l'administration des Provinces par l'Autriche, considérant cette mesure comme un véritable « devoir » européen.

« L'Europe désire créer un état de chose stable et assurer  
« d'une manière efficace le sort des populations en Orient.

« C'est à ce point de vue que les Représentants des Puissances, réunis en Congrès, ont un intérêt tout spécial à  
« s'occuper des provinces de Bosnie et d'Herzégovine.

« Il est notoire que les secousses périodiques qui ont  
« ébranlé l'Orient, et notamment le dernier mouvement qui  
« a menacé d'embraser l'Europe, ont pris leur origine dans  
« cette Province. Ce n'est donc pas un intérêt austro-hongrois seulement, mais un devoir général que de rechercher  
« des moyens efficaces pour prévenir le retour de pareils  
« événements.

« L'Allemagne, qui n'est liée par aucun intérêt direct dans  
« les affaires d'Orient, partage pourtant le désir de mettre  
« fin à un état de choses qui, en se prolongeant, contiendrait  
« le germe de nouveaux désordres ayant à leur suite des  
« désaccords entre les Cabinets européens, Il serait dange-  
« reux de garder l'illusion que, pour remédier à cette situa-  
« tion, il suffirait d'introduire des réformes en Bosnie et  
« Herzégovine sur la base des institutions actuelles. Seul  
« un Etat puissant et disposant des forces nécessaires à por-  
« tée du foyer des désordres pourra y rétablir l'ordre et assu-  
« rer le sort et l'avenir de ces populations. »

« Partant de ces considérations, je m'associe, au nom de  
« l'Allemagne, à la proposition de M. le Plénipotentiaire  
« de la Grande-Bretagne, et je la recommande vivement à  
« l'acceptation de la Haute Assemblée. »

C'était donc, on le voit, un désir de stabilité générale qui faisait parler M. de Bismark, mais ce qu'il n'exprimait pas, c'était sa volonté d'opposer l'Autriche à la Russie dans l'Orient. Il saisissait cette occasion de réaliser son dessein : rejeter l'Autriche vers l'Est et lui faire oublier par des conquêtes orientales son ancienne gloire allemande. Enfin, ce qu'il savait parfaitement, c'était que l'Autriche-Hongrie, placée en face de la Russie, n'était pas de force à lui résister. Il était dès lors de toute nécessité pour les Habsbourg de chercher un appui, et ils ne pouvaient en trouver d'autre que l'Allemagne.

Ainsi donc, coup sur coup, se produisaient l'interpellation autrichienne, la proposition anglaise, l'énergique soutien allemand.

Dès lors, toutes les protestations de la Turquie devaient demeurer inutiles. En vain Carathéodory-Pacha exposa-t-il longuement la possibilité pour la Porte d'accomplir dans ses Provinces une mission civilisatrice. L'union de Vienne, Londres et Berlin emporta la victoire.

La Russie voyait avec mélancolie ceux dont elle espérait un appui passer dans le camp adverse. Elle ne pouvait plus que s'incliner. Bien que la Représentation russe sût parfaitement ce qu'elle faisait en laissant passer ces Provinces slaves,

même temporairement, sous l'influence des Hongrois ennemis de leur race, elle céda.

La Russie accepta donc la combinaison autrichienne, mais en faisant remarquer toutefois « que son vote s'appliquait « exclusivement aux termes de la motion de Lord Salisbury », réserve manifestement faite en vue d'exclure toute éventualité d'une annexion définitive de la Bosnie et de l'Herzégovine à la monarchie voisine.

Aussitôt après, Andrassy, pressé d'affermir ses positions, acceptait au nom de l'Autriche-Hongrie les propositions anglo-allemandes :

« La proposition de MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne paraissant la solution la plus « apte à amener la pacification prompte, complète et durable « de la Bosnie et de l'Herzégovine, et répondant ainsi le « mieux au but commun que toutes les Puissances ont en « vue, à savoir de créer un ordre de choses stable, les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie ont l'honneur d'y donner « leur adhésion et de déclarer que le Gouvernement austro-hongrois est prêt à se charger de l'occupation et de l'administration de ces Provinces.

« Le territoire du Sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend entre « la Serbie et le Monténégro, dans la direction Sud-Est « jusqu'au delà de Mitrovitz et qui fait partie de l'ancien « vilayet de Bosnie, ne confinant pas directement avec le « territoire austro-hongrois, les Plénipotentiaires de Sa « Majesté Impériale et Royale déclare que l'Autriche-Hongrie « ne désire pas se charger de l'administration de ce Sandjak, « où l'administration ottomane pourrait être continuée. « Néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état « politique, la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie doit se réserver le droit de garnison et de routes militaires et commerciales sur toute « l'étendue de la partie indiquée de l'ancien vilayet de Bosnie. »

Comme de nouveau les Plénipotentiaires Ottomans protestaient, la Russie put voir Bismarck intervenir presque avec brutalité pour assurer à l'Autriche sa victoire diplomatique. « Il fit remarquer aux Représentants Ottomans

« que sans l'intervention du Congrès, ils se trouveraient en  
 « présence de la totalité des articles du Traité de San-Stefano,  
 « que cette intervention lui rend (à la Turquie) une Province  
 « beaucoup plus grande et plus fertile que la Bosnie, c'est-à-  
 « dire le territoire qui s'étend de la Mer Egée aux Balkans. »

Des désirs des habitants du pays, on n'avait nullement tenu compte. Dans un Memorandum sur l'Herzégovine et la Bosnie adressé aux Plénipotentiaires des grandes Puissances par M. G. Bojidarévitch-Wessclitzky, représentant des Bosniaques et des Herzégoviniens, ces derniers demandaient que l'on prît sérieusement en considération la réunion de la Bosnie à la Serbie et celle de l'Herzégovine au Monténégro <sup>1</sup>.

Mais les diplomates européens savaient bien que l'Autriche-Hongrie ne consentirait à cela à aucun prix. Ils passèrent outre.

Le résultat de cet échange de vues passionné fut la rédaction de l'article 25 du Traité :

« Les Provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie.

« Le Gouvernement d'Autriche-Hongrie, ne désirant pas se charger de l'Administration du Sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro, dans la direction Sud-Est jusqu'au-delà de Mitrovitza, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner ; néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état politique, ainsi que la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien vilayet de Bosnie. A cet effet, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie se réservent de s'entendre sur les détails. »

Les Plénipotentiaires turcs refusaient encore de s'incliner devant la décision des Puissances ; ils arguaient de leur manque d'instructions à ce sujet. A la séance du 4 juillet, ces instructions étaient arrivées et le premier Plénipotentiaire ottoman déclarait au nom du Gouvernement turc, que ce dernier prenait « en très sérieuse considération l'opi-

<sup>1</sup> S. E. M. Vesnitch.

nion émise par le Congrès relativement aux moyens propres à amener la pacification de la Bosnie et de l'Herzégovine, et ils se réservent de s'entendre directement et préalablement avec le Cabinet de Vienne à cet égard. »

Cet accord préalable, auquel personne ne fit obstacle, avait surtout pour but d'adoucir la douleur et de ménager les susceptibilités des Turcs. On rédigea à cet effet, le 13 juillet 1878, une clause secrète sauvant l'amour-propre de la Turquie et qui subordonnait *l'occupation temporaire* de la Bosnie et de l'Herzégovine à une entente avec la Porte.

*Clause secrète <sup>1</sup> :*

« Sur le désir exprimé par les Plénipotentiaires ottomans  
« au nom de leur Gouvernement, les Plénipotentiaires austro-hongrois déclarent, au nom du Gouvernement de Sa  
« Majesté Impériale et Royale Apostolique, que les droits de  
« souveraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan sur les Pro-  
« vinces de Bosnie et d'Herzégovine ne subiront aucune  
« atteinte, par le fait de l'occupation dont il est question dans  
« l'article relatif aux dites Provinces du Traité à signer au-  
« jourd'hui ; que l'occupation sera considérée comme pro-  
« visoire et qu'une entente préalable sur les détails de l'oc-  
« cupation se fera immédiatement après la clôture du Con-  
« grès, entre les deux Gouvernements. »

Berlin, le 13 juillet 1878,

Andrassy, Karolyi, Haymerlé.

Cette clause secrète confirmait, on le voit, le caractère temporaire de l'occupation autrichienne. Néanmoins, les textes furent loin d'être interprétés de la même façon par les divers auteurs qui les examinèrent. L'article 25 du Traité de Berlin et l'opinion qu'eurent de lui les plus éminents jurisconsultes méritent une étude particulière.

\*  
\* \*

« Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. » Ainsi s'ex-

<sup>1</sup> *Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> octobre 1908, p. 497.

prime le premier paragraphe de l'article 25 du Traité de Berlin.

L'occupation, c'est l'action de s'emparer d'un bien. C'est la possession en fait d'une chose immobilière. Est-ce la propriété? Non pas. On ne peut acquérir la propriété d'une chose par l'occupation que si l'objet est sans maître. Mais nul ne peut occuper un bien qui appartient à autrui, sans le consentement du propriétaire et dans les limites de ce consentement.

L'occupation par un Etat du domaine d'un autre Etat ne peut être en aucun cas une cause d'acquisition de la propriété. Prenons l'exemple d'une guerre. Un Etat envahit le territoire d'une autre Puissance et s'empare de la moitié du pays. Occupe-t-il ce pays? Oui. En est-il le propriétaire? Nullement. Il ne le sera que du jour où, par un traité de paix régulier, l'Etat vaincu lui aura cédé ses droits, sur telle ou telle partie du territoire. L'idée d'occupation n'implique donc à aucun degré l'idée de transmission du droit de propriété.

Quel était le motif pour lequel l'Europe avait accordé à l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine un droit d'occupation et d'administration? Etait-ce dans l'intérêt même des Habsbourg? Nullement. Que l'Autriche-Hongrie et peut-être l'Allemagne eussent à ce point de vue des arrière-pensées et qu'elles pensassent aller plus loin que ne le leur permettait la lettre du Traité, cela est fort possible, mais ne change en rien les faits dûment établis et les intentions réelles des Puissances. Or celles-ci n'ont pas donné à l'Autriche-Hongrie des droits dans le but de servir son intérêt propre, mais au contraire, dans un but d'intérêt général, c'est-à-dire intérêt de ces Provinces elles-mêmes, de la Turquie et de l'Europe.

Le mot de M. Waddington, disant que c'était là une « mesure de police européenne », confirme cette interprétation. La police d'un territoire, c'est le fait d'y empêcher des troubles et non pas de se l'approprier ou d'exercer sur lui des droits excessifs.

Il n'est pas mauvais non plus de rappeler que l'Autriche-Hongrie n'obtenait pas ces territoires après une lutte armée

et ne pouvait par conséquent se prévaloir du droit de conquête.

Peut-on prétendre que, du fait de leur insurrection, la Bosnie et l'Herzégovine avaient rompu leurs liens vis-à-vis du Sultan, qu'elles étaient actuellement *res nullius*? Ce serait là une bien singulière interprétation des événements. On ne vit jamais un territoire révolté traité du jour au lendemain comme une chose sans maître. La Bosnie et l'Herzégovine appartenaient à un Etat, la Turquie, à un Souverain qu'à travers l'histoire l'Europe entière avait reconnu, le Sultan.

De nombreux auteurs se sont occupés de la question de Bosnie-Herzégovine, l'étudiant malheureusement chacun selon ses passions et ses désirs. L'opinion des plus distingués mérite d'être considérée.

Un premier groupe, dont Bluntschli et Calvo peuvent être considérés comme les chefs, voit en la Bosnie et l'Herzégovine un état de choses nouveau, n'existant et n'ayant existé dans aucune société politique, création ingénieuse et spéciale. Ils distinguent la souveraineté formelle et la souveraineté réelle, et soutiennent que, si l'on s'en tient à la lettre du Traité, le Sultan conserve la souveraineté sur ces Provinces, mais que c'est un *nudum jus*, un droit nu. Le droit accordé à l'Autriche-Hongrie est, d'après eux, de caractère spécial, dû à un défaut de clarté volontaire dans les Protocoles du Traité!

Nous reconnaissons volontiers que la solution adoptée au Congrès est ingénieuse et peu courante. Mais cela ne signifie nullement qu'elle soit aussi particulière que le prétendent ces auteurs. Il faut éviter de voir trop de situations spéciales là où l'on peut établir qu'il existe des situations normales. Il est impossible de prouver, en effet, en invoquant des défauts de clarté volontaires, que ce régime ait été établi d'une certaine façon pour être interprété d'une autre.

Un deuxième groupe, avec Ulbrich, Dantscher von Kollesberg, Despagnet, Engelhardt, Neffcken, Brunswik, Guerchitch et Jellinek s'appuie sur le Traité lui-même et établit que la Bosnie et l'Herzégovine continuent à faire partie de

la Turquie. L'Autriche-Hongrie, du fait de l'article 25 du Traité, a sur ces Provinces certains droits.

Les auteurs considèrent avec sagesse que ces Provinces ne sont pas entrées en rapport de droit constitutionnel avec l'Autriche-Hongrie. Mais, si elles ne sont liées à l'Empire par aucun rapport constitutionnel, le Parlement d'Autriche-Hongrie ne doit avoir aucun droit d'immixtion dans l'organisation de leur administration. Ceci est un cercle vicieux. Le Gouvernement de l'Empereur d'Autriche, appelé à régir temporairement ces territoires, accomplit à cette fin des actes qui relèvent du Parlement (mesures financières, levées de troupes pour l'occupation, etc...). Il en résulte que le Parlement, et derrière lui toute l'opinion publique de l'Empire, sont en droit de s'intéresser au règlement de la question de Bosnie. Par là, cette affaire prend l'aspect d'une question austro-hongroise, beaucoup plus que d'une question européenne ou turque.

Cependant et encore que ces conséquences se soient révélées exactes, elles ne changent rien au texte du Traité. La situation juridique n'a point changé au point de vue du droit international. Le Sultan demeure le Souverain légal du pays à la face de l'Europe. Ces Provinces sont entièrement étrangères à l'Empire des Habsbourg, chargé de prendre chez autrui certaines mesures favorables à la paix générale.

Un troisième groupe d'auteurs avec Neumann, Rivier, Holtzendorff, Lingg, se détache de la lettre des Traités pour considérer les faits. Ces auteurs prétendent qu'il faut examiner l'idée générale qui a présidé à cette organisation et ne sont nullement intimidés s'ils se trouvent diamétralement opposés, tant à la lettre du Traité qu'aux intentions qui se détachent de la lecture des Protocoles. Ils considèrent que la Bosnie et l'Herzégovine font parties intégrantes de la Monarchie austro-hongroise.

Neumann, par exemple, prétend que le Congrès n'a pas pu vouloir autre chose que transférer à l'Autriche-Hongrie la pleine souveraineté ! C'est manifestement faux. Rien ne serait plus contraire aux intentions des Puissances, pour qui

le principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman avait une si haute importance.

L'Autriche-Hongrie, d'après les auteurs de cette catégorie, obéissait à un devoir de défense et de conservation personnelles qui lui dicte son droit. Ce n'est donc plus au nom des intérêts de l'Europe, mais au nom de ses intérêts propres, qu'elle s'est chargée de la mission pacificatrice dans les Provinces révoltées. Et puisqu'elle a fait cela dans son intérêt même, c'est ce seul intérêt qu'elle doit consulter.

Cette thèse n'est pas impartiale. Elle n'est pas juridique. Elle parle de devoir d'intérêt personnel, alors qu'il ne devrait être question que de droit. Elle est tendancieuse. Elle est soutenue par des hommes qui ne cherchent pas à découvrir la réalité du Droit, mais à justifier leurs aspirations et leurs passions politiques. Des droits que l'Empereur d'Autriche s'arroe en Bosnie-Herzégovine, ils concluent à sa souveraineté. Rien n'est moins rigoureux au point de vue du raisonnement.

Il faut établir une distinction. Un droit est une chose, l'exercice de ce droit est une autre chose. Par exemple, dans une nation, où réside le pouvoir, où se trouve ce formidable pouvoir de contrainte ? C'est dans l'Etat. Qui possède l'exercice de ce pouvoir ? C'est le Gouvernement. De même dans la question qui nous occupe, qui possède la souveraineté ? Le Sultan. Qui exerce la souveraineté du Sultan ? L'Autriche-Hongrie.

Le problème étant posé comme nous venons de l'énoncer, il en résulte que les lois, règlements, etc., doivent être faits au nom du Sultan, que les troupes, bien qu'organisées par l'Autriche-Hongrie, portent l'uniforme du Sultan et que l'étendard turc flotte sur ces régions.

Qu'il paraisse étrange que le Sultan ait un droit sans pouvoir l'exercer et que l'empereur d'Autriche-Hongrie exerce des droits dont il n'a pas l'essence, nous ne le trouvons pas. Ne voyons-nous pas à chaque instant, en droit civil, un enfant, un prodigue, privés de l'exercice de certains droits qui sont exercés, *à leur place et dans leur intérêt*, par une autre personne.

L'Europe a donné à l'Autriche-Hongrie un mandat. De ce que l'on n'a pas fixé de limite de temps à ce mandat, il ne s'ensuit nullement qu'il soit illimité. Il a une limite, qui est le moment où le mandat aura rempli son objet. On n'a pas pu, on n'a pas voulu fixer de date, parce que l'on n'avait pas au Congrès de Berlin d'éléments d'appréciations suffisants.

Néanmoins, dès ce moment, certains avaient voulu fixer un terme au mandat autrichien. C'est ce que M. Ristich, Ministre de Serbie, demanda au cours d'une conversation avec le comte Schouvaloff et le comte Andrassy. Le comte Schouvaloff lui fit remarquer que l'Autriche avait pris l'engagement de ne pas occuper ces Provinces pendant plus de dix ans. Cet engagement, il est vrai, ne figurait pas dans les Protocoles du Congrès, mais on ne pouvait manquer de reconnaître la valeur de la parole d'une des plus grandes Puissances de l'Europe. Bismarck parlait non loin de là avec Lord Beaconsfield. Il se rapprocha et, prenant part à la conversation, il exprima qu'à son avis il était superflu qu'une semblable clause fût indiquée dans les Protocoles : « En la réclamant, dit-il, nous manifesterions que nous ne « croyons pas à la parole du comte Andrassy. Le jour où « l'ordre sera rétabli dans ces Provinces, l'Autriche-Hongrie « en sortira, et ceci peut arriver après neuf ans comme aussi « après onze ans ; nous ne sommes point maîtres de l'ave- « nir<sup>1</sup>. »

Il était difficile d'insister sur un terrain aussi délicat. L'Autriche-Hongrie venait, grâce à Bismarck, de parer un coup droit.

D'ailleurs il faut remarquer que, si l'occupation des Provinces par l'Autriche-Hongrie se prolongeait tellement qu'elle parût illimitée, les Puissances représentées au Congrès de Berlin seraient en droit de conclure que l'Autriche-Hongrie n'était pas à même de remplir son mandat et par là même pourraient le lui enlever.

Il est tout à fait illogique de prétendre qu'un droit peut passer à une personne par le seul effet des restrictions que l'on impose au droit d'une autre. C'est pourtant bien ce que

<sup>1</sup> de Landemont, op. cit. p. 88.

prétendent les auteurs qui disent que les restrictions apportées au droit du Sultan sont si nombreuses que ce droit est passé à l'Autriche-Hongrie.

Supposons par exemple que les Puissances aient voulu exercer collectivement les droits qu'elles ont accordées à l'Autriche-Hongrie, qu'auraient-elles fait ? Elles auraient décidé que la Bosnie et l'Herzégovine seraient occupées par des troupes internationales et administrées, *au nom du Sultan*, selon certaines règles qu'elles auraient fixées. Aurait-on prétendu alors que les droits du Sultan sur ces Provinces étaient passés aux mains de l'Europe entière. Non, bien entendu. Comme la situation est la même pour l'Autriche-Hongrie, on voit bien maintenant que c'est le point de vue politique qui fausse le point de vue juridique, et les passions humaines et personnelles qui troublent le sage raisonnement du droit.

La théorie qu'il convient d'adopter est celle de MM. de Martens et Spalaïkovitch.

Pour ces auteurs, qui examinent avec le plus grand soin la lettre du Traité, son esprit, et les intentions des Puissances d'après les Protocoles du Congrès, aucun doute n'est permis. La Bosnie et l'Herzégovine font partie intégrante de l'Empire Ottoman. L'Autriche-Hongrie a pour mission d'occuper et d'administrer ces deux Provinces ; mais ce mandat, sans limite de temps, se terminera, soit lorsqu'il aura rempli son objet, soit lorsque la Puissance qui l'exerce se sera révélée incapable de le remplir. Les habitants de ces contrées demeurent sujets du Sultan et, s'ils sont obligés, en Bosnie et en Herzégovine, d'obéir aux règlements établis par le Gouvernement de Vienne, ils doivent être, au dehors, représentés par les fonctionnaires ottomans, et se soumettre, en Turquie, aux lois applicables aux habitants du pays.

Les conséquences de cette théorie sont les suivantes :

La Turquie ayant conservé son droit, pourra toujours solliciter des Puissances un changement à l'arrangement effectué par le Traité de Berlin ; notamment si elle estime que l'Autriche-Hongrie a failli à son mandat.

L'Autriche-Hongrie ne peut s'approprier ces Provinces, ni en disposer à son gré. Elle ne peut non plus imposer aux

habitants des lois ou règlements contraires à l'obéissance due au Sultan.

Il faut reconnaître toutefois que la situation créée par le Congrès est au moins originale. M. de Martens écrit : « La « Bosnie et l'Herzégovine sont dans une situation absurde « au point de vue juridique et peu faite pour pacifier ces « régions. Il est au moins étrange d'appeler cela une occupation. » Et Kiatibian, dans ses *Conséquences juridiques de la transformation des Etats sur les Traités* écrit : « On appelle cela occupation et administration ; formule « qui est une hypocrisie, comme la chose est un escamotage. »

L'Europe, en créant cette situation, se préoccupait trop peu des conséquences possibles. Elle aurait dû comprendre cependant quelles étaient les arrière-pensées de l'Autriche-Hongrie. Car cette puissance, cela était bien évident, n'était pas disposée à abandonner dans l'avenir les avantages qu'elle obtenait aujourd'hui.

\*  
\* \*

Ce que l'Autriche-Hongrie obtenait était un véritable triomphe diplomatique. Par sa seule habileté, par la vague menace que constituait la mobilisation de quelques-uns de ses corps d'armée, par l'exploitation des passions et des divisions des grandes puissances, elle obtenait un énorme bénéfice par l'intermédiaire des armées russes.

Les avantages commerciaux que le Gouvernement de Vienne pouvait attendre de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine étaient très considérables. Jusqu'alors, ces provinces n'avaient pas pu se développer, d'abord parce qu'elles faisaient partie d'un Etat en décadence, ensuite parce qu'elles manquaient de débouchés. Ces débouchés, la côte Dalmate, appartenant à l'Autriche, allait les leur fournir. Le commerce de la Bosnie était pour la plus grande partie aux mains d'Anglais qui faisaient passer leur trafic par le port de Salonique. L'Autriche-Hongrie allait pouvoir détourner à son profit la totalité de ce commerce.

Une autre conséquence était plus grave, c'était l'envelop-

pement de la Serbie. Celle-ci allait se trouver enserrée plus par l'Autriche-Hongrie que par la Turquie. C'était un changement de voisin qui n'était guère avantageux. Car si la Serbie avait bien le droit d'espérer qu'un jour ou l'autre l'Empire vermoulu du Sultan s'écroulerait et lui permettrait de respirer plus à l'aise, ces espérances ne pouvaient être les mêmes à l'égard de l'Autriche-Hongrie.

Une autre conséquence était que l'Autriche-Hongrie se rapprochait de Salonique, l'objet de ses ambitions.

Le Comte Andrassy pouvait être satisfait de son œuvre. « J'ai mis le pied sur la tête du serpent, » disait-il à Lord Salisbury après le Congrès de Berlin. Le serpent, — le Slavisme, — effectuait un recul marqué, d'autant plus sensible que les finesses du Congrès et le soin que l'on mettait à ne pas heurter les susceptibilités russes ne pouvaient, dans la réalité, masquer l'énergie du veto que les Puissances européennes opposaient à la marche de la Russie.

---

## CHAPITRE X

### Garanties

Les Puissances donneront-elles leur garantie au Traité? — L'habile revanche de Gortchakoff. — L'étonnement des Plénipotentiaires. — Le refus de la garantie. — Le coup porté au Traité.

Restait la question des garanties. Les Puissances allaient-elles garantir solennellement l'œuvre qu'elles venaient de fonder? Sans doute, tout traité comporte en lui-même une valeur suffisante par les sceaux dont il est revêtu. Par là même qu'une Puissance appose sa signature au bas d'un acte, elle s'engage à s'en appliquer les dispositions à elle-même, et à en maintenir l'observation vis-à-vis des autres Puissances. Les nations engagent leur honneur par leur signature.

Néanmoins, on admet qu'une Puissance qui a signé un traité a surtout une obligation négative, celle de ne rien faire de contraire à l'acte signé.

Pour certains états de choses particulièrement délicats ou spécialement intéressants à maintenir, le Droit fournit une forme nouvelle, donnant à la situation établie plus de stabilité, et aux Etats qui l'ont créée plus d'obligations. C'est la garantie.

Alors que, par la signature, les Etats ont une obligation négative, par la garantie, ils s'imposent une obligation posi-

tive, celle de maintenir, contre toute violation ou tentative de violation, la situation garantie. Les Etats, Nations, Institutions qui profitent de cette situation, ont donc le droit strict, s'ils sont menacés, de réclamer l'intervention des Puissances garantes, qui ont elles-mêmes le strict devoir de faire honneur, au besoin par les armes, à leur garantie.

La question se posa au Congrès de savoir si les Puissances donneraient au Traité leur garantie collective. C'était chose particulièrement délicate, puisque cet Acte traitait tant de sujets divers, et surtout parce que l'exécution de ses clauses était difficile à contrôler.

Les diplomates européens étaient bien trop avisés pour ne pas se rendre compte des défauts de leur œuvre. Ils savaient bien que le temps y apporterait fatalement des modifications. Aussi ne voulaient-ils pas s'engager à la maintenir énergiquement dans un avenir lointain.

Mais Gortchakoff, dans le but de faire éclater à tous les yeux les faiblesses de l'œuvre accomplie et pour se venger aimablement du Congrès qui obligeait la Russie à rendre une si grande part de ses conquêtes, posa la question des garanties. Il ne le fit pas sans une certaine malice. Sachant bien que les diplomates reculeraient avec ensemble devant l'insertion dans le Traité de mesures coercitives, il se donna le malin plaisir de les proposer. Il parla, au milieu des diplomates étonnés, de la dignité de l'Europe, qui ne permettait pas de penser qu'elle laisserait inexécutés dans l'avenir les termes de son œuvre.

Les Plénipotentiaires se trouvèrent dès lors dans une situation étrange. Il leur fallait, ou bien assumer la responsabilité de leurs actes en garantissant le Traité et dès lors leurs Gouvernements pouvaient être ultérieurement contraints de se jeter dans des aventures, ou bien ne pas garantir le Traité et, dans ce cas, ils affaiblissaient leur œuvre de façon considérable et prouvaient, notamment aux yeux de la Russie, qu'ils la considéraient comme précaire.

Gortchakoff exerçait une revanche d'homme d'esprit. Il prenait au piège le Congrès et jouait à coup sûr. Ses yeux reflétaient « la curiosité discrète et maligne de savoir com-

« ment l'Assemblée s'y prendrait pour pallier la défaillance  
« dont il prétendait lui infliger l'aveu<sup>1</sup>. »

Cette défaillance, le Congrès ne pouvait l'éviter. Il ne garantit pas son œuvre. Et ce fut le Prince de Bismarck qui, reconnaissant avec mélancolie que le Congrès ne pouvait faire qu'une « œuvre humaine, sujette, comme toute autre, aux fluctuations des événements », chercha à établir qu'en droit international, la simple signature du Traité engageait suffisamment les Puissances pour l'avenir. Le Congrès s'empressa de ratifier ces paroles qui le tiraient d'embarras et, très penaud de l'intervention du Chancelier Gortchakoff, il passa outre.

Mais le Traité lui-même, du fait de cette discussion qui montrait sa faiblesse et son caractère provisoire, venait de recevoir une réelle atteinte.

---

<sup>1</sup> De Moüy, op. cit., p. 143.

## CHAPITRE XI

### Conclusion

La fin du Congrès (13 juillet 1878). — Les discours et les compliments. — Amertume et mélancolie. — L'œuvre accomplie. — Le recul de la Russie. — L'indemnité de guerre. — L'Hellénisme. — L'affaiblissement de la Turquie. — L'attitude des Représentants Turcs. — Le secours de l'Europe. — L'Autriche-Hongrie dans toute la crise. — Les avantages décisifs. — Le Gouvernement de Vienne élude ses engagements. — Les solutions bâtarde et les solutions harmonieuses. — La grandeur d'une Nation. — La politique des Habsbourg. — La faiblesse de la violence. — L'appui définitif de l'Allemagne. — Le bénéfice de la brouille russo-roumaine. — Le coup de maître d'Andrassy. — La surveillance du Monténégro. — Le Drang nach Osten. — Les relations germano-turques. — Les querelles des Etats balkaniques. — La brouille définitive de la Russie et de l'Allemagne. — La rancune de Gortchakoff. — Le partage de l'Empire Ottoman. — La paix incolore. — Les « plumes d'oies. » — Les principes violés par le Congrès de Berlin. — Les invincibles espérances des Slaves du Sud. — Le mépris des petits Etats. — L'égoïsme et la force. — L'éclat du triomphe autrichien.

Le 13 juillet 1878, les diplomates, dans leurs uniformes éblouissants, se réunissaient au Palais Radziwill et se félicitaient de l'heureuse terminaison de leurs travaux.

Le Comte Andrassy, toujours au premier plan, fit au Prince de Bismarck des remerciements émus pour « la sagesse et l'énergie avec lesquelles il avait dirigé les travaux ». Le Chancelier allemand, à son tour, remercia le Congrès de sa bienveillance et exalta « le grand bienfait de la

paix assurée dans les limites du possible. » Il termina en proclamant que l'Assemblée avait bien mérité de l'Europe.

Et le Congrès, organe magnifique des volontés des plus puissants Etats, fut solennellement clos....

Mais l'impression finale était étrange. Sous les derniers sourires échangés, se glissait un semblant d'amertume. Certains fronts demeuraient soucieux. Non que l'on craignît que l'œuvre du Congrès fût trop faible pour assurer la paix, mais l'on sentait que, quelque durable que fût cette œuvre, elle devait dans l'avenir donner des inquiétudes à l'Europe.

L'horizon était encore troublé. On n'avait en somme rien créé de définitif. On avait arrêté, retardé des ambitions, constitué des situations provisoirement suffisantes.

La paix que l'on instituait n'était qu'une paix incolore, une de ces paix qui, comme le Traité de Francfort entre la France et l'Allemagne, ne réglait pas la question, la retardait, mais laissait dans les âmes trop d'amertume, trop de rancunes inassouvies, trop d'espérances insatisfaites....

..

Où était-il, le grand et glorieux Traité de San-Stefano, qui était apparu tout-à-coup, au milieu des travaux et des discussions des Chancelleries, causant par son éclat l'émotion des grandes Puissances ? Où étiez-vous, aigles grandioses des Tzars, qui planiez à tire-d'aile vers les flots où se reflète le soleil qui se lève ? Votre vol interrompu allait vous ramener vers les longues plaines neigeuses, et pourtant votre mémoire gardait encore le reflet des derniers mirages d'Orient....

La Russie voyait s'effondrer ses ambitions dans les Balkans. Sans doute, le Traité de Berlin confirmait l'œuvre accomplie en ce qui concernait la Roumanie, la Serbie et le Monténégro ; ces Etats parvenaient à l'indépendance. Mais ce que la Russie avait fait pour la Bulgarie était brisé.

De cette Grande Bulgarie rayonnante, sentinelle avancée du monde slave, de cette Bulgarie qui se baignait aux flots de la Mer Noire et aux ondes de l'Egée, il restait une Bulgarie réduite et vassale, une Province de Roumélie Orientale

à peine autonome et sous la dépendance du Sultan, une Macédoine qui retombait sous l'âpre joug des Osmanlis, joug plus brutal demain qu'il ne l'avait été hier, car il s'était accru de la crainte de la perte et de la haine de l'esclave qui s'insurge.

La Russie reculait. Qu'elle masquât sa marche en arrière sous le prestige de ses diplomates, sous l'éclat du Congrès, sous l'illusion de ses victoires récentes, il n'en demeurait pas moins vrai que l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne, appuyées sur l'Europe, obligeaient la Russie à participer à l'anéantissement de son œuvre. Même les clauses par lesquelles la Russie s'était réservé le droit de convertir son indemnité de guerre (1.400.000 roubles) en cessions territoriales, avaient été laissées de côté par le Congrès qui, ne voulant pas les sanctionner, se contenta de plaider la cause de la Turquie ruinée et suivie de cinq milliards de Dette Consolidée. La Russie avait en outre dû s'engager à ne rien demander qui pût porter préjudice aux créanciers antérieurs de la Turquie. Les capitalistes européens étaient plus puissants que l'Empereur de Russie, puisque, par leur volonté, celui-ci était obligé de renoncer à toute compensation pécuniaire, à tout recouvrement de ses frais.

Le Tzar voyait enfin les Puissances, pour mieux endiguer le Slavisme, encourager l'Hellénisme, prôné par Lord Beaconsfield et qui rencontrait la plus grande faveur parmi les Plénipotentiaires, notamment auprès de M. Waddington. Pour contrebalancer les profits des Slaves, on conçut l'idée de donner des avantages aux Hellènes. On ne le fit pas entièrement, parce que le sort des Slaves était déjà réglé lorsque le Congrès commença à discuter la question grecque. Et le fait prouve bien que l'Assemblée ne considérait les désirs et les aspirations des peuples que comme des moyens dont il importait de se servir, non comme un but.

..

La Turquie sortait de la grande crise aussi affaiblie moralement que matériellement. Au point de vue matériel, une grande partie des territoires que le Traité de San-Stefano lui

avait arrachés lui étaient restitués au Traité de Berlin. Le principe généralement admis par le Congrès avait été de toucher le moins possible à l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, et, en même temps, de réformer énergiquement son administration, fut-ce au prix de sa souveraineté intérieure. Au Congrès d'ailleurs, on n'avait tenu que peu de compte des observations que les Plénipotentiaires ottomans avaient cru devoir présenter. Quelquefois même, lorsqu'ils voulurent trop insister, ils mécontentèrent le Congrès et son irascible Président. Ils furent quelque peu bousculés.

Le Congrès d'ailleurs ne considérait pas toujours leur assentiment comme essentiel. On savait bien qu'ils ne pourraient pas faire autrement que de signer le Traité lorsque celui-ci serait entièrement prêt, et que dès lors ils se trouveraient engagés à observer toutes ses prescriptions.

L'obstination du Gouvernement turc à résister à certaines demandes de l'Europe provenait, d'une part, d'un patriotisme fort légitime qui s'alarmait des exigences de l'Europe, d'autre part, de cet orgueil qui est le grand défaut et le grand ressort des Turcs. Mais leur mentalité est si spéciale qu'il est très difficile de les juger avec nos idées européennes. Leur orgueil leur fait préférer les plus grands malheurs plutôt que de céder à certaines des exigences des peuples chrétiens, et leur fatalisme est si grand que les pires événements ne font qu'effleurer leur âme indifférente. Que la Destinée, quelle qu'elle soit, suive son cours !... Allah Kérîm !...

Et, après le Traité, Lord Salisbury faisait avec raison appel à la sincérité des hommes d'Etat Ottomans pour sauver l'avenir de la Turquie en y appliquant de sages réformes, en brisant la routine des administrations désuètes. Il faisait valoir le secours que les Puissances venaient de prêter à la Porte, le dernier peut-être, en l'adjuvant d'en profiter.



Au Congrès comme dans toute la crise, le rôle prépondérant appartient à l'Autriche-Hongrie.

Sans doute pourrait-on dire que certaines Puissances, la Russie et la Grande-Bretagne par exemple, ont paru jouer

un rôle plus important, plus décisif. Dans la réalité, c'est l'Autriche-Hongrie de qui procède le genèse de toute l'affaire. C'est la Note Andrassy qui appelle de façon officielle l'attention de l'Europe sur l'agitation balkanique. C'est la volonté de l'Autriche qui permet à la Russie d'entrer en guerre moyennant un gage secrètement accordé. C'est l'accord de l'Autriche-Hongrie avec la Grande-Bretagne, qui oblige brusquement la Russie à s'arrêter. C'est l'Autriche-Hongrie qui, en mobilisant son armée aux frontières balkaniques, accentue de façon décisive la menace anglaise devant Constantinople. C'est grâce à l'Autriche-Hongrie qu'au Congrès de Berlin le Président Prince de Bismarck est entièrement acquis à la politique d'opposition à la Russie.

La diplomatie autrichienne, il faut le reconnaître, fut pendant toute la crise très habile et très forte. Ce ne fut pas l'Autriche-Hongrie qui s'agita le plus, ce fut elle qui obtint les avantages les plus décisifs. L'importance d'un acteur se mesure-t-elle à la longueur de son rôle ou à la force pathétique des cris qu'il doit pousser ? S'il en est ainsi, ce rôle revient ici à d'autres Puissances. Mais nous considérons au contraire que l'importance d'un acteur tient à l'influence même qu'il exerce sur tout le développement du drame, à l'importance des décisions qu'il prend ou fait prendre. C'est pour cela que le rôle de l'Autriche-Hongrie fut sans conteste le premier.

Elle sut se faire promettre par la Russie des avantages et sut éluder ses propres engagements.

La grandeur d'âme ne fut jamais le propre de la politique autrichienne, et jamais elle ne se gêna pour acquérir des avantages matériels au détriment de sa réputation. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Un Etat a-t-il le droit, pour obtenir des profits plus nombreux, de changer sa politique uniquement selon ses intérêts immédiats et de ne pas tenir compte d'engagements antérieurs ? Non. Il y a peut-être pour les Etats un certain droit à l'égoïsme qui n'existe pas pour les individus. Mais, lorsqu'il s'agit de l'honneur d'un pays, de la droiture de sa conduite, il faut écarter du pied cette politique mesquine qui adopte les solutions viles au détriment des nobles actes. Politique peu profitable d'ailleurs,

puisque la justice immanente de l'Histoire, à laquelle il faut croire, ressuscite dans l'avenir un ordre plus harmonieux et plus juste.

Eh des solutions bâtarde et hâtives ! Que l'homme éprouve le besoin de connaître un peu de définitif ! Qu'il éprouve le désir d'ouvrir son âme à des souffles plus purs, d'étendre ses regards sur un plus large horizon ! Qu'il sache qu'une œuvre ne peut-être durable, qui s'appuie sur les principes de la ruse et de la force, qui affirme le profond mépris des aspirations des peuples, qui néglige les plus imprescriptibles des droits de l'humanité.

Non ! Ce ne sont pas là de vaines paroles, des idées qui s'envolent et que l'on ne peut appliquer. Que les diplomates discutent froidement sur la base des réalisations précises, cela est bien et nécessaire. Qu'ils laissent aux opinions publiques le soin de s'échauffer, de se passionner, et que rien ne vienne troubler leur raison calme et froide ! Mais cette raison, elle doit se laisser guider par des principes justes et élevés. Ce n'est pas une habileté que de tromper des peuples. Ces méprises ne sont que temporaires et se retournent — c'est justice — contre ceux qui en attendaient un profit. La grandeur de la Nation doit être le seul but d'un Gouvernement, mais si celui-ci prostitue ses intérêts légitimes jusqu'à se servir de tristes moyens, jusqu'à imaginer des expédients injustes, lésant les droits des peuples ou les blessant dans leur conscience, il marche contre la réalisation de ses intérêts mêmes

Les solutions conformes à la nature des choses, en harmonie avec les désirs des peuples et le développement rationnel des Nations, sont seules durables et vraies. Elles n'oppriment pas. Elles créent. Elles forment les grands peuples, les Grandes Nations. Elles assurent à ceux qui les trouvent la gloire la plus pure et la plus noble.

De ces principes vrais et élevés, la politique des Habsbourg ne s'inspira jamais. Elle commit, par ce qu'elle croyait être une habileté, la plus irrémédiable faute. Nation composée de nationalités diverses, de races différentes, elle eut pu, avec des vues larges et généreuses, assurer à l'Europe une longue tranquillité et à elle-même un magnifique avenir.

Qu'elle eût été puissante cette Autriche Hongrie fédéraliste, amie de tous les peuples qui la composaient, qu'ils fussent allemand, hongrois ou slave, cherchant à protéger toutes les nationalités que la destinée avait amenées en son sein. Mais c'était un idéal trop haut pour l'intelligence des Ministres d'Autriche, trop élevé aussi pour le cœur de ses souverains. Là où ils pouvaient séduire, ils opprimèrent. Où ils pouvaient gagner par le charme d'un Etat puissant et sagement organisé, ils préférèrent acquérir par la force, oubliant que ce qui est édifié par la force peut être abattu par la violence, quand ce qui repose sur la justice et l'amour reste debout devant la brutalité impuissante à régir les esprits et les cœurs.

Pour son avenir lointain, la politique de l'Autriche-Hongrie dans la crise des Balkans fut une faute. Pour son avenir immédiat, ce fut un triomphe. Elle acquérait la place prépondérante en Bosnie et en Herzégovine. Au point de vue strictement juridique, elle n'avait sur ces Provinces qu'un droit d'occupation et d'administration temporaire. Les Puissances ne lui remettaient ces territoires que parce qu'elles considéraient que, voisine directement intéressée, elle était plus que tout autre capable de réorganiser ce pays. « Grand bienfait pour l'Europe et pour la Turquie », disait au Congrès Lord Beaconsfield en parlant de l'occupation des Provinces par l'Autriche-Hongrie. Il exprimait là l'opinion de plusieurs diplomates européens, signifiant que l'Europe était satisfaite de la solution adoptée parce qu'elle en espérait la tranquillité, et que la Turquie devait également s'en déclarer contente parce qu'on lui enlevait des Provinces qui constituaient plutôt des épines que des fleurons de sa Couronne.

Mais, si les diplomates européens voyaient dans l'occupation autrichienne en Bosnie-Herzégovine une solution temporaire, il n'est pas douteux que le Gouvernement de Vienne ait bien eu l'intention de transformer ultérieurement et au mépris de ses engagements, ce temporaire en définitif.

L'aigle Habsbourg s'approchait de Salonique. Bien des obstacles existaient encore à sa marche en avant, mais il pouvait espérer les surmonter dans l'avenir puisque, au Congrès de Berlin, sans lutte, sans combat, par le seul effet

de la ruse, il arrivait à un résultat magnifique. L'Autriche-Hongrie n'était pas loin maintenant de la Méditerranée. Elle était plus proche de Constantinople que la Russie.

\*  
\* \*

Elle obtenait un autre avantage, et fort grand. Elle était sûre maintenant de l'appui de l'Allemagne. Bismarck, depuis longtemps, avait tout fait pour que le Gouvernement de Vienne fût convaincu de la sincérité de sa politique de rapprochement des Habsbourg. Ceux-ci, tout en répondant à ses avances, conservaient toujours au fond de leur esprit une certaine crainte de l'homme de Sadowa. Maintenant, l'appui sans réserve que la Chancellerie d'Allemagne venait, dans une heure décisive, d'accorder au Cabinet de Vienne, prouvait la sincérité de ses intentions. L'avenir ne pouvait qu'accentuer un aussi profitable rapprochement.

L'Autriche-Hongrie accroissait d'un seul coup sa sécurité générale et son influence sur les peuples slaves d'Orient. En outre, elle espérait bien exploiter la brouille de la Roumanie avec la Russie au sujet des affaires de Bessarabie. La Roumanie, mécontente d'avoir été dépouillée par son alliée, allait tourner dans l'orbite autrichien.

Le Comte Andrassy méritait donc de justes félicitations lorsque l'on put former le bilan des gains de l'Autriche au Congrès : L'occupation de la Bosnie-Herzégovine était un coup de maître. Mais cette occupation offrait des conséquences plus vastes encore par le droit que l'Autriche-Hongrie obtenait d'occuper militairement le Sandjak de Novi-Bazar, et de veiller sur le carrefour des routes de Macédoine.

De plus, la surveillance maritime du Monténégro permettait à l'Autriche-Hongrie d'interdire à toute Puissance de se servir de ce petit Etat comme base d'opérations.

Enfin, la possibilité d'unir ses chemins de fer à ceux de Salonique était peut-être pour l'Autriche-Hongrie l'un des plus gros bénéfices qu'elle récoltât. Là comme partout, l'influence politique devait suivre le rail. Le développement économique de ces régions encore peu civilisées devait maintenant s'exercer sous l'influence des Habs-

bourg. Tout un marché nouveau leur était ouvert. L'avenir économique de l'Autriche paraissait magnifique. Toutes les marchandises de l'Allemagne à destination de l'Orient transiteraient sur son territoire. La mer Egée serait unie à la mer du Nord presque entièrement sur territoire d'allégeance germanique. Car l'influence allemande était désormais jointe à l'expansion autrichienne.

Le Drang nach Osten, cette formidable poussée du monde germanique vers l'Orient éblouissant, l'Orient aux terres vastes et insuffisamment cultivées, l'Orient source de richesses et de lumière, allait pouvoir commencer à faire sentir toute sa puissance tumultueuse.

\*  
\* \*

Les conséquences du Traité, remarquables pour l'Autriche-Hongrie, devaient être considérables pour toute l'Europe.

Au Congrès de Berlin commencèrent les relations excellentes qui devaient s'établir dans la suite entre la Turquie et l'Allemagne. La Porte s'aperçut que, de toutes les Puissances du Congrès, seule l'Allemagne ne lui demandait aucune cession territoriale. La Russie prenait des territoires en Asie. La Grande-Bretagne se faisait céder Chypre. L'Autriche-Hongrie allait occuper la Bosnie et l'Herzégovine. La France prononçait le mot de Tunis, en compensation de Chypre aux Anglais. L'Italie elle-même avait fait part de ses vues sur l'Albanie et la Tripolitaine. L'Allemagne seule paraissait désintéressée. Elle demandait bien au Sultan des concessions de chemin de fer, des commandes pour son industrie, des ouvertures pour son commerce; mais la Porte était beaucoup moins sensible à ces concessions qu'aux cessions territoriales.

L'Allemagne elle-même n'avait pas d'intérêt à un asservissement de la Turquie, où son influence allait devenir prépondérante. C'était un vaste comptoir pour le commerce germanique. En outre, la Turquie était menacée par l'Angleterre du côté des Indes et de l'Egypte, par la Russie du côté du Caucase, comme l'Allemagne elle-même était menacée par la Russie à ses frontières de Pologne et par l'Angle-

terre dans l'extension de son commerce sur mer. Les adversaires possibles paraissaient donc les mêmes. Du Congrès de Berlin sortait le germe d'une entente entre les deux Gouvernements.

Une autre conséquence fut que les petits Etats des Balkans se trouvèrent dans de fausses situations. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient eu soin de les maintenir dans un état de choses qui les induisit à se quereller car, de leurs aspirations contradictoires, elles espéraient bien tirer des avantages futurs.

La Serbie et la Bulgarie se voyaient obligées de passer sous la dépendance économique des nations germaniques, de consentir à l'établissement de voies ferrées, dont ces nations surtout étaient appelées à profiter.

Enfin la Roumanie, mécontente, se jetait dans les bras des Habsbourg, à l'instigation même de l'Angleterre.

Mais la conséquence la plus considérable du Congrès de Berlin fut la brouille définitive qui s'éleva entre la Russie et l'Allemagne, entre Gortchakoff et Bismarck. Le Chancelier russe avait accepté le principe du Congrès et sa réunion à Berlin, en se basant sur le rôle que l'Allemagne, à son avis, devait jouer en sa faveur. Il croyait sans doute à la reconnaissance de Bismarck qui, grâce à son appui, avait pu écraser la France, en 1870, sans que l'Autriche-Hongrie osât intervenir.

Il fut cruellement dé trompé lorsqu'il vit la façon dont le Chancelier allemand soutenait l'Autriche et secondait le langage arrogant de la Grande-Bretagne. Il fut personnellement froissé de la manière brutale avec laquelle Bismarck conduisait les séances et le bousculait, lui, Gortchakoff, Chancelier de Sa Majesté Impériale le Tzar de toutes les Russies. Et de fait, Bismarck avait eu quelquefois envers son collègue des manques de courtoisie et des énervements que le vieux chef de la diplomatie russe ne lui pardonnait pas. Gortchakoff, au cours d'une discussion sur la Roumanie, avait envoyé ce trait à l'adresse de Bismarck : « Son  
« Altesse Sérénissime (Gortchakoff) désire ajouter une obser-  
« vation psychologique et regrette d'avoir à constater que  
« si, dans la vie privée, il arrive souvent qu'en rendant

« service à un ami on le transforme en adversaire, cette « vérité est encore plus applicable à la politique<sup>1</sup>. »

Du Congrès, la Russie sortait fort mécontente. Elle s'était aperçue que l'Europe presque entière lui était défavorable et n'avait vu que la France qui, par son attitude calme, digne et désintéressée, méritât ses sympathies. En même temps que l'ébauche d'une alliance austro-allemande sortait du Congrès, un rapprochement se créait entre la Grande Blessée de Sedan et la Grande Déçue de San-Stefano, rapprochement qui devait plus tard peser dans la balance des Destinées du Monde.



Enfin le Congrès avait commencé un premier partage de l'Empire Ottoman. Les Plénipotentiaires s'en défendaient, mais la Presse n'hésitait pas à le dire, surtout à propos de la Bosnie-Herzégovine. Lord Beaconsfield s'était efforcé, au Congrès même, de prouver que telles n'étaient pas les intentions de l'Angleterre. C'était, à son avis, afin d'empêcher un partage ultérieur que les diplomates avaient pris cette décision, justifiée d'ailleurs par des précédents historiques.

La Bosnie-Herzégovine, selon le point de vue britannique, n'aurait pu, abandonnée à elle-même, se donner aucun bon Gouvernement et serait devenue le siège de luttes perpétuelles. C'est pourquoi, ajoutait le Premier Ministre anglais, « dans cette situation, la Grande-Bretagne a fait appel à une « Puissance voisine forte et intéressée au maintien de la paix. » Lord Beaconsfield rappelait en même temps que ce n'était pas la première fois qu'une semblable mission était confiée à l'Autriche dans des pays voisins. Le fait donc d'avoir remis à l'Autriche-Hongrie le soin d'occuper et d'administrer la Bosnie-Herzégovine ne prouvait nullement que l'Europe, et plus particulièrement la Grande-Bretagne, fussent favorables à un partage<sup>2</sup>.

C'étaient là de belles paroles. En fait, la Turquie avait perdu la Bulgarie, Chypre, une partie de ses territoires cau-

<sup>1</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 160.

<sup>2</sup> *Livre Jaune*, op. cit. p. 205.

casiens. C'était bien le commencement du démembrement. Et cela était grave.

\*  
\* \* \*

L'œuvre du Congrès de Berlin ne fût ni bonne ni mauvaise. Elle ne fut pas bonne, parce qu'elle fut basée sur l'égoïsme des grandes Puissances au lieu de l'être sur les légitimes aspirations des peuples et les principes de justice. Elle ne fut pas mauvaise, parce qu'elle assura à l'Europe une ère de tranquillité sérieuse, et que dans le dédale des appétits contradictoires, à la veille d'une conflagration menaçante, peut-être était-il difficile de faire mieux.

Le Traité de Berlin devait être très délicat à mettre en application. Jusque vers 1883, de continuelles difficultés devaient s'élever à son sujet, qui allaient énerver l'Europe. Le Traité n'avait étudié toutes les questions que de très haut. Il n'était jamais entré dans les détails, ne s'était jamais occupé des applications. Il avait laissé ce soin aux Gouvernements intéressés ou à des Commissions qui devaient s'occuper de la délimitation des frontières de la Balkanie et organiser les institutions nouvelles de ces pays.

On a dit que le Traité de Berlin avait été signé avec trois plumes de vautour, une plume de pigeon et deux plumes d'oie. Encore que le terme « plumes d'oie », s'appliquant à la France et à l'Italie, manquât d'exactitude, le mot était habile et amusant.

Le Congrès de Berlin avait méconnu tous les principes diplomatiques :

Il ne s'était pas laissé guider par le système des nationalités, car il avait donné à certains Etats des territoires de race et de nationalité différentes, et maintenu sous le joug ottoman des peuples que le Traité de San-Stefano avait émancipés.

Il n'avait pas tenu compte non plus de la théorie de la conquête, puisque les bénéfices les plus clairs de la lutte n'allaient pas à ceux qui avaient participé au combat, mais au contraire à ceux qui étaient demeurés inactifs.

Il ne se guida pas d'après le principe de l'émancipation des chrétiens, puisqu'il remplaça sous le joug du Sultan une grande partie de ceux qui espéraient la liberté.

Le principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman ne fut pas plus observé, puisqu'une grande partie des territoires du Sultan lui était arrachée.

Le droit conventionnel lui-même était violé, puisque des Etats réunis disposaient à leur gré des biens d'un Etat indépendant.

La logique ne tint aucune place dans les œuvres du Congrès. Seul, le bon plaisir de l'Assemblée régla tout. De là naturellement beaucoup d'erreurs, de contradictions, de solutions discutées et discutables, beaucoup d'arrangements équivoques. Les observations et les réclamations des peuples laissaient le Congrès magnifiquement indifférent. Ce qu'il voulait, c'était régler temporairement la question d'Orient sans nouvelle de guerre. Il y réussit et le but qu'il se proposait parut atteint.

Mais ce qu'il ne pouvait pas effacer, c'était l'effet produit par la grande secousse dans le cœur des peuples des Balkans, des Slaves du Sud. Que l'on détruisît ou non les effets du traité de Stan-Stefano, celui-ci n'en demeurerait pas moins vivant dans tous les esprits et son œuvre, peut-être redoutable, nuisible même à certains des intérêts de l'Europe, devait survivre dans les intelligences, parce qu'elle était logique et plus conforme que celle du Traité de Berlin aux aspirations harmonieuses des peuples.

Le Congrès de Berlin a eu le tort de ne rien créer de définitif. Il eut dû maintenir la Grande-Bulgarie, et profiter de cette heure décisive pour agrandir sur le territoire Turc la Serbie et la Grèce. Il est des lois immanentes dans les choses, que l'homme ne peut empêcher de se réaliser. Il peut les fausser un moment, en empêcher momentanément le jeu si celui-ci est contraire à ses intérêts, mais il faut alors qu'il se résolve à voir s'accomplir plus tard ce qu'il empêche aujourd'hui. Sans doute, les hommes font beaucoup dans l'Histoire. Ils contribuent par leur talent, quelquefois par leur génie, à suspendre momentanément le cours logique des événements. Mais l'Histoire ne peut s'arrêter, et les hommes ne sauraient en changer définitivement le cours normal. Elle est faite de trop de pensées, de forces accumulées pour que l'homme la puisse endiguer. Les solutions temporaires adoptées au

mépris de ses lois sont condamnées à disparaître. Seul peut subsister au-delà d'un temps restreint, une solution logique et équitable.

Le Congrès ne pouvait accomplir une œuvre semblable. Cette œuvre juste eût arrêté à tout jamais le développement qu'espéraient l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ces Puissances eussent été bloquées dans l'ouest et n'auraient pu avoir ni avenir économique ni prépondérance politique vers l'Orient. Cette œuvre, l'avenir devait peut-être la réaliser quand même, mais ce ne pouvait être que par l'écrasement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie sous la force des armes.

On voit donc que l'œuvre du Congrès ne pouvait pas être différente de ce qu'elle fut, si l'on voulait qu'elle restât une œuvre de paix. Les diplomates européens firent leur devoir et servirent tous avec noblesse et habileté la cause de leur patrie. Aussi bien n'est-ce pas toujours la faute des agents d'un Gouvernement s'ils soutiennent une cause injuste. Le passé pèse sur eux et souvent leur impose sa voie.

Mais, précisément parce que l'œuvre du Congrès n'était pas harmonieuse, elle ne pouvait être définitive. Des petits Etats, on n'avait tenu aucun compte. On n'avait consenti à entendre leurs délégués que par une faveur spéciale, et encore croyait-on qu'ils dussent à la Haute Assemblée une reconnaissance particulière pour l'honneur qu'on leur faisait de les entendre.

Les vœux des peuples opprimés étaient délibérément écartés. Le 29 septembre 1877, le Gouvernement National Provisoire de Bosnie avait proclamé : « Le Gouvernement... « déclare devant le monde entier que jamais le peuple Bosniaque n'a désiré, pas plus qu'il ne désire aujourd'hui, faire « partie intégrante d'un Etat européen quelconque. Le « peuple Bosniaque verse son sang pour s'affranchir du « joug turc, et son désir est d'être uni avec les autres pays « Serbes<sup>4</sup>... » et les Bosniaques se voyaient maintenant plus éloignés que jamais de l'union tant souhaitée.

Tel quel, et tout en causant dans la suite bien des ennuis à

<sup>4</sup> S. E. M. Vesnitch.

l'Europe, le Traité eut le mérite d'empêcher une guerre immédiate et de permettre aux passions soulevées de se calmer.

Pourtant, l'Europe n'avait pas retrouvé la stabilité que lui avait fait perdre l'œuvre brutale de Bismarck. Après le Traité de Berlin, bien des déboires, bien des inquiétudes lui étaient encore réservés.

Pour l'Autriche-Hongrie, elle sortait du Congrès glorieuse, triomphant du très grand succès que venait de remporter son habile diplomatie. Elle pouvait concevoir pour son avenir les plus belles espérances et attendre du Destin les plus beaux lendemains....

---

Vu :

*Le Doyen,*

F. LARNAUDE.

Vu :

*Le Président,*

L. RENAULT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

*Le Vice-Recteur*

*de l'Académie de Paris,*

LIARD.



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                        |       |
|------------------------|-------|
|                        | Pages |
| AVANT-PROPOS . . . . . | VII   |
| INTRODUCTION . . . . . | XV    |

## PREMIÈRE PARTIE

### L'Insurrection de Bosnie-Herzégovine et des Balkans (de 1875 au Congrès de Berlin)

#### CHAPITRE PREMIER

Caractère du pays. . . . . 3

#### CHAPITRE II. — Les habitants. — La Nation Yougo-Slave.

Les Slaves du Sud. — Race et esprit. — Les chants. — La  
« Zadruga ». — Le chef de famille. — Les femmes. — L'ab-  
sence de question sociale. — Religion. — Les Slaves mu-  
sulmans . . . . . 5

#### CHAPITRE III. — Les causes de l'Insurrection.

Le régime Turc. — L'Administration. — L'arbitraire. — Les  
massacres. — L'émigration. — Le raïa. — Les impôts. —  
La « tretina ». — L'« Harac ». — Le « vergui ». — Le  
« décime ». — L'organisation secrète entre les Bosniaques  
et les Croates. — L'agitation de 1873. — Les Confins mili-  
taires de l'Autriche et l'émigration. — Les subsides du  
Parlement austro-hongrois. — Le comte Andrassy et le  
statu-quo. — L'entrevue de Saint-Pétersbourg. . . . . 8

#### CHAPITRE IV. — L'Insurrection.

La fermentation. — Les troubles. — Les groupes armés. —  
Le soulèvement de l'Herzégovine. — Dervish Pacha et les

insurgés. — L'attitude de l'Autriche. — Ses mesures contre l'émigration. — Elle ouvre aux Turcs le port de Kleck. — Les renforts turcs. — L'organisation des insurgés. — Liubibratich. — Les chefs. — L'appel du comité central. — Le soulèvement de la Bosnie. — Les Turcs devant Trébigné. — Andrassy et la Russie. — L'idée de médiation. — Les désirs de pacification. — La commission consulaire à Mostar et les insurgés. — Les pourparlers. — Les exigences des insurgés. — Les dispositions des Autrichiens et des Hongrois vis-à-vis des Slaves du Sud. — L'Iradé du 2 octobre 1875. — Le scepticisme des insurgés. — Le Firman du 12 décembre 1875. — L'activité de la diplomatie autrichienne. — Le Memorandum du comte Andrassy du 30 décembre 1875. — Son importance. — L'accueil des Puissances à cette Note. — Les résistances, puis la résignation de la Porte. — Iradé du 13 février 1876. — L'enlèvement de Liubibratich par les Autrichiens. — Le général Roditch et les négociations avec les insurgés. — Les desiderata des révoltés. — L'échec des pourparlers. — Le soulèvement de la Bulgarie. — Assassinat des Consuls français et allemand à Salonique. — Les conversations du Chancelier russe Gortchakoff avec Berlin et Vienne. — Ses relations avec Bismarck. — Le Memorandum de Berlin (13 mai 1876). — L'accueil des Puissances et le refus net de l'Angleterre. — Disraëli, Lord Derby et le comte de Beust. — Les dépêches du Foreign-Office. — La révolution de Constantinople. — Les revendications de la Russie. — Le manifeste des insurgés. . . . .

46

#### CHAPITRE V. — L'Appel des races.

L'attitude de la Serbie et du Monténégro. — L'extension de l'insurrection. — Les efforts de l'Autriche pour contenir la Serbie. — La démarche des Puissances. — Ultimatum du prince Milan au Grand-Vizir, le 22 juin 1876. — La Serbie et le Monténégro déclarent la guerre. — Les opérations militaires. — Les espérances des insurgés. — Les revers de la Serbie. . . . .

35

#### CHAPITRE VI. — La Conférence de Constantinople.

Les initiatives du Gouvernement Russe. — Le Slavisme. — Gortchakoff. — La politique autrichienne. — Andrassy. —

Les visées de l'Autriche sur la Bosnie-Herzégovine. — L'accord de Reichstadt du 8 juillet 1876. — Ses clauses. — L'agitation de l'opinion en Angleterre. — Disraëli. — L'impérialisme. — La proposition anglaise du 24 septembre 1876. — L'activité de la Russie. — La mission du comte Sumarakov. — Le commencement de la mobilisation russe. — Gortchakoff et Bismarck. — L'ultimatum de Livadia. — La mission Ignatieff. — La flotte anglaise à Bezika. — La question d'une Conférence. — Lord Salisbury à Berlin. — Les idées de Lord Derby et de Lord Salisbury. — Les séances préliminaires. — Les Diplomates. — Les réunions solennelles. — Les prétentions des Puissances. — La Constitution octroyée par la Turquie. — La mauvaise volonté de la Porte. — La Conférence échoue. — La résistance turque et les assurances anglaises. — La Convention secrète du 18 janvier 1877. — Le Protocole de Londres du 31 mars 1877. — Les déclarations anglaise et russe. — La réponse turque. . . . .

40

#### CHAPITRE VII. — « Autonomie ou Anatomie. »

La guerre russo-turque. — Les réserves de la Grande-Bretagne. — La question de la neutralité roumaine. — Les débuts de la lutte. — Le siège de Plevna. — Le Grand-Duc Nicolas devant Constantinople. — La flotte anglaise dans les Dardanelles. — Les préliminaires de paix d'Andrinople (30 janvier 1878). — Les inquiétudes de l'Autriche-Hongrie. — La flotte anglaise à l'Île des Princes. — La Note anglaise du 30 janvier. — La Note autrichienne du 3 février. — Bismarck et son influence sur la crise. — Son entente avec Andrassy. — L'idée d'un Congrès. — Les exigences de l'Angleterre. — Les réserves de Gortchakoff. — Le Traité de San-Stefano (3 mars 1878). — Ses clauses. — La Grande-Bulgarie. — Protestations de l'Autriche et de l'Angleterre. — La mobilisation autrichienne. — La mission d'Ignatieff à Vienne. — La communauté de vues des Cabinets de Vienne et de Londres. — La question de la discussion de l'universalité du Traité. — Le *pro memoria* de Gortchakoff (9 avril 1878). — Les tentatives de conciliation ; le comte Schouvaloff. — Bismarck et la proposition du Congrès à Berlin. — L'entente préalable entre Vienne, Londres et Berlin. . . . .

64

## DEUXIÈME PARTIE

## Le Congrès de Berlin

## CHAPITRE PREMIER. — Un Congrès.

Pourquoi un Congrès ? — Importance des Etats représentés. — Prestige de leurs Représentants. — Grandeur des intérêts en cause. — Lord Beaconsfield, Lord Salisbury, Lord Odo Russell. — Le Chancelier Gortchakoff, le comte Schouvaloff, M. d'Oubril. — Le comte Andrassy, le baron Haymerlé, le comte Karolyi. — Le Prince de Bismarck, le prince de Hohenlohe, M. de Bulow, M. Waddington, M. de Saint-Vallier, M. Desprez. — Le comte Corti. — Le comte de Launay. — Carathéodory-Pacha, Méhémet-Ali, Sadoullah . . . . . 91

## CHAPITRE II. — La Réunion.

L'attentat de Nobiling. — La réunion du Congrès (13 juin 1878). — Le palais Radziwill. — Les compliments. — L'œuvre à accomplir. — Le danger des armées en présence. — Les conversations séparées anglo-russes. — L'ordonnance des travaux. . . . . 94

## CHAPITRE III. — Souveraineté du Sultan.

Les principes. — Les exceptions. — Le Droit des Gens de la Chrétienté. — Les « Capitulations ». — Celles de 1535, de 1740. — La France et la Turquie. — La Russie. — L'Autriche-Hongrie. — La Grande-Bretagne. — Les Puissances maritimes et la Russie. — Le principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman. — La guerre de Crimée. — Le Traité de Paris. — Le Hatti-Humayoun du 18 février 1856. — L'article 9 du Traité de Paris. — La contradiction des deux paragraphes de l'article. — La volonté de contrôle des Puissances. — Le principe de la souveraineté du Sultan. — Ce principe et l'appui de la Grande-Bretagne. — Le Protocole de Londres du 31 mars 1877. — Lord Salisbury au Congrès de Berlin. — Les sacrifices faits par le

|                                                                                                                                                                                                                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Sultan. — L'indépendance de la Porte. — La clôture des Détroits. — Le Traité de Paris. — Les clauses du Traité de Londres. — L'article 24 de San-Stefano. — La question religieuse. — Les Commissions spéciales (art. 23 du Traité de Berlin). — Les Arméniens. . . . . | 98 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

#### CHAPITRE IV. — Bulgarie. — Roumémie Orientale.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| La Grande-Bulgarie de San-Stefano. — Les trois tronçons : Bulgarie proprement dite, Roumémie Orientale, Macédoine. — La Bulgarie Etat autonome et vassal. — La question de l'assentiment des Puissances. — Les droits de transit. — Les chemins de fer. — La durée de l'occupation russe. — Les deux thèses. — Les Commissaires européens. — La solution mixte. — La Roumémie Orientale. — Le Gouverneur général chrétien. — La Macédoine. — Le joug turc. — Les avantages de la Grande-Bretagne et de l'Autriche-Hongrie. . . . . | 113 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

#### CHAPITRE V. — Roumanie.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| La gloire de la Roumanie. — Les prétentions de la Russie sur la Bessarabie. — Le Traité de Paris. — La Dobroudja. — L'indignation Roumaine. — L'attitude d'Andrassy et de Bismarck. — Le « sentiment de dignité blessée ». — La Roumanie sacrifiée. — La reconnaissance de son indépendance . . . . . | 124 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

#### CHAPITRE VI. — Danube.

|                                                                                                                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les droits des riverains. — Les principes du Traité de Vienne. — La Commission européenne du Traité de Paris. — Extension des avantages de l'Autriche-Hongrie. — L'article 55 du Traité . . . . . | 129 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

#### CHAPITRE VII. — Serbie.

|                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------|-----|
| L'indépendance. — M. Ristich. — Les raisons de l'appui autrichien. . . . . | 134 |
|----------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE VIII. — Monténégro.

Ses gains : Antivari et son littoral. — Spizza à l'Autriche-Hongrie. — L'Italie et l'Albanie. — L'interdiction des fortifications monténégrines sur la Bojana. — Les bâtiments et le pavillon de guerre. — La police maritime et sanitaire. — L'importance des droits accordés à l'Autriche-Hongrie. — L'encerclement du Monténégro. — Les Mirdites. — L'Albanie. . . . . 136

## CHAPITRE IX. — Bosnie-Herzégovine.

La Convention de Reichstadt. — Les conditions de sa validité. — Les déclarations d'Andrassy à la Délégation autrichienne. — Les aspirations des Serbes vers l'Adriatique. — Les visées autrichiennes sur Salonique. — Andrassy au Congrès. — Les propositions de l'Autriche. — Salisbury et l'appui de la Grande-Bretagne. — Chypre rançon de la Bosnie-Herzégovine. — L'accord du 4 Juin 1878. — Les raisons de l'Angleterre. — Bismarck favorable à l'expansion autrichienne. — Les protestations turques. — La Russie et la combinaison autrichienne. — L'article 23 du Traité. — La clause secrète austro-turque. — L'occupation et l'Administration de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. — La durée de cette occupation. — M. Ristich et Bismarck. — Le triomphe autrichien. — Les avantages commerciaux. — L'encerclement de la Serbie. . . . . 140

## CHAPITRE X. — Garanties.

Les Puissances donneront-elles leur garantie au Traité? — L'habile revanche de Gortchakoff. — L'étonnement des Plénipotentiaires. — Le refus de la garantie. — Le coup porté au Traité. . . . . 164

## CHAPITRE XI. — Conclusion.

La fin du Congrès (13 Juillet 1878). — Les discours et les compliments. — Amertume et mélancolie. — L'œuvre accomplie. — Le recul de la Russie. — L'indemnité de

guerre. — L'Hellénisme. — L'affaiblissement de la Turquie. — L'attitude des représentants Turcs. — Le secours de l'Europe. — L'Autriche-Hongrie dans toute la crise. — Les avantages décisifs. — Le Gouvernement de Vienne élude ses engagements. — Les solutions bâtarde et les solutions harmonieuses. — La grandeur d'une nation. — La politique des Habsbourg. — La faiblesse de la violence. — L'appui définitif de l'Allemagne. — Le bénéfice de la brouille russo-roumaine. — Le coup de maître d'Andrassy. — La surveillance du Monténégro. — Le Drang nach Osten. — Les relations germano-turques. — Les querelles des Etats Balkaniques. — La brouille définitive de la Russie et de l'Allemagne. — La rancune de Gortchakoff. — Le partage de l'Empire ottoman. — La paix incolore. — Les « plumes d'oies. » — Les principes violés par le Congrès de Berlin. — Les invincibles espérances des Slaves du Sud. — Le mépris des petits Etats. — L'égoïsme et la force. — L'éclat du triomphe autrichien. . . . . 167

---



## BIBLIOGRAPHIE

---

### *Principaux livres à consulter*

- A. d'AVRIL. — *Négociations relatives au Traité de Berlin.*  
BARON AMAURY de la BARRE de NANTEUIL. — *L'Orient et l'Europe depuis le XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'aujourd'hui.*  
André BARRE. — *La Bosnie-Herzégovine.*  
Julian KLACZKO. — *Deux Chanceliers.*  
Eugène LERICOLAIS. — *Lettres d'Orient.*  
G. DEMORGNY. — *La Question du Danube.*  
Prince Albert GHICA. — *L'Albanie et la Question d'Orient.*  
GORIAINOW. — *Le Bosphore et les Dardanelles.*  
M. J. SPALAIKOVITCH. — *La Bosnie et l'Herzégovine.*  
Albéric CAHUET. — *La Question d'Orient.*  
René HENRY. — *Question d'Autriche-Hongrie et Question d'Orient.*  
Charles LOISEAU. — *Le Balkan Slave.*  
Hercule DIAMANTOPOULO. — *Le réveil de la Turquie.*  
Benoît BRUNSWIK. — *Le Traité de Berlin.*  
J. C. MAICAN. — *La Question du Danube.*  
MALCOLM MAC COLL. — *Le Sultan et les Grandes Puissances.*  
M. G. MILOIEVITCH. — *La Turquie d'Europe et le Problème de Macédoine et de Vieille Serbie.*  
SAMVER. — *Nouveau recueil de Traités.* — 2<sup>e</sup> série. — T. III.  
Stanislas TCHOMACOFF. — *De la souveraineté en général.*  
E. KNELL. — *La Bosnie et l'Herzégovine.*  
VANDAL. — *Histoire diplomatique du XIX<sup>e</sup> siècle* (Cours professé à l'Ecole des Sciences Politiques).  
*Livre Jaune.* — Congrès de Berlin.  
BALKANICUS. — *Les Serbes et les Bulgares.*  
BOURGEOIS. — *Manuel de Politique Etrangère.*  
M. J. MILOYEVITCH. — *L'Equilibre Balkanique.*  
Comte de LANDEMONT. — *L'Europe et la Politique Orientale.*  
Gabriel Effendi NORADOUNGHIAN. — *Recueil d'Actes Internationaux de l'Empire Ottoman.*  
E. ENGELHARDT. — *Le Droit d'intervention et la Turquie.*  
— *La Turquie et le Tanzimat* (2 vol.).  
Félix ALCAN (éditeur). — *Questions actuelles de politique étrangère.*  
LAVISSE et RAMBAUD.









